



■ Déchets nucléaires : un choix à risques

Dominique Voynet ne cache pas ses réserves sur la décision du gouvernement de créer deux laboratoires souterrains d'enfouissement, dont un dans la Meuse, l'autre n'étant pas encore localisé. p. 9

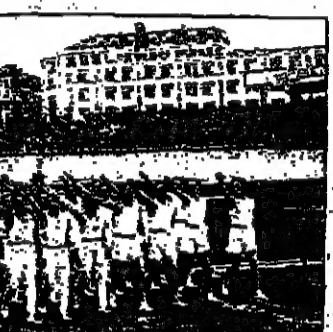
et notre éditorial p. 17

■ Journée d'action des chômeurs

Plusieurs manifestations sont prévues, jeudi 10 décembre, à Paris et en province, à l'appel des organisations de sans-emploi. Le gouvernement ne semble pas inquiet. p. 8

■ Détente à la SNCF

Les contrôleurs ont repris le travail à Marseille, Metz-Nancy et Paris-Saint-Lazare. Mais le trafic reste perturbé dans 14 régions sur 23. p. 18



■ Le sport français sous Vichy

Ouverte par Marie-George Buffet, la première réunion de la commission d'étude sur la politique du sport pendant l'Occupation devait se tenir à Paris jeudi. Dossier et témoignage. p. 25

■ Avoir un toit

La difficulté d'accès au logement s'étend aux ménages en situation précaire. Or le déficit de la production de logements « très sociaux » est, depuis 1994, de 9 000 à 12 000 habitations par rapport aux objectifs fixés. p. 10

■ Réforme des aides européennes

Discutée à Bruxelles, la nouvelle répartition des fonds structurels destinés aux zones fragiles bénéficierait à certaines régions, au détriment d'autres. p. 13

■ La chanson française à la radio

Ni le CSA ni les professionnels ne sont satisfaits de l'application des quotas de chanson française dans les radios, sans pour autant trouver le moyen de la réformer. p. 20

■ Jouets : comment les parents achètent

Les professionnels du jouet essaient de séduire les parents, pour lesquels l'achat est un acte de plus en plus réfléchi, et moins enthousiaste. p. 26

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 26 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,35 \$ CAN ; Chypre, 220 P ; Espagne, 160 P ; France, 7,50 F ; Grèce, 200 Dr ; Irlande, 1,20 P ; Italie, 2000 L ; Luxembourg, 40 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 NOK ; Pays-Bas, 10 F ; Portugal, 200 PTE ; Royaume-Uni, 9 P ; Singapour, 250 P ; Suède, 16 KSE ; Suisse, 2,50 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA, 2,5 \$; USA (Hawaii), 2,50 \$.

M 0147 - 1211 - 7,50 F

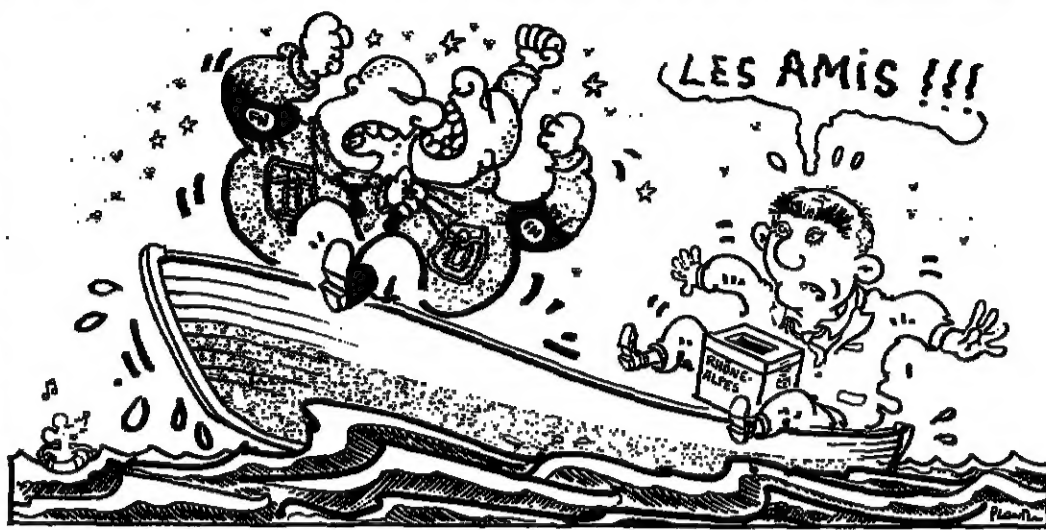


Front national contre Front national

● Le divorce est consommé entre Jean-Marie Le Pen et Bruno Mégret ● Le chef a démis son délégué général, qualifiant de « rébellion » son appel à un congrès ● Les « mégretistes » construisent leur propre organisation ● Vers deux listes d'extrême droite aux européennes

LE COMBAT entre le président du Front national, Jean-Marie Le Pen, et le numéro deux du parti, Bruno Mégret, déstabilisé de ses fonctions de délégué général, a atteint, mercredi 9 décembre, un point de non-retour. M. Le Pen refuse le congrès extraordinaire réclamé par M. Mégret, dont les partisans se sont installés dans des locaux distincts de ceux du FN, à Asnières près de Paris, et centralisent les signatures de militants en leur faveur. Les statuts prévoient qu'un congrès extraordinaire doit être convoqué si 20 % des adhérents le demandent. Le FN compte officiellement 80 000 membres, la réalité semblant plus proche de 40 000.

Alors que Samuel Maréchal, gendre de M. Le Pen, évoquait, mercredi soir, l'hypothèse d'un congrès fin 1999, M. Mégret et ses partisans maintiennent la demande de sa réunion avant les élections européennes de juin. Ils affirment être majoritaires parmi les conseillers régionaux du FN et les directions départementales. M. Le Pen, qui doit



s'exprimer vendredi matin au siège du parti, conteste cette évaluation qui ne tient compte, selon lui, que des « apparatchiks ». Il a convoqué, pour jeudi soir, le Département protection-sécurité (DPS), la « police

interne » du FN, sur laquelle l'Assemblée nationale a décidé, mercredi, de créer une commission d'enquête. Le congrès voulu par M. Mégret pourrait se réunir en janvier, avec ou sans M. Le Pen. Cette

réunion pourrait préfigurer la présentation de deux listes concurrentes aux élections européennes.

Lire page 6 et la chronique de Pierre Georges page 34

Scène de violence policière, un samedi soir, à Barbès

POUR Nadia, ses deux sœurs et leur amie Hiam, la soirée passée, samedi 28 novembre, dans un bar karaoké de Barbès, à Paris, fut un enfer. Elle s'est terminée par une garde à vue de près de quarante-huit heures après un passage à tabac dont Nadia porte encore les séquelles. Révélée par *Libération*, l'histoire débute dans un bar baptisé L'Époque. Une première altercation oppose les quatre jeunes filles, attirées autour d'une bière, à une animatrice bénévole de l'établissement, lors d'une quinzaine pour la disc-jockey. « Nous avions déjà donné quelque chose et du coup, nous avons refusé », raconte Nadia. Elle nous a dit : « Vous n'avez plus rien à faire ici. Le ton est monté, il y a eu une bousculade, un crépage de chignons et des verres sont tombés à terre. »

Le videur du bar intervient pour « calmer le jeu ». L'animatrice du groupe, Nadia, vingt-six ans, décide alors de quitter l'établissement. « Un grand blond cossu est intervenu pour nous interdire de sortir. Il y a eu une nouvelle bagarre », poursuit-elle. Les jeunes filles parviennent malgré tout à s'enfuir et se réfugient dans une impasse. « Nous avons entendu des sirènes de police, se souvient Nadia. Ils

sont arrivés en courant. Ils ont commencé à nous taper dessus à coups de matraques. Mes sœurs se sont retrouvées à terre, menottées dans le dos. Le grand blond était avec eux. Il s'en est pris à moi. Il s'est servi de ma tête comme d'un punching-ball. » Selon Nadia, un seul policier en tenue est intervenu pour demander à ses collègues d'arrêter le massacre.

Les quatre jeunes filles sont ensuite embarquées vers le commissariat de la Goutte d'Or. « Le grand blond était là. Il est venu me voir pour me dire qu'il avait été un plaisir de jouer au foot avec moi sale tête de bougnoule », affirme Nadia. Elle apprendra plus tard que son agresseur, ainsi que deux autres personnes présentes dans le bar, sont en fait des policiers d'une brigade anticriminalité qui étaient ce soir-là hors service. En arrêt de travail pour trois semaines, Nadia, agent commercial à la SNCF, a toujours, dix jours après les faits, l'œil gauche rougi par les coups reçus et la pommette couverte d'ecchymoses. Sur les conseils d'un policier rencontré pendant sa garde à vue, la jeune fille, soutenue par SOS Racisme, a tenté à deux reprises de déposer plainte auprès de l'inspec-

tion générale des services (IGS). Or les fonctionnaires de ce service, normalement tenus de recevoir les dépositions de personnes susceptibles d'avoir été victimes de violences policières, ont refusé de l'entendre.

Il lui faudra revenir une troisième fois pour obtenir satisfaction. La préfecture de police de Paris, qui a enfin diligencé une enquête administrative, affirme aujourd'hui que l'un des policiers a été « volontairement brûlé au visage au moyen d'une cigarette incandescente » et qu'une policière, « frappée avec un tesson de verre » pendant l'altercation dans le bar, a bénéficié de deux jours d'interruption de travail. « La version des jeunes filles et celle des policiers sont contradictoires, commente-t-on à l'IGS. Nous cherchons des témoins des faits pour dayer l'une ou l'autre. » Saisie de la plainte de Nadia, la quatrième section du parquet de Paris attend les conclusions de l'enquête. Mais les policiers concernés ont à leur tour déposé une plainte pour « violences volontaires avec arme par destination et rébellion », dont a été saisie une autre section du parquet, la septième.

Acacio Pereira

La vraie énigme Jean Moulin

OUI, il existe bien une énigme Jean Moulin. Mais, pour mieux nous faire comprendre, il nous faut d'abord revenir un peu en arrière, avant l'époque de la Résistance : la France des années 30 vit avec mélancolie la fin de son moment républicain tel qu'il fut inau-

guré par les lendemains de la défaite de 1870. Elle ne croit plus trop ni à sa vocation universelle ni à son propre discours émancipateur, étouffé par la canonade dévastatrice de Verdun. Ses élites se polarisent entre un nationalisme apparemment ambitieux mais de

plus en plus critique du régime parlementaire et un socialisme volontiers doctrinaire, qui ne sont que les versions, adoucies par le climat tempéré de l'Hexagone, du fascisme et du bolchevisme. Jean Moulin est le fils de cette époque difficile entre toutes de

l'histoire nationale. Charles de Gaulle l'est aussi : leur rencontre, leur entente en 1941, sera le moment décisif de la reconstruction morale de la France. De 1935 à 1939, nous en sommes encore au prologue au Ciel. C'est l'Angleterre conservatrice qui cherche à tout prix à apaiser Hitler, la France qui tente au contraire désespérément d'isoler une Allemagne nazie de plus en plus influente en Europe. Ce sont alors les modérés les plus fermement républicains de la droite et de la gauche qui cherchent à édifier ensemble la digue antinazie.

Pourtant, ce rassemblement des modérés, qui a déjà largement bafoué ce que sera le programme minimum de la Libération, échoue à contrecarrer Munich. De ce moment de désespoir émergera à son heure la haute figure de Pierre Brossolette, socialiste antimunichois, qui déjà fait connaître en France le nom de Churchill. Fin du premier acte.

La seconde manche s'ouvre dans des conditions très différentes, au lendemain du désastre de juin 1940.

Alexandre Adler pour *Le Monde*

Lire la suite page 17

SOROS

La crise du capitalisme mondial

L'intégrisme des marchés

Plon

257 P. - 135 F.

Le diagnostic inquiétant d'un génie de la finance

PLON

Serait-ce le gène de l'évolution ?

DEUX biologistes américaines ont découvert un mécanisme génétique susceptible de résoudre l'un des mystères de l'évolution. Elles ont montré qu'un stress immense peut provoquer, chez la mouche drosophile, de nombreuses mutations héréditaires. Dû au dysfonctionnement d'un gène, ce phénomène pourrait expliquer le mystère de l'apparition rapide d'espèces nouvelles et très différenciées, ainsi que la grande variété des mutations et des malformations héréditaires. Cette découverte pourrait bouleverser la théorie de l'évolution, la sélection naturelle, formulée par Darwin, s'appliquant plutôt à la différenciation d'espèces proches. Un dossier réalisé avec la revue scientifique *Nature* et avec le quotidien *El País*.

Lire page 27

Vos papiers !



ATHMANE BENDAOU

LE PARC de La Villette, à Paris, abrite jusqu'au 4 avril une exposition inhabituelle. Afin d'expliquer le sort des demandeurs d'asile, elle invite le visiteur à se mettre dans la peau d'un réfugié et à vivre, le temps d'un « parcours » qui commence dans un cachot, l'épreuve de l'exil et des vexations. A l'image de l'Algérien Athmane Bendaoud, lui-même réfugié en France, des comédiens jouent les rôles des « agresseurs » : policiers, fonctionnaires, patrons d'ateliers clandestins.

Lire page 29

International	2	Tableau de bord	71
France	6	Aujourd'hui	24
Société	10	Météorologie, Jeux	28
Carnet	12	Culture	29
Régions	13	Guide culturel	31
Horizons	14	Kiosque	32
Entreprises	16	Abonnements	33
Communication	20	Radio-Télévision	34

INTERNATIONAL

LE MONDE / VENDREDI 11 DÉCEMBRE 1998

DROITS DE L'HOMME Le ministre de l'intérieur britannique, Jack Straw, a annoncé, mercredi 9 décembre à Londres, qu'il avait décidé de « laisser la procédure d'ex-

tradition engagée par les juges espagnols suivre son cours devant les tribunaux du Royaume-Uni ». ● LA PROCÉDURE juridique qui va s'engager pourrait être très longue et

prendre « plusieurs mois, voire plusieurs années », admettent les avocats des deux parties. ● LE GÉNÉRAL Augusto Pinochet devait se présenter, dès vendredi, devant le tribunal

de Belmarsh, au sud-est de Londres, pour s'entendre signifier la possibilité de son extradition vers l'Espagne. ● JACK STRAW, un homme d'ordre discipliné, n'a pas pris seul sa déci-

sion. Mais c'est lui qui avait décidé, lors de son arrivée au pouvoir, d'incorporer dans la loi britannique la convention européenne des droits de l'homme.

Pinochet : la bataille juridique durera « plusieurs mois ou plusieurs années »

Après la décision du ministre de l'intérieur britannique d'autoriser la poursuite de la procédure d'extradition contre l'ancien dictateur chilien, les procédures s'engagent sur le terrain judiciaire. Le juge espagnol Garzon a rédigé l'acte d'inculpation

LONDRES de notre correspondant
Margaret Thatcher et ses amis conservateurs peuvent bien tempêter contre « la faute grave » et la « lâcheté » des travaillistes, le Chili, ostensiblement furieux, rappeler son ambassadeur du Royaume-Uni et les fidèles de l'ancien dictateur à Santiago dénoncer avec colère « une véritable prise d'otage d'Etat », Jack Straw a tranché. Aux deux étapes historiques franchies, le 16 octobre, avec l'arrestation inopinée d'un dictateur retraité en villégiature à Londres, puis, le 25 novembre, lorsque les Lords de la Cour suprême britannique ont dénié à Augusto Pinochet « l'immunité souveraine » derrière laquelle il s'abritait, s'est ajoutée le 9 décembre 1998 la décision du ministre de l'intérieur britannique de « laisser la procédure d'extradition engagée par les juges

espagnols, suivre son cours devant les tribunaux du Royaume-Uni ». En clair, la saga continue et tout n'est pas joué. Si la position judiciaire britannique, quant à la répression des crimes contre les droits de l'homme perpétrés par des chefs d'Etat ou de gouvernement, a considérablement avancé avec l'irréversible décision des Lords, l'advent de l'encombrant « patient anglais » promet encore d'être longue - « plusieurs mois, voire des années » admettent les avocats des deux camps - et riche en rebondissements juridiques tout autant que politiques.

● **CADEAU D'ANNIVERSAIRE** « Il n'empêche, se félicitait Reed Brody, avocat de Human Rights International, à la veille même du cinquantième de la Déclaration universelle des droits de l'homme, c'est un magnifique cadeau d'anni-

versaire ! » Jusqu'au bout, les partisans de l'extradition de l'ancien dictateur auront douté. Au point que mercredi matin, craignant ouvertement un coup fourré politique, les avocats d'Amnesty International ont demandé en urgence à la Haute cour de déclarer par avance illégale toute décision ministérielle qui permettrait au dictateur en retraite de quitter rapidement le pays dans l'avion pressé qui l'attend toujours près de Londres, avant que les défenseurs des droits de l'homme puissent réagir. Jugée « extraordinaire » et « sans précédent aucun » par le magistrat Simon Brown, la demande a été rejetée au motif qu'elle n'était « ni légitime, ni juste ». C'est la Haute cour, rappelle-t-on, qui avait estimé que le général Pinochet disposait pour ses crimes présumés, de « l'immunité souveraine » rejetée en appel par les Lords. Et c'est devant la Haute cour encore que les avocats du vieux tyran envisageaient jeudi matin, première saute d'une longue bataille à venir, de déposer appel contre la décision du ministre de l'intérieur.

L'opération préventive d'Amnesty International s'est finalement révélée inutile et l'organisation des droits de l'homme se félicitait dans un communiqué « du courage de Jack Straw qui a su résister à la pression politique et reconnaître la mémoire des milliers de personnes qui furent torturées et tuées pendant le règne de Pino-

chet ». En fait, lorsque Lady Thatcher, en accord total avec l'actuel patron des conservateurs, William Hague, affirme dans un communiqué que « ni le ministre de l'intérieur, ni le gouvernement ne peuvent se dissimuler derrière une posture legaliste » et que l'annonce de mercredi « est une décision politique », elle n'a pas tout à fait tort. Inverse, la décision de Jack Straw l'eût d'ailleurs été tout autant.

Même si le gouvernement de

Tony Blair s'abstenait encore mercredi soir de toute déclaration publique sur une affaire « d'ordre purement juridique », il est clair que le bureau du premier ministre a été largement consulté ces derniers jours et qu'il a jugé qu'en l'état actuel des choses, il ne pouvait pas, quoi qu'il en ait, s'opposer aux procédures engagées contre Pinochet. Très sensible à son image internationale et au sentiment quasi-unanime qui pré-

vaut dans son parti en faveur de l'extradition espagnole, Tony Blair a, à tout le moins, soutenu son ministre de l'intérieur. « L'idée, nous confie un membre de l'entourage sous le couvert de l'anonymat, est que d'ici quelques mois, les tensions se seront apaisées et que l'on verra alors ce qu'il est possible de faire... »

SPECTRE DE LA DISCORDE

Le gouvernement chilien est furieux et son ambassadeur à Londres a été rappelé aussi bien « pour consultation » que « pour porter parole », a expliqué un porte-parole, que « pour montrer » son mécontentement. Omniprésent sur les chaînes de télévision britanniques, Juan Antezola, qui fut dix années durant le conseiller économique du général et qui est resté l'ami du sénateur à vie, a déclaré mercredi soir qu'Augusto Pinochet, toujours retranché sous bonne garde dans une villa de luxe du Surrey précédemment habitée par Sarah Ferguson, duchesse de York, continuerait de « se battre pour son honneur ». Il a aussi tenté d'agiter encore une fois le spectre de la discorde politique au Chili même. « Les gens se battent à nouveau entre eux dans mon pays », a-t-il déploré. « Personne ne souhaite ni l'envie d'un nouveau coup d'Etat militaire, mais toutes les vieilles suspicions refont surface et elles déstabilisent le pays. » Le gouvernement britannique, pour l'instant, n'a pas mordu à l'hameçon.

Patrice Claude

Réactions

● Les Etats-Unis, qui s'efforcent depuis le début de rester à l'écart de la polémique internationale autour du cas Pinochet, se sont de nouveau abstenus de toute prise de position politique sur la décision du ministre de l'intérieur britannique. Le porte-parole du Département d'Etat, James Foley, a déclaré : « Rien en termes juridiques, en termes de droit international, n'a été décidé pour le moment. Ce n'est que le début d'un processus juridique (...) qui pourrait durer un certain temps. » « Les Etats-Unis ont à cœur à la fois les principes de responsabilité et de justice et ceux de démocratie et de règle de la loi au Chili », a ajouté M. Foley.

● En France, le ministre de la Justice, Elisabeth Guigou, s'est félicitée de la décision de Jack Straw : « Il n'y a pas de meilleure illustration du fait que nous entrons

dans une ère nouvelle où l'on ne se contentera plus de proclamer les droits de l'homme, mais on fera en sorte qu'ils soient appliqués », a-t-elle dit. M^{me} Guigou a ajouté que cette décision permettrait d'envisager un procès de Pinochet en France. Elle a aussi évoqué l'éventualité d'un procès de Jean-Claude Duvalier, dit « Baby Doc », l'ancien dictateur haïtien qui vit en exil dans le sud de la France. « Je n'ai pas à m'opposer ou pas à des poursuites judiciaires. S'il y avait une plainte en France, elle serait examinée », a-t-elle déclaré. « La lutte contre l'impunité vient de franchir un nouveau pas à travers une décision très importante », a pour sa part commenté, mercredi, le ministre des affaires étrangères, Hubert Védrine.

● La décision de Jack Straw a été applaudie mercredi par les socialistes du Parlement européen, la gauche italienne et les Verts allemands.

Les motivations du ministre britannique

LONDRES de notre correspondant
« Des mois, peut-être même une année, voire deux ». Pour une fois, les avocats des parties qui s'affrontent à coups d'injonctions et d'appels depuis le 16 octobre sont d'accord : la bataille juridique en cours autour du sort de l'ancien dictateur chilien sera longue. Première manche possible, dès le jeudi 10 décembre, les avocats de Pinochet pouvant en appeler à la Haute Cour pour mettre en cause la décision de Jack Straw. Prévoyant la manœuvre, le ministre de l'intérieur a fait savoir qu'il se « réservait le droit de motiver plus avant » l'ordre de poursuite (authority to proceed) qu'il a signé mercredi.

Sauf si ses défenseurs obtiennent immédiatement gain de cause de la Haute Cour - ce qui, selon les spécialistes, est peu probable - ou s'ils présentent un certificat médical recevable au nom de leur client, Augusto Ugarte Pinochet devait se présenter pour la première en fois en personne vendredi devant le tribunal de Belmarsh, au sud-est de Londres. Jouxtant la prison de haute sécurité du même nom, où étaient traduits en leur temps les activistes armés de l'IRA, ce tribunal, plus facile à protéger, a été choisi mercredi par le ministre de l'intérieur aux dépens et à la demande de celui de Bow Street, dans le centre-ville. C'est à Belmarsh que doit d'abord être signifiée à Pinochet la possibilité de son extradition vers l'Espagne.

Dans le communiqué publié mercredi soir, Jack Straw explique comment et pourquoi, après toutes les représentations dont il a été l'objet de la part du gouvernement chilien, des avocats de Pinochet et de ceux des parties civiles, il est parvenu à sa décision. Rappelant d'abord qu'il a reçu trois demandes d'extradition, d'Espagne le 11 novembre, puis de France et de Suisse deux jours plus tard, le ministre indique qu'il a donné préséance à celle de Madrid, la première arrivée sur son bureau.

Puis il se demande si le mandat d'extradition délivré par le juge espagnol est valide. Ce sont les magistrats de Belmarsh qui de-

vront décider quant au fond. Pour l'heure, tout en estimant que les accusations espagnoles de « génocide » et de « meurtre » ne sont pas recevables « selon la définition britannique contenue dans la loi d'extradition de 1989 », le ministre britannique annonce qu'il retient les autres chefs d'inculpation, lesquels « équivalent au Royaume-Uni, aux délits (offences) de tentative de meurtre, conspiration pour meurtre, torture, conspiration pour torturer, prise d'otages et conspiration pour prendre des otages ».

PAS DE VENGEANCE

Répondant à un avocat de l'ancien dictateur qui prétendait que les délits reprochés à son client étaient de « nature politique », donc non-extraditables, Jack Straw, « considérant que le mandat d'extradition n'a pas été délivré pour des raisons de vengeance politique » rejette l'argument. De même estime-t-il que « le temps qui s'est écoulé » entre les crimes présumés et l'éventuelle extradition du général ne la « rend pas

injuste ou oppressive ». Ce qui est reproché à Pinochet « est de nature assez sérieuse pour ne pas restreindre une poursuite en justice ». Quant à la faillibilité de la mémoire des éventuels témoins, mise en avant par les avocats du prévenu, « elle est normalement du ressort du tribunal qui poursuivra ».

Soulignant que la discrétion qui lui est laissée de par la loi est « large », le ministre indique qu'il a également pris en considération un certain nombre d'autres facteurs. D'abord, humanitaires. Les avocats du sénateur chilien ont mis en avant son âge et sa santé, « ce qui rendrait injuste et oppressif » l'ordre de poursuivre. « Après considération prudente, il ne semble pas au ministre que le sénateur soit inapte à subir un procès. Mais cette question peut être réexaminée à la lumière de nouveaux développements - si Pinochet tombait gravement malade - et notamment lorsqu'il devra exercer une nouvelle fois sa discrétion à la fin du processus d'extradition ».

Enfin, les facteurs politiques. « Le gouvernement chilien a argué que le sénateur Pinochet devait être renvoyé au Chili où il pourrait être traduit en justice. Cependant, note Jack Straw, il n'y a aucune demande d'extradition chilienne. » De toute façon, « aucune provision de la loi internationale n'exclut la juridiction espagnole dans cette affaire », le ministre « ne considère pas la possibilité d'un procès au Chili comme un facteur pouvant l'emporter sur l'obligation internationale de la Grande-Bretagne, selon la convention européenne sur l'extradition, d'extraire le sénateur en Espagne ». Quant « au possible effet du processus d'extradition sur la stabilité du Chili, sa future démocratie et les intérêts nationaux du Royaume-Uni », Jack Straw a estimé que « les documents et les représentations qu'il a eu à connaître ne constituent pas une base suffisante » pour empêcher l'ordre de poursuivre la procédure.

P.C.

Jack Straw, un homme d'ordre discipliné

LONDRES de notre correspondant
Une fois n'est pas coutume : lorsque Jack Straw est entré aux Communes mercredi soir, le banc et l'arrière-banc travaillistes l'ont applaudi. Deux heures plus tôt, via un communiqué, le ministre de l'intérieur, agissant officiellement de manière « quasi-judiciaire », avait décidé de laisser la procédure engagée contre Augusto Pinochet suivre son cours normal. Nul, aux Communes, n'ignore évidemment que Jack Straw, « discipliné comme il est », n'a pas pris cette décision seul. Mais c'est sa signature qui figure au bas de « l'ordre de poursuite » l'action contre l'ancien dictateur, et les applaudissements, s'ils ont pu gêner un homme qui n'aime guère s'identifier à l'aile gauche du parti, n'étaient pas démentis.

L'un « des rares ministres de Tony Blair totalement en phase avec l'idéologie ultra-progressive, économiquement libérale et antisentimentale du nouveau travaillisme » - dit The Independent - John Whitaker Straw est d'abord et avant tout considéré comme un homme d'ordre, plutôt conservateur de tempérament. Auteur, avec Tony Blair, de la nouvelle politique inspirée de l'expérience américaine dite de « tolérance zéro » pour les petits délits, il eut le courage fin dernier de traîner son fils de dix-sept ans, accusé par un journaliste d'avoir fumé un joint de marijuana, devant le commissaire de police. L'adolescent dut

avouer sa turpitude. Il est vrai que le ministre, qui dirige le syndicat national des étudiants anglais de 1969 à 1971, s'était rendu célèbre, au milieu des permissives années 60, en militant activement contre la dépénalisation du cannabis. Il avait vingt-trois ans.

CONTRE LE « RELATIVISME MORAL »

Né le 3 août 1946 d'une mère institutrice et d'un père agent d'assurance, Jack Straw, chrétien pratiquant, est périodiquement attaqué par la gauche travailliste et les libéraux pour son « autoritarisme social » - la lutte contre le « relativisme moral » est son cheval de bataille. Député travailliste depuis 1979, élevé avec ses quatre frères et sœurs par une mère seule abandonnée par un époux volage, le ministre croit à la famille et aux valeurs morales. Si, contrairement à la majorité des élus travaillistes, dont quatre des principaux ministres de Tony Blair - Peter Mandelson (commerce et industrie), Gordon Brown (finances), Mo Mowlam (Ulster) et Robin Cook, le chef de la diplomatie - il n'a pas manifesté dans sa jeunesse pour la « grande cause » qu'était alors la lutte contre la dictature chilienne, c'est lui qui, à peine arrivé au pouvoir en 1997, décida, en accord toujours avec son premier ministre, d'incorporer dans la loi britannique la convention européenne des droits de l'homme.

P.C.

SCIENCE & VIE

HORS SERIE

L'univers de la gravitation

Comment Einstein a dépassé Newton

De la chute des corps à l'organisation de l'univers, comment s'exerce cette force fondamentale ?

EN KIOSQUE DÈS AUJOURD'HUI



Santiago du Chili s'est à nouveau enflammée

Le Chili a été frappé par une nouvelle vague de violence. Des milliers de personnes ont été blessées et des centaines ont été tuées. Les autorités ont déclaré l'état d'urgence et ont lancé des opérations militaires pour rétablir l'ordre. Les causes de ces émeutes restent floues, mais elles semblent liées à des problèmes sociaux et politiques. Les habitants de Santiago ont exprimé leur colère contre le gouvernement et les forces de l'ordre. Des incendies ont éclaté dans plusieurs quartiers, et des magasins ont été pillés. Les médias ont rapporté que des policiers ont été agressés et que des armes ont été trouvées chez certains manifestants. La situation est très tendue et les autorités craignent de nouvelles escalades de violence.

Les autorités ont déclaré l'état d'urgence et ont lancé des opérations militaires pour rétablir l'ordre. Les causes de ces émeutes restent floues, mais elles semblent liées à des problèmes sociaux et politiques. Les habitants de Santiago ont exprimé leur colère contre le gouvernement et les forces de l'ordre. Des incendies ont éclaté dans plusieurs quartiers, et des magasins ont été pillés. Les médias ont rapporté que des policiers ont été agressés et que des armes ont été trouvées chez certains manifestants. La situation est très tendue et les autorités craignent de nouvelles escalades de violence.

Les autorités ont déclaré l'état d'urgence et ont lancé des opérations militaires pour rétablir l'ordre. Les causes de ces émeutes restent floues, mais elles semblent liées à des problèmes sociaux et politiques. Les habitants de Santiago ont exprimé leur colère contre le gouvernement et les forces de l'ordre. Des incendies ont éclaté dans plusieurs quartiers, et des magasins ont été pillés. Les médias ont rapporté que des policiers ont été agressés et que des armes ont été trouvées chez certains manifestants. La situation est très tendue et les autorités craignent de nouvelles escalades de violence.



Santiago du Chili s'est à nouveau enflammée

SANTIAGO DU CHILI
de notre envoyé spécial

A chaque épisode décisif du feuilleton judiciaire dont Augusto Pinochet semble devenir, au fil des péripéties, le jouet impuissant, la capitale chilienne s'enflamme. Selon un rituel désormais établi, supporters et adversaires de l'ancien dictateur chilien laissent éclater leur joie ou leur dépit dans les rues de Santiago en fonction des dernières nouvelles venues de Londres. Cela a encore été le cas après la décision, officialisée mercredi 9 décembre, du ministre britannique de l'Intérieur, Jack Straw, de donner suite à l'examen par la justice du Royaume-Uni de la demande d'extradition déposée par le juge espagnol Baltasar Garçon.

L'appel au calme du président Eduardo Frei

Le président chilien Eduardo Frei a appelé les Chiliens à « garder leur calme » dans l'affaire Pinochet jusqu'à ce que la situation se résolve, mercredi 9 décembre, depuis Rio de Janeiro où il participe au sommet présidentiel du Mercosur, rapporte la radio brésilienne CBN. Dans une conférence de presse exclusive pour les Chiliens qui se trouvent à Rio, le président Frei a déclaré qu'il « rejetait, au nom de la souveraineté des États », la décision du ministre britannique de l'Intérieur, Jack Straw, de donner son feu vert à la procédure d'extradition de l'ancien dictateur Pinochet.

Le ministre chilien des relations extérieures, José Miguel Insulza, a affirmé pour sa part, mercredi à Santiago du Chili, que le Chili « rejetait catégoriquement la décision prise par Londres, une décision qui transgresse la juridiction du Chili ». Il a ajouté que « tous les moyens seront employés pour renverser cette situation ».

« Les crimes contre l'humanité ne peuvent tomber dans l'oubli, et Pinochet doit maintenant affronter la justice. Nous sommes d'autant plus heureux que cette décision intervient à la veille de la célébration du cinquantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme », affirmait Viviana Díaz, la vice-présidente de l'organisation.

« COLONIALISME ANGLAIS » Dans l'autre camp, les réactions ont été vives. Plusieurs centaines de manifestants brochant le « colonialisme anglais » ont tenté de bloquer l'une des principales avenues de Santiago. Face à la riposte énergique des carabiniers (les forces chargées du maintien de l'ordre), ils ont ensuite fait marche vers les résidences des ambassadeurs de Grande-Bretagne et d'Espagne. Leur initiative a été brutalement interrompue par l'intervention de canons à eau. Une trentaine de fauteurs de troubles ont été interpellés. « Notre patience est grande, mais

elle a des limites », clame un dirigeant de la Fondation Pinochet, porte-parole des fidèles du sénateur à vie.

L'opposition parlementaire au gouvernement centriste du président Eduardo Frei est, elle aussi, montée au créneau. Elle hurle au « complot socialiste » face aux prises de position « favorables au châtiment du tyran en retraite » de la gauche alliée au pouvoir, et aux liens anciens avec Amnesty International (révélés par *The Guardian*) de l'un des cinq juges, Lord, Leonard Hoffman, lequel a nié l'immunité diplomatique à l'ex-dictateur.

SOLIDARITÉ SUD-AMÉRICAINE

Le commandement de l'armée de terre chilienne, que Pinochet a dirigé pendant vingt-cinq ans, s'est senti, quant à lui, « profondément choqué » par la décision « humiliante et abusive » du ministre britannique. « Les Chiliens sont actuellement victimes d'une procédure qui est en train de consolider une claire injustice et une violation de la souveraineté nationale », précise le communiqué de l'état-major.

Le gouvernement a réagi par l'intermédiaire du vice-président Raúl Troncoso. « La majorité des citoyens, a-t-il souligné, sont conscients que tout ce qui était raisonnable a été fait pour la défense de nos principes et celle du citoyen Pinochet ». Sous pression continue depuis près de deux mois, le président Frei navigue à vue, forcé qu'il est par l'armée de mobiliser ses services diplomatiques en faveur d'un personnage qui divise profondément la société chilienne.

Ayant rejeté « au nom de la souveraineté des États » la décision de M. Straw, le chef de l'Etat a immédiatement rappelé son ambassadeur à Londres. Il a, par ailleurs, mis à profit sa participation au 15^e sommet du Mercosur (Le marché commun du cône Sud regroupant le Brésil, l'Argentine, l'Uruguay, le Paraguay, et dont le Chili et la Bolivie sont membres associés), qui se tient à Rio de Janeiro, pour plaider la solidarité sud-américaine dans l'affaire Pinochet.

D'évidence, M. Frei a obtenu gain de cause. Il est en effet parvenu à convaincre son ami de longue date, le président brésilien Fernando Henrique Cardoso, lui-même exilé au Chili de 1964 à 1967 après le putsch militaire dans son pays, à paraphraser une déclaration commune prônant certes « l'universalité des droits de l'homme », mais aussi dénonçant « l'intervention dans les affaires intérieures qui menace la cohabitation des États » en raison de « l'application unilatérale et extraterritoriale des lois nationales ». « L'Histoire discrédite les options totalitaires », avait proclamé la veille M. Cardoso.

Pour la troisième fois depuis l'arrestation, le 16 octobre, à Londres, de l'ancien dictateur, le Conseil de sécurité, dont le haut commandement de l'armée est l'un des piliers, se réunira à Santiago du Chili, vendredi 11 décembre. Le ministre de la défense, José Florencio Guzmán, estime cependant que « les relations entre civils et militaires sont suffisamment solides ». Pour sa part le président du Sénat, Andrés Zaldívar, a indiqué qu'il se rendra prochainement au Parlement européen de Strasbourg dans le but d'obtenir le rapatriement du général Pinochet.

Jean-Jacques Sevilla

Madrid réaffirme son intention de s'« en tenir au respect scrupuleux des décisions de justice »

MADRID

de notre correspondant

Augusto Pinochet vient de franchir un pas supplémentaire sur le long et tortueux chemin judiciaire qui le mènera, peut-être un jour, devant les tribunaux espagnols, mais la nouvelle de la décision anglaise de laisser la procédure d'extradition vers l'Espagne suivre son cours, n'a suscité, mercredi soir 9 décembre, à Madrid, ni émotion particulière, ni grandes manifestations, ni pluie de commentaires. A croire qu'après toutes ces semaines d'incertitude et de polémiques sur le sort de l'ex-dictateur, dont l'arrestation a été demandée en octobre par le juge de l'Audience nationale, Baltasar Garçon, l'opinion publique espagnole, jusqu'ici plutôt passionnée par le sujet, n'ait été un peu prise de court. A moins qu'elle n'ait fini aussi par s'armer de patience, devant un processus qui prendra des mois.

Avec une grande prudence, le porte-parole du gouvernement conservateur, Josep Piqué, s'est borné à réitérer la position de Madrid, à savoir « qu'il ne faut en aucun cas politiser cette affaire Pinochet, mais bien plutôt s'en tenir au respect scrupuleux des décisions de justice ». Faut-il le rappeler ? Le gouvernement espagnol, « parain » démocratique des pays latins en pleine transition, comme le Chili, et aussi l'un de ses plus im-

portants partenaires commerciaux est dans une situation extrêmement délicate. Ce qui justifie l'extrême rigueur de « non-ingérence » dans les affaires judiciaires du gouvernement conservateur, même si il est plus que probable qu'en coulisse Madrid multiplie les efforts pour trouver une sortie internationalement « honorable » à cet imbroglio judiciaire, dont elle ne tient pas à faire politiquement les frais.

MANIFESTATIONS PRÉVUES

La politique était décidément absente des réactions en Espagne. Aussi, si l'on excepte le commentaire local d'Amnesty International pour qui la décision anglaise « est une merveilleuse nouvelle qui rompt le cercle vicieux des impunités flagrantes, jusqu'ici tolérées », seule une élue socialiste a entrepris de fustiger « le jeu souterrain du gouvernement Aznar qui n'est pas pressé de voir l'ex-dictateur traité devant les tribunaux espagnols ».

Les avocats de l'accusation et les magistrats, appartenant à l'association des « Juges pour la démocratie », ont salué « ce nouveau pas décisif vers un ordre judiciaire international » et les deux grands syndicats, UGT et COO, ont publié un communiqué saluant « le triomphe de la cause des droits de l'homme ». Mais avec un bel ensemble, les grands témoins de la politique espagnole avaient préféré ré-

server leur jugement, sans doute pour ce jeudi, jour anniversaire de la déclaration des droits de l'homme, où des manifestations sont prévues dans tout le pays.

Evitant les trop grandes déclarations, lui aussi, le juge Baltasar Garçon continue, en revanche très activement, à instruire le dossier Pinochet. Le juge a non seulement entendu un bon nombre de nou-

veaux témoins, mais la semaine dernière il a également sollicité via Interpol et la diplomatie espagnole, la collaboration « active » des Etats-Unis.

Baltasar Garçon voudrait notamment voir « déclassifier » par le FBI et les autres services de sécurité américains les documents qui ont trait à l'opération « Condor », ce pacte de sang entre les régimes « forts » d'Amérique du Sud, contre leurs opposants, pendant les années 70, dans lequel le général Pinochet aurait tenu un rôle central. Le juge voudrait également pouvoir interroger l'ex-agent de la Dina (la police secrète chilienne), Michael Townley, cet Américain impliqué dans les cas Orlando Letelier (ex-ministre d'Allende assassiné à Washington) et Carmelo Soria, ce diplomate espagnol enlevé et tué au Chili lors de la dictature.

Informations que le juge chargé du dossier chilien avant Baltasar Garçon, le juge García-Castellón, avait déjà demandées en vain. En attendant, sans doute dès ce jeudi 10 décembre, Baltasar Garçon va inculper formellement l'ex-dictateur. L'acte devrait, laisse-t-on entendre, comporter de nouveaux éléments par rapport au premier document écrit par le juge, pour justifier la demande d'arrestation d'Augusto Pinochet, le 16 octobre.

Marie-Claude Descamps

Le juge Garçon a rédigé l'acte d'inculpation

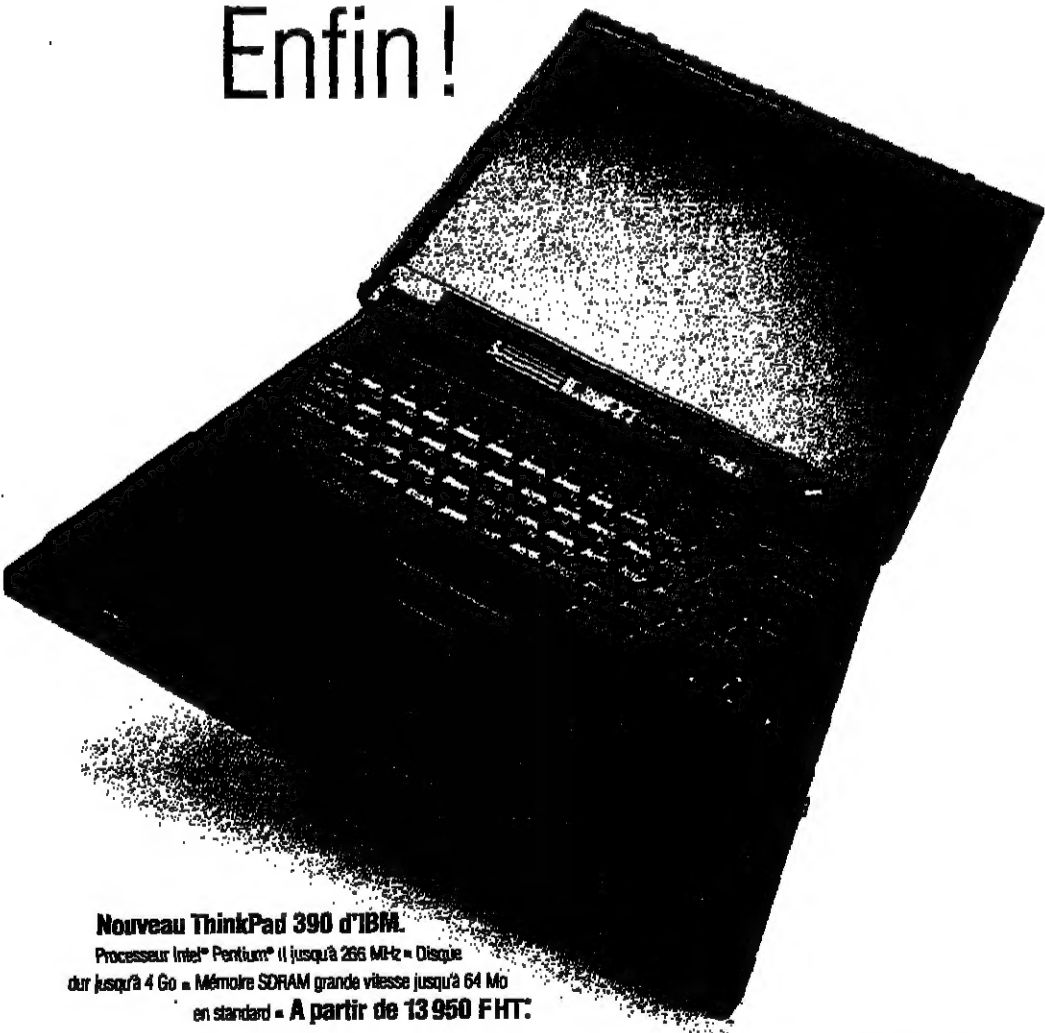
« Le juge a déjà rédigé l'acte d'inculpation » du général chilien pour les délits de génocide, terrorisme international et tortures, ont indiqué des sources judiciaires espagnoles. Le juge Garçon, à l'origine de l'arrestation à Londres d'Augusto Pinochet en octobre, doit informer de l'acte d'inculpation toutes les parties concernées par la procédure.

Selon la procédure judiciaire, l'acte d'inculpation de Pinochet ne doit pas être « obligatoire » envoyé à Londres, mais pourrait néanmoins l'être pour être communiqué aux avocats de l'ex-dictateur chilien, qui n'a pas de représentant légal en Espagne, ont précisé les mêmes sources judiciaires.

Finalement, le voici à votre portée, ce ThinkPad dont vous avez toujours rêvé. C'est le nouveau ThinkPad 390 d'IBM, avec son puissant processeur Intel®, son écran géant de 14 pouces à matrice active, sa carte son stéréo SoundBlaster et son clavier si confortable que vous oublierez qu'il s'agit d'un portable. Avec aussi, bien sûr, le service et l'assistance technique IBM. Voilà l'outil de e-business intégré spécialement conçu pour les PME-PMI. Et devinez quoi ? Son prix aussi est spécialement « taillé » pour les PME-PMI. Pincez-moi, je rêve ! Pas du tout. Et pour vous en convaincre, appelez immédiatement le 0 801 TEL IBM (0 801 835 426) ou rendez-vous visite sur www.ibm.com/pe/fr/thinkpad

e-business tools

Un rêve accessible. Enfin !



Nouveau ThinkPad 390 d'IBM.

Processeur Intel® Pentium® II jusqu'à 266 MHz • Disque dur jusqu'à 4 Go • Mémoire SDRAM grande vitesse jusqu'à 64 Mo en standard • A partir de 13 950 FHT.

IBM



*16824 FHTC (pour le modèle 39020FR), par câble IBM ou 02-11-98 susceptible d'être modifié sans préavis. Intel, Intel Inside et Pentium sont des marques déposées d'Intel Corp. Le portable référencé dans cette annonce est livré avec un système d'exploitation. 1 Outils e-business.

Les pressions s'accroissent pour que soit créée au plus vite la Cour pénale internationale

Le thème de la lutte contre l'impunité a dominé les manifestations de Paris

Les commémorations officielles marquant le cinquantième de la Déclaration universelle des droits de l'homme devaient s'achever, jeudi 10 décembre, au Palais de Chaillot, à Paris. Le thème de la lutte contre l'impunité a dominé les diverses manifestations organisées cette semaine dans la capitale. Les pressions s'accroissent pour que la France ratifie au plus vite le traité créant une Cour pénale internationale. (Lire aussi page 16.)

ALORS que Paris commémore le cinquantième de la Déclaration universelle des droits de l'homme et que l'affaire Pinochet donne une actualité particulière à la lutte contre l'impunité, on aurait pu attendre des autorités françaises un geste dans ce domaine. Beaucoup escomptaient qu'elles s'engagent sur une date-butoir pour la ratification du traité de Rome, qui porte création d'une Cour pénale internationale. Les discours prononcés à l'occasion du cinquantième par Jacques Chirac, lundi 7 décembre, et par Lionel Jospin le lendemain ont de ce point de vue déçu.

L'un et l'autre ont évoqué le sujet, à l'Unesco, devant un public apparemment très sensible au sujet. Des applaudissements ont retenti dans la salle quand M. Chirac s'est félicité que « se construise peu à peu un nouvel ordre juridique mondial, où personne, pas même les chefs d'Etat, ne sera à l'abri des poursuites en cas de crimes contre l'humanité » et quand M. Jospin a salué la décision prise par les Lords britanniques qui, a-t-il dit, « fait franchir une étape nouvelle et capitale aux droits de l'homme en refusant que l'impunité des puissants reste la règle ».

« Je souhaite que la convention de Rome puisse être rapidement ratifiée par tous les Etats et d'abord par la France », a aussi déclaré le président de la République, tandis que le premier ministre annonçait que le Conseil constitutionnel se-

rait saisi « dans les meilleurs délais ». Mais de date, aucune. D'après les experts, il aurait pourtant été possible de promettre que la procédure de ratification soit bouclée avant la fin de l'année 2000. L'examen technique du texte pour adapter ses traductions dans les diverses langues est en voie d'achèvement. Il faudra ensuite en France le soumettre au Conseil constitutionnel et au

Le soupçon renaît donc, une fois encore, sur la sincérité des belles paroles des dirigeants français. Une vingtaine d'organisations non gouvernementales, regroupées au sein de la « Coalition française pour une Cour pénale internationale », organiseront, la semaine prochaine, une rencontre avec des responsables du gouvernement et des parlementaires pour les interroger sur leurs intentions.

traduite dans le traité cette possibilité, laissée à la décision de chaque pays signataire, de n'admettre dans le champ de compétence de la Cour que le génocide et les crimes contre l'humanité. Les ONG demandent que la France change de position sur ce point et, en ratifiant le traité au plus vite et sans restriction sur les crimes de guerre, donne l'exemple aux autres pays signataires. La Cour ne sera créée que lorsque soixante Etats auront déposé les instruments de ratification.

Rassemblements sous contrôle au Trocadéro

Plusieurs rassemblements étaient prévus, place du Trocadéro à Paris, jeudi 10 décembre, à l'initiative d'associations de défense des droits de l'homme, au moment où devait avoir lieu, au Palais de Chaillot, la cérémonie finale du cinquantième de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Aux associations kurdes, en début d'après-midi, devaient succéder, à 15 heures, les défenseurs des sans-papiers, dont Droits devant, les Verts, le Gisti et le Syndicat des avocats de France, puis, à 18 heures, la Cinéade, France-Libertés, la LICRA, la Ligue des droits de l'homme, le MRAP et SOS-Racisme.

La préfecture de police a « invité » les organisateurs à limiter les rassemblements aux « musoirs » de la place (terre-pleins entre les avenues), les manifestants étant indésirables... sur le Parvis des droits de l'homme lui-même, proche de la célébration officielle, « pour des raisons de sécurité ».

Conseil d'Etat et réviser la Constitution, en particulier parce qu'en l'état actuel elle stipule que le président de la République et les membres du gouvernement ne peuvent être jugés que par la Haute Cour de justice. Selon les juristes, un délai de deux années peut raisonnablement y suffire et on aurait pu sans risque l'annoncer.

Ces organisations réclament plus qu'un engagement sur les dates : la plupart d'entre elles font campagne pour que la France renonce à la possibilité donnée aux signataires du traité de ne pas reconnaître la compétence de la Cour pour les crimes de guerre. C'est à la demande de la France, sous la pression des militaires, qu'avait été in-

TROIS QUESTIONS À... MUCHTAR PAKPAHAN

1 En tant que président du premier syndicat libre indonésien SBSI, libéré de prison il y a moins d'un an, que pensez-vous de la commémoration de la Déclaration universelle des droits de l'homme à Paris ?

Cinquante ans après l'adoption de cette déclaration, il était temps d'en faire le bilan et de la repenser, j'espère qu'une telle manifestation va aider à aborder des discussions concrètes. Je pense qu'il faut maintenant que des sanctions soient prises contre les pays qui ne l'appliquent pas. Les syndicats, dans le cadre de l'Organisation internationale du travail (OIT, Nations unies), ont décidé de sanctions, sur les importations et les exportations, contre les Etats qui ne respectaient pas la clause sociale. Il faut aussi sanctionner le non-respect des droits de l'homme. La France, qui a un rôle particulier et une influence importante notamment dans les pays francophones en développement, doit proposer l'adoption de ces sanctions pour que les droits de l'homme soient respectés.

2 Certains pays, notamment asiatiques, la Chine en particulier, revendiquent une différence culturelle qui leur vaudrait que

le droit au développement prime sur les droits de l'homme.

L'idée qu'il existe une différence entre l'Occident et l'Orient entre les hommes est stupide. Les hommes ont les mêmes besoins partout : respirer, manger, ne pas avoir peur, etc. Les droits de l'homme sont plus importants que le développement. La démocratie et les droits de l'homme sont la base de la prospérité et du développement. Le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, qui prétendent ne pas faire de politique mais soutiennent de facto des régimes corrompus finançant indirectement la violation des droits de l'homme, devraient plutôt sanctionner ces pouvoirs.

3 Depuis la chute du général Suharto en mai et votre libération, les droits de l'homme sont-ils mieux respectés en Indonésie ?

Officiellement, le nouveau président B. J. Habibie veut respecter les droits de l'homme. Mais, dans la pratique, les violations continuent. Car les militaires dominent toujours le pays et le général Suharto n'a pas vraiment rendu le pouvoir. Des étudiants qui manifestaient ont été tués en novembre. Des gens ont disparu, d'autres ont été assassinés.

Propos recueillis par Jean-Baptiste Naudet

VACHERON CONSTANTIN
Genève, depuis 1755

En vente chez les distributeurs agréés :
Paris : CHRONOFASSION - DUBAIL - LÉON - Dubail
101/103 Centres FERRET - 106/108 Centres FERRET - 113/115 Marseille PROJO
103/105 Lyon J.L. MAIER - Informations au 01 42 78 54 16

Les défenseurs des droits de l'homme en Egypte font l'objet d'intimidations

LES ORGANISATIONS de défense des droits de l'homme sont considérées en Egypte comme des ennemies de l'Etat. Elles sont placées sous le strict contrôle du gouvernement. Les autorités égyptiennes, explique Hafez Abou Saada, secrétaire général de la principale d'entre elles, l'Organisation égyptienne des droits de l'homme (OEDH), veulent imposer une loi plaçant les organisations non gouvernementales (ONG) sous la tutelle du ministère des affaires sociales, avec droit d'ingérence dans leur conseil d'administration et dans leurs sources de financement, voire pouvoir de décider de leur cessation d'activités, avec peines de prison à la clef pour tout « contrevenant ».

M. Abou Saada, qui vient de passer cinq jours en prison au Caire, avant d'être remis en liberté sous caution, se trouve à Paris, où il participe au cinquantième de la déclaration des droits de l'homme. Convoqué au départ par le procureur général, Rajaa El Arabi, à titre de témoin à propos d'un article publié par l'hebdomadaire britannique *The Sunday Telegraph*, faisant état de persécution de coptes en Egypte et d'une « punition collective » dans le village copte d'El Kocheh, il s'est retrouvé mis en accusation pour « perception de fonds d'un pays étranger ».

Les deux griefs sont coulés de fil blanc. L'OEDH n'étant pas responsable de l'article incriminé et n'ayant jamais parlé de persécution religieuse en Egypte, mais ayant dénoncé les tortures et les exactions de la police à El Kocheh. Quant à la « perception de fonds d'un pays étranger », elle est relative à un chèque de 25 000 dollars qui lui a été envoyé par la commission des droits de l'homme de la Chambre des communes britannique. Or ce don figurait noir sur blanc dans le budget de l'OEDH pour 1998 et n'était que le second versement d'une somme globale d'un peu plus de 40 000 dollars, dont la première tranche a déjà été perçue sans que cela ne pose problème. « L'OEDH a toujours reçu des dons d'associations étrangères et entrepris des projets communs avec de telles associations. Tout est consigné dans son budget annuel. Ses comptes sont domiciliés dans des banques égyptiennes. Le gouvernement est au courant de tout », a expliqué M. Abou Saada à

quelques journalistes, mercredi 9 décembre. Il admet que l'OEDH a commis une erreur en restituant les 25 000 dollars à la Chambre des communes, parce que cela tend à donner raison aux accusateurs.

Un projet de loi est en discussion pour imposer une tutelle aux ONG

L'OEDH, comme toutes les organisations non gouvernementales, n'a pas de statut officiel, mais elle a, jusqu'à maintenant, été autorisée à fonctionner. L'affaire Abou Saada intervient alors qu'un projet de loi sur les associations, dont l'objectif est de leur imposer une tutelle, est en discussion.

Au-delà de cette actualité, M. Abou Saada met en garde contre la violence officielle, qui engendre inévitablement la violence, dit-il. Aucune enquête n'est jamais menée contre les abus commis par la police et, à tort, aucune sanction n'est prise. Jamais, non plus, les autorités n'ont pris la peine de transmettre à l'OEDH, qui les sollicite régulièrement, leur version des faits sur des milliers de cas de violation des droits de l'homme par les forces de l'ordre, et pas uniquement dans le cadre de la lutte contre les islamistes.

Dans l'un de ses rapports, daté du 12 septembre, l'OEDH rapporte, témoignages et enquêtes à l'appui, des exemples de violences commises par la police dans les localités de Damarouh, El Fawak-hrya, Kafr El-Geraya, Belkas et El Hamoul, dont les populations n'avaient d'autre recours, toutes « les portes étant restées closes », que d'exprimer leur colère après des années de réclames relatives à des questions sociales. Les manifestations de rue, occupations de locaux ou jets de pierre contre la police ont été contrecarrés par des gaz lacrymogènes, des tirs à balles en caoutchouc - qui ont fait des morts - et des dizaines d'arrestations. A Belkas et à Dakahleya, des suspects arrêtés pour vol, ou après une rixe, sont morts sous la torture.

Mouna Naim

Le dalaï lama estime rompus ses contacts informels avec la Chine

PARIS. « Les canaux de communication informels établis entre le gouvernement tibétain en exil et le gouvernement chinois ne fonctionnent plus de manière satisfaisante », a affirmé au Monde, mercredi 9 décembre, le dalaï lama, qui entend adopter, pour l'heure, un « profil bas ». Le chef de l'Eglise tibétaine estime donc qu'il n'y a pas lieu pour lui de se prononcer « publiquement » quant au principe de négociations avec la Chine sur l'avenir du Tibet. Pékin pose comme préconditions à l'ouverture de pourparlers la reconnaissance, par le chef de la communauté tibétaine, de l'appartenance du Tibet et de Taiwan à la Chine. « La tension dure » a le vent en poupe à Pékin, a ajouté le dalaï lama, qui affirme cependant que « beaucoup d'intellectuels chinois partagent mes vues sur l'avenir du Tibet ». « Je le répète, a-t-il ajouté, tout ce que je veux pour mon pays, c'est une simple autonomie dans le cadre de la Constitution de la République populaire de Chine. »

Nouvelles tensions entre l'Irak et les inspecteurs du désarmement

BAGDAD. Les relations entre l'Irak et les inspecteurs de l'ONU sont entrées dans une nouvelle crise après le blocage, mercredi 9 décembre, par Bagdad d'une inspection surprise au siège du parti Bas. L'Irak y a vu une « provocation ». Pour Hossain Mohammad Amin, officier de liaison entre les autorités et les experts, de tels actes « ont pour but explicite de créer des crises et des problèmes ». A New York, le chef de la commission des experts, Richard Butler, a expliqué que ces derniers s'étaient rendus « sur un site à Bagdad absolument justifié en termes de désarmement (...). Les Irakiens nous ont demandé de leur donner une liste de ce que nous voulions, ce qui est absolument interdit. Nous avons été bloqués et c'est une affaire très sérieuse ». A-t-il ajouté, Madeleine Albright, la secrétaire d'Etat américaine, a immédiatement réagi, soulignant qu'il n'y aurait aucune révision des sanctions imposées contre l'Irak s'il y avait défaut de coopération entre responsables irakiens et inspecteurs de l'Unscocm. - (Reuters)

Un écrivain iranien porté disparu et un autre retrouvé assassiné

PARIS. Mohamad Pouyan, chercheur et traducteur, membre du comité consultatif de l'Association des écrivains iraniens, est porté disparu en Iran depuis mercredi 9 décembre, a-t-on appris jeudi auprès de l'Association des écrivains en exil en France. La veille, Mohamad Mokhtari, « disparu » depuis quelques jours à Téhéran, avait été retrouvé mort étranglé. L'Association des écrivains iraniens est la bête noire de l'élite la plus conservatrice du régime iranien. D'après le Comité iranien contre la répression et le terrorisme d'Etat, Mokhtari avait été brièvement interpellé en octobre avec d'autres écrivains, qui soutenaient comme lui le projet de réactivation de l'Association des écrivains, interdite par la République islamique. M. Pouyan est le quatrième cas de « disparition » d'intellectuels - dont deux ont été retrouvés morts - en l'espace de deux semaines (Le Monde du 9 décembre).

DÉPÊCHES

■ **IRAK** : La Libye a annoncé mercredi 9 décembre qu'elle exigeait désormais une levée totale des sanctions internationales qui lui sont imposées depuis 1992, et plus seulement leur suspension, en échange de la livraison de ses deux ressortissants soupçonnés d'être impliqués dans l'attentat de Lockerbie pour être jugés aux Pays-Bas selon la loi écossaise. Le ministre de la justice a par ailleurs annoncé qu'un « nouveau round était en préparation entre les avocats de défense libyens et le secrétaire général adjoint de l'ONU pour les affaires judiciaires », sans avancer de date précise. - (AFP)

■ **BIÉLORUSSIE** : L'Union européenne et la Biélorussie ont conclu, jeudi 10 décembre, un accord sur le retour des ambassadeurs de l'Union à Minsk, d'où ils se sont retirés voici quelques mois à la suite d'un différend sur les résidences des diplomates. Cinq pays de l'UE avaient rappelé leurs ambassadeurs le 22 juin. - (AFP)

■ **EUROPE CENTRALE** : Le bilan des grands froids qui sévissent en Pologne depuis trois semaines, doublés d'importantes chutes de neige, a atteint 97 morts, mercredi 9 décembre, a indiqué la police. La plupart des victimes sont des hommes ayant abusé d'alcool qui se sont endormis en plein air, des personnes vivant seules dans des logements non chauffés, et des sans-abri. Par ailleurs, en Roumanie, la vague de froid a fait en trois semaines 77 morts, dont de nombreux sans-abri, selon les autorités. - (AFP)

■ **COMORES** : une dizaine de généraux africains ont entamé, mercredi 9 décembre à Moroni, une mission au nom de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) pour évaluer la situation dans l'île séparatiste d'Anjouan, désertée par ses dirigeants après plusieurs jours de violences entre milices rivales. Le secrétaire général de l'OUA, Salim Ahmed Salim, n'a pas exclu la possibilité d'une intervention rapide dans l'archipel pour « éviter une dégradation de la situation ». La mission a rencontré le président par intérim Tadjidine ben Sâid Massoum et le premier ministre Abbas Djoussouf, qui avaient appelé l'OUA à intervenir. - (AFP)

■ **AFRIQUE DU SUD** : la société de mercenaires Executive Outcomes a annoncé, mercredi 9 décembre, qu'elle allait cesser ses activités début 1999. Considérée comme la plus importante société de mercenaires dans le monde, elle emploie notamment d'anciens membres de l'armée et de la police du régime d'apartheid. En avril, le Parlement sud-africain avait voté une législation interdisant l'activité de mercenaire. - (AFP)

■ **AUSTRALIE** : « le gouvernement n'a absolument aucune intention d'accepter les déchets radioactifs d'autres pays, quels qu'ils soient », a déclaré, jeudi 10 décembre, un porte-parole du ministère australien des affaires étrangères. Il répondait à une déclaration faite mardi, dans le quotidien *The Australian*, par un conseiller du président Clinton, Robert Gallucci, selon lequel l'Australie pourrait devenir le lieu d'enfouissement des déchets nucléaires du monde entier. - (AFP)

Les Etats-Unis adoptent la convention anti-corruption de l'OCDE

PARIS. Les Etats-Unis ont déposé les instruments de ratification de la convention de l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE), qui criminalise la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales, a indiqué l'OCDE, mercredi 9 décembre, à Paris. Les Etats-Unis rejoignent ainsi l'Islande, le Japon, l'Allemagne et la Hongrie. La Grande-Bretagne et le Canada devraient ratifier le texte dans un avenir proche, ce qui permettra à la convention d'entrer en vigueur au début de 1999, a précisé l'OCDE. La France doit quant à elle ratifier la convention « au premier trimestre de 1999 », selon Bercy. La convention permet de combattre la corruption d'agents publics étrangers dans le but de décrocher des contrats. Elle a été signée par les 29 pays de l'OCDE ainsi que 5 pays qui n'y appartiennent pas (l'Argentine, le Brésil, la Bulgarie, le Chili et la République slovaque). - (AFP)

Une cinquantaine à l'arme blanche

Importantes aides

Les otages en Tchétchénie ont été

Une cinquantaine de civils massacrés à l'arme blanche en Algérie

L'approche du ramadan fait redouter un regain de violence

Un nouveau massacre dans la nuit du mardi 8 au mercredi 9 décembre, dans l'ouest de l'Algérie, à Tadjena (préfecture de Chlef), a fait une cin-

quantaine de morts, tous civils. Parmi les victimes figurent des femmes et des enfants. Cette tuerie, annoncée par les services de sécurité,

confirme une recrudescence de la violence dans le pays à l'approche du ramadan aux alentours du 20 décembre.

A QUELQUES JOURS du début du ramadan et d'un changement de gouvernement, l'Algérie renoue avec les massacres à grande échelle de civils. Dans la nuit du mardi 8 au mercredi 9 décembre, une cinquantaine de personnes ont été égorgées puis brûlées, et une dizaine de femmes âgées de 14 à 30 ans enlevées, à Tadjena (préfecture de Chlef), un village situé à 170 kilomètres à l'ouest d'Alger. Le massif montagneux qui surplombe la zone est réputé abriter des factions des Groupes islamistes armés (GIA). « Une chasse à l'homme a été lancée pour capturer les auteurs de cet acte criminel », ont indiqué les services de sécurité qui ont annoncé le massacre.

L'envoyé spécial du *Quotidien d'Oran* note que dans cette commune, située dans une région « à grands risques », les habitants des deux hameaux touchés n'avaient pas reçu d'armes des autorités, malgré leurs demandes ; à l'inverse d'autres si-

tués à proximité. Les victimes ont été tuées à coup de couteaux, de haches, de pioches et « d'autres outils agricoles » ou brûlées vives, selon un journaliste qui s'est rendu sur place. Au total, le massacre aurait fait 52 morts (dont des femmes, plusieurs bébés et un vieillard centenaire), tous issus de sept familles. Selon une femme rescapée, il était « impossible » d'identifier les assassins, au nombre d'une centaine. « Nous n'avons pas l'électricité », a-t-elle raconté au journal.

Ce massacre porte à 120 environ le nombre de personnes assassinées en Algérie en une semaine. Le 5 décembre dans la préfecture de Tipaza, sur la côte ouest, 8 personnes étaient assassinées (et 6 femmes enlevées). La veille, dans la même région, un groupe armé avait égorgé 3 ouvriers. Le 1^{er} décembre, l'attaque d'un hameau, dans la même région, avait fait 12 morts. Auparavant, non loin de Tizi Ouzou, lors d'une embuscade tendue à des patrouilles

de police, deux policiers avaient été abattus par des groupes armés. Le 2 décembre, à Khémis Meliana, l'explosion d'une bombe avait entraîné la mort de 15 Algériens.

Une majorité d'attentats s'est passée dans le centre et l'ouest du pays. Pour l'expliquer, certains font observer que, ces derniers mois, les forces de sécurité ont concentré leurs efforts à l'est, en direction de la Kabylie, pour tenter de venir à bout du groupe de Hassan Hattab, un dissident du GIA, permettant ainsi aux troupes d'Antar Zouabri, un autre chef du GIA, de se renforcer dans le centre et l'ouest du pays.

Ce regain de violence intervient à quelques jours du début du ramadan (aux alentours du 20 décembre), une période marquée ces derniers années par des vagues de violence. Un autre élément joue peut-être : la préparation des élections présidentielles d'avril 1999. Si aucune personnalité n'a fait acte de candidature, le

prochain départ du président Zéroual commence à peser sur la vie politique. La démission du premier ministre, Ahmed Ouyahia, est imminente après qu'il a présenté et tenté de défendre devant les députés le bilan de son action.

Pendant ce temps, à une vingtaine de kilomètres de la capitale, dans une zone surnommée « le triangle de la mort », les travaux continuent pour exhumer les corps de deux charniers mis à jour. Onze nouveaux cadavres ont été exhumés portant à 46 le nombre de corps retrouvés depuis le début des recherches, rapportait mercredi le quotidien *El Watan*. Au total, les autorités estiment que les deux charniers pourraient en receler près de 200. « Dans un des endroits, l'empilement des corps les uns sur les autres atteint 20 mètres », écrit le journal. Le quotidien ajoute que les victimes ont été enlevées, tuées puis jetées dans des puits.

Jean-Pierre Tuquoi

Les territoires palestiniens s'embrasent avant la venue de Bill Clinton

L'armée israélienne a tiré à balles réelles sur des manifestants

À LA VEILLE de la visite que le président américain Bill Clinton doit effectuer en Israël et dans les territoires palestiniens à partir de dimanche 13 décembre, les territoires palestiniens se sont une nouvelle fois embrasés mercredi. Un Palestinien a été tué et cent vingt autres blessés. Quatre Israéliens, deux civils et deux gardes-frontières, ont également été blessés. C'est la première fois depuis des mois que la violence atteint un tel niveau en Cisjordanie.

Les manifestations palestiniennes célébraient mercredi le 11^e anniversaire de l'intifada, le soulèvement palestinien qui avait éclaté en 1987 et qui s'était achevé avec la conclusion des accords d'Oslo, en 1993. Ces manifestations prenaient le relais de la mobilisation en faveur de

la libération des prisonniers politiques palestiniens détenus dans les prisons israéliennes.

Au nord de Ramallah, les militaires ont tiré des balles réelles sur plusieurs centaines de jeunes qui leur lançaient des pierres. Un manifestant de seize ans, Jihad Ayyad, a été tué. Le décès d'un autre Palestinien, Nasser Erakat, mortellement blessé mardi par un colon juif, a été constaté mercredi à Jérusalem-Est. Agé de dix-sept ans, il était le neveu du négociateur palestinien en chef, Saeb Erakat. Son enterrement a provoqué de nouvelles émeutes dans le faubourg d'Abou Dis à Jérusalem-Est.

Un échange de tirs entre des Palestiniens et des soldats israéliens dans la bande de Gaza a enfin eu lieu dans la soirée sans faire de blessés. Selon l'armée

israélienne, deux ou trois Palestiniens se sont infiltrés dans l'implantation juive de Morag dans le sud de la bande de Gaza et ont tiré en direction d'une position de l'armée israélienne. Les soldats ont tiré à leur tour sur les Palestiniens qui ont pris la fuite.

Les incidents de mercredi ont compliqué la tâche de l'émis-saire américain Dennis Ross qui multiplie les navettes entre les deux parties depuis pour apaiser les tensions avant l'arrivée du président Clinton. Le premier ministre israélien Benjamin Nétanyahou a tiré argument des violences pour afficher de nouveau son refus d'effectuer le deuxième retrait militaire en Cisjordanie prévu par le mémorandum de Wye River conclu le 23 octobre. « Lorsque les Palesti-

niens participent à des émeutes, violent chaque clause de l'accord de Wye et lynchent des citoyens israéliens, je dis : c'est assez », a affirmé M. Nétanyahou. « S'ils changent leurs manières, nous continuerons le processus, mais sinon, nous ne le ferons pas », a-t-il dit. Le président palestinien Yasser Arafat a répliqué en réaffirmant devant des militants de son mouvement, le Fatah, à Hébron, sa volonté d'édifier un Etat palestinien.

Enfin, le chef spirituel du Mouvement de la résistance islamique (Hamas), Cheikh Ahmed Yassine, a commencé mercredi une grève de la faim, en solidarité avec les quelque 2 000 détenus dans les prisons israéliennes qui ont cessé de s'alimenter depuis le début de la semaine. — (AFP, Reuters.)

D'importantes aides alimentaires sont accordées à la Russie

MOSCOU

de notre correspondant
La Russie va bénéficier, en 1999, d'une aide alimentaire sans précédent. Mercredi 9 décembre, la Commission de Bruxelles a bouclé son programme, après le feu vert donné, lundi et mardi, par les ministres européens du budget et des affaires étrangères. Les accords avec les Etats-Unis doivent être signés à la fin de la semaine. Les volumes et les financements de ces deux programmes dépassent de loin l'aide alimentaire consentie en 1992-1993 à Moscou.

Les Etats-Unis vont faire don de 1,5 million de tonnes de blé, et consentir un prêt avantageux de 600 millions de dollars sur vingt ans pour l'achat de 1,6 million de tonnes d'autres denrées alimentaires. L'Union européenne, pour sa part, s'est engagée à fournir gratuitement 1 million de tonnes de blé, 500 000 tonnes de riz, 250 000 tonnes de viande de bœuf et de porc et d'autres produits. Coût de ce programme : 400 millions d'euros (2,5 milliards de francs).

Pour parvenir à ces accords, près de deux mois de négociations serrées ont été nécessaires. Le souvenir des détournements mas-

sifs de l'aide, en 1992-1993, et les interrogations sur les besoins réels de la Russie ont amené Américains et Européens à demander de solides garanties sur les conditions de distribution et de vente des produits.

Les responsables russes se sont engagés sur les points suivants : l'aide sera destinée aux régions en difficulté (nord, Sibérie, extrême-orient), Moscou et Saint-Petersbourg, par exemple, en étant exclues ; les agences contrôlées par l'Etat se chargeront de la vente des denrées, aux prix des marchés russes ; le produit de ces ventes sera affecté à divers fonds sociaux, en particulier pour payer les arriérés de retraite. La Commission européenne a demandé un état des lieux mensuels et le contrôle des opérations par « une autorité indépendante ». En cas de fraude, les livraisons seront interrompues.

COMPÉTITION FÉROCE

Ces garanties laissent néanmoins sceptiques les experts des marchés agricoles. La Russie a, certes, quelques bons arguments à faire valoir : la récolte de céréales est la plus mauvaise depuis quarante ans (48 millions de tonnes contre 88 millions l'an dernier), la production de viande a chuté de 43 % en un

an. Mais cela n'empêche pas les gros opérateurs russes (firmes ou régions) d'exporter sur le marché mondial, dont les prix sont plus élevés qu'en Russie.

Ainsi, depuis le début de l'année, selon l'Institut de recherche des marchés agroalimentaires, les Russes ont exporté 1,5 million de tonnes de blé. La caséine, protéine dérivée du lait, est également massivement vendue à l'étranger. Le commissaire européen Hans Van den Broek a insisté auprès de Moscou pour qu'« il n'y ait pas d'exportations russes qui affectent le marché européen ». Un expert occidental à Moscou note que « distinguer dans un entrepôt du blé russe, américain et européen est un exercice difficile ».

Mais ces programmes présentent pour l'Europe et les Etats-Unis l'avantage d'écouler les énormes surplus alimentaires stockés (viande en Europe, céréales aux Etats-Unis) et les programmes d'aide apparaissent comme un élément d'une compétition féroce pour prendre des positions sur l'important marché russe. Moscou a importé en 1997 pour 12 milliards de dollars de denrées alimentaires.

François Bonnet

Les otages en Tchétchénie ont été tués lors d'une tentative pour les libérer

LES TROIS BRITANNIQUES et le Néo-Zélandais enlevés en Tchétchénie ont été tués par leurs ravisseurs alors qu'une opération visait à les libérer, a affirmé mercredi 9 décembre le président tchétchène Aslan Maskhadov. Une telle opération avait échoué dans la nuit du 4 au 5 décembre, au cours de laquelle un des complices des ravisseurs avait été arrêté.

Mais ces derniers ne semblent pas avoir agi par simple panique : eux-mêmes, ou un autre groupe qui leur aurait racheté les otages, ont pris le temps

d'exposer les têtes coupées de leurs victimes – les premiers otages occidentaux tués depuis la fin de la guerre – dans un litige avec des documents d'identité, au bord d'une route près du village d'Assinovskoe à la frontière ingouchie. Les meurtriers, qui ont caché les corps que des policiers tchétchènes recherchent toujours, pourraient donc avoir eu un autre but que la simple soif de rançon : prouver au monde l'impuissance du président tchétchène, ou l'obliger à composer avec eux et à abandonner ses efforts pour se

concilier l'Occident, malgré l'obstruction de Moscou.

Le financier russe Boris Beresovski, qui reste en relation d'affaires avec des opposants, radicaux et « islamistes », de M. Maskhadov, a déjà affirmé, à la chaîne russe NTV, que l'Occident a « fait une croix définitive » sur le président tchétchène.

La société britannique Granger Telecom qui employait les quatre hommes, enlevés le 3 octobre à Grozny, affirme avoir signé un contrat de 190 millions de livres (près de 2 milliards de

francs) pour installer un réseau de téléphones mobiles en Tchétchénie. Il s'agit d'un secteur où s'enrichissent d'obscurs intermédiaires, liant notamment ravisseurs d'otages et membres de services russes. Ses quatre employés étaient sous la protection de gardes du corps privés, les hommes de M. Maskhadov n'ayant pas été mis au courant de leur présence. Ni, par la suite, des négociations engagées, dans l'ingouchie voisine, pour leur libération.

Sophie Shihab

Alain Peyrefitte

de l'Académie française

ŒUVRES de
Alain Peyrefitte

Le mythe de Pénélope

ESSAI

FAYARD

242 pages
150 F

ŒUVRES de
Alain Peyrefitte

Les roseaux froissés

ESSAI

314 pages
150 F

ŒUVRES de
Alain Peyrefitte

Rue d'Ulm

CHRONIQUES DE LA VIE NORMALE

FAYARD

410 pages
160 F

ŒUVRES
FAYARD

FRANCE

LE MONDE / VENDREDI 11 DÉCEMBRE 1998

EXTRÊME DROITE La guerre est déclarée au Front national après l'officialisation, par Bruno Mégret, mercredi 9 décembre, de sa demande d'un congrès extraordinaire

en janvier et la réponse négative de Jean-Marie Le Pen, qui a privé de ses fonctions le délégué général. Les mégrétistes, qui se sont installés dans leurs propres locaux à As-

nières, dans les Hauts-de-Seine, assurent qu'ils disposent déjà de la majorité parmi les élus régionaux et les dirigeants fédéraux du FN. ● A AIX-EN-PROVENCE, dans les

Bouches-du-Rhône, où M. Mégret et le secrétaire général du parti, Bruno Gollnisch, le pénaliste, se sont trouvés réunis mercredi soir, l'ex-délégué général est apparu majoritaire chez

les militants présents. ● LA « BASE » du parti, désemparée par la violence du conflit entre les deux groupes, semble surprise par l'attitude de M. Le Pen et de ses partisans.

Le Front national pourrait se scinder en deux aux élections européennes

Le congrès extraordinaire demandé par Bruno Mégret et préparé activement par ses partisans pourrait avoir lieu en janvier 1999, avec ou sans la participation de Jean-Marie Le Pen et de ses fidèles. Le président tente de s'appuyer sur le service de sécurité du parti

FRONT CONTRE FRONT. La guerre entre le président du Front national, Jean-Marie Le Pen, et celui qui revendiquait la place de dauphin, Bruno Mégret, a atteint, mercredi 9 décembre, un point de non-retour. Elle ne s'achèvera que par le départ de l'un d'eux ou, ce qui est plus probable, par la scission du parti, avec deux chefs revendiquant le fonds de commerce. Tous deux, en effet, se réclament de l'unité du parti, l'un au titre de père-fondateur « élu à l'unanimité » au congrès de Strasbourg, en mars 1997, l'autre « au nom des militants ».

La journée de mercredi a poussé le FN plus avant dans la crise. M. Mégret appelant au congrès extraordinaire demandé par Serge Martinez, M. Le Pen retirait aussitôt la délégation générale au « mutin » et la confiant à Carl Lang, vice-président, secrétaire général de novembre 1988 à septembre 1993. La nouvelle n'a pas eu l'air de surprendre M. Mégret, qui a déclaré : « Cela n'a aucune importance dans les circonstances actuelles (...). Ce n'est pas en exil, en suspens, qu'on fera l'unité. C'est en rassemblant tout le monde dans un congrès exceptionnel, qui, nous l'espérons, se tiendra en janvier ».

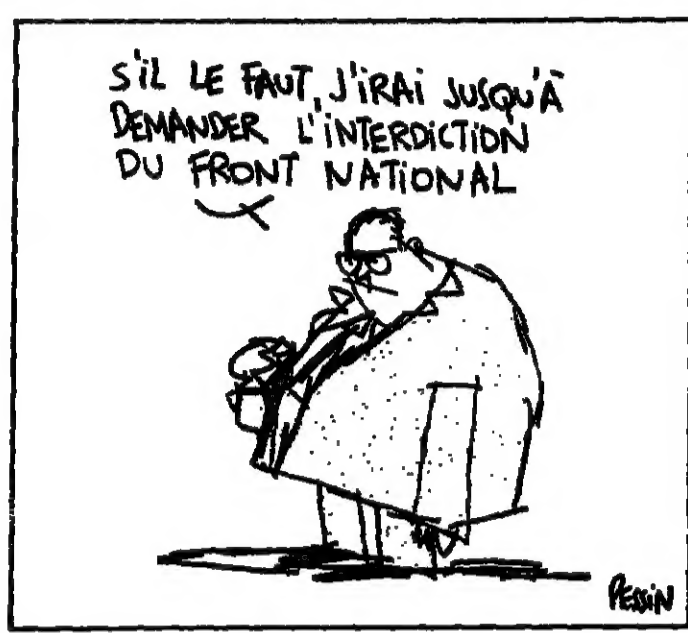
Plusieurs proches de M. Mégret s'activent dans les locaux loués par M. Martinez, avec l'aide logistique de mégrétistes, à Asnières

(avec une boîte postale à Courbevoie, dans les Hauts-de-Seine). Sa démarche s'inscrit à l'intérieur du parti. Lors de sa conférence de presse, mercredi après-midi, à Paris, il a tenu à redire qu'il ne quittera « jamais le Front national, ni par une démission ni par une exclusion », et il a invité « tous les membres » à suivre la même ligne de conduite.

APPLICATION DES STATUTS

Anticipant sur de futures batailles juridiques au sujet de la « propriété » du parti, l'ex-délégué général s'applique à inscrire sa démarche dans la « légalité ». D'où son insistance à bien souligner qu'elle est conforme aux statuts. « Cette initiative n'est pas dirigée contre Jean-Marie Le Pen (...), il ne s'agit pas d'un putsch ni d'une opération sélective, mais d'une démarche logique et naturelle, en application stricte des statuts », dit-il, sachant qu'un tel discours ne peut que rassurer des militants hésitants. « Le Front national n'appartient à personne. Il appartient aux militants, à tous les militants ! », réplique-t-il, et il ajoute : « Ce congrès est la seule voie pour rétablir l'intégrité du Front national ».

Mercredi soir, M. Martinez annonçait que les partisans du congrès sont majoritaires parmi les élus FN de treize conseils régionaux sur vingt-deux. C'est le cas en Alsace, dans le Limousin, en



Auvergne, en Basse et Haute-Normandie et en Rhône-Alpes, où le groupe est présidé par le secrétaire général, Bruno Gollnisch. Ils l'emporteraient également dans une soixantaine de fédérations, dont certaines dirigées par l'équipe Le Pen, notamment à Paris et en Loire-Atlantique, fiefs de Martine Lehideux et de Samuel Maréchal.

La réplique de M. Le Pen ne s'est pas fait attendre. A peine la confé-

rence de presse de M. Mégret était-elle terminée qu'un communiqué retirait à ce dernier la délégation générale arrivait dans les rédactions. Plus tard, au journal de TF1, M. Le Pen a déclaré : « Tous ces hommes, ces hauts fonctionnaires qui ont monté un putsch avec l'aide d'un certain nombre d'appareils, n'ont existé aux élections qu'en se présentant sous mon nom. La légitimité du Front national, c'est le président. » A

Saint-Cloud, M. Maréchal, accompagné de membres du DPS (police interne au mouvement) venus d'une autre région ou embauchés récemment – car, selon plusieurs témoignages, inconnus au siège – procédait à l'évacuation des représentants de la délégation générale. De nouvelles serrures étaient posées dans les fédérations entrées en conflit avec leurs responsables.

Brandissant, sur TF1, un document rédigé par Franck Timmermans, membre du bureau politique, qui fait une analyse de la crise dans le parti, M. Le Pen a parlé de « factieux (...) qui veulent s'emparer du Front national pour le compte d'une tendance située plutôt à l'extrême » du parti. « Ce clan s'est estimé suffisamment fort pour oser défier le président du Front national. Ils trouveront à qui parler ! », a-t-il lancé, avant de répondre par l'affirmative à la question de savoir si M. Mégret veut « tuer le père ». « Il n'y a pas eu de parricide. Nous avons voulu juste empêcher un infanticide », a répliqué ensuite M. Timmermans, pour qui « il ne faut pas confondre Ouragan sur le "Calm" et Les Révoltés du "Bounty" ». « Nous sommes dans la configuration d'Ouragan sur le "Calm" : dans ce dernier cas, c'est le chef qui perd. »

EXCLURE LES « TRIBULIONS »

Quant au congrès extraordinaire, la réponse de M. Le Pen, mercredi soir, était « non », car ce « ne serait pas celui de l'unité, mais de l'affrontement ». « C'est un mauvais coup porté au Front national et à la France », a-t-il affirmé, que de vouloir organiser une confrontation au sein du parti à six mois des élections européennes. Le discours du président du FN laisse présager une purge radicale. « Nous devons (...) rétablir l'unité au plus tôt, après que [seront] partis ou qu'auront été exclus les tribulations des groupuscules extrémistes », écrit-il dans un éditorial publié en première page de *National Hebdo* paru jeudi.

On devrait être fixé sur les intentions de M. Le Pen vendredi, après une conférence de presse qu'il organise au siège du Front national, à Saint-Cloud. D'ici là, il sera intéressant de voir comment le DPS, qui dépend directement du président, répondra à la convocation faite par M. Le Pen, jeudi soir, au siège.

Comment le président réagira-t-il au bilan que devait faire M. Martinez, jeudi, et qui s'annonçait favorable aux « pro-congrès » ? Ira-t-il vers une solution de repli consistant à avancer à la fin 1999 le congrès annoncé pour décembre 2000 ? Mercredi soir, M. Maréchal disait qu'« il faudra beaucoup de temps pour vérifier les signatures, puis du temps pour organiser le congrès », et que celui-ci « ne peut se faire pendant une campagne électorale ». Il suggérait fin 1999.

80 000 adhérents ou 40 000 ?

Selon les statuts du FN, l'assemblée générale, ou congrès, peut être « convoquée extraordinairement, en cas de circonstances exceptionnelles, par le président, soit en son propre chef, soit sur demande écrite d'un cinquième au moins des membres inscrits déposés au secrétariat ». « En ce dernier cas, la réunion doit avoir lieu dans les trois mois qui suivent le dépôt de la demande au secrétariat. Combien d'adhérents le parti compte-t-il ? Officiellement, 80 000. Selon différentes sources, il semble que le chiffre de 40 000 serait plus juste. Il faudrait donc 8 000 signatures pour que la demande de congrès soit valide. Les mégrétistes visent un chiffre bien supérieur, afin d'éviter toute contestation, notamment sur les adhérents à jour de leur cotisation. Ils ont déjà contacté huissiers et avocats, chargés de vérifier le nombre et la qualité de membre des personnes qui se prononceraient en faveur du congrès, ainsi que la régularité de toute la procédure. »

Pour M. Mégret, cette initiative doit avoir lieu avant la campagne européenne, de façon à aborder celle-ci « unis ». Dès lors, il n'est pas impossible qu'un congrès ait bien lieu en janvier, avec ou sans M. Le Pen, et que deux listes se réclament du Front national aux élections européennes. Dans ce cas, c'en sera fin du Front national tel qu'on le connaît depuis quinze ans.

Christiane Chombeau

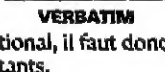
Commission d'enquête sur le service d'ordre

L'Assemblée nationale a voté, mercredi 9 décembre, la création d'une commission d'enquête sur « les agissements, l'organisation, le fonctionnement, les objectifs » du Département protection sécurité (DPS), le service d'ordre du Front national. La majorité a voté pour, l'opposition DL-RPR-UDF n'a pas pris part au vote, dénonçant l'« instrumentalisation du FN par la gauche ». « Le DPS est cité à propos d'incidents, voire de violences, sans le mettre en cause directement, montrant que des personnes, auteurs de faits graves, ont pu être des collaborateurs occasionnels, voire réguliers », a répondu Jean-Jack Queyranne.

« Je ne quitterai jamais le Front national »

Voici les principales déclarations de Bruno Mégret, ex-délégué général du Front national, mercredi 9 décembre, lors d'une conférence de presse à Paris :

Après les troubles au conseil national, après les sanctions, les exclusions, les suspensions et les licenciements, après les propos consternants tenus par les uns et par les autres, il est temps de s'engager dans la voie d'un retour à la paix et à l'unité. (...) Dans toute communauté humaine fondée sur le principe démocratique, la légitimité appartient au peuple. Face à la crise que traverse le Front national, il faut donc donner la parole au peuple des militants.



Je me rallie donc à l'initiative de Serge Martinez et je demande solennellement à tous les adhérents, militants, cadres et élus du Front national de signer la demande de convocation d'un congrès extraordinaire pour rétablir l'unité du mouvement. Le FN n'appar-

tient à personne. Il appartient aux militants, quelle que soit leur position dans l'appareil. Cette initiative n'est donc pas dirigée contre Jean-Marie Le Pen ou contre qui que ce soit ; il s'agit ni d'un putsch ni d'une opération sélective, mais d'une démarche logique et naturelle, en application stricte des statuts. Chercher, au contraire, à empêcher la tenue d'un congrès, pourtant statutaire, serait stérile, car aucune autre solution ne nous permettrait de sortir de l'impasse.

Pour ma part, je continuerai à ne répondre aux attaques en aucune façon. Et j'invite tous les membres du FN à ne plus prononcer de propos outragés à l'encontre de qui que soit à l'intérieur de notre mouvement. Je précise que je ne quitterai jamais le Front national, ni par une démission ni par une exclusion (...). Je suis résolument opposé à toute idée de scission. Toutes exclusions, suspensions et révocations d'ici le prochain congrès n'ont aucun sens ni aucune valeur. J'appelle tous les adhérents, quels qu'ils soient, à cesser les querelles stériles (et à) se retrouver au mois de janvier pour un grand congrès de l'unité et du renouveau.

A Aix-en-Provence, la confrontation des deux Bruno

AIX-EN-PROVENCE (Bouches-du-Rhône)

de notre correspondant régional Respectueux des hiérarchies, Jean-Jacques Susini, nommé secrétaire départemental du Front national des Bouches-du-Rhône par Jean-Marie Le Pen (*Le Monde* du 27 novembre), avait souhaité se présenter aux militants du département en présence de son prédécesseur, Maurice Gros, de Bruno Gollnisch, secrétaire général du parti, et du délégué général, Bruno Mégret, homme fort du département, mercredi 9 décembre. Las ! Le jour prévu pour la réunion était aussi celui où M. Mégret donnait, à Paris, une conférence de presse officialisant son offensive au sein du FN.

« Si j'avais su, il y a quelques jours, ce qui se passerait à Paris au conseil national, je n'aurais pas comploté cette réunion fédérale », lance dépit, M. Susini. Il est trop tard. Dès 18 h 30, les militants arrivent, silencieux et anxieux dans la salle de congrès Carnot, à Aix-en-Provence. Appuyé contre un mur, Hubert Fayard, maire de fait de Vitrolles, récemment licencié par M. Le Pen, commente les événements des dernières heures et, sur un ton tranquille et offensif, donne le la à son courant, persuadé que la bataille engagée tournera à la confusion des amis de M. Le Pen, dont il se garde de citer le nom.

A 19 h 10, M. Mégret, loden bleu marine, sourire fixe, entre dans le hall, cerné d'une nuée de micros, de caméras et de photographes. Applaudissements de militants : le délégué général file directement dans la salle de presse et répond, sur un ton égal, aux questions sur sa récente destitution. Dans un coin, son bras droit, Damien Bariller, fait les comptes. Selon lui, huit conseillers régionaux du département sur quinze ont rallié la cause du congrès extraordinaire ; dans le Var, on attend ; l'affaire est jouée dans le bon sens dans les Alpes-Maritimes. Quant aux inscriptions des Bouches-du-Rhône, onze sur seize, dit-il, sont ralliées.

UN PEU DE LIMITES !

M. Mégret annonce alors que M. Gollnisch souhaite que la conférence de presse commune ne le soit pas. Il sort. S'installent autour du secrétaire général MM. Gros et Susini. Le ton est dur. M. Gollnisch refait l'histoire de la « sédition » et relate la réunion du 5 décembre à Paris. « L'idée d'un congrès doit, d'ailleurs, on ne dit pas l'ordre du jour, me paraître tout à fait bouffonne et politiquement suicidaire », déclare-t-il. Il est 19 h 40. M. Mégret rentre dans la salle, regarde sa montre et vient derrière la table où officie son rival. Il parle ouvertement à quelques journalistes, M. Gollnisch continuant de répondre aux médias audiovisuels.

Interrogé sur la candidature de M. Mégret à la mairie de Marseille, qu'il avait dit vouloir soutenir avant la crise, le secrétaire général lance : « Si ses agissements continuent, je ne vois pas comment il pourrait porter les couleurs du Front national. » Son adversaire, toujours souriant, s'approche alors et jette : « Un peu de limites, Bruno, il est temps que tu l'arrêtes ! » Les sourires des deux Bruno se figent dans un moment glacial.

Il est 20 heures. M. Mégret s'écroule dans un studio improvisé pour participer en « duplex » au journal de France 2, tandis que M. Gollnisch emprunte les escaliers qui mènent à la grande salle. Quand il y arrive et s'installe en compagnie de MM. Bariller, Gros et Susini, la salle scande : « Mégret ! Mégret ! » On explique aux militants que celui-ci va arriver après sa prestation télévisuelle. Pendant ce temps, après avoir répondu à France 2, M. Mégret, impassible, écoute M. Le Pen expliquer, sur TF1, tout le mal qu'il pense du délégué général qu'il vient de révoquer.

Dans la grande salle, ensuite, MM. Mégret et Gollnisch se succèdent à la tribune, le premier obtenant un succès d'applaudissements incontestable. Un homme de la cinquantaine, amer, lâche : « Le Front ne s'en relèvera pas. »

Michel Samson

Des militants désemparés par le comportement des lepenistes

VIEUX MILITANT du Front national et conseiller municipal de Nantes, Pierre Péraldi est de ceux qui contestent Samuel Maréchal, gendre de Jean-Marie Le Pen, dans son fief des pays de la Loire. « J'ai répondu positivement à la lettre de Serge Martinez, et je serai loin d'être le seul, dit-il. Ce congrès a toutes les chances d'avoir lieu. Il y a trop de courants et de familles autour de Jean-Marie Le Pen, et l'hypothèse d'une candidature de Jany Le Pen a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. »

M. Péraldi assure : « Je ne veux pas la scission. Si elle doit se faire, elle sera imposée et subie, mais je pense que la sagesse prévaudra. La mobilisation des adhérents débouchera sur une majorité pour que le congrès ait lieu. » Aux yeux de ce militant chevronné, M. Mégret présente bien des qualités : « Il maîtrise très bien la langue française et contrôle sa pensée. Il estime qu'on ne peut pas sanctionner des gens qui ne font qu'appliquer les statuts. » Si d'aventure, prévient-il, la direction du parti n'écouterait pas les militants, nous serions alors nombreux à partir ; mais je ne le souhaite pas.

Bertrand Meurisse, quarantecinq ans, marié, trois enfants, est membre du Front national depuis 1983. Il est conseiller municipal de Coudekerque-Branches, près de Dunkerque, depuis 1989. « Ce qui se passe, dit-il, ça fait de la peine.

Nous, on débarque, mais on voit bien qu'il y a deux générations. On ne pensait pas que les choses étaient aussi ennemies. On croyait que c'était juste une affaire de médias. » « Nous avons affaire à deux hommes d'emvergure, soupèse-t-il. L'un a soixante-dix ans, l'autre cinquante. Le chef, il voit venir l'ombre du jeune. Ces conflits sont normaux, mais, loin d'être, nous avons peut-être mal mesuré l'ampleur du problème. » Il est favorable à un congrès, mais, ajoute-t-il, « sans dire que je suis pour l'un ou pour l'autre ». « Je trouve quand même que, le Jean-Marie, il va un peu fort, concède-t-il. Mégret, au moins, il ne parle pas de jeter Le Pen ! »

BOLCHEVIKS, « PASQUAULENS »

A Toulouse, où Jean-Claude Martinez et Marie-France Stirbois sont venus présenter, mercredi 9 décembre, aux militants et à la presse, la campagne du Front national pour les élections européennes, une douzaine de militants écoutent silencieusement. Dirigeant du FN dans la région, fidèle croisé de Jean-Marie Le Pen, Bernard Antony attaque les mégrétistes. « Il s'agit purement et simplement d'une volonté de noyautage du Front national », affirme-t-il, comparant les méthodes des amis de M. Mégret à celles des bolcheviks. Réactions outragées dans l'assistance. « La révolution n'aura pas lieu au sein du Front na-

lional », lance encore le chef de file des catholiques traditionalistes.

« A qui profite le crime ? », interroge à son tour M. Stirbois, avant de se lancer dans une confidence : « Mon mari, Jean-Pierre Stirbois, m'a toujours dit que Mégret nous trahirait pour revenir à sa formation politique. » Précisant son allusion au passage de M. Mégret par le RPR, à la fin des années 70, elle évoque la « terreur » que les « pasqualeux » voudraient faire régner au sein du FN.

C'en est trop pour Jean-Pascal Serbera, conseiller municipal de Toulouse et conseiller régional Midi-Pyrénées. « On ignore la volonté des adhérents et des cadres. Ceux qui s'opposent au congrès sont ceux qui manient la terreur. Le Pen aurait-il peur de son peuple ? », s'écrie-t-il, le visage blanc. Les militants paraissent désemparés. « Avec Mégret, on arrivera plus vite au pouvoir ; avec Le Pen on restera toujours à 15 %, ose l'un d'entre eux. »

La confiance s'effrite devant le spectacle des cadres du parti qui se déchirent. « C'est incroyablement qu'on en arrive là ! », proteste un militant, qui quitte la salle. Les autres restent lourdement silencieux, prostrés. Sauf un, qui avoue : « On ne peut quand même pas remettre Jean-Marie en question ! »

De nos correspondants

Les amis de M. Millon qu'il ne renonce pas à

Les dirigeants de la droite républicaine toute formule de front républicain

الجمهورية العربية السورية

La décision du Conseil d'Etat pose de nouveau le problème du FN

gional Rhône-Alpes avec l'appui du FN. L'ancien ministre devait annoncer, jeudi, sa décision de se représenter ou non. Ses amis estiment qu'il ne doit pas renoncer.

sident et de l'exécutif régionaux. M. Milon (ex-UDF) devait faire une déclaration à la presse, jeudi. Ses amis sont convaincus qu'il se représentera devant l'assemblée régionale. Certains d'entre eux, comme Marc Fraysses (ex-RPR), vice-président de la région et secrétaire général de La Droite, le mouvement créé par M. Milon, espèrent qu'un certain nombre de conseillers d'extrême droite, entrés en dissidence avec leur parti, rejoindront ce mouvement.

Le président invalidé ne peut gouverner Rhône-Alpes qu'avec le soutien du Front national. En effet, les « millionnistes » ne sont plus que trente-cinq et leur chef ne peut compter que sur une partie seulement des voix des six « indépendants » qui siègent dans l'hémicycle. A plusieurs reprises, M. Millon a été mis en minorité sur des votes importants.

« UNE SOLUTION RÉPUBLICAINE »
L'arrêt du Conseil d'État pose de nouveau le problème de l'alliance de fait conclue entre une partie de la droite et le FN. Les seize élus UDF et RPR qui se sont désolidariés de la stratégie de l'ancien ministre de la défense souhaitent convaincre leurs anciens amis d'abandonner « une situation intenable et inacceptable ». Première écue RPR à être entrée en résistance, dès le 20 mars, Marie-Thérèse Geoffroy estime que, pour sortir de l'« erreur fatale » commise par M. Millon, « il faut faire élire un nouveau président de droite avec tous les républicains ».

L'assemblée régionale va devoir procéder, dans un délai d'un mois, à une nouvelle élection du pré-

Thierry Couillet, président du Parti radical et premier vice-président de l'UDF, a annoncé, quelques minutes après la publication de l'invalidation de M. Million, qu'il est candidat à sa succession. « Il n'y a pas de majorité à droite. Il n'est pas envisageable de faire de la politique avec le FN. Il faudra donc que la droite et la gauche se parlent », précise l'elfe régional, qui prône la mise en place d'un exécutif homogène UDF-RPR et l'attribution à la gauche de prési-

DEPUIS le dépôt, vendredi 4 décembre, des conclusions du commissaire du gouvernement favorables à l'annulation de l'élection de Charles Millon à la présidence du conseil régional Rhône-Alpes, les États-nationaux politiques patiens se préparent à cette issue. Certains d'entre eux n'étaient pas mécontents, au demeurant, de prendre à cette occasion une nouvelle sur ceux de leurs élus qui avaient fait la sourde oreille à leurs injonctions et qui imposaient leur existence depuis les élections régionales. C'est ainsi que, le midi, mercredi 9 décembre, le président du RPR, Philippe Séguin, peaufinait le communiqué qui allait être rendu public après la communication de la décision du Conseil d'État.

Selon ce texte, « le RPR souhaite, en liaison avec les partenaires de L'Alliance pour la France, inviter l'ensemble des conseillers régionaux à Rhône-Alpes se reconnaître autour dans les valeurs de l'opposition républicaine à se rejoindre dans une réflexion commune pour sortir l'institution de la situation de confusion et de crise qu'elle connaît depuis de trop longs mois ». « Le RPR, indique le communiqué, réaffirme qu'il récusé également toute solution impliquant soit une nouvelle compromission avec le Front national, soit une inadmissible concivence avec la gauche. Il estime que les moyens existants d'éviter que la région Rhône-Alpes passe aux socialistes et à leurs alliés pour peu que chacun d'eux d'opposition sache faire preuve d'esprit de responsabilité. »

En clair, les conseillers régionaux du RPR sont convoqués à Paris en début de semaine. Ils s'entendront dire qu'en aucun cas M. Million ne doit être reconduit dans ses fonctions. Le RPR est dis-

posé à laisser la présidence du conseil régional à un membre de l'UDF qui ne se serait pas compromis, depuis le mois de mars, avec le Front national ; ou, à défaut, à présenter l'un des siens ; ou, en troisième lieu seulement, à s'en remettre au doyen d'âge de l'assemblée régionale, Pierre Gascon (divers droite), qui avait déjà assuré l'interim d'Alain Carignon à la mairie de Grenoble.

RECOURS AU DOYEN D'ÂGE

De son côté, Démocratie libérale (DL) considère que la « solution idéologique », selon la formule de son secrétaire général, Laurent Dominati, consiste à soutenir le doyen d'âge. Comme le RPR, le parti d'Alain Madelin écarte toute stratégie qui s'apparenterait au « front républicain » ou qui sousposerait un accord avec tout ou partie du groupe du Front national. En revanche, DL n'a pas d'opposition de principe à une réélection de M. Millon, si celui-ci ne renouvelle pas son accord avec le FN.

Enfin, l'UDF, lors de la première réunion, mercredi, de son nouveau bureau politique, n'a pas évoqué la nouvelle situation créée par la décision du Conseil d'Etat. Tout juste son président, François Bayrou, a-t-il sermonné Thierry Cornillet, président du Parti radical et maître de Montélimar, pour avoir annoncé, sans concertation préalable, sa candidature à la succession de M. Million (lire ci-dessus). « Nous voulons conserver la région à l'opposition en rejetant toute compromission et en évitant toute ambiguïté », a seulement indiqué Gilles de Robien, nouveau porte-parole de l'UDF.

**Cécile Chambraud
et Jean-Louis Saux**

Après les propos de Jacques Chirac contre toute « manœuvre politicienne », la droite sénatoriale accepte de discuter du projet gouvernemental, mais en prenant son temps

LA CRISE du Front national et l'invalidation de la désignation de Charles Millon à la présidence du conseil régional Rhône-Alpes donnent une dimension nouvelle à la réforme du mode d'élection et du fonctionnement des conseils régionaux. L'annonce par le gouvernement, Jacques Chirac ayant déclaré, le 4 décembre, à Rennes, qu'une nouvelle loi électorale est nécessaire pour l'émergence de majorités », mais qu'elle doit exclure « toute manœuvre au arrière-pensée politiciennes » (*Le Monde* date 6-7 décembre), il en est résulté deux conséquences, mercredi 9 décembre, au Sénat : la majorité de droite, qui avait interrompu l'examen du projet en loi opposant, le 21 octobre, la question préalable, a accepté d'en débattre en seconde lecture ; le gouvernement, quant à lui, s'est montré disposé à écouter les propositions des sénateurs.

« Si vous avez entendu le président de la République, vous devez prendre le temps de la réflexion et de la concertation », a lancé Jean-

Pierre Raffarin (Rép. et Ind., Vienne), proche de M. Chirac, à l'adresse du gouvernement. Président du conseil régional Poitou-Charentes, M. Raffarin confiait, dans les couloirs, que le « fond de l'affaire » est de mesurer le degré de sincérité du discours tenu par Lionel Jospin vis-à-vis du Front national : « Rien ne nous dit que l'instrumentalisation du FN mise en place par François Mitterrand ne se poursuit pas », précisait-il.

COMPROMIS

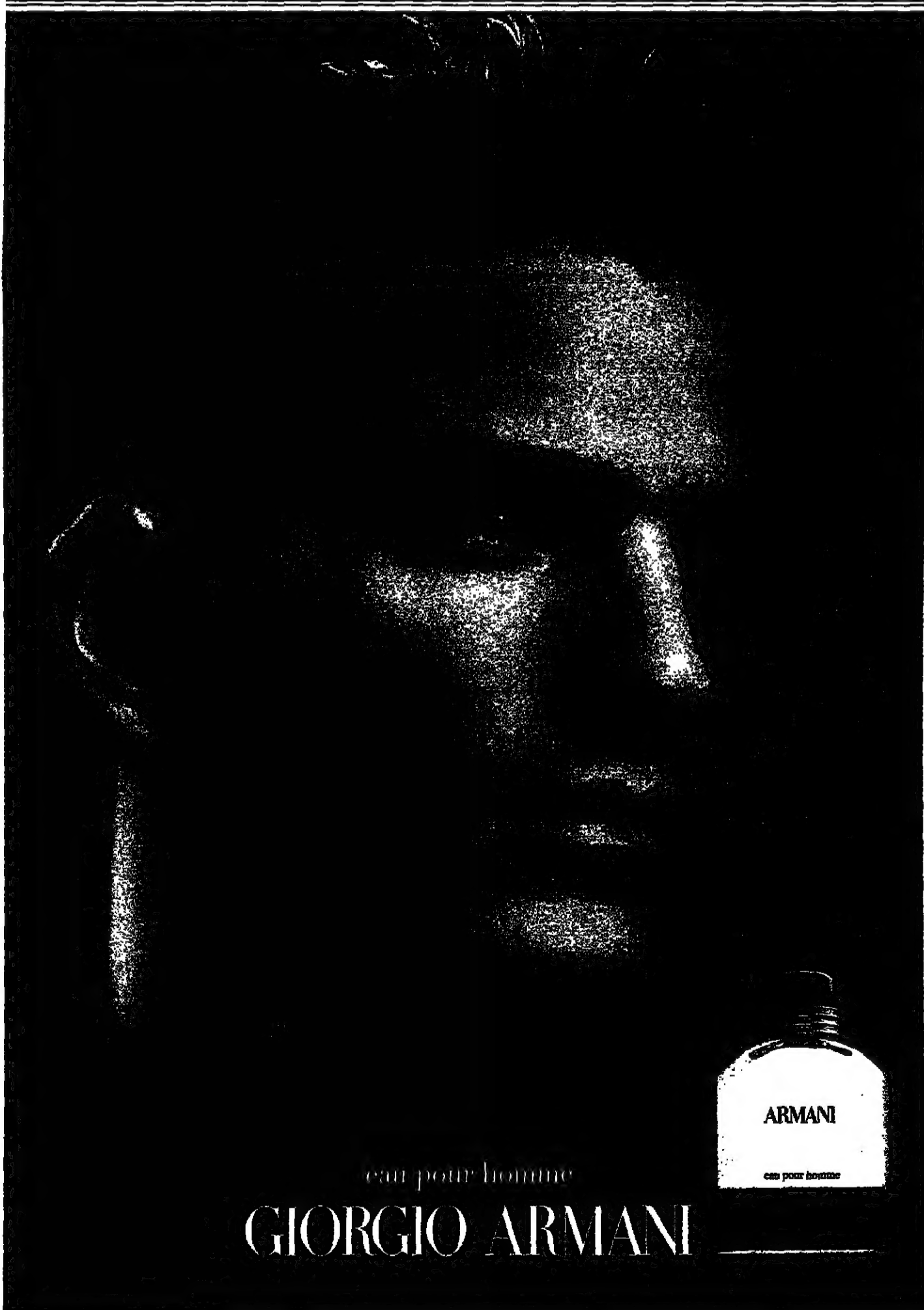
La droite attend manifestement de voir ce que sera l'attitude du PS en Rhône-Alpes et dans les deux autres régions à majorité droite-FN dont le budget n'a pas encore été adopté (Bourgogne et Picardie), avant d'arrêter sa position sur la réforme. Daniel Vaillant, ministre des relations avec le Parlement, a accepté que la séance soit levée, peu avant minuit trente, alors que six amendements seulement sur trente-neuf avaient été examinés et adoptés, mais il a demandé que l'examen des articles reprenne dès le 14 décembre au

matin, repoussant à l'après-midi le début de l'examen du « collectif » budgétaire.

Cette décision, contre laquelle se sont élevés Jacques Larché (Rép. et Ind.), président de la commission des lois, et Jean Arthuis, président du groupe Union centriste, pourrait ne pas suffire, compte tenu des intentions affichées à droite. Dans cette hypothèse, « le gouvernement » veillera à ce qu'un temps supplémentaire soit trouvé dans les meilleurs délais », a précisé M. Vaillant.

Alors que la commission des lois s'était prononcée, lors de la première lecture, pour le maintien de la circonscription départementale, son rapporteur, Paul Girod (Rass. dém.), a fait adopter, mercredi, un dispositif de compromis : un scrutin de liste à deux tours organisé dans des circonscriptions régionales comportant des sections départementales, au sein desquelles s'opérerait la répartition de la prime de 25 % en sièges accordée à la liste arrivée en tête.

Jean-Baptiste de Montvalon



Les associations de chômeurs appellent à manifester pour obtenir une revalorisation des minima sociaux

Mme Aubry se dit favorable à une meilleure indemnisation des demandeurs d'emploi

Les organisations de chômeurs - ACI, MNCP, APEIS et comité CGT - comptent accentuer leur pression, jeudi 10 décembre, sur le gouverne-

ment mais aussi sur l'Unedic, en vue d'une meilleure indemnisation des jeunes et des précaires. Plusieurs défilés sont prévus en province et à Pa-

ris, où une manifestation quittera les abords du ministère de l'emploi pour se rendre symboliquement au parvis des droits de l'homme.

DES DÉFILÉS à Paris et en province : la journée nationale d'action organisée, jeudi 10 décembre, par les organisations de chômeurs - ACI, MNCP, Apeis et comités CGT - sera suivie très attentivement par le gouvernement comme par les partenaires sociaux gestionnaires de l'Unedic, le régime d'assurance-chômage.

Depuis le début de la semaine, les réunions se sont multipliées à Matignon sur les réponses à apporter. Dans la soirée de mercredi, Lionel Jospin, qui s'apprête à s'enlever pour Vienne, en Autriche, où il assistera jusqu'à samedi au sommet européen, a fait un nouveau point de la situation. Le premier ministre continue à afficher une certaine sérénité, sur la foi d'un niveau de mobilisation qu'il juge encore faible et estimant par ailleurs que l'intérêt médiatique se porte surtout sur la crise au sein du Front national. Le chef du gouvernement entend, pour le moment, ne pas monter en première ligne sur ce dossier, laissant ce soin à Martine Aubry, qui devrait annoncer les mesures gouvernementales à la fin de cette semaine ou au début de la prochaine.

Au-delà du déblocage de fonds supplémentaires pour les situations d'urgence et d'une revalorisation des minima sociaux - qui porterait principalement sur le revenu minimum d'insertion (RMI) et l'allocation de solidarité spécifique (ASSS) -, la question de

l'amélioration de la prise en charge des chômeurs par l'Unedic est désormais prise en compte par le gouvernement (Le Monde du 10 décembre). Interpellée lors de la séance des questions d'actualité à l'Assemblée nationale, la ministre de l'emploi et de la solidarité a, en effet, confirmé mercredi que le gouvernement travaillait non seulement « sur la revalorisation des minima sociaux », mais qu'il négociait aussi avec les partenaires sociaux « pour accroître l'indemnisation des chômeurs » dans le cadre de sa réflexion contre le recours abusif au travail précaire.

Dans une déclaration commune, les associations ACI, MNCP et Apeis, ainsi que la CGT, chômeurs, ont demandé que « le gouvernement et le bureau de l'Unedic engagent des négociations immédiates avec les organisations associatives et syndicales de chômeurs ». S'appuyant sur les articles 23 et 25 de la déclaration universelle des droits de l'homme, elles réclament « une augmentation des minima sociaux et des allocations chômage, la fin de la dégressivité et l'indemnisation des précaires, l'ouverture d'un droit aux Assedic et à un revenu pour les jeunes ».

Déjà, lors du mouvement de 1997, les associations avaient réclamé - en vain - l'amélioration de la couverture chômage des travailleurs précaires et notamment des jeunes n'ayant pas cotisé suffi-

samment longtemps pour être indemnisés. Dans son rapport au premier ministre, Marie-Thérèse Join-Lambert avait désigné « la multiplication d'emplois à courte durée n'ouvrant pas le bénéfice de l'assurance-chômage » et « la relative explosion du travail à temps partiel conduisant à une indemnisation plus faible » comme autant de facteurs expliquant « la dégradation de la situation matérielle et morale de certaines catégories de chômeurs ».

ATTENTES FORTES

À l'exception de la CGT, les partenaires sociaux se sont toujours montrés très réservés sur la réforme de l'indemnisation. Sur cette question, la position de la CFDT, qui n'assure plus depuis l'autonomie la présidence du régime d'assurance-chômage, est déterminante. Si son congrès a réjeté, mercredi, un amendement défendu par Etienne Adam, secrétaire général de la région Basse-Normandie, qui fait partie de l'opposition, et qui prévoyait la création d'une union confédérale pour les chômeurs et les précaires, Nicole Notat a envoyé des signes d'assouplissement.

La secrétaire générale de la CFDT a aussi souligné que « l'assurance-chômage indemnise 63 % des demandeurs d'emploi il y a dix ans et qu'elle n'en indemnise aujourd'hui que 53 % ». Elle a estimé qu'il ne fallait pas « se tromper

dans l'analyse des causes et des responsabilités. Elles résident d'abord et avant tout dans les pratiques patronales de recours abusif aux contrats précaires. Elles sont dues au cumul bas salaires et temps partiel imposé avec son incidence sur le niveau d'indemnisation ». « Les demandes sociales des chômeurs qu'il génère, qui nous les entendons, qui nous les portons », a-t-elle insisté. Dominique Chertier, directeur général de l'Unedic, était présent mercredi au congrès de la confédération (lire ci-dessous), où il s'est entretenu avec Michel Jalmain, nouveau responsable de la CFDT au sein de l'Unedic. Rien n'a filtré de ce tête-à-tête.

En attendant, les associations et collectifs syndicaux ont poursuivi, mercredi, leurs actions, notamment à Paris où l'Unesco a été occupé pendant l'après-midi par une centaine de chômeurs et militants. A la veille du défilé parisien prévu jeudi 10 décembre, à l'appel des associations ACI, MNCP, Apeis et comités CGT-chômeurs, Nicole Borvo, secrétaire nationale du PCF, a fait savoir qu'elle serait présente dans la manifestation parisienne car « les attentes fortes des chômeurs doivent trouver une réponse ». De son côté, la Ligue communiste révolutionnaire (LCR, trotskiste) a annoncé son soutien aux manifestations.

Caroline Monnot

Le mode de scrutin législatif ne sera pas modifié au nom de la parité

Le premier ministre a écarté cette éventualité

LA PARITÉ ne servira pas de prétexte à une modification du mode de scrutin législatif. En répondant très clairement à l'opposition qui l'interpellait, mercredi 9 décembre, lors de la séance des questions d'actualité à l'Assemblée nationale, Lionel Jospin a coupé court à une rumeur qui alimentait, depuis plusieurs semaines, l'inquiétude de la droite mais aussi d'une partie de la gauche. La révision constitutionnelle devant instaurer la parité entre les hommes et les femmes dans la vie publique ne sera donc, « en aucune façon, conçue comme un moyen, un prétexte, dans l'avenir, à une modification des modes de scrutins », notamment du scrutin législatif, a assuré le premier ministre. « Dans cette affaire, le gouvernement a une pensée, un objectif, et pas d'arrière-pensée », a martelé M. Jospin.

Le texte sur la parité, qui doit venir en débat à l'Assemblée le 15 décembre, pouvait, en effet, ouvrir la voie à une modification des modes de scrutin électoral : l'égalité représentation entre les hommes et les femmes à laquelle la loi devra désormais concourir, s'accommoderait plus facilement du scrutin de liste (qui permet de pa-

cher les candidatures entre hommes et femmes) que d'un scrutin uninominal (qui suppose un seul candidat par parti). M. Jospin l'a reconnu. Et le gouvernement y a réfléchi. Un redécoupage

des circonscriptions, une augmentation du nombre des députés, l'instauration d'une dose de proportionnelle, ont été, tour à tour, envisagés. Mais devant l'ampleur des difficultés, à la fois techniques et politiques, que pourrait soulever une modification de la loi électorale, il a repoussé toute réforme, au moins dans l'immédiat. La loi sur la parité devrait plutôt s'accompagner de sanctions financières, dans le cadre de la loi sur le financement des partis, afin d'inciter les mouvements politiques à faire une meilleure place aux candidates.

Considérant que la parité est un des éléments majeurs de la modernisation de la vie politique, conscient que la meilleure place faite aux femmes parmi les candidates socialistes a concouru à la victoire de la gauche aux élections législatives, M. Jospin a d'ailleurs tout mis en œuvre pour faire aboutir la révision constitutionnelle. Matignon a ainsi longuement débattu avec l'Elysée afin de parvenir à une formulation commune du texte. Mercredi, le premier ministre n'a pu s'empêcher de souligner que, dans ces discussions, Jacques Chirac avait ainsi préféré « la formule "égalité entre les femmes et les hommes" plutôt que la formule "il y a parité, plus nette, plus claire, plus novatrice qui était celle de "parité" ».

Raphaëlle Bacqué

Le congrès de la CFDT approuve massivement le bilan de Nicole Notat

LILLE

de notre envoyé spécial

Nicole Notat peut se vanter d'un triomphe. Avec 72,99 % des voix en faveur du quibus - le vote sur le bilan de l'activité passée -, elle a obtenu, mercredi 9 décembre, le meilleur score jamais réalisé au sein de la CFDT. C'est une revanche personnelle par rapport au congrès de Montpellier, en 1995, où les militants ne lui avaient pas accordé leur confiance. A la proclamation des résultats, les trois quarts des délégués se sont immédiatement levés pour applaudir leur secrétaire générale. C'est devant Edmond Maine et Jacques Delors, tous deux venus écouter sa réponse aux intervenants du débat général, que M^{me} Notat a pu apprécier sa victoire. « Elle a pris toute la mesure de son organisation », reconnaissait un opposant, encore sous le choc du faible score obtenu par son camp (+ 27,01 %). « Les délégués ont voté d'une organisation rassemblée mais je ne vois pas ce vote comme un échec en blanc », précisait François Chérèque, patron de la fédération santé-sociaux.

Dans son second discours, M^{me} Notat a insisté sur les points qui unissent la CFDT et non sur ceux qui la divisent. Elle s'est clairement placée au « centre » de son organisation. Alors que, lundi, elle n'avait évoqué le sort des chômeurs

qu'au détour de l'ARPE (le dispositif de pré-traitement contre embauche) et des conventions de coopération, elle a, cette fois-ci, répondu aux critiques sur le bilan de l'Unedic et n'a pas passé sous silence « le lourd et douloureux problème du chômage de longue durée qui marginalise et exclut impitoyablement ».

JE DEVIENS CENTRISTE

M^{me} Notat a tenu à rassurer ceux qui, dans les rangs de la CFDT, s'inquiétaient du réchauffement des relations avec la CGT. « Certains d'entre vous expriment du scepticisme au vu de ce qu'ils vivent, d'autres disent au contraire qu'il faut aller plus vite : je deviens centriste », a-t-elle affirmé, avant d'ajouter : « Le processus ne sera pas linéaire. Il connaîtra des hauts et des bas, cela serait bien s'il ne connaissait pas de pause ».

La secrétaire générale de la CFDT a surtout apporté des réponses aux questions soulevées sur le type de syndicalisme pratiqué par sa centrale et aux critiques sur son fonctionnement interne. Notant « un discours construit, martelé à l'excès, mais qu'il faut prendre au sérieux » sur « une dérive grave » de la CFDT « depuis vingt ans », elle a récusé en bloc cet image que certains veulent donner de la centrale : « Échoué sur les rives du pragmatisme, ce syndicalisme gestionnaire serait devenu frixieux dans l'action. Ac-

commodant en revanche à l'égard de la politique patronale, il aurait insensiblement opté pour une stratégie d'accompagnement du libéralisme. » M^{me} Notat a, au contraire, défendu la conception d'un syndicalisme qui n'est pas « intemporel » et qui « veut être passionnément une réponse aux enjeux du présent ». Au passage, elle a égrainé le patronat « qui refuse d'occuper pleinement le terrain de la confrontation sociale et de la négociation collective. Là est sa grave carence ».

En s'adressant directement à ses opposants, M^{me} Notat a estimé que « sur la nécessité de l'action et de la mobilisation, il n'y a pas deux CFDT, d'un côté une CFDT en lutte et de l'autre une CFDT assoupie ». « Se faire l'écho des mécontentements, c'est sain, c'est nécessaire. C'est notre rôle, qu'ils soient chômeurs ou sans-papiers », a-t-elle ajouté.

Pour les trois années à venir, la CFDT va maintenir le cap de la lutte contre le chômage par la réduction du temps de travail et poursuivre son engagement pour la réforme de l'assurance-maladie. Mais M^{me} Notat a annoncé l'ouverture d'un nouveau chantier sur les retraites. « Nous serons au cœur des débats, peut-être de la controverse. Une fois encore, il s'agit d'opérer un choix de société », a-t-elle annoncé.

Alain Beauvillier

Un syndicat de médecins appelle à la grève des soins non urgents

« SI VOUS ÊTES jeunes, riches et en bonne santé, vous n'êtes pas menacés par le plan Aubry. » Dans quelques jours, les malades pourront voir, placardés sur les murs de certains cabinets médicaux, une affiche leur annonçant que les spécialistes sont invités, à partir du samedi 12 décembre, à « reporter en 1999 tous les soins non urgents ». Cette affiche en forme de tract, présentée mercredi 9 décembre par Christian Le Goff, président de l'Unimesp, la branche spécialistes de la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF), annonce aussi qu'ils vont « fermer leurs cabinets entre les 23 et 31 décembre ».

Ces médecins veulent montrer à l'opinion qu'ayant largement dépassé le taux de progression des dépenses médicales autorisé en 1998 (+ 1,6 %), les honoraires perçus à partir de cette date devront être reversés à l'assurance-maladie, et que, dans ces conditions, il est inutile de travailler pour rien. L'Unimesp a chiffré le montant de ces reversements entre 30 000 francs et 60 000 francs par praticien. En outre, elle estime que la baisse de 15 % de la prise en charge des cotisations sociales des spécialistes par la « Sécu » - sanction imposée en raison du refus

de leurs syndicats de signer une convention avec les caisses - pourrait leur coûter jusqu'à 30 000 francs. La hausse des dépenses des spécialistes pourrait, en fait, atteindre 7 %. Elle s'explique, selon M. Le Goff, « par l'arrivée de

(branche généralistes de la CSMF) appelle les omni-praticiens à reporter, à partir du 23 décembre, tous les soins non urgents à l'année prochaine. La CSMF a, en effet, décidé d'engager les hostilités sur tous les fronts.

Geste d'apaisement pour les praticiens hospitaliers

Martine Aubry a, en partie, répondu aux attentes des praticiens hospitaliers, dont les syndicats avaient appelé à une journée d'action, le 2 décembre (Le Monde du 3 décembre), pour réclamer une revalorisation de leur statut. La ministre de la solidarité les a reçus, mercredi 9 décembre, pour leur annoncer qu'ils bénéficieraient dès 1999 d'un repos compensateur après les nuits de garde. Six cents postes d'assistants spécialistes seront créés dans les trois ans à venir. Le concours de praticien hospitalier sera « réformé pour simplifier les conditions d'accès et l'ouvrir à davantage de médecins » et les concours des temps pleins et des temps partiels seront unifiés. Une prime (environ 2 000 francs par mois) sera créée pour ceux qui partagent leur activité entre plusieurs hôpitaux. Enfin, la demi-journée d'activité d'intérêt général dont ils bénéficieraient sera élargie à deux demi-journées pour leur permettre d'exercer d'autres activités (enseignement, recherche, etc.).

nouveaux traitements, plus innovants, mais aussi plus chers », et par un transfert d'activité de l'hôpital vers la médecine de ville. Demain, affirme l'affiche de l'Unimesp, « ce seront les quotas, les listes d'attente, la médecine de riches et de pauvres ». De son côté, l'UNOF

Au cours de son assemblée générale, dimanche 6 décembre, la première organisation de praticiens libéraux a rejeté en bloc la convention généralistes-Sécurité sociale prévoyant une formule d'abonnement annuel chez un « médecin référent », mais aussi le

principe d'une enveloppe de dépenses pour la médecine de ville et le mécanisme de sanctions inscrits dans le projet de loi de financement de la Sécurité sociale pour 1999. Son président, Claude Maffioli, a annoncé son intention d'organiser une véritable « guérilla », notamment sur le terrain juridique, en saisissant le Conseil d'Etat et le Conseil constitutionnel. Tout à leur rejet des mesures de rééquilibrage des comptes de la Sécurité sociale prises par le gouvernement, la CSMF a décidé d'ignorer l'avertissement de l'ordre des médecins. Même si cette instance a émis un avis très négatif sur la politique de maîtrise des dépenses médicales du gouvernement, elle rappelle, fin novembre, que les praticiens « ne peuvent pas se servir de leur métier pour faire de la "retape" syndicale ». En suspendant leur activité, ils risquent de sous-estimer une urgence et d'engager ainsi leur responsabilité médicale. Ils risquent aussi de se voir accusés de prendre les malades en otage pour la seule défense de leurs revenus, alors qu'ils ne font, disent-ils, que défendre la qualité des soins.

Jean-Michel Bezat

L'Assemblée nationale a adopté le PACS

« C'EST UN BEAU CADEAU de Noël », confiait, tout sourire, Yvette Benayoun-Nakache (PS, Haute-Garonne), quelques minutes après l'adoption du pacte civil de solidarité (PACS) par l'Assemblée nationale, en première lecture, mercredi 9 décembre. Deux mois après le rejet inopiné de la proposition de loi socialiste, le 9 octobre, la gauche était visiblement soulagée. « Le PACS intéresse désormais toute la société et le débat parlementaire y aura contribué », s'est réjoui Patrick Bloche (PS, Paris), à l'heure des explications de vote. « La fureur de l'opposition ne s'appliquait pas que sur le vide », a commenté Alain Tourret (RCV, Calvados). Encore une fois, Claude Gossu (DL, Paris) a jugé que l'enfant était « le grand oublié » du débat : Henri Plagnol (UDF, Val-de-Marne) a souligné « qu'il aurait suffi de quelques amendements modestes au code civil et au code fiscal » pour renforcer les droits des couples non mariés et Patrick Devedjian (RPR, Hauts-de-Seine) a critiqué la « méthode socialiste » sur le PACS.

Prochain rendez-vous au Sénat : le 27 janvier, la commission des lois procédera à une journée d'auditions ouverte à la presse. Selon le sénateur Patrice Gélard (RPR, Seine-Maritime), rapporteur sur le texte, la commission entendra des représentants des différentes communautés religieuses, d'associations familiales, des associations de défense des homosexuels, des professeurs de droit. Membre de la Cour de justice de la République qui siégera à partir du 9 février, pour le procès du sang contaminé, le sénateur de

Seine-Maritime indique que l'examen du texte en commission pourrait intervenir « début mars », à l'issue d'un procès dont il estime que la durée « n'excèdera pas trois semaines ». La commission des lois a récemment fait savoir au ministère des relations avec le Parlement - qui souhaitait que le Sénat examine le texte à la mi-février - qu'il lui serait impossible d'en discuter avant le terme de ce procès (Le Monde du 4 décembre).

Le PACS a été adopté, mercredi, par 314 députés : 249 socialistes, 35 communistes, 29 membres du groupe Radical, Citoyen, Verts, et une voix RPR, Roselyne Bachelot (Maine-et-Loire). 251 députés ont voté contre : 137 RPR, 68 UDF, 41 DL et 5 « non-inscrits » (Charles Millon, Hervé Morin, Jean-Pierre Soisson, André Thien Ah Koon et Philippe de Villiers). Trois députés se sont abstenus : Jean-Louis Borloo (UDF, Nord), Alain Madelin (DL, Ile-et-Vilaine) et Jacques Desallangre (RCV, Aisne).

Neuf élus n'ont pas pris part au vote : 3 radicaux de gauche - Jean-Pierre Defontaine (Pas-de-Calais), Roger Frantzoni (Haute-Corse) et Jacques Rebillard (Saône-et-Loire) -, ainsi que Alfred Marie-Jeanne (div. gauche, Martinique), Ernest Moutoussamy (PC, Martinique), Pierre Cardo (DL, Yvelines), Emile Vernaudon (non inscrit, Polynésie française) et Laurent Fabius (PS) qui présidait la séance. Françoise de Panafieu (RPR, Paris) n'a pas pris part au vote mais a fait savoir qu'elle voulait voter contre.

Clarisse Fabre et Jean-Baptiste de Montvalon

VENTES PAR ADJUDICATION
Office Spécial de Publicité
 47, rue Louis Blanc 92984 LA DEFENSE Cedex
 Tél : 01.49.04.01.84 - Fax : 01.43.33.51.36

75 Vente sur subrogation de saisie immobilière au Tribunal de Grande Instance de PARIS, le JEUDI 17 DÉCEMBRE 1998 à 14 h 30 - EN UN LOT
UN APPARTEMENT à PARIS 16ème
 7, rue Gustave-Courbet
 dans le bâtiment unique, ancien unique au 6ème étage, comprenant : une entrée, WC, salle de bains, chambre et séjour, cuisine.

MISE A PRIX : 450.000 F

S'adresser à Maître B. LEFOLD-COUTURIER, Avocat à PARIS 17ème
 178, rue de Courcelles - Tél. : 01.47.66.50.25
 Au Greffe du Tribunal de Grande Instance de PARIS où le cahier des charges est déposé
 Minitel 3617 AUDIJC

Le gouvernement crée de
d'entouissement d

Le gouvernement crée de
d'entouissement d

Le gouvernement crée de
d'entouissement d

CUEA
LA HAVANE
 100 ALLES REVEN
 100 ALLES REVEN
 3890F
VARADERO
 100 ALLES REVEN
 4900F

Le gouvernement crée deux laboratoires souterrains d'enfouissement des déchets nucléaires

Dominique Voynet s'est « sentie en porte-à-faux tout le temps »

Le gouvernement a annoncé, mercredi 9 décembre, sa décision de créer deux laboratoires d'enfouissement en grande profondeur des dé-

chets nucléaires. Une loi sur la transparence de la filière nucléaire sera présentée en 1999. Le ministre de l'aménagement du territoire et de l'en-

vironnement, Dominique Voynet, n'a pas caché ses réserves sur cet arbitrage gouvernemental. (Lire aussi notre éditorial page 17.)

LA CHAISE n'est pas restée vide. Alors que, le 2 février, elle n'avait pas voulu endosser publiquement la réouverture du surrégénérateur Phenix, Dominique Voynet est venue s'asseoir, mercredi 9 décembre, vers 22 heures, dans le salon rouge de l'hôtel Matignon, à l'issue d'une bien longue réunion interministérielle. Il n'a pas fallu moins de trois heures et demie, en effet, à Lionel Jospin et aux onze ministres réunis autour de lui pour se mettre d'accord sur l'opportunité de créer un deuxième laboratoire d'enfouissement des déchets nucléaires et sur les contours d'une future autorité indépendante chargée de la sûreté nucléaire.

En revanche, c'est entourée de Christian Piret, de Claude Allègre et de Bernard Kouchner, et non seule à côté du ministre de l'économie et des finances comme Matignon l'avait prévu, que la ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement a écouté Dominique Strauss-Kahn annoncer que le gouvernement continuait de faire de l'énergie nucléaire « la composante majeure de l'approvisionnement électrique national ». Elle n'était pas seule pour l'entendre déclarer que deux laboratoires d'enfouissement en grande profondeur – et non pas un seul – seraient créés, l'un à Bure (Meuse), l'autre dans « un terrain granitique à rechercher ». Sur l'épineuse question de la sûreté nucléaire, la ministre n'a pas non plus obtenu le contrôle qu'elle exigeait : c'est sous la triple tutelle de l'industrie, de la recherche et de l'environnement que sera placée la future « autorité administrative indépendante » chargée du contrôle des installations nucléaires.

« J'ai négocié pied à pied », confiait la ministre écologiste à l'issue de la conférence de presse. Pendant que M. Strauss-Kahn égrenait une à une les conclusions, M^{me} Voynet tentait par quelques plaisanteries de donner le change. « Puisque Kouchner est là, je ne vois pas pourquoi je ferais la modeste », lançait-elle en mettant en avant ses « victoires » : réversibilité du stockage, création d'un centre de stockage en subsurface dans le Gard, et

sous mise dans la peau d'un responsable politique amené à assumer les conséquences de décisions prises il y a des décennies, dans des conditions qu'on peut qualifier de limite sur le plan de la responsabilité. Si le gouvernement était composé à 100 % d'écologistes, il aurait à faire face à ce problème, comme il l'aurait fait au chômage. »

Ces précautions oratoires ne se sont pas de trop, avant la réunion, ce week-end, du Conseil national

Verts s'attendaient à un arbitrage difficile mais n'ont appris que mercredi, lors d'un déjeuner avec Bettina Laville, la conseillère pour l'environnement de Lionel Jospin, que le principe de la construction d'un deuxième laboratoire d'enfouissement était finalement retenu. « Rien ne justifiait une telle précipitation », commente le secrétaire national, Jean-Luc Bennaïmas : « Avant de s'occuper des labos, Matignon ferait bien de ne pas rajouter aux difficultés qui agitent sa majorité. » En revanche, Georges Sarre, président délégué du Mouvement des citoyens, s'est immédiatement réjoui de voir « parfaitement » réaffirmé le « choix de l'atome » et « l'indépendance énergétique nationale ».

La Coordination contre l'enfouissement des déchets radioactifs a estimé, mercredi, à Bar-le-Duc (Meuse), que la décision du gouvernement d'implanter un laboratoire à Bure allait faire de ce site « la poubelle nucléaire de l'Europe ». Le Mouvement écologiste indépendant (MEI) d'Antoine Waechter a dénoncé, de son côté, « l'omerta décidée pour les déchets radioactifs à longue vie ». En revanche, le président (DL) du conseil régional de Lorraine, Gérard Longuet, s'est réjoui d'une décision qui « met fin à 18 mois de tergiversations ». Dès jeudi matin, l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (Andra), chargée de la construction des sites, annonçait que le laboratoire de Bure sera opérationnel dès 2003.

Ariane Chemin et Sylvia Zappi

Des Lorrains à la tête dure

En raison des menaces qui planaient sur Bure (Meuse), les Verts de Lorraine s'étaient prononcés contre les accords entre le mouvement écologiste et le Parti socialiste pour les élections législatives de 1997. Lors du scrutin régional de mars, ils avaient refusé les listes communes de la gauche « plurielle ». Le 25 octobre, en assemblée fédérale, ils avaient été la seule région de France à mettre la direction des Verts – soutenue localement par Marie-Anne Isler-Béguin, seconde sur la liste européenne – en minorité : 68 % contre, alors que la motion de Dominique Voynet recueillait plus de 65 % des voix sur le plan national. Le 7 décembre, les Verts de Lorraine ont déposé une « motion d'urgence » pour la réunion du conseil national, le 12 décembre, demandant à la ministre de l'environnement « d'user de son droit de sa liberté de parole, comme elle l'a fait récemment avec brio pour les sans-papiers » et exigeant sa « démission » du gouvernement. « S'il advenait, fort probablement, qu'elle participe à cette annonce [de créer deux laboratoires d'enfouissement des déchets nucléaires] ou à la signature du décret »,

lancement d'une étude sur le coût de la filière « au regard des autres sources d'énergie ». L'ancienne porte-parole des Verts pouvait ainsi assurer que l'accord Verts-PS était « respecté ».

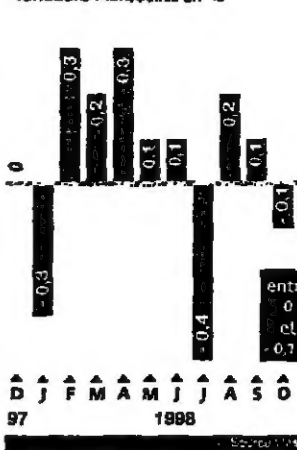
Mais M^{me} Voynet a tenu, lors de la conférence de presse avec ses collègues du gouvernement, à marquer ses distances. « Je me suis sentie tout le temps en porte-à-faux (...). Je ne suis pas favorable, mes amis non plus, au nucléaire. Mais je me

des Verts, où élus et militants ne manqueraient pas de s'indigner de l'arbitrage gouvernemental. En effet, les Verts ont aussitôt accusé, dans un communiqué, le gouvernement de « céder au lobby nucléaire », estimant « qu'avant de passer la serpillière pour éponger les déchets, il faut fermer le robinet, c'est-à-dire engager la sortie du nucléaire, comme viennent de le décider les gouvernements suisse et allemand ». Responsables et députés

La France se rapproche de l'inflation zéro

SELON les dernières statistiques de l'Insee, publiées jeudi 10 décembre, l'économie française pourrait prochainement être en situation d'inflation zéro. En novembre, l'évolution des prix a, en effet, été comprise entre 0 % et -0,1 %. En glissement annuel, la hausse des prix continue donc de décroître : elle s'établit entre +0,2 % et +0,3 %, soit le plus bas niveau jamais enregistré depuis mai 1957 (-0,3 %). Ce résultat a deux origines. D'abord, l'inflation structurelle (dite « sous-jacente ») est très faible : de l'ordre de 1 % par an. De plus, l'inflation est tirée vers le bas par l'effondrement des prix des produits pétroliers (-7 % sur un an).

PRIX À LA CONSOMMATION variations mensuelles en %



Les élections régionales pourraient être annulées dans les Bouches-du-Rhône

LE CONSEIL D'ETAT pourrait annuler les élections régionales du 15 mars dans les Bouches-du-Rhône – département qui fournit 49 des 123 sièges du conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur – s'il suit les conclusions prononcées, mercredi 9 décembre, par son commissaire du gouvernement, Jacques Amighi de Casanova. Jean-Louis Thier (UDF), candidat non élu de la liste RPR-UDF, contestait l'attribution du 49^e siège de conseiller régional du département à la liste de gauche, du fait d'irrégularités sur 191 bulletins de vote. Or le commissaire du gouvernement a calculé qu'un déplacement de 117 voix aurait suffi à remettre en cause l'attribution, à la plus forte moyenne, de ce siège. A ses yeux, il est donc « inévitable (...) de redonner la parole aux électeurs », dans un délai de trois mois.

DÉPÊCHES

■ **EMPLOI** : l'emploi salarié dans les secteurs privé et semi-public a progressé de 0,5 % (+ 65 000) au troisième trimestre par rapport au trimestre précédent, et de 2,3 % (+ 303 000) sur un an, selon les données définitives publiées, jeudi 10 décembre, par le ministère de l'emploi.

■ **UDF** : le bureau politique de l'UDF a élu, mercredi 9 décembre, la nouvelle direction du parti présidé par François Bayrou. Hervé de Charette, président du Parti populaire pour la démocratie française, en est le président délégué ; Pierre-André Wiltzer, député de l'Essonne et ancien délégué général des Adhérents directs, le secrétaire général ; Gilles de Robien, député de la Somme et maire d'Amiens, le porte-parole.

■ **JUSTICE** : la ministre de la Justice, Elisabeth Guigou, estime, dans un entretien au Figaro du 10 décembre, qu'« il est normal que la réforme de la justice, parce qu'elle est globale, prenne du temps ». A propos de la réforme du Conseil supérieur de la magistrature, suspendue à la réunion du congrès, M^{me} Guigou déclare : « Nous ne sommes pas à quelques semaines près. »

Un relevé de décisions tout en équilibre

APRÈS trois heures de négociations, la réunion interministérielle du mercredi 9 décembre a fixé les grands axes de la politique nucléaire française :

● **Réversibilité** : la « nocivité » des déchets pour la santé et pour l'environnement « perdurant pendant des centaines de milliers d'années, voire des millions d'années », le relevé de décisions insiste sur la nécessité de n'envisager que des solutions réversibles de stockage des déchets nucléaires.

● **Laboratoires** : deux laboratoires souterrains seront construits : l'un à Bure (Meuse) dans un site argileux, l'autre dans le granite à rechercher « dans la Vienne ou ailleurs » dès le début de l'année 1999. Un entreposage « en subsurface » (à moins de 20 mètres de profondeur) sera recherché dans le Gard « après vérification scientifique ». Le Parlement prendra une décision sur le stockage en 2006.

● **Transparence** : désireux de mettre fin à la « culture du secret (...) qui a trop longtemps caractérisé cette filière » et au « chevauchement des rôles en matière de sûreté », les

pouvoirs publics vont réformer le contrôle de la sûreté nucléaire. Durant le premier semestre 1999, un projet de loi sera préparé conjointement par Dominique Strauss-Kahn, Christian Piret et Dominique Voynet, respectivement ministre de l'économie, secrétaire d'Etat à l'Industrie, et ministre de l'environnement. Le contrôle des installations sera désormais confié à une « autorité administrative indépendante », dotée de « larges pouvoirs de décision » et de sanctions administratives. Cette autorité, qui remettra tous les ans un rapport sur l'état de sûreté des centrales, sera dirigée par un collège de cinq membres, nommés en conseil des ministres sur proposition des ministres de l'environnement, de la recherche et de l'industrie, et accueillera en outre un commissaire du gouvernement, nommé par décret sur proposition du ministre de l'environnement.

● **Stocks** : le gouvernement affiche sa « détermination » à appliquer l'article 3 de la loi Bataille de 1991, qui prévoit l'obligation de retourner les déchets étrangers dans

leur pays d'origine. Le nouveau président de l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (Andra) se voit confier la mission d'assurer une « transparence totale » sur l'évaluation des stocks de déchets présents sur le sol français et de préparer une réforme des méthodes de comptage.

● **Coûts** : afin d'évaluer les coûts réels du traitement des déchets, une étude sur les données économiques de l'ensemble de la filière nucléaire – retraitement compris – « au regard des autres sources d'énergie » sera confiée à trois « personnalités », dont une nommée par la ministre de l'environnement.

● **Radioprotection** : l'Office de protection contre les rayonnements ionisants (Opr) est confirmé dans sa mission de contrôle de la radioprotection. Il bénéficiera d'un budget qui sera majoré de 100 millions de francs grâce à l'affectation d'une fraction de la redevance perçue sur les installations nucléaires de base.

S. Z.

CUBA

LA HAVANE

VOI ALLER RETOUR
+ 3 NUITS D'HOTEL
PETIT DEJEUNER COMPRIS

3890F

VARADERO

SEJOUR UNE SEMAINE
AVION COMPRIS
HOTEL 3 ETOILES
TOUT COMPRIS

4900F

S'aérer ça inspire

DEPART DE PARIS
EN CHARIER NOUVE
A CERTAINES DATES
BONS PRIXS AERIENS
180 AGENCES EN FRANCE
0 803 33 33 33 (1,09F LA MINUTE)
2615 XP (à partir de 0,05F LA MINUTE)
(1,09F la minute et 0,05F en option)
de 10h à 20h, du samedi 12h au lundi 9h)
<http://www.nouvelles-frontieres.fr>

NOUVELLES FRONTIERES

distributeur d'énergie

MÊME SI ELLE NE LE DIT PAS VOTRE FEMME CROIT TOUJOURS AU PERE NOËL.

DE BEERS

UN DIAMANT EST ÉTERNEL

WWW.ADIAMONTISFOREVER.COM

SOCIÉTÉ

LE MONDE / VENDREDI 11 DÉCEMBRE 1998

HABITAT L'accès au logement des familles en situation de précarité est de plus en plus difficile. Les politiques de ces dernières années ont en effet favorisé les héberge-

ments d'urgence au détriment des logements sociaux dits « normaux ». ● DEPUIS 1994, LA PRODUCTION de logements « très sociaux » accuse ainsi un retard annuel

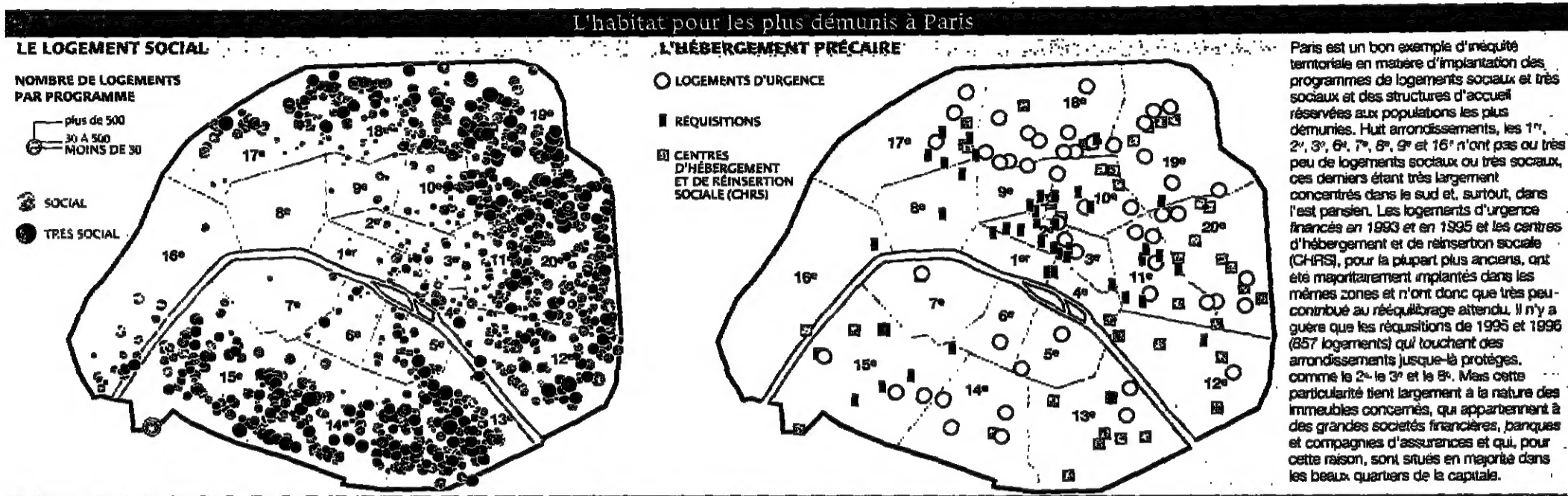
de 9 000 à 12 000 unités par rapport aux objectifs affichés. ● DANS UN ENTRETIEN AU MONDE, René Ballain, qui a coordonné le travail d'évaluation sur la loi Besson de

1990, estime que la France a besoin d'un « habitat social et très social diffus, qui permette de reconstruire de la mixité ». ● À LA PENSION DE FAMILLE DE L'ASSOCIATION RI-

VAGES, à Paris, douze personnes qui ont connu la rue et les foyers d'urgence disposent d'une chambre individuelle tout en partageant des moments de vie collective.

L'accès au logement des familles précarisées est de plus en plus difficile

Depuis la loi Besson de 1990, l'accent a été mis sur la création d'hébergements d'urgence ou d'insertion. La production de logements « très sociaux » affiche un retard annuel de 9 000 à 12 000 unités par rapport aux objectifs



LA MORT tragique de sans-abri victimes du froid relance, chaque hiver, le débat sur l'efficacité des dispositifs d'accueil d'urgence et le manque de logements pour les plus démunis. La forte chute des températures enregistrée à la mi-novembre a ainsi fait resurgir une contradiction qui hante régulièrement l'opinion : en France, des personnes qui vivent dehors meurent chaque année de froid alors qu'il existe environ 400 000 logements inoccupés depuis deux à trois ans, dont 40 000 à Paris. Et le phénomène n'épargne plus le parc HLM, où 4 000 à 5 000 logements au moins seraient actuellement vides, boudés par les ménages à qui ils sont proposés.

Cette équation est pourtant trop simple pour rendre compte de la situation complexe du logement. La grande exclusion qui émerge de l'opinion masque un enjeu quantitativement plus important : la précarisation des ménages pour lesquels l'accès à un logement ordinaire, par les filières de droit commun, est devenu un objectif quasi inatteignable. Dans le cadre de la préparation de la loi de lutte contre les exclusions adoptée en juillet, un bilan de la loi Besson de 1990 sur le droit au logement a été dressé. Les travaux des quatre équipes de recherche coordonnées par René Ballain permettent de retracer l'évolution, depuis huit ans, des politiques publiques sur le mal-logement. D'en mieux comprendre, aussi, les limites et

les effets pervers. En instaurant des plans départementaux pour le logement des personnes défavorisées et des Fonds de solidarité logement (FSL), la loi Besson avait pour objectif de restaurer l'accès à un « logement décent et indépendant » pour tous, selon les termes de l'article premier. Sans être abandonnée, cette politique a été infériorisée dès 1993, puis, modifiée avec le plan d'urgence mis en place en 1995 par le gouvernement d'Alain Juppé.

Délaissant la référence au droit commun, l'action publique s'est alors focalisée sur l'urgence et sur la création d'un habitat provisoire ou de transition. Les premières « résidences sociales » sont apparues en 1994. L'année suivante, s'y sont ajoutées les « logements d'urgence », qui n'ont qu'imparfaitement rempli leur mission puisque la majorité des familles y sont finalement restées.

GESTION LOCATIVE ADAPTÉE Où en est-on aujourd'hui ? Depuis la loi Besson de 1990, la réalité sociale s'est transformée. Aujourd'hui, les difficultés d'accès au logement ne touchent plus seulement les personnes en grande difficulté mais aussi un flux permanent de familles en situation précaire. Logements d'urgence ou d'insertion, résidences sociales, centres d'hébergement, pensions

de famille (lire ci-dessous) : l'éventail des formules d'habitat réservées aux plus démunis s'est beaucoup élargi. Dans le même temps, les méthodes de l'action sociale se sont quasiment systématisées, comme si l'accès au logement relevait, désormais, d'un « parcours », nécessitant « accompagnement », « médiation » et « gestion locative adaptée ». Paradoxalement, l'attention portée aux populations en difficulté a ainsi compliqué et retardé leur accès au logement ordinaire. Comme le souligne le bilan de la loi Besson, les efforts les plus significatifs ont porté sur le développement de l'offre d'hébergement. Depuis 1991, 15 000 places nouvelles en centres d'hébergement et de réinsertion sociale se sont ajoutées aux 30 000 places déjà disponibles. En revanche, la production de logements accessibles aux familles disposant des revenus les plus bas est restée nettement insuffisante. « Les besoins en logements et en places d'occupation temporaire sont globalement satisfaits, soulignent les experts. Le problème persistant est celui de la sortie vers des logements durables pour une occupation durable ». Dans ce contexte, les formules d'habitat provisoire, qui sont destinées à des populations de plus en plus « ciblées » – les jeunes, les femmes seules avec enfants, les

hommes célibataires – jouent le rôle de « files d'attente » pour l'habitat définitif.

HLM « À LOYERS MINORÉS »

Par rapport aux objectifs affichés, la production de logements « très sociaux » présente, depuis 1994, un déficit annuel de 9 000 à 12 000 unités. Et cette tendance s'est poursuivie en 1998. Malgré un effort budgétaire conséquent et un taux de subvention majorée, l'objectif de 10 000 logements « d'intégration » inscrit au budget devrait n'être réalisé qu'à moitié. Les prévisions sont également pessimistes en ce qui concerne les nouveaux logements HLM « à loyers minorés ». 20 000 sont inscrits au budget, tous ne devraient pas être consommés, alors que six ménages sur dix entrant, aujourd'hui, dans le parc HLM, pourraient y prétendre.

Les causes de ce déficit sont à chercher du côté des bailleurs sociaux qui tentent de contenir au maximum la paupérisation, réelle, de leur parc et dont la mission, devenue très floue, gagnerait à être redéfinie. Les collectivités locales sont aussi en cause. Elles participent au financement des programmes mais, pour elles, l'affichage « très social » joue le rôle de repoussoir. Dans leur bilan de la loi Besson, les experts insistent ainsi sur l'absence des enjeux ur-

bains dans les plans départementaux pour le logement des personnes défavorisées instaurés par la loi de 1990. Trop exclusivement centrés sur les enjeux sociaux, expliquent-ils, les plans ne forment aucun objectif quantitatif et qualitatif concernant l'offre de logements.

La quasi-disparition, ces dix dernières années, du parc locatif privé à bas loyer a accru les difficultés des ménages les plus fragiles. De 1992 à 1996, ce parc a perdu 435 000 unités et 2,2 millions de logements de ce type ont disparu depuis 1984. Près de la moitié des ménages les plus pauvres y trouvaient leur place en 1984 contre seulement 9 % aujourd'hui. Pour limiter cette érosion, le secrétaire d'État au logement, Louis Besson, a instauré, dans l'actuel projet de loi de finance, des mesures fiscales de soutien pour les bailleurs privés qui acceptent de conventionner leurs logements et de limiter le niveau des loyers. Mais on peut craindre que ces mesures, qui ne trouveront leur plein effet qu'à l'an ou deux, au mieux, arrivent trop tard.

Christine Garin

★ Promouvoir le droit au logement, éditions La Documentation française, juillet 1998, 150 francs

TROIS QUESTIONS À... RENÉ BALLAIN

1 Vous avez coordonné le travail d'évaluation de la loi Besson de 1990. Estimez-vous que l'émotion suscitée par la détresse des sans-abri a influencé les enjeux de fond de la politique du logement ?

C'est exact, mais c'est compréhensible dans la mesure où la grande exclusion est plus aisément identifiable que la précarité, plus diffuse et plus mouvante. Mais on ne peut pas résoudre la question du logement des défavorisés sans prendre en compte le déséquilibre global, structurel, qui affecte l'offre de logements aujourd'hui.

2 L'ambition de la loi Besson a-t-elle été revue à la baisse ? Oui, dans la mesure où les politiques publiques se sont recentrées de manière excessive sur les dispositifs d'urgence, même si cela correspondait à un vrai besoin. Le volet logement de la loi contre les exclusions de juillet n'est pas satisfaisant non plus puisqu'il péren-

nise des dispositifs d'assistance comme la sous-location ou les formules d'hébergement mises en place de manière provisoire.

3 Le gouvernement vous paraît-il le garant de cet enjeu ? Louis Besson souhaite visiblement reprendre en main l'ensemble de l'offre et pas seulement le bas de la chaîne. Ce dont on a surtout besoin, c'est d'un habitat social ou très social diffus, qui permette de reconstruire de la mixité non seulement dans les quartiers d'habitat social, mais aussi dans l'ensemble de la ville. Pour cela, il n'y a pas ou peu d'opérateurs : les organismes HLM n'y vont pas et le milieu associatif n'est pas assez structuré pour produire ce type d'habitat en quantité suffisante. L'adossement progressif sur l'action sociale est également inquiétant : il faut revenir à la notion de droit au logement, qui est un droit général et universel. Tout le monde continue à s'y référer mais dans la pratique, il est miné.

Propos recueillis par Christine Garin

Quand une pension de famille permet « une thérapie par l'ordinaire de la vie »

AU DÉJEUNER, Aïcha s'est amusée à nouer son beau foulard à liseré d'or autour de sa tête. En face d'elle, Jean et Daniel n'ont pu s'empêcher de proférer quelques plaisanteries, avec tendresse. Autour des deux tables, ils sont douze à avoir connu la rue et ses mœurs agressives, les foyers d'urgence et leurs flammées de violence. Douze à n'en apprécier que davantage la pension de famille de l'association Rivages, dans le 17^e arrondissement de Paris, où ils vivent l'expérience, encore unique en France, d'une nouvelle forme d'habitat destinée à des exclus.

L'idée trottait dans la tête d'Henri Briand depuis des années, alors qu'il était chargé de l'accueil de personnes isolées de plus de quarante ans au centre d'hébergement parisien du Radeau. La formule, tombée en désuétude, de la pension de famille lui paraissait la plus adaptée pour loger ceux « qui vivent l'isolement comme un traumatisme et qui ne savent pas gérer le quotidien d'un foyer, des fractures ». Depuis janvier 1997, grâce aux dons d'un ordre religieux et sans un sou d'argent public, la « maison de famille » Rivages, met en pratique cette « thérapie par l'ordinaire de la vie », un délicat équilibre entre liberté et contraintes, entre autonomie et vie collective.

Côté liberté, il y a les chambres individuelles, où le responsable de la pension s'interdit de pénétrer s'il n'est pas invité. Chacune est équipée d'un réfrigérateur. Il y a aussi l'encadrement : deux salariées, la gardienne de nuit et la « maîtresse de maison », assistante sociale de formation et pivot de la vie collective, soutenues par une vingtaine de bénévoles. Il y a surtout cette différence fondamentale avec les foyers d'urgence ou les centres d'hébergement, où la du-

rée d'accueil est limitée, de trois jours à six mois selon les structures. Ici, aucune borne n'est fixée d'avance aux séjours.

« POUR QU'ILS POSENT LES VALISES »

« Il faut leur donner du temps pour qu'ils posent les valises et qu'ils se reconstruisent », dit Dominique Sapte, la maîtresse de maison. « Avec deux années de recul, je me dis qu'il n'est pas exclu que certains, parmi les moins aptes à une réinsertion dans la société, demeurent ici définitivement », constate Henri Briand.

Côté contraintes, la redevance mensuelle est certainement la plus lourde. Chaque résident doit prélever 1000 francs sur ses ressources – en général le RMI ou des indemnités journalières de longue maladie. Chaque déjeuner – seul repas pris en collectivité – coûte 10 francs. Il y a aussi les tâches ménagères : les parties communes à nettoyer, la cuisine à prendre en charge à tour de rôle. Ces obligations contribuent à sortir les anciens sans-abri de ce qu'Henri Briand qualifie de « spirale de l'urgence » : « La plupart de ceux qui sont passés par la rue décrivent cette accoutumance aux foyers d'accueil, qui permet de boire en quelques jours son RMI parce que l'on sait que l'on aura le soir, de toute façon, le vivre et le couvert assuré. » L'alcool est l'objet d'une dialectique subtile. « L'alcool est toléré, mais pas l'abus. Ceux qui rentrent le soir éméchés savent qu'il vaut mieux aller se coucher illégalement, sans esclandre », dit M. Briand.

Ces exigences de la vie collective débouchent sur deux types de comportements : « Il y a ceux qui s'impliquent de plus en plus dans la vie en commun, et ceux qui s'écartent d'eux-mêmes, jusqu'à s'en aller. » D'autres, en revanche,

commencent à renouer les fils de leur existence. « Depuis qu'ils sont ici, ils ont dû nouveau l'impression de compter pour quelqu'un », dit Dominique Sapte. Daniel a rappelé son fils, et découvert qu'il était grand-père. Antonin, cinquante et un ans, a cessé de boire, s'est passionné pour l'informatique, et envisage désormais de prendre un appartement avec sa vieille mère.

Ces embryons de réussite ne dissuadent toutefois pas les doutes d'Henri Briand. L'autour majeur de la pension de famille – cette vie semi-collective qui permet d'échapper à l'isolement – est en effet devenu, au fil du temps, sa principale limite. Il contraind à un recrutement extrêmement sélectif : « Une seule personne, mari adaptée aux contraintes de l'existence commune, peut tout déstabiliser. » Très nombreuses parmi les publics en situation d'exclusion, les personnes présentant des troubles psychiques graves doivent ainsi être systématiquement écartées. Alors que plus de cent dossiers ont été présentés par des associations ou des services sociaux, la pension n'a accueilli que vingt-huit personnes en deux ans.

Aujourd'hui, M. Briand attend impatiemment la création d'autres pensions de famille : au moment où ouvrir la pension, un rapport était remis à Xavier Emmanuelli, alors secrétaire d'État à l'action humanitaire d'urgence, qui précisait le cahier de charges de ce nouveau type d'habitat. Un appel d'offres a depuis été lancé et dix-huit projets retenus, dont les premiers devraient voir le jour courant 1999. Le responsable de Rivages y gagnera enfin sa première subvention publique, et la possibilité d'étalonner son intuition de pionnier.

Jérôme Fenoglio

Pour le 50^e anniversaire de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme

Colloque
12 décembre 1998, 16h-22h
tpt, piazza

Droits de l'homme : patience et passion

32 intervenants commentent à tour de rôle l'un des 30 articles de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme

en collaboration avec l'IMMO et le Parlement International des Écrivains

Accès libre dans la mesure des places disponibles
Renseignements : 01 44 73 42 40

Centre Georges Pompidou

L'Association professionnelle pour la survie

L'Association professionnelle des magistrats (APM) pourrait survivre à sa crise interne

Contesté, son président, Georges Fenech, a décidé de quitter la magistrature

Le président de l'Association professionnelle des magistrats (APM, droite), Georges Fenech, a annoncé, mercredi 9 décembre, sa démission de

l'organisation, mais aussi de la magistrature. Il avait été contesté à la suite de la publication, dans la revue de l'APM, d'écrits à caractère anti-

sémite et mis en cause à la suite de sa participation à une mission d'observation des élections présidentielles au Gabon.

EN ANNONÇANT, mercredi 9 décembre, sa démission de la présidence de l'Association professionnelle des magistrats (APM, droite) mais aussi de ses fonctions de magistrat, Georges Fenech a brusquement tiré un trait sur la controverse à laquelle son nom avait été attaché. Menacé de poursuites pénales en tant que directeur de publication de la revue de l'APM, après la diffusion des écrits à caractère antisémite d'Alain Terrail, mis en cause pour avoir effectué, avec un groupe d'avocats et de magistrats, un voyage contesté en tant qu'observateur des élections présidentielles du Gabon, M. Fenech s'est vu retirer, mercredi 9 décembre en début d'après-midi, sa proposition de nomination, par le ministère de la Justice, au poste de premier juge d'instruction de Paris (Le Monde du 10 décembre). Le retrait de cette promotion, qui sonne comme une sanction, semble avoir emporté sa décision.

Alors qu'il bataillait encore, mercredi 9 novembre au matin, lors d'une conférence de presse tenue après son voyage au Gabon (voir ci-dessous), M. Fenech a été brusquement désavoué, quelques heures après, par le ministère de la Justice.

« Le garde des sceaux, ministre de la Justice, a décidé de retirer des projets de nomination de magistrats adressés par la Chancellerie au Conseil supérieur de la magistrature, la proposition de nomination de M. Georges Fenech à un poste vacant de premier juge d'instruction du tribunal de Paris », a annoncé la chancellerie par communiqué. « La tenue de propos à connotation antisémite dans la revue que M. Fenech dirige en tant que président de l'Association

professionnelle des magistrats, et les interrogations que suscite, au regard du statut de la magistrature, la participation de M. Fenech à une mission non officielle d'observation des élections présidentielles gabonaises, ont convaincu M. le garde des sceaux de retirer sa proposition. »

« OPPROBRE JETÉE PAR TRAÎTISE » Cette décision semble avoir décidé M. Fenech à se démettre de ses mandats syndicaux mais aussi de se retirer définitivement de la magistrature. Dans un communiqué, le magistrat justifie son geste, rarissime, en invoquant l'« opprobre jetée par traîtrise sur [son] action », après la publication de propos à caractère antisémite dans la revue de l'APM, mais aussi par les développements de son déplacement au Gabon. « L'exploitation politico-judiciaire lancée à mon endroit par le journal Le Monde dans des conditions d'amalgame s'apparentant à un lynchage médiatique a conduit le garde des sceaux, sans qu'aucune explication ne m'ait été demandée, à un retrait de ma proposition de nomination en qualité de premier juge d'instruction de Paris, écrit M. Fenech. En conséquence, je me retire ce jour de la magistrature, le sentiment d'avoir accompli en conscience mon devoir de magistrat soucieux de vérité et de justice. »

Paradoxalement, la décision de M. Fenech a été accueillie avec un certain soulagement au sein de l'APM. Discreditée par les écrits à caractère antisémite de son ancien président, Alain Terrail, qui avait affirmé, dans la revue de l'organisation, à propos du substitut-toulonnais Albert Lévy, « Tant va Lévy au four... qu'à la fin il se

brûle », l'APM semblait bel et bien menacée de disparition. M. Fenech avait en effet annoncé son intention de proposer la dissolution de cette organisation, née en 1981 en réaction à la politique de l'ancien garde des sceaux socialiste, Robert Badinter. « Avec cette polémique, l'APM a signé son acte de décès », affirmait M. Fenech, mercredi 2 décembre. Nous allons réunir un bureau le 10 décembre, mais l'estime d'ores et déjà que l'association est morte. Un trait de plume a suffi à rayer un travail de dix-sept ans. »

Cette déclaration n'avait cependant pas emporté l'adhésion des 300 membres de l'organisation, loin s'en faut. Alors que M. Fenech se trouvait encore au Gabon, Dominique Matagrin, ancien secrétaire général de l'APM, expédiait une lettre ouverte aux adhérents dans laquelle il contestait ouvertement l'idée de dissoudre l'APM. « L'annonce, aussi inattendue qu'incongrue, par Georges Fenech, du « sabotage » de notre organisation, en dehors de toute concertation comme de tout cadre

statutaire, ne pouvait avoir d'autre signification que celle d'une affirmation de « culpabilité collective » (...), écrit M. Matagrin. Cela a complètement changé la nature du débat et sans doute, aggravé très sensiblement le préjudice causé à l'APM. »

IDÉE D'UNE « REFOUDATION »

Cette contestation, relayée par les protestations des adhérents, a sans doute pesé dans la décision de retrait de M. Fenech. Le président écarté, l'idée d'une « refondation » défendue par M. Matagrin, peut donc être envisagée. Aucune décision formelle ne devrait être cependant prise avant l'assemblée générale de l'APM, le 18 décembre. Le bureau de l'organisation qui devait se réunir, jeudi 10 décembre, devrait donc modifier l'ordre du jour de la prochaine assemblée générale, qui se bannira à élire un nouveau bureau. Avec le retrait de M. Fenech, l'idée d'une dissolution de l'APM semble donc écartée.

Cécile Prieur

Les « interrogations » de M^{me} Guigou sur la mission au Gabon

LA GARDE DES SCEAUX, Elisabeth Guigou, s'est interrogée, mercredi 9 décembre à l'Assemblée nationale, sur « les conditions dans lesquelles a été effectuée » la mission de l'Association internationale pour la démocratie (AID) à Libreville, durant l'élection présidentielle gabonaise, qui pourrait, selon elle, « porter atteinte à la dignité des magistrats concernés ». Quelques heures plus tôt, les dirigeants de l'association s'étaient vivement défendus de toute partialité dans l'exercice de leur mission, dénonçant un « procès d'intention » et une « manipulation politique ».

Créée le 6 octobre par le président de l'Association professionnelle des magistrats (APM, droite), Georges Fenech, l'AID avait dépêché treize « observateurs » au Gabon, du 2 au 7 décembre, parmi lesquels figuraient six magistrats – dont M. Fenech lui-même – et sept avocats. Au cours d'une conférence de presse, M. Fenech a expliqué que l'initiative d'envoyer une délégation à Libreville revenait à l'ambassadeur du Gabon en France, mais que les membres de l'AID avaient pu « remplir leur rôle en toute indépendance ».

Une série de documents, publiés par Libération et Le Monde, attestait l'intervention de l'avocat parisien Robert Bourgi, conseiller officieux de l'Elysée pour les dossiers africains et conseil personnel de M. Bongo, qui semblait revendiquer auprès du chef d'Etat gabonais un rôle important dans la conduite de cette délégation. M. Fenech a reconnu avoir lui-même sollicité M. Bourgi, « dont [il] connaissait les liens avec le Gabon », pour qu'il « facilite les contacts sur place », mais assure que, pour le reste, l'avocat « tire la couverture à lui ». Egalement membre de la délégation, M. Francis Szpiner, a expliqué que les fondateurs de l'AID n'avaient pas souhaité que M. Bourgi fasse partie du bureau de l'association. « compte tenu de sa qualité d'avocat de M. Bongo ».

S'agissant de l'organisation matérielle de la mission, M. Fenech a indiqué que l'AID ne disposait « d'au-

cun fonds propre » et qu'il avait « posé comme condition » aux autorités gabonaises « que tous les frais [de la délégation] soient pris en charge ». Il a ainsi précisé que le voyage et l'hébergement des délégués avaient été payés par l'Etat gabonais, et qu'un « défraiement » de 1500 francs leur avait été dispensé. Selon M. Fenech, « chacun des magistrats [avait] prouvé sa hiérarchie avant le départ », précisant qu'« aucune objection » n'avait été formulée.

« UN PEU CURIEUX »

M^{me} Guigou, qui a jugé « un peu curieux » que cette mission ait été placée « sous le contrôle de la commission nationale électorale gabonaise », a fermement contesté cette présentation des faits. « Aucun des six magistrats n'a demandé et n'a donc obtenu un ordre de mission à la chancellerie. Pour deux d'entre eux, ils ont informé leur hiérarchie de leur absence pour convenance personnelle, sans donner de détail sur la nature de la mission ; les quatre autres n'ont pas informé leurs chefs de juridiction. » La ministre a ajouté avoir commandé « des rapports écrits » aux six magistrats concernés, ainsi qu'à leurs chefs de cour. « Sans attendre les résultats de ces investigations, a-t-elle conclu, j'ai demandé au directeur des services judiciaires de rappeler sans délai aux chefs de cour les conditions dans lesquelles les magistrats peuvent être appelés à exercer des missions à l'étranger. »

Pour démontrer leur impartialité, les dirigeants de l'AID ont néanmoins mis en avant le contenu de leurs observations, reprises dans le rapport du Groupe d'études et de recherche sur la démocratie et le développement en Afrique (Gerdés-Afrique). Celles-ci critiquent la tenue des listes électorales au Gabon et pointent les incertitudes sur le nombre réel d'électeurs inscrits. L'AID a aussi relevé l'inégalité du traitement des candidats par la radio-télévision gabonaise, nettement en faveur de M. Bongo.

Hervé Gattegno

Alcatel remercie tous ceux qui lui ont permis de devenir n°1 des téléphones mobiles en France.



ALCATEL A REÇU AU SIRCOM LE PRIX SPÉCIAL DU JURY POUR LA MEILLEURE PERFORMANCE INDUSTRIELLE DE L'ANNÉE. PLUS DE 2 MILLIONS DE ONE TOUCH™ VENDUS ET UNE PLACE DE N°1 EN FRANCE.

www.alcatel.com

ALCATEL

*Source GFK

NOMINATIONS

RECHERCHE

Vincent Courtillot, précédemment conseiller spécial de Claude Allègre, ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie, a été nommé par le conseil des ministres, mercredi 9 décembre, directeur de la recherche au ministère. Il remplace Daniel Nahon, qui rejoint le cabinet du ministre.

(Né le 6 mars 1943 à Neuilly-sur-Seine, Vincent Courtillot, diplômé de l'Ecole des mines de Paris et des universités de Stanford, Paris-VI et Paris-VII, est spécialiste du champ magnétique terrestre et de la tectonique des plaques. Professeur de géophysique à l'université de Paris, il a également enseigné à Stanford, Santa-Barbara et au Caltech. Lauréat de la médaille d'argent du CNRS, fellow de l'American Geophysical Union et de la Royal Astronomical Society, il a été président de l'Union européenne des géosciences. Directeur de la recherche et des études doctorales au ministère de l'éducation nationale de 1989 à 1993, directeur de l'Institut de physique du globe de Paris de 1996 à mars 1998, il était, depuis juin 1997, conseiller spécial de Claude Allègre pour l'enseignement supérieur et la recherche.)

DIPLOMATIE

Dominique Fromaget a été nommé ambassadeur en Moldavie, en remplacement de Serge Smessow, par décret publié au journal officiel du 9 décembre.

(Né le 13 janvier 1954 à Montluçon (Allier), Dominique Fromaget est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et de l'Institut national des langues et civilisations orientales. Elle a été notamment en poste à Victoria (1987-1991), à Sofia (1991-1994) et à l'administration centrale du Quai d'Orsay, où elle était, depuis 1994, sous-directeur de l'information et des personnels locaux à la direction des ressources humaines.)

« Le Monde de l'éducation » de décembre

LE MONDE DE L'ÉDUCATION de décembre consacre son dossier central aux arts de la scène. Ariane Mnouchkine, invitée de la rédaction et, notamment, Philippe Avron, Georges Banu, Robert Cantarella, Pierre-Michel Menger, Stanislas Nordey... y parlent, entre autres, de la passion de la scène, du spectacle itinérant, du spectacle vivant, de la mise en scène, des concerts « géants », de l'éducation artistique, des métiers d'arts de la scène... Dans un entretien exclusif avec Claude Allègre, Catherine Trautmann, Jean-Claude Carrière et Marion Ferry (professeur de lettres dans un lycée), les ministres annoncent un allègement des horaires d'enseignement des mathématiques au profit de l'éducation artistique et l'attribution de 20 millions de francs à l'enseignement artistique.

Au sommaire également, une enquête sur l'art et la technique ; la rubrique Education revient sur le mouvement des lycéens d'octobre ; le Forum du mois rassemble les opinions de nos lecteurs autour du problème des pouvoirs des professeurs.

Et, comme chaque mois, les chroniques de Jean-Michel Gailard, de Hervé Hamon et de Michel Serres.

★ 30 francs. Sur Internet : <http://www.lemonde.fr/educ/>

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

— C'est fait. La troisième et dernière l'œuf est arrivée.

Anais,
13 mai 1994
et Elsa
31 mars 1997

ont une petite sœur,

Cassandra.

née le 28 novembre 1998,
au foyer de
Laurence et Florent MARCHETTI.
83300 Draguignan.

Anniversaires de naissance

— 11 décembre 1978, la Réunion.
11 décembre 1998, Montpellier.

Heureux anniversaire.

Lydie !

Nous t'aimons, Taty.

Mariages

— Ville-d'Avray, décembre 1998.
Cali, décembre 1998.

Charles-Henry
et Bianca-Liliana

partagent avec leurs parents,
Michel SALOMON,
Marion VAN-LEEUWEN-SALOMON,
Julio-Cesar PERLAZA VIERA.

Volanda HERNANDEZ de PERLAZA
la joie de faire part de leur mariage, qui
aura célébré le 19 décembre 1998,
dans l'hacienda « Las Mananitas » de
Cali.

10, allée du Grand-Tulipier,
92410 Ville-d'Avray.
avenue 5B Notre-Dame, apt 701,
Cali (Colombie).

Décès

— M^{me} Joseph Granier.

sa grand-mère,
Jacqueline et François Bouteloup,
ses parents.

Hélène et Philippe Morel,
Arnaud et Véronique Bouteloup,
Suzanne et Jean-Paul Laillé.

Ses neveux, frères, belles-sœurs et beaux-
frères.

Tous ses neveux et nièces.

Et tous les siens.

On le chagrine de faire part de la mort
accidentelle, à quarante-cinq ans, de

Guilhem BOUTELOUP,
ingénieur civil des Mines.

à Montpellier, le 2 décembre 1998.

La Pomarède,
34800 Lacaune.

— Chalonnes-sur-Loire (Maine-et-Loire),
Argens (Maine-et-Loire), Le Mans
(Sarthe), Caen (Calvados), Nantes (Loire-
Atlantique), Grenoble (Isère), Paris (Ville
de Paris).

M^{me} Clary Annick,

sa femme.

Ses enfants et petits-enfants.

La famille des collègues universitaires
français et étrangers.

font part avec une grande émotion du
décès de

M^{me} le professeur Daniel CLARY,
soixante-deux ans,

ancien élève
de l'Ecole normale supérieure
de Saint-Cloud.

après avoir été professeur de lettres.

Les obsèques auront lieu le jeudi
10 décembre 1998, à 15 heures, en
l'église Saint-Maurille de Chalonnes-
sur-Loire.

Cet avis tient lieu de faire-part et de
remerciement.

12, rue Notre-Dame,
49290 Chalonnes-sur-Loire.

— Ses filles.

Et petites-filles.

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Josette DELIGNY,
née SALEIL,

survenue le lundi 7 décembre 1998.

L'enterrement aura lieu le samedi
12 décembre, à 14 heures, au cimetière de
Saint-Georges-de-Luzençon.

Cette annonce tient lieu de faire-part.

— Béziers, Paris.

M^{me} Renée Donnadieu, née Marguerite
Bargues.

M^{me} et M^{me} Jean-Louis Donnadieu,
Anne-Claire et Laurent Donnadieu,
Les familles Calas et Vabre.

ont la douleur de faire part du décès de

M. René DONNADIEU.

survenue dans sa quatre-vingt-neuvième
année, le 9 décembre 1998.

La cérémonie religieuse sera célébrée à
Béziers, le vendredi 11 décembre, à
10 heures, en l'église de la Sainte-Famille.

L'inhumation se fera dans le caveau de
famille du cimetière vieux.

6, rue Suzanne-Lenglen,
34500 Béziers.
34, rue Laugier,
75017 Paris.

— Claudine.

son épouse,
Vincent.

son fils.

Sa famille.

Ses amis.

ont la douleur de faire part du décès de

Jacques GARAPON.

survenue le 4 décembre 1998, à l'âge de
cinquante et un ans, après une longue lutte
contre la leucémie.

Les obsèques ont été célébrées à Lyon,
le 9 décembre, dans l'intimité.

120, rue Mazenod,
69003 Lyon.

— Le président.

Le bureau.

Et le conseil de la Confédération
française des travailleurs chrétiens.

se joignent à

Monique Cuiat.

Son épouse.

Ainsi qu'à ses enfants et à sa famille.

pour faire part de la peine qu'ils
éprouvent à l'occasion du décès de

Jean GRUAT,

secrétaire général adjoint honoraire.

survenue le 6 décembre 1998, dans sa
soixante-dix-neuvième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le
vendredi 11 décembre, à 10 heures, en
l'église Saint-Germain-des-Prés, Paris-6.

Ni fleurs ni couronnes.

Cette annonce tient lieu de faire-part.

Confédération française des
travailleurs chrétiens.

13, rue des Ecluses-Saint-Martin,
75483 Paris Cedex 10.

(Le Monde du 10 décembre.)

— M^{me} Robert Marchi.

M^{me} Mireille Marchi
et son époux, M. Jérôme Bausard.

M^{me} Jean-François Marchi
et son épouse.

M^{me} Lina Filippi.

Ses enfants.

Fabrice et Valérie Van Cauwelaert.

Ses petits-enfants.

ont la douleur de faire part du décès. le
29 novembre 1998, de

M^{me} Robert MARCHI.

notaire honoraire,
chevalier de la Légion d'honneur.

Une messe sera célébrée le vendredi
11 décembre, à 18 h 30, en l'église Notre-
Dame d'Auteuil, Paris-16^e.

4, rue Paul-Dupuy,
75016 Paris.

— Le président de l'université Nancy-II,
Pierre-Bardelli.

Les enseignants du département de
philosophie de l'université Nancy-II,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Nelson GOODMAN,

professeur à Harvard
et docteur honoris causa
de l'université Nancy-II.

— Marie-Thérèse Legras.

son épouse.

Bernard et Hélène Legras.

Ses enfants.

Xavier, Georges et Michel Gilliot,

ses beaux-frères.

Yvonne, Charlotte, Solange et Suzanne
Gilliot.

Ses belles-sœurs.

Pierre Philibert.

Les familles Abraham, Bailliet,
Bernard, Gilliot, Lambollet et Martin.

Ses amis Collignon, Lourdel et
Vaisset.

ont la douleur de faire part du décès de

Maurice Marc LEGRAS,

agréé de l'université,
palmarès académiques,
professeur retraité
de lettres classiques
du lycée Jacques-Decour, Paris-9^e.

survenue le 6 décembre 1998, à Paris-10^e,
dans sa soixante-septième année.

La cérémonie religieuse a lieu le jeudi
10 décembre, à 15 h 30, en l'église Notre-
Dame-de-la-Nativité, à Saverne (Bas-
Rhin).

Multi vocati, pauci veni electi.
Matth. XXV, 16.

62, boulevard Barbès,
75018 Paris.

— Le président de l'université Paris-I-
Panthéon-Sorbonne.

Les enseignants.

Le personnel administratif.

Les étudiants.

ont la tristesse de faire part du décès.

survenue le 6 décembre 1998, de

M. Pierre LORIDAN,

professeur de mathématiques
à l'université Paris-I-Panthéon-Sorbonne.

— Le directeur de l'UFR de
mathématiques.

Ses collègues enseignants.

Le personnel administratif.

Les étudiants.

ont la tristesse de faire part du décès.

survenue le 6 décembre 1998, de

M. Pierre LORIDAN,

professeur de mathématiques
à l'université Paris-I-Panthéon-Sorbonne.

— M^{me} Jean Pierret.

M^{me} et M^{me} Christian Pierret.

M^{me} Claire Pierret.

M^{me} et M^{me} Céline Martin.

M^{me} Bernard Pierret et ses enfants.

Toute la famille et ses amis.

ont la douleur de faire part du décès de.

M. Jean PIERRET,

officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945,
médaille des évadés.

ingénieur de l'Ecole navale,
ingénieur de l'Ecole nationale supérieure
des arts et métiers,

ancien directeur de société.

survenue, à Saint-Germain-en-Laye, le
mardi 8 décembre 1998, dans sa quatre-
vingt-troisième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le
vendredi 11 décembre, à 8 h 30, en la
chapelle de l'hôpital de Saint-Germain-
en-Laye (Yvelines) et suivie de l'inhuma-
tion à Dampierre-sur-Meuse (Meuse), dans la
plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

2 bis, rue Lamartine,
78100 Saint-Germain-en-Laye.

Pair et Grandpère.

85100 Saint-Denis-Vosges.

Nos abonnés et nos action-
naires, bénéficiant d'une
réduction sur les insertions
du « Carnet du Monde »,
sont priés de bien vouloir
nous communiquer leur
numéro de référence.

— Edouard Samuel.

son frère.

Colette et Michel Brey.

Fred et Annabella Lanzberg.

Danièle Brey et Vincent Lunel.

François et Laurence Brey.

ses enfants et petits-enfants.

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Madeleine LANZENBERG,

née SAMUEL.

survenue le 4 décembre 1998, à l'âge de
quatre-vingt-seize ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité
familiale.

— Pierre Stast.

son épouse.

Véronique, Marianne, Mathieu.

son fils.

son petit-fils.

Henri Gignoux.

son épouse et leurs enfants.

Son frère, sa belle-sœur et ses neveux.

Pierre Frison.

son cousin.

Jacques Berthoin.

son beau-frère.

Jean-Baptiste Hespel.

son gendre.

ont la douleur de faire part du décès de

Françoise STAAT.

née GIGNOUX-CHRISTOPHE.

survenue, le 3 décembre 1998, à l'âge de
cinquante-sept ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le
lundi 14 décembre, à 15 heures, en
l'église Saint-Paul-Saint-Louis, 99, rue
Saint-Antoine, Paris-4^e.

1, impasse Quéméné.

75004 Paris.

— Suzanne Collin.

remercie très sincèrement toutes les
personnes qui l'ont entourée lors du
décès de

Gaston DEWANCKEL.

— Très touchée par les marques de
sympathie et d'amitié témoignées lors
du décès de

Pierre FLATRES,

la famille vous prie de trouver ici
l'expression de ses remerciements.

Anniversaires de décès

— Le 11 décembre 1995, disparaissait
tragiquement

Pierre VANGUIN.

Nous ne l'oublierons pas.

Tables rondes

— QUE FAIRE

POUR LES DROITS DE L'HOMME
QUAND ON A DIX-SEPT ANS ?

Table ronde-débat avec Robert
Badinter, R. Blanchet (recteur de
l'académie de Paris), J. McDonald, J. Ter-
niero. Organisée par Mémoire 2000 Forum
des images (ex-Vidéothèque de Paris), les
Halles. Samedi 12 décembre, 9 heures,
entrée libre.

— Louis XIV et le pape des Pyrénées
(1658-1661)

par Yves-Marie Bercé, directeur de
l'Ecole des chartes.

le mardi 14 décembre 1998,

18 heures, au palais abbatial
de Saint-Germain-des-Prés.

5, rue de l'Abbaye, Paris-6.

Conférence publique organisée
par le Centre d'études d'histoire
de la défense.

dans le cadre du cycle de conférences

« De la guerre à la paix ».

Nominations

— Le docteur Michel Salomon,
cofondateur et directeur scientifique de
l'association Equilibres et populations, a
été coopté au Board of the International
Council for global health progress de
Boston (Mass.), le 2 septembre 1998.

Journées d'études

Les Archives Françaises Doct
organisent des

Journées d'études

Françoise Dolto

à l'Uvesco,

en partenariat avec
la Fondation de France,
le ministère de l'emploi
et de la solidarité

Le délicat chantier de la réforme des aides européennes

Bruxelles prépare une nouvelle répartition des fonds structurels destinés aux zones fragiles. Certaines régions françaises risquent d'en perdre le bénéfice, mais d'autres profiteraient de la manne communautaire. Ces crédits ont notamment soutenu la reconversion industrielle de la Lorraine

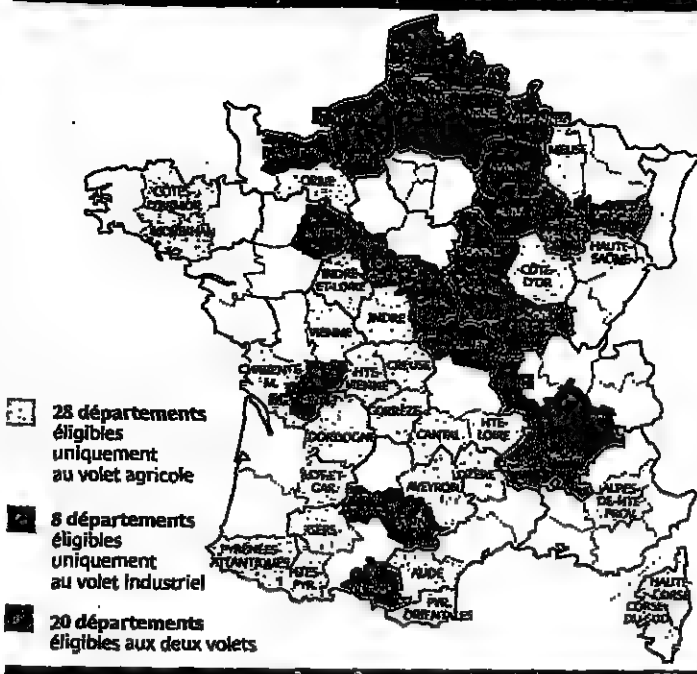
BRUXELLES et STRASBOURG
(Union européenne)
de nos correspondants

Les Quinze s'opposent durement sur l'avenir des fonds structurels, c'est-à-dire sur la stratégie à appliquer aux régions les moins favorisées de l'Union européenne (UE). Les Etats du nord, menés par la France et l'Allemagne, plaident pour une politique plus économe et se heurtent aux pays dits de « la cohésion » (Espagne, Portugal et Grèce). Le différend porte surtout sur le montant de l'enveloppe globale des Fonds et sur le maintien ou la disparition du Fonds de cohésion, une « tirelire spécifique » qui bénéficie exclusivement aux trois pays du sud déjà cités, ainsi qu'à l'Irlande.

La négociation sur ces questions politiques et qui portent sur des sommes considérables s'est à peine nouée. Personne ne semble attendre de progrès très significatifs à l'occasion du Conseil européen qui se tient à Vienne les 11 et 12 décembre, si bien qu'il reviendra à la présidence allemande (à partir de 1999) d'arracher un accord d'ici à la fin mars, avant que le Parlement européen ne se sépare dans la perspective des élections de juin.

Le compromis devra être global : il portera sur le financement de l'Europe de 2000 à 2006 (le fameux « Agenda 2000 »), la réforme de la politique agricole commune (PAC), l'utilisation des fonds structurels, la préparation de l'élargissement aux pays d'Europe centrale et, enfin, sur le rééquilibrage du budget européen, afin d'alléger la « contribution nette » des quatre pays (Allemagne, Autriche, Pays-Bas et Suède) qui se plaignent de verser

La nouvelle répartition possible des aides



beaucoup plus au budget communautaire qu'ils n'en retirent.

En attendant, les Quinze sont d'accord avec la Commission européenne pour que l'aide aux régions en retard (classées jusqu'à maintenant dans l'« objectif 1 ») soit davantage concentrée, autrement dit qu'elle soit strictement réservée aux régions où la richesse par habitant est inférieure à 75 % de la moyenne communautaire. Tous les pays, sauf l'Allemagne et la Grèce, vont y perdre quelques plumes. L'ensemble de l'Irlande, dont la prospérité s'est améliorée de manière spectaculaire, ne devrait plus pouvoir y prétendre, de

surtout, pour ne pas augmenter sensiblement sa contribution aux dépenses globales de l'Union. Cette attitude ne rassure pas les régions françaises qui ont jusqu'à maintenant bénéficié de cette manne. Or le principe d'une concentration plus marquée des aides proposé par Bruxelles doit se traduire par la disparition de la Corse et du Hainaut (autour de Valenciennes) dans la liste des régions dites en retard de développement et classées dans l'objectif

de tirer leur épingle du jeu. L'attribution des crédits européens pour la reconversion industrielle, le développement rural ou la rénovation urbaine (au cœur des quartiers dits difficiles) tiendront largement compte du taux de chômage dans le futur mécanisme. Beaucoup de zones françaises pourront donc être retenues, compte tenu de la proportion de personnes sans-emplois ou exclues, tant dans les villes que dans les campagnes. Cette nouvelle

aides distribuées par le Fonds social européen (FSE) - environ 10 % de la dotation globale - n'interviendront pas en fonction de découpages géographiques, mais en regard de situations bien précises dans les bassins d'emploi et à travers les plans nationaux de lutte contre le chômage. La mise à l'actualisation des critères de référence, notamment de taux de chômage, fait dire aux experts européens que la France pourrait largement tirer parti du nouveau système pour créer des emplois, ou du moins en préserver un bon nombre.

Au total, on attribue à la Commission qu'il n'est pas exact de laisser entendre que la France bénéficiera moins des fonds structurels à partir de 2000. Les premiers résultats des scénarios actuellement en cours d'études infirment les inquiétudes françaises. Mais Bruxelles établit les calculs sur des volumes d'aides différents de ceux qui atteignent les Etats membres.

Quoi qu'il en soit, la concentration voulue par la Commission et les pays européens identifie d'entrée de jeu ceux qui seront « gagnés » et ceux qui seront « perdus ». Parmi les premiers, on compte la région Île-de-France, qui ont pris l'habitude, au cours de cette dernière décennie, de s'appuyer sur les facilités offertes par Bruxelles pour décrocher une partie des crédits nationaux. Une préoccupation est d'autant plus vive que l'on ne peut prédire quel sera le résultat final tant sur les multiples critères à retenir que sur les effets de découpages géographiques à effectuer.

Philippe Lemaître et Marco Scotto

Un scénario pessimiste

Selon le Groupe d'étude et de réflexion interrégional (GERI), la redistribution des crédits européens présente un « risque réel » pour les régions françaises « de voir fortement réduire le montant de ces aides essentielles ». « Selon le scénario le plus pessimiste, mais malheureusement le plus probable, souligne le GERI dans une étude publiée par La Documentation française, la France métropolitaine pourrait bénéficier pour les fonds structurels de 1,5 milliard d'euros par an (moins de 10 milliards de francs), contre 2,3 milliards d'euros à l'heure actuelle (15,2 milliards de francs) ».

« Certes, poursuit le GERI, la réforme proposée devrait permettre à une large partie du territoire de recueillir de nouveaux concours financiers en faveur d'un développement rural ». Mais les départements éligibles « seraient les moins peuplés et les plus menacés sur le plan démographique », et les crédits ainsi distribués n'iraient plus aux mêmes catégories d'exploitants agricoles « dont le nombre serait réduit ».

tif, très avantageux. Certes, Bruxelles préconise une sortie en douceur, sur quatre à six ans, du dispositif actuel. Mais, à terme, ces deux régions ne seront plus aidées de la même manière et dans les mêmes proportions. Seuls les départements d'outre-mer continueront à bénéficier d'un appui comparable.

Pour taire les inquiétudes, la Commission fait valoir que la nouvelle définition de l'« objectif 2 » permettra aux Corses et Nordistes

de donner de la visibilité à des ensembles comme l'Aquitaine, Midi-Pyrénées, le Limousin ou Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Le projet de la Commission doit toutefois être nuancé puisqu'il préconise également le resserrement des subventions communautaires pour l'« objectif 2 ». La population concernée (20 millions de personnes aujourd'hui) devrait être réduite de 10 % à 15 % à partir de l'an 2000.

Bruxelles ajoute encore que les

L'Europe accompagne la reconversion de la Lorraine

MEIZ
de notre correspondant

Entre 1994 et 1999, la Lorraine aura bénéficié de 3,3 milliards de francs d'aides communautaires, soit une moyenne annuelle de 550 millions de francs, une enveloppe équivalant au quart du budget du conseil régional. Plus de la moitié (1,7 milliard) aura été attribuée au titre de l'« objectif 2 », consacré à la reconversion des zones industrielles en déclin. Et pour cause : en 1963, la sidérurgie et les mines de fer employaient 106 000 personnes en Lorraine. Aujourd'hui, l'exploitation de ce minerai est totalement arrêtée et il ne reste plus que 10 000 sidérurgistes, soit deux fois moins de salariés que dans le tourisme ou l'industrie du bois.

Les aides communautaires ont notamment permis de panser ces plaies. L'initiative la plus importante est celle du Pôle européen de développement des trois frontières à Longwy (Meurthe-et-Moselle), lancé en 1985 et qui se poursuit aujourd'hui. L'objectif initial retenu par la France, la Belgique et le Luxembourg, avec le soutien de la Commission de Bruxelles,

était de recréer 8 000 emplois en dix ans, dont 5 500 sur la partie française, pour compenser les 30 000 emplois disparus dans la sidérurgie dans ce bassin transfrontalier.

Les aides européennes ont également été affectées à la création de zones industrielles dans le bassin sidérurgique et dans les vallées textiles vosgiennes, à la requalification urbaine, sans oublier le développement des zones rurales fragiles, en Meuse notamment.

MUTATION INACHEVÉE

L'étendue et la diversité des problèmes à traiter font que 83 % du territoire lorrain et 68 % de la population sont directement concernés par les subventions communautaires auxquelles sont venus s'ajouter d'autres programmes : Resider pour les zones sidérurgiques ; Recher pour le bassin charbonnier ; Retex le textile ; Converg pour les réformes de la défense ; Leader pour les projets ruraux innovants ; et Interreg pour la coopération transfrontalière.

Les projets de réforme des fonds structurels suscitent de nombreuses interrogations en Lorraine car la mutation de cette région est inache-

vée. Certes les restructurations à venir ne seront pas de la même ampleur que par le passé, mais elles n'en seront pas moins marquées. A preuve l'arrêt définitif de l'exploitation charbonnière pour 2004, qui doit se traduire par la suppression d'ici cette échéance de 10 000 postes de mineurs. Même la sidérurgie, aujourd'hui modernisée et compétitive, n'a pas achevé sa mue. Usinor vient d'annoncer la vente de ses filiales produits longs et aciers spéciaux, qui concernent 4 000 des 10 000 emplois du groupe.

L'inachèvement de la transformation économique de cette région se complique au regard des projections démographiques. L'Insee prévoit une poursuite du recul de la population au cours des vingt prochaines années. L'arrêt de l'hémorragie des populations est un enjeu stratégique pour la Lorraine au moment où elle redécouvre que l'économie est dépendante de sa population et non plus des richesses de son sous-sol. La Lorraine veut pouvoir encore compter sur l'Europe.

Jean-Louis This

Le gouvernement prépare un dispositif de redéploiement des services publics

CARE À LA BRONCA dans les campagnes ! Le gouvernement s'apprête à ouvrir un chantier délicat : le redéploiement des services publics sur l'ensemble du territoire. Le 10 mai 1993, au lendemain des élections législatives, le nouveau premier ministre, Edouard Balladur, avait décidé, par une circulaire, un moratoire sur la fermeture des services publics dans les communes de moins de 2 000 habitants. Entendue au sens large, la circulaire avait été suivie d'un gel au plan national des suppressions de guichets de La Poste, de la SNCF, d'agences ANPE, de trésorerie ou bien encore d'écoles. Depuis, la situation est restée quasiment en l'état.

Lors du congrès de l'Association des maires de France (AMF), le 17 novembre, Lionel Jospin avait dévoilé son intention d'adapter l'implantation des services publics à l'évolution de la population sur le territoire : « La politique d'aménagement du territoire ne doit pas se traduire par le statu quo en matière d'implantation des services publics », avait-il déclaré (Le Monde du 19 novembre). Le premier ministre de-

vrait préciser ses intentions lors du Comité interministériel d'aménagement et de développement du territoire (CIADT), prévu le 15 décembre à Paris.

Echaudé par les oppositions suscitées par le plan de redéploiement des effectifs de police-gendarmerie qui prévoyait initialement la fermeture de 94 commissariats (Le Monde du 9 décembre) ou les manifestations contre la fermeture de 50 maternités dites « à risques », le gouvernement a décidé d'aborder de manière globale le réamé-

nagement de l'ensemble des services publics.

Mardi 8 décembre, lors d'une réunion à Matignon, les directeurs de cabinet des ministres concernés ont arrêté la méthode : « concertation » préalable et « coordination » pour que soit évitée « la fermeture concomitante », dans une même ville ou dans le même canton, d'un hôpital, d'un commissariat, d'une agence EDF ou d'une trésorerie... « Les différentes administrations ou services publics ne peuvent décider de leur redéploiement chacun

Le calendrier des contrats de plan Etat-régions

Lors du CIADT prévu le 15 décembre, Lionel Jospin devrait préciser le calendrier de l'élaboration des contrats de plan Etat-régions pour la période 2000-2006. L'Etat devrait maintenir sa participation à hauteur d'environ 100 milliards de francs, soit sensiblement le même montant que pour la période 1994-1999. D'ici au printemps, les préfets et les conseils régionaux devront se concerter. Avant d'entamer des vraies négociations qui se termineront par la signature au 1^{er} janvier 2000 au plus tard des contrats de plan.

Le gouvernement veut financer en priorité des projets favorables à l'emploi, s'inscrivant dans un « développement durable ». Ces contrats serviront de cadre, ultérieurement, aux contrats d'« agglomération » et de « pays » prévus dans les projets de loi préparés par Dominique Voynet et Jean-Pierre Chevènement qui pourraient, au début de 1999, être discutés au Parlement selon la procédure d'urgence.

PRIX DE L'ACADÉMIE DES BEAUX-ARTS

Pascal Huynh
La musique sous la République de Weimar

496 pages
160 F

Du cabaret à la musique "dégénérée"

Pascal Huynh rend merveilleusement son épaisseur romanesque à cette effervescence. On perçoit... le dernier envol de l'Ange bleu et les premiers sursauts de la bête immonde.

Luc Decynges, Le Canard enchaîné

Musique chez FAYARD

Béatrice Jérôme

Microsoft

HORIZONS

DOCUMENTS

Quand Nixon voulait étrangler le Chili

Rapport sur les activités du corps expéditionnaire de la CIA au Chili

entre le 15 septembre et le 3 novembre 1970

Le 15 septembre 1970, il a été demandé à la CIA d'empêcher que le marxiste Allende n'accède à la présidence du Chili le 3 novembre. [...] La situation était alors la suivante : Allende avait obtenu une majorité d'à peine quarante mille voix lors des élections du président chilien au suffrage universel. Jorge Alessandri, conservateur et bon second, devait affronter Allende lors du scrutin de ballottage, le 24 octobre. Le vainqueur serait investi dans ses fonctions de président le 3 novembre. [...]

Un corps expéditionnaire chilien a été constitué et mis en place trois jours après l'assignation de cette mission. Un réseau spécial de communication a été établi simultanément à Santiago, au Chili, et à Buenos Aires, en Argentine, afin de traiter les câbles sensibles destinés à la force d'intervention. [...] Celle-ci était composée d'officiers de la CIA dont l'apparence, la langue et l'expérience pouvaient donner l'impression qu'il s'agissait de ressortissants de plusieurs pays. Ils avaient été rappelés de leur poste à l'étranger et avaient reçu leurs directives à Washington, avant d'être introduits individuellement au Chili. A Santiago, leur unique contact américain était un officier de la CIA résidant dans cette ville, qui avait noué des liens avec des intermédiaires ou des responsables chiliens intéressés par la préparation d'un coup d'Etat. Reconnaissant les insuffisances de Frei, la CIA concentrait ses efforts sur un coup d'Etat militaire. [...] La campagne de propagande entendait semer l'inquiétude sur l'avenir du Chili en des termes susceptibles d'orienter la réflexion et l'action des trois éléments clés de l'équation politique chilienne : Frei lui-même, l'élite politique du pays et les militaires. [...] Chacun de ces trois éléments s'était efforcé de rationaliser son acceptation d'une présidence d'Allende. Ils invoquaient les garde-fous que représentaient le respect démontré par le Chili pour la démocratie et son application de la Constitution, à quoi s'ajoutait la promesse d'Allende d'honorer ces traditions. [...]

Le grand objectif d'Allende était *El Mercurio*, le plus prestigieux quotidien chilien, jusqu'alors la voix de ses opposants. La CIA monta une campagne de propagande autour d'*El Mercurio* et de l'idée qu'Allende entamait un processus de « communisation » du pays en s'attaquant à la liberté de la presse. Les moyens à la disposition des services secrets furent utilisés pour lancer :

- des messages de soutien/protestation en provenance des grands journaux de toute l'Amérique latine à l'intention d'*El Mercurio* ;
 - une protestation de l'Association de la presse internationale, qui déclarait : « La liberté de la presse au Chili est actuellement jugulée par les forces communistes et marxistes, et par leurs alliés » ; [...]
 - un programme destiné aux journalistes - agents de renseignement et autres - voyageant au Chili pour des reportages sur le vif.
- (Avant le 28 septembre, la CIA avait sur place, ou en route pour le Chili, quinze journalistes-agents des renseignements venus de dix pays différents.)
- La démonstration de force d'Allende a porté ses fruits : la presse chilienne ne retrouvait jamais sa vitalité. Ne disposant plus des forums habituels pour l'élaboration et la reprise de sa propagande au sein du Chili, la CIA dut de plus en plus compter sur ses propres ressources :
- une presse souterraine subordonnée à la distribution du courrier ;
 - le financement d'un nouveau journal, encore que réduit ;
 - des subventions allouées à un parti politique d'opposition à Allende, pour ses programmes radio, sa publicité, ses rassemblements, etc.

Des instructions particulières furent données aux journalistes américains, en raison de l'influence de leurs médias dans le monde. Le sujet de couverture de *Time* dut beaucoup aux documents écrits et aux indications orales fournies par la CIA. [...] L'article amena Allende à protester le 13 octobre : « Nous sommes victimes des pressions les plus atroces et les plus brutales, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays. » Il accusait *Time* en particulier d'avoir « ouvertement appelé » à l'invasion du Chili.

L'ACTION POLITIQUE

Le programme d'action politique avait un seul but : amener le président Frei à empêcher l'élection d'Allende au Parlement, le 24 octobre. En cas d'échec, lui faire soutenir un coup d'Etat militaire qui interdirait, le 3 novembre, la prise de fonctions d'Allende. Avec réalisme, la mission tentait une relance de Frei comme personnalité politique, dans un rôle exigeant esprit de décision et « machisme » à un degré qui lui avait manqué jusqu'ici. Les pressions venues de ceux dont il appréciait l'opinion, combinées à l'orchestration d'une propagande bien menée, représentaient le seul espoir de convaincre Frei : l'élection d'Allende à la présidence serait un désastre sans précédent pour le Chili (Frei acquiesçait) :

- Frei avait à la fois le pouvoir et le devoir d'empêcher ;
- dans l'éventualité où Frei se représenterait, le gouvernement américain serait prêt à appuyer substantiellement sa campagne présidentielle.

Le Parti chrétien-démocrate ouest allemand - qui entretenait avec Frei des liens particuliers - envoya sur place plusieurs émissaires au plus haut niveau. Ils approchèrent Frei et d'autres dirigeants démocrates-chrétiens chiliens. [...]

Des efforts furent, par ailleurs, entrepris pour influencer Frei ou ses proches :

- des catholiques influents envoyèrent des messages ou se déplacèrent au Vatican ;
- des pressions multiples exercées de l'étranger par des membres du clergé comme par des profanes tentèrent de le dissuader de céder la victoire à Allende avant même son élection au Parlement. [...] Les services de renseignement refusaient surface, indiquant qu'une fois au pouvoir les communistes allaient discréditer Frei, première étape de la dissolution de son parti.

En dépit de tout cela, Frei ne se manifesta à aucun mo-

ment. En fait, il ne participa pas au congrès de son parti, les 3 et 4 octobre, ni à l'induction de la manière la décision prise à une large majorité de passer un accord avec Allende. Cette décision mettait un terme à la manœuvre qui visait à faire réélire Frei ; les alternatives constitutionnelles étaient épuisées. Par la suite, Frei s'arrangea pour confier à plusieurs officiers de haut rang qu'il ne s'opposerait pas à un coup d'Etat, impliquant prudemment qu'il pourrait même le soutenir. Pourtant, lorsque l'occasion se présenta de l'assassinat du commandant en chef des armées, le général Schneider, Frei prit aussitôt ses distances.

LE COUP D'ÉTAT MILITAIRE

Peu après le début d'octobre - devant l'évidence que Frei n'existait plus, d'un point de vue politique, que sous assistance respiratoire -, un coup d'Etat militaire apparaissait de plus en plus comme la seule solution possible au problème Allende. Si, à titre personnel, des officiers au plus haut niveau de la hiérarchie militaire et des carabineros étaient prêts à passer à l'action, ils sentaient bien que le soutien de l'armée était essentiel à la réussite d'un coup d'Etat. Or, aussi longtemps que le général Schneider serait à sa tête, il n'était pas possible d'y compter. Seule aurait pu le faire changer d'avis l'intervention personnelle du président Frei plaçant vigoureusement en faveur d'un coup d'Etat - une démarche, à l'évidence, des plus improbables.

Notes de la CIA sur la rencontre avec le président Nixon à propos du Chili, 15 septembre 1970

Ces notes manuscrites, prises par le directeur de la CIA, Richard Helms, rendent compte de la décision du président des Etats-Unis, Richard Nixon, de préparer un coup d'Etat au Chili. Les transcriptions de Helms renvoient aux ordres de Nixon : « Une chance sur dix peut-être, mais sauvons le Chili ; cela en vaut la peine ; nous ne sommes pas concernés ; pas d'implication de l'ambassade ; 10 millions de dollars disponibles, et plus si nécessaire ; un emploi à plein temps pour nos meilleurs éléments ; une stratégie : étrangler l'économie ; quarante-huit heures pour planifier une action. » Ces directives présidentielles ont lancé les grandes opérations secrètes visant à empêcher l'accession d'Allende au pouvoir, et à déclencher un coup d'Etat au Chili.

CIA - GENÈSE DU PROJET FUBELT, 16 septembre 1970

1. A cette date, le directeur a convoqué une réunion sur la situation chilienne. (NDLR : était présent, notamment, le chef des opérations secrètes.)
2. Le directeur a annoncé que le président Nixon avait décidé qu'un régime Allende au Chili n'était pas acceptable pour les Etats-Unis. Le président a demandé à l'Agence d'empêcher Allende d'accéder au pouvoir, ou de le renverser. Le président a déposé 10 millions de dollars à cet effet, si nécessaire. De plus, l'Agence doit mener à bien cette mission sans coordination avec les ministères des affaires étrangères ou de la défense.
3. Il a été décidé au cours de la rencontre que M. Thomas Karamessines (sous-directeur à la CIA) aurait l'entière responsabilité de ce projet. Il sera assisté d'un corps expéditionnaire constitué à cette fin. [...]
5. Le directeur indique que le Dr Henry Kissinger, conseiller auprès du président pour la sécurité, a demandé à la rencontre vendredi 18 septembre, afin qu'il lui fasse part de la façon dont l'Agence envisage de monter cette mission.

DÉPARTEMENT D'ÉTAT

Exécutions chiliennes : Vous avez demandé un rapport sur ce sujet.

Le 24 octobre, la junte a annoncé que les exécutions sommaires immédiates ne seraient plus pratiquées et que les personnes prises en flagrant délit de résistance au gouvernement seraient jugées par les tribunaux militaires. Depuis cette date, dix-sept exécutions faisant suite à une décision des cours militaires ont été annoncées. Les exécutions officiellement reconnues s'élevaient à une centaine au total, auxquelles il faut ajouter quarante prisonniers tués alors qu'ils « tentaient de s'échapper ». Un rapport confidentiel interne destiné à la junte estime à trois cent vingt le nombre des exécutions pour la période du 11 au 30 septembre.

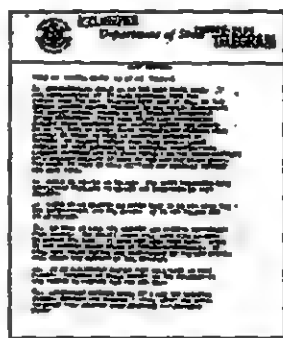
Selon nos estimations, les unités militaires et policières sur le terrain se conformaient dans l'ensemble à l'ordre de cesser les exécutions sommaires. Du moins, l'usage relativement fréquent de la violence aveugle qui a marqué les opérations de ces unités dans les jours qui ont suivi le coup d'Etat a manifestement diminué aujourd'hui. Rien n'indique, cependant, une volonté de renoncer aux exécutions une fois la sentence prononcée.

Les dirigeants chiliens justifient ces exécutions par la loi martiale qu'ils ont instaurée, s'estimant « en état de siège en temps de guerre ». Leur code de justice militaire autorise le peloton d'exécution pour tout un ensemble de crimes, au nombre desquels la trahison, la résistance armée, la possession illégale d'armes.

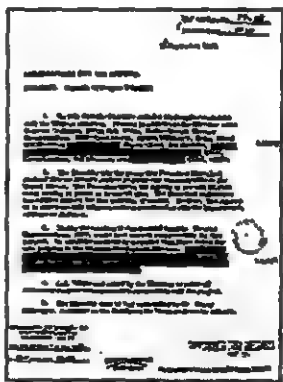
Le but des exécutions est en partie de décourager par l'exemple ceux qui cherchent à organiser contre la junte une opposition armée. Soumis à la propagande communiste pendant des années, les militaires chiliens s'attendaient à être confrontés à une importante résistance lors du renversement d'Allende. La crainte d'une guerre civile a lourdement pesé dans leur décision de frapper fort dès le début. En même temps, se manifeste un esprit de croisade rigoriste - une détermination à nettoyer et à revigorer le Chili (un certain nombre de personnes exécutées semblent avoir été de petits malfaiteurs).

La junte a maintenant davantage confiance dans la situation du pays du point de vue de la sécurité, davantage conscience aussi du poids de l'opinion internationale. C'est peut-être un signe d'espoir que la junte juge aujourd'hui d'anciens ministres du gouvernement et autres marxistes de premier plan, qu'ils aient au départ la ferme intention de présenter aux pelotons d'exécution. [...]

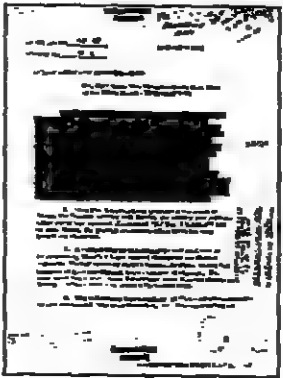
Deux documents déclassifiés de la CIA prouvent que les Etats-Unis voulaient empêcher à tout prix l'investiture de Salvadore Allende à la présidence du Chili en 1970, y compris par un coup d'Etat militaire



Extrait des télégrammes envoyés, en septembre 1970, par Edward Korry, ambassadeur américain à Santiago, à Washington : « Les Etats-Unis devront agir vite. Le pouvoir, c'est la tête, le cœur et les couilles ("cabeza, corazón y cojones", en espagnol). Au Chili, on compte sur le "chachara" - la parlotte. »



Ce document du 16 septembre 1970 est la réponse immédiate de la CIA à la volonté de Nixon d'empêcher Allende d'accéder au pouvoir. L'interlocuteur de la CIA à la Maison-Blanche, dans cette opération baptisée Fubelt, est Henry Kissinger.



Ce mémorandum du 15 octobre 1970 relate une conversation entre Henry Kissinger, Thomas Karamessines et le général Haig. Les Américains envisagent déjà de renverser Allende par la force.

Un Vietnam silencieux par Pierre Kalfon

LES Etats-Unis n'ont pas attendu sa victoire électorale de 1970 pour tenter de barrer la route à Allende. Déjà, en 1963, pour faire obstacle « au candidat marxiste », la CIA avait financé, pour plus de 3 millions de dollars, la campagne de son rival démocrate chrétien, Eduardo Frei, élu en 1964.

Lorsqu'en 1970 Allende l'emporta à la majorité relative de 36,3 % des voix, le président Nixon exagère mais ne s'avoue pas vaincu. Pour interdire qu'un « ami de Cuba » ne s'installe à la tête d'un pays de l'hémisphère américain, il enjoint à la CIA de « tout faire » pour que cette victoire ne soit pas confirmée par le Congrès chilien. Il ouvre à l'Agence un crédit de 250 000 dollars pour acheter les parlementaires. Mais le Chili n'est pas une République bananière, et le président Frei, prêt à jouer le jeu de Washington, ne parvient pas à entraîner son parti. Ne reste plus pour Richard Nixon que la manière forte, celle du coup d'Etat.

Une course contre la montre s'engage alors pour mettre en œuvre ce que le patron de la CIA, Richard Helms, qualifiera plus tard (1995), de « mission impossible ».

La CIA forme, sous les ordres de Thomas Karamessines, un « groupe spécial Chili » (Chilean Task Force), chargé d'un « exercice militaire ». A Santiago, son agent spécial, le colonel Paul Wimer, attaché militaire des Etats-Unis, multiplie les contacts avec deux généraux prêts à passer à l'action, l'un en activité, Camilo Valenzuela, l'autre, sorti des rangs, Roberto Vial.

Entre-temps, Nixon a convoqué à Washington son ambassadeur à Santiago, Edward Korry, et lui a expliqué, frappant du poing sur la paume de sa main, qu'il faut « écraser ce fils de pute d'Allende ». Sans le mêler directement au complot, Washington autorise Korry à faire savoir aux autorités militaires que les Etats-Unis devraient supprimer leur assistance à l'armée chilienne au cas où Allende serait intronisé. Mais qu'en revanche ils comprendraient fort bien qu'un coup d'Etat fût déclenché... La puissante multinationale ITT (International Telephone & Telegraph Corporation), qui contrôlait toute la téléphonie du Chili, comptait par ailleurs parmi ses directeurs un certain John Mc Cone, ancien patron de la CIA du temps de Kennedy et de Johnson. Mc Cone avait pris contact avec Henry Kissinger, conseiller privilégié de Nixon, celui-ci présidait le « comité des quarante », bras occulte du Conseil national de sécurité des Etats-Unis. Mc Cone lui indique qu'ITT est prête à offrir une somme « allant jusqu'à sept chiffres » pour empêcher Allende d'accéder à la présidence.

Les comploteurs militaires et les hommes de main du mouvement néofasciste Patrie et liberté n'en demandaient pas tant. Le colonel Wimer leur avait remis, dans la nuit du 22 octobre, 50 000 dollars, des mitraillettes et des pistolets entrés sous le couvert de la valise diplomatique des Etats-Unis, et non immatriculés au Chili. Munis de cet attirail, ils vont tenter de kidnapper le commandant en chef des forces armées, le général Schneider. Ce dernier a en effet adopté une position strictement légaliste et antiputschiste, qui ne fait pas l'affaire des Etats-Unis. Quelques heures après avoir reçu les armes fournies par Wimer, c'est l'attentat. Il rate. Le général Schneider est blessé à mort. Du coup, l'armée, indignée, a serré les rangs. Et Allende, dément investi comme président, peut s'installer normalement à la Moneda, le 4 novembre 1970.

Quand on découvre, à travers les documents déclassifiés, l'extraordinaire activité des services de la CIA et de l'ambassadeur des Etats-Unis à Santiago pendant le gouvernement de l'Unité populaire, on s'aperçoit que l'étonnant, au fond, n'est pas qu'Allende soit tombé en 1973, mais qu'il ait pu réussir, contre vents et marées, à tenir trois ans.

Pendant ces années intenses qui ont marqué l'histoire du Chili, la stratégie de déstabilisation à tout va des Etats-Unis, par CIA, ITT et multinationales, fut appliquée sans répit, relayée par la droite chilienne. Sabotage économique tendant à créer une situation de chaos, refus de tout crédit de financement, manipulations à la baisse du prix du cuivre à la Bourse de Londres, refus de livraison ou de vente de pièces de rechange, de produits alimentaires, etc. avec, de surcroît, un flux incessant de dollars - près de 9 millions - pour financer aussi bien la « grève des patrons » et des camionneurs que les partis d'opposition (surtout la Démocratie chrétienne) et des campagnes de presse de plus en plus virulentes. Le très conservateur journal *El Mercurio*, puissant fabricant d'opinion, d'une parfaite perdition sous couvert d'objectivité, reçut à lui seul, en 1971 et 1972, 1 665 000 dollars... Conscient de ce « blocus invisible », Allende répondra, à la tribune des Nations unies, une formule du poète Pablo Neruda pour déclarer que le Chili est « un Vietnam silencieux ».

William Colby, nouveau chef de la CIA en 1973, ne dissimulera pas que le sabotage économique avait pour objectif d'inciter les militaires à intervenir pour « mettre fin au chaos ».

C'est la marine qui se lance la première. Lorsque, dès le mois d'août 1973, dans le port de Talcahuano, des marins et sous-officiers annoncent qu'ils ne marcheront pas dans un soulèvement putschiste, ils sont aussitôt arrêtés et sauvagement punis. Ce seront les premiers torturés de la dictature militaire à venir. L'aviation va suivre. Puis, le 24 août, le général Carlos Prats, successeur du général Schneider à la tête de l'armée de terre, démissionne, harcelé par les forces de droite. Lui succède un certain Augusto Pinochet, en qui Allende a une telle confiance qu'il lui confie sa botte secrète : la convocation d'un référendum, le 11 septembre 1973, pour calmer le jeu. Se ralliant aux marins et aux aviateurs, et entraînant, du même coup, la police militarisée des carabineros, le général Pinochet lance ses troupes à l'assaut du palais présidentiel de la Moneda, ce même 11 septembre. Tandis que la marine, elle, partie participer, la veille, avec la flotte des Etats-Unis, à l'opération Unitas, revient dans la nuit à Valparaíso et s'empare de la ville.

Les Etats-Unis ont-ils directement participé au coup d'Etat contre Allende ? Il ne le semble pas, mais jamais aucune enquête sérieuse n'a été menée sur ce point. La présence de bâtiments de la flotte des Etats-Unis au large de Valparaíso n'est certes pas innocente. Une mystérieuse dépêche d'agence (Arauco) a par ailleurs évoqué, peu de temps après le coup, l'étrange et fugitive présence d'un avion militaire nord-américain de haute technologie, immatriculé 631-3296, Arrivé la veille du coup d'Etat à Mendoza (Argentine), de l'autre côté de la Corallière, et reparti le lendemain, il aurait servi de relais pour permettre à l'ensemble des forces armées chiliennes de rester en communication de l'extrême nord à l'extrême sud du pays.

* Pierre Kalfon est ancien correspondant du Monde à Santiago, auteur de *Allende, Chili 1970-1973. Chronique*, éditions Atlantica.

La torture

La torture et l'exil pour mémoire



LUIS AGUIRRE SMITH, quarante-trois ans, se passe les mains sur le visage et fronce les sourcils. « Regarde, j'étais toujours sombre, amer, cet air renfrogné ne me quittait jamais. » Il se détend d'un seul coup et sourit : « Et voilà, je suis sur un nuage, je suis heureux, je contemple les arbres, je peux tout contempler, faire attention aux détails, aux gens, je n'ai plus mal au ventre. » La joie de ce Chilien résidant en France depuis 1976 – deux ans de prison et de tortures dans les geôles de Pinochet, vingt-trois ans d'exil et sa fille de vingt ans, militante de gauche, exécutée à Santiago en 1983 – s'est manifestée un après-midi de décembre 1998. Il sortait du 36, quel des Orfèvres, à Paris, après trois heures de déposition auprès d'un lieutenant de la brigade criminelle. Luis Aguirre Smith venait de témoigner devant des policiers français. Il ne l'avait jamais fait officiellement. Il a songé à son père – douze ans d'invalidité à la suite des tortures et mort ensuite en apprenant l'assassinat de sa petite-fille –, qu'il n'a jamais revu, aux amis disparus – 26 emprisonnés avec lui et fusillés. Il s'est souvenu du « conseil de guerre » devant lequel il était passé, les deux simulacres d'exécution. Il a aperçu, sur les étagères de la brigade criminelle, le dossier « Pinochet » classé au milieu d'autres : tous terroristes, délinquants... et quelque chose a changé.

« Ce n'est pas que je voulais oublier, mais je n'avais pas les mots, ni en français ni en espagnol, pour expliquer les tortures à mes gamins. C'est difficile d'expliquer, en France, qu'on a été torturé »
Luis Vargas, architecte

Quelque chose d'indescriptible a en effet ébranlé l'âme de toutes les victimes de la dictature chilienne. Depuis l'arrestation d'Augusto Pinochet, le 16 octobre à Londres, et le verdict des Lords ne lui reconnaissant aucune immunité, le 25 novembre, le passé a ressurgi, précis. Non pas qu'il l'avait oublié : les souffrances d'un corps sous la torture, la douleur de voir exécuté un ami, ou l'interminable attente

après la disparition d'un être cher, tout cela se ressent heure après heure. Mais l'avenir se dessine sous un jour différent. Des sentiments contraires, se mêlent. « Nous étions vaincus », explique simplement Julio Laks, quarante-huit ans, plasticien, qui revient de Madrid, où il a témoigné devant le juge Baltasar Garçon des tortures infligées au prêtre espagnol Antonio Uldo. En 1974, ils étaient détenus ensemble à Santiago. Et aujourd'hui, en dépit de la difficulté à dire, les langues se délient. « J'ai vécu avec des choses refoulées, trop dures, que je ne voulais pas révéler », dit Malté Albagty, Franco-chilienne détenue à dix-neuf ans au stade national de Santiago et sauvée par l'ambassadeur de France. La torture, c'est ton identité qui est malmenée, c'est ta dignité. Je ne sais pas si le viol est pire que de pisser ou faire caca devant un militaire qui pointe sa mitraillette sur toi ou d'avoir les règles et rien ni personne pour l'aider, et les hommes qui se foutent de toi. » Mais comme, « enfin, cela peut servir à quelque chose », ils sont des centaines à coucher leur témoignage par écrit pour l'envoyer au juge Baltasar Garçon, à Madrid, aux équipes de juristes qui travaillent à Londres, ou pour étoffer les plaintes concernant les victimes françaises déposées à Paris. Les appels à témoins ont été lancés par fax et Internet, et le bouche-à-oreille a fonctionné. « C'est dans ton inconscient », raconte Isabel Cuadros, quarante-trois ans, anthropologue et psychologue, trois fois em-

Vingt-cinq ans après avoir été torturés, avoir perdu un mari, une femme ou un enfant, des exilés chiliens parlent enfin de leurs souffrances si longtemps cachées. Des témoignages accablants pour Pinochet, que les victimes consentent à livrer pour grossir le dossier à charge contre l'ancien dictateur

menés en Espagne et en Angleterre. « Le but de l'opération est de garder la mémoire et de nourrir tous les procès entamés. C'est le minimum qu'on puisse faire parce qu'on est encore en vie. Chacun apporte une pierre de plus à l'édifice. C'est un passage à l'acte », note Patricia Zuniga, qui a recueilli une partie des témoignages. Aujourd'hui assistante sociale, elle fut détenue, enceinte elle aussi, en même temps que son compagnon – « disparu » – à la villa Grimaldi de Santiago.

La fallu d'abord trouver en un week-end, avant la décision des Lords, des personnes emprisonnées pendant les périodes où Pinochet n'était pas chef d'Etat mais « seulement » chef de la lunte (de 1973 à 1974 et de 1978 à 1980), pour étayer l'argumentation de la non-immunité. Certains avaient témoigné au sortir de prison devant des ONG, à la Vicaria de la Solidaridad (un comité mis en place par l'Eglise, qui rassemble des juges, des avocats, des médecins et des prêtres), à la commission ad hoc des Nations unies, ou même, plus tard, au Chili, en 1990, devant la « commission Vérité et réconciliation » (dite Commission Rettig, première enquête officielle chilienne qui rendit public, en 1991, le nombre de 3 000 « disparus »). D'autres, au contraire, n'avaient jamais parlé. Ni officiellement ni même au sein de leur famille reconstruite en exil. « C'est la plus grande honte que j'ai faite, remarque l'architecte Luis Vargas, aujourd'hui français. Ce n'est pas que je voulais oublier, mais je n'avais pas les mots, ni en français ni en espagnol, pour expliquer à mes gamins les tortures... les idéaux, ni même à ma nouvelle famille... C'est difficile d'expliquer, en France, qu'on a été torturé. »

Car comment dire qu'on a été violée à ses propres enfants en âge de découvrir la sexualité, s'interroge une exilée ? Comment expli-

quer que, bien plus tard, on a cru devenir folle en accouchant dans un hôpital français, tellement les douleurs rappelaient la torture et le médecin le tortionnaire ? Et comment dire encore à l'enfant devenu adulte qu'enceinte de quatre mois on a reçu de l'électricité dans le vagin ?

Pour Theo Saavedra, quarante-sept ans, détenu pendant deux ans et demi de 1974 à 1977 et directeur aujourd'hui du festival de musique de Venise, « parler de la torture, ce n'est pas parler de ce qu'ils t'ont fait ou pas. C'est un problème d'écoute. La torture au Chili, ce n'est pas deux officiers qui se lèvent de mauvaise humeur un matin et te tabassent. C'est un système. Les deux premières heures, ils t'humilient, te tabassent, te mettent à poil. Ils te mettent en condition pour te torturer. Ensuite, tout est appliqué systématiquement pour te détruire moralement et détruire les convictions. C'est une façon préméditée de travailler. Il y a ce qu'ils te font à toi, mais aussi ce qu'ils font aux autres. Le pire c'est d'entendre les autres. Comme cet homme, torturé en même temps que sa femme sur des lits superposés, et qui se souvient toujours du cri de son épouse : « Elle venait d'avoir un arrêt cardiaque. Alors paniqué, ils m'ont fait sortir pour la réanimer. Je l'ai entendue crier mon nom de l'autre côté. Je ne pouvais rien faire. »

Aussi Theo et bien d'autres n'avaient pas voulu témoigner devant la Commission Rettig. « Quand le président Aylwin a dit, dans un discours : "il y aura justice dans la mesure du possible", donc avec des limites, je n'ai pas voulu témoigner. Là, aujourd'hui, je vais le faire parce qu'on est dans le vif du sujet. Ce ne sera plus à nous de prouver qu'il y a eu violation des droits de l'homme, mais à Pinochet de prouver qu'il n'est pas responsable de ce qu'il a fait. Tous les morts, les disparus, qui étaient avec moi, n'ont pas eu la chance de pouvoir se défendre

de ce dont ils étaient accusés. » Certains cas n'ont pas pu figurer dans la liste déjà terrifiante de la Commission Rettig, car il n'y avait pas assez de « preuves ». Tel est le cas du mari d'Arhel Claudet, français, ingénieur chimiste, détenu pendant un an dans une prison de Santiago puis « disparu » le 1^{er} novembre 1975 à Buenos Aires, sans

« Un parent disparu, c'est un drame qui n'a pas de fin ; on continue toujours d'attendre. C'est pour cela qu'il faut une enquête, des témoins qui se manifestent, un procès »
Arhel Claudet, épouse de disparu

qu'aucun témoin ne se soit manifesté. Ou celui du Français Etienne Peste, « disparu » le 19 septembre 1973, arrêté à l'Institut national de développement de l'agriculture et de la pêche (Indap) à Temuco, au sud du Chili, où il était fonctionnaire. Aussi, quand la famille a reçu, il y a quelques jours, un appel d'un Chilien exilé au Canada qui raconte aujourd'hui avoir été détenu avec lui à l'aéroport militaire de Temuco – les yeux bandés, les deux prisonniers s'étaient touchés et présentés –, ce fut un véritable choc. « Jusque-là, tout s'arrêtait pour nous ce 19 septembre à 11 heures, l'heure de l'arrestation. Cela semble correspondre. Nous avons eu, depuis, tellement de fausses alertes, ma mère a visité tellement de fosses communes, que nous sommes méfiants », affirme son fils Roberto ; mais, là, il y a des détails, nous pouvons aller plus loin. On ne s'attendait pas à être tant ébranlés, à revivre ce passé qu'on ne peut pas oublier. »

En France, cinq plaintes concernant des Français disparus, victimes de la dictature chilienne, ont été reçues et acceptées par le juge

d'instruction Roger Le Loir, lequel a pu lancer son mandat d'arrêt et sa demande d'extradition contre Pinochet. Cinq autres concernent la dictature argentine. « Il faut que vous sachiez, exprime avec force Arhel Claudet : un parent disparu, c'est un drame qui n'a pas de fin, on continue toujours d'attendre, c'est pour cela qu'il faut qu'il y ait une enquête, des témoins qui se manifestent, un procès. » Et, vingt-cinq ans après avoir frappé à toutes les portes, elle constate en sortant de faire sa déposition, quel des Orfèvres : « C'est la première fois qu'on nous écoute vraiment. »

POUR toutes les victimes de la dictature, il est aujourd'hui vital qu'un procès ait lieu. « Au Chili, il ne peut pas être jugé, il bénéficierait de l'immunité comme sénateur à vie ou serait jugé par un tribunal militaire », explique Fabiola Letelier, sœur d'Orlando Letelier, ministre d'Allende assassiné par les services chiliens, le 26 septembre 1976 à Washington. « Comment peuvent-ils imaginer, ces politiciens, que des gens, des familles qui ont vécu ces situations de terreur, de mort, de disparus, puissent, pour une raison d'Etat, ne pas avoir besoin de justice ? Pour quelle raison d'Etat peux-tu demander à une mère d'oublier un disparu ? », demande Theo Saavedra.

La procédure entamée par le juge Baltasar Garçon à Madrid représente pour tous un immense espoir. Elle concerne toutes les victimes de la dictature et devrait conduire à un immense procès. Car, en France, les plaintes à propos de Français ou de Chiliens assassinés ou torturés sont en attente. La législation française reste aujourd'hui beaucoup moins progressiste que la loi espagnole : elle ne considère comme « crimes contre l'humanité » que les crimes commis par les puissances de l'Axe pendant la seconde guerre mondiale, prescrit tous les autres crimes au bout de dix ans et n'agit que si les victimes sont françaises.

Pour cette raison, seules les plaintes de Français disparus ont abouti jusqu'à présent, car le crime (d'enlèvement) perdure jusqu'à ce qu'on ait retrouvé les corps. Pour toutes les autres victimes, françaises ou non, torturées et assassinées sous les dictatures, le débat juridique mérite d'être ouvert.

« On redécouvre l'ampleur de l'horreur », constate Rosalia Martinez, maître de conférences à Paris-VIII, qui recueille elle aussi les témoignages et qui fut détenue, avec son mari, pendant cinq mois dans une prison de Santiago. Ils ont torturé des bébés, des enfants, des couples ensemble, détruit des familles entières. (...) Nous devons reconstruire la mémoire, retrouver les noms de toutes les victimes, des tortionnaires, des lieux. » De témoi-

gnages en témoignages et de recoupements en recoupements, la vérité se fraye doucement un chemin. « C'est une chance pour savoir », affirme Orlando Delard, quarante-deux ans, dont les deux sœurs ont disparu à vingt-trois et vingt-quatre ans avec leurs maris, et dont les enfants – sauf un, né en prison – ont été récupérés après mille péripéties par leur courageux grand-mère.

Pour Lila Arenas, quarante et un ans, arrivée le 5 décembre 1985 en France, après douze ans passés dans la clandestinité, et qui parle pour la première fois, nul doute qu'il faille un procès : « Je n'aime pas les choses qui ne servent à rien. Ce n'est pas par vengeance que je parle, mais pour que ces crimes ne restent pas impunis, que cela ne recommence pas ». Arrêtée et détenue à Valparaíso en août 1984, elle était nue devant son tortionnaire quand les yeux ont tombé : « J'ai vu son œil, si étrange, si fou, sortant de son orbite. Je ne l'oublierai jamais. »

Anne Proenza
Dessin : Michel Galvin

Quand Israël justifie l'injustifiable

par Eitan Felner

POUR le citoyen israélien et le militant des droits de l'homme que le suis, 1998 aura été l'année des jubilé. Des millions de gens tout autour du monde célèbrent la cinquantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, laquelle est devenue, selon la formule de Kofi Annan, « le mètre étalon permettant de mesurer le progrès des sociétés ». Israël a également fêté son cinquantième anniversaire cette année.

Ce double jubilé n'est pas une coïncidence. Ce sont les atrocités du nazisme au cours de la seconde guerre mondiale qui ont poussé la communauté internationale à établir un système universel de protection des droits de l'homme comme à reconnaître la nécessité de fonder un État où les juifs puissent trouver refuge.

Ceux qui tiennent à accueillir Israël au sein des nations démocratiques et libérales devraient en profiter pour constater que mon pays, à l'instar de nombreux autres, a des principes les plus fondamentaux de la Déclaration universelle. Il est vrai qu'il existe sur la planète des pays, dont plusieurs voisins d'Israël, où la situation des droits de l'homme est pire. Mais ce qui rend les abus d'Israël uniques, ce sont ses efforts incessants pour légitimer des actes manifestement illégaux dans un cadre juridique démocratique – ses efforts pour justifier l'injustifiable. « Il existe deux manières de combattre, explique Machiavel dans *Le Prince, la loi ou la force*. » Israël a souvent utilisé la première pour justifier la seconde.

L'usage de la torture est l'exemple le plus aveuglant de cette attitude. Amnesty International avait jadis établi que la torture est la seule forme de violence qu'un État niera toujours sans jamais oser la justifier. Israël a fait mentir Amnesty : c'est le seul pays au monde qui ait légitimé la torture, tant du point de vue juridique que politique. Les Palestiniens interrogés par le Shin Bet sont privés de sommeil pendant des jours voire des semaines, ligotés dans des positions insupportables pendant de longues périodes, soumis à une musique assourdissante, exposés à des extrêmes de froid et de chaleur et violemment secoués.

Le Comité des Nations unies contre la torture a jugé que ces méthodes d'interrogatoire équivalent à des tortures, à un traitement cruel, inhumain et dégradant. En Israël, ce traitement n'en est pas moins institutionnalisé, avec sa propre bureaucratie routinisée et systématique. La torture est régie par des règlements détaillés et des procédures écrites. Tout un bataillon de fonctionnaires prête la main à cette pratique : outre les interrogateurs du Shin Bet qui la perpètrent directement, des mé-

decins déterminent si le détenu est médicalement apte à supporter la « question », une commission ministérielle dirigée par le premier ministre supervise le processus, les procureurs justifient ces exactions devant les tribunaux et, pour finir, la Haute Cour de justice a effectivement légalisé la torture en approuvant son usage dans des cas individuels.

La prise d'otages est un autre domaine où Israël habille d'un manteau de légalité son atteinte aux articles fondamentaux du droit international. Mon pays a reconnu que des citoyens libanais sont emprisonnés dans des centres de détention sans accusation ni procès, voire après l'expiration de leur peine, certains depuis onze ans. La Haute Cour de justice a justifié la détention administrative de dix de ces prisonniers comme « monnaie d'échange » visant à obtenir le retour de soldats israéliens disparus.

et légitimé du même coup la prise d'otages. Or celle-ci, sous n'importe quelle circonstance, quel qu'en soit l'auteur, est un acte illégal au regard du droit international et ne saurait être justifiée. Il y a quelque chose d'effrayant à ce que mon gouvernement – en général à la pointe du combat universel contre le terrorisme – ait adopté une pratique appartenant en propre aux groupes terroristes de la planète.

Dans son autobiographie, Nelson Mandela rappelle comment il est passé, au cours de sa carrière d'avocat et de militant, d'une « vision idéalisée du droit, synonyme d'épée de la justice, à la perception d'un droit instrumentalisé par la classe gouvernante et lui servant à façonner la société selon son bon plaisir ». Le recours systématique à la justice qu'opère Israël pour piétiner les droits fondamentaux – depuis l'appropriation de la torture jusqu'à la prise d'otages, de la construction de

colonies jusqu'à la démolition de maisons – prouve que le régime d'apartheid d'Afrique du Sud n'aura pas été le dernier à se servir du droit pour justifier ses violations des droits de l'homme.

Pour le citoyen israélien que je suis, il est douloureux d'admettre qu'en se prêtant à ces atteintes flagrantes à la justice internationale Israël est devenu un État hors-la-loi. C'est pourquoi la défense des droits de l'homme dans les territoires occupés ne concerne pas les seuls Palestiniens. C'est le fondement même de la démocratie israélienne – l'État de droit – qui est en jeu.

Eitan Felner est directeur exécutif de B'Tselem, le Centre israélien d'information sur les droits de l'homme dans les territoires occupés.

(Traduit de l'anglais par Guillaume Vileneuve.)

Vérité et justice au Maroc !

LE mois d'octobre a vu simultanément la première reconnaissance officielle par l'État marocain des crimes de disparitions commises depuis plusieurs décennies et l'arrestation en Grande-Bretagne du général Pinochet, bourreau du peuple chilien, sur mandat d'arrêt international de la justice espagnole.

L'importance historique du deuxième fait est considérable. Quelle que soit la suite qui lui sera donnée, l'arrêt rendu le 25 novembre restera un fait marquant de notre histoire : la conscience collective n'admet plus les crimes contre l'humanité qui ont marqué ce siècle et exige le châtiement des criminels, où qu'ils soient.

L'importance historique du premier fait, malgré ses limites

actuelles, ne peut être sous-estimée, du moins en ce qui concerne le peuple marocain, et avec lui, tous ceux qui n'admettent pas les crimes d'État qui ont été perpétrés au Maroc.

Avant toute autre considération, nous devons nous incliner devant la douleur des familles des victimes et saluer la persévérance et le courage de leur combat pour la justice et la vérité. Nous prenons à notre compte leurs réserves concernant les insuffisances et les incohérences des dernières mesures prises.

Nous qui faisons partie de ces familles ou avons subi directement ces crimes, estimons de notre devoir de publier cette déclaration solennelle. Les articles 5 et 9 de la Déclaration universelle des droits de l'homme stipulent : « Nul ne sera soumis à la torture, ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants » et : « Nul ne peut être arbitrairement arrêté, détenu ni exilé ». Au Maroc, depuis le début des années 60, des centaines de femmes et d'hommes ont été victimes de la violation systématique de ces articles. Des brigades spéciales des services de sécurité, plus particulièrement des policiers, mais aussi des agents d'autorité ont été notamment responsables, de façon concertée, d'enlèvements, de tortures, de sévices de toutes sortes, de disparitions et d'assassinats.

Ces crimes, par leur caractère massif et systématique, relèvent du « crime contre l'humanité », tel que le définit le droit international. Nous réclamons que toute la vérité soit établie au Maroc même en nous associant à la demande des familles pour que soit mise sur pied une commission d'enquête impartiale n'ayant aucun lien organique avec l'administration et dotée de tous les pouvoirs d'investigation.

Nous réclamons le droit à la justice pour toutes les familles des victimes qui en feront la demande, et que des poursuites pénales soient engagées contre les responsables des crimes commis, que ce soit au Maroc ou dans tout pays lié par les conventions internationales en la matière.

Les soussignés réservent de plus leur droit à saisir, et à faire aboutir la justice des pays européens et appellent les peuples et les gouvernements de ces pays à appuyer ce droit.

Abdelghani Ababou
Bachir Ben Barka
Rachid El Manouzy
Abraham Serfaty

Le criant silence des disparus d'Algérie

par Patrick Baudouin et Driss El Yazami

DÉPUIS début août, à Alger, des centaines de femmes – épouses, sœurs, mères de disparus – se rassemblent chaque mercredi devant le siège d'une institution officielle, l'Observatoire national des droits de l'homme (ONDH). A Constantine et à Oran, des manifestations similaires sont organisées régulièrement devant les tribunaux et les gouvernorats. Dans plus de 20 wilayas (départements), des centaines d'autres familles, terrorisées et silencieuses depuis des années, osent enfin proclamer la vérité : leurs proches ont disparu après une arrestation ou un enlèvement par des éléments des divers corps de sécurité engagés depuis 1992 dans la lutte anti-terroriste (armée, gendarmerie nationale, gardes communales, « ninjas », milices dites de légitime défense...).

Après avoir ignoré ou largement sous-estimé l'ampleur du phénomène, la presse privée couvre désormais les initiatives des familles de disparus, contribuant ainsi à en faire une des questions centrales de l'agenda politique du pays. A l'assemblée populaire nationale, des députés du Parti des travailleurs (PT) et du Front des forces socialistes (FFS) – en particulier Louisa Hanoune et Dalia Taleb – interpellent courageusement le ministre de l'Intérieur, en relayant la lancinante question des familles : où sont nos enfants ?

Il faut regarder ces photos de disparus que les femmes d'Alger bran-

disent maintenant devant le monde depuis des mois : une succession de portraits de jeunes gens, jeunes à l'image de leur pays meurtri, militants pour certains, mais sans appartenance politique pour la plupart, ravis aux leurs à n'importe quelle heure du jour ou de la nuit. Il faut tendre l'oreille et écouter les récits, presque toujours similaires, de ces femmes qui manifestent : l'en-

Plus de 3 000 disparitions forcées imputables aux autorités

lèvement ou l'arrestation opérés par des forces régulières, presque toujours sous leurs yeux, l'espoir d'une libération après enquête ou, à tout le moins, une présentation du proche arrêté à la justice, l'attente toujours déçue puis l'interminable liste des démarches effectuées, des courriers adressés à tous les corps constitués, le silence des autorités ou les réponses dilatoires et stéréotypées. Il faut imaginer ces mères faisant la tournée des prisons, tribunaux, casernes et commissariats, guettant une hypothétique réapparition. Il faut penser à elles, arpenter au petit matin les cimetières, où des policiers apportent des cercueils portant la mention : « X, Algérien ».

Ces images en rappellent bien évidemment d'autres, inscrites dans notre mémoire collective et réactivées depuis peu : celles des « filles » latino-américaines et de leur résistance ténue. Ce n'est pas céder à une comparaison facile ou de circonstance que de taper ce préambule : l'Association nationale des familles de disparus (ANFD), constituée à Alger même et qui vient d'être son bureau, a recensé plus de 3 000 cas de disparitions forcées (imputables aux autorités et à leurs différents services), confirmant ainsi nos pires hypothèses. Ce chiffre place malheureusement l'Algérie dans le peloton de tête des États dans lesquels cette pratique est la plus répandue.

Face aux défenseurs des droits de l'homme, en Algérie et au niveau international, les autorités de ce pays ont longtemps refusé de prendre en considération cette tragédie, prétextant que les disparus avaient quitté clandestinement le pays ou rejoint les maquis.

En août, après que le président de l'ONDH ait annoncé aux familles que son institution ne pouvait rien faire, la présidence de la République, les ministères de l'Intérieur et de la Justice ont fini par recevoir les familles et annoncer l'ouverture de bureaux d'accueil dans tous les départements du pays. Sur les 1 735 dossiers déposés, le ministère de l'Intérieur ne reconnaît détenir aucun disparu et refuse de recevoir les centaines de dossiers constitués depuis. Il a même refusé le dépôt du

dossier d'agrément de l'association, pourtant tout à fait conforme aux lois algériennes.

Aux députés qui l'interpellent, il répond par des accusations de récupération, comme si le devoir des élus n'était pas de se faire l'écho, y compris dans une enceinte nationale, des cris de leur peuple. Insidieusement, on tente de dresser les familles de victimes du terrorisme contre les familles de disparus, comme s'il fallait faire le tri entre les souffrances de toutes les victimes. Plus grave enfin, certains journaux annoncent depuis quelques jours la découverte, ici et là, de charniers « de victimes du GIA », parmi lesquelles, soi-disant, figuraient des disparus.

En juillet, le Comité des droits de l'homme des Nations unies, composé d'experts indépendants, dressait après deux jours d'examen du rapport du gouvernement algérien, un tableau accablant des violations des droits de l'homme dans ce pays. C'était, depuis 1992, la première fois qu'un mécanisme international de protection des droits de l'homme prenait enfin sérieusement en charge la tragédie algérienne.

Patrick Baudouin est président de la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH) et avocat. Driss El Yazami est vice-président de la Ligue française des droits de l'homme (LDH).

Pour le droit à l'initiative économique

par Maria Nowak

AUTRE FACE des droits de l'homme, le droit au travail est largement méconnu. Pourtant, la pauvreté et l'exclusion stérilisent d'innombrables ressources humaines et enlèvent aux hommes leur capacité de participer aux affaires de la cité.

La Déclaration universelle des droits de l'homme est fortement marquée par son époque, qui est celle du rêve de l'État-providence. En la lisant aujourd'hui, on est surpris de constater à quel point cette aspiration des pays industrialisés, qui ne représentent qu'une petite partie de l'humanité, a occulté la réalité des pays du tiers-monde. Dans une démarche très ethnocentrique, l'article 25 parle du droit à la sécurité en cas de chômage, maladie, invalidité, veuvage, vieillesse, et l'article 24 de la limitation raisonnable de la durée du travail et des congés payés périodiques. Clairement, on se situe dans un contexte économique et social où le travail salarié est prédominant et où l'État assure la protection sociale de tous, oubliant que les trois quarts de l'humanité vivent du travail indépendant et ne connaissent d'autre forme de sécurité que celle de la famille et de la communauté locale.

Où en est-on cinquante ans après ? Dans les pays en voie de développement, le travail indépendant est toujours la forme dominante d'organisation de l'économie. La protection sociale a été

largement détruite par l'invasion de la loi du profit et du modèle de la société de consommation. Dans les pays industrialisés, le travail salarié s'essouffie et progresse désormais moins vite que le travail indépendant. Quelle que soit la raison – développement des technologies de communication, montée des services, essaimage des grandes entreprises –, la tendance au développement du travail indépendant, qui a commencé au milieu des années 80, est une tendance irréversible. Elle met fin à une extraordinaire parenthèse dans l'histoire universelle : celle où le travail salarié constituait le seul modèle de référence.

Pour réfléchir sur les droits de l'homme en matière de travail, partons de l'idée que chacun porte en lui une double aspiration : à la liberté créatrice et à la sécurité. La liberté créatrice a été sévèrement bridée dans le modèle fordiste de production de masse, qui est celui de la révolution industrielle. A l'Ouest, les revendications syndicales ont porté davantage sur la protection sociale que sur l'initiative et la créativité. A l'Est, la liberté d'entreprendre a été purement et simplement supprimée.

L'enjeu, aujourd'hui, est de trouver un équilibre entre liberté et sécurité en harmonisant les systèmes de protection sociale et en reconnaissant le droit à l'initiative économique à tous ceux qui n'ont pas accès au travail salarié.

Pour être effectif, ce droit suppose deux conditions : un cadre institutionnel qui soit favorable et l'accès au capital, facteur indispensable de la création des richesses.

Dans les pays du tiers monde, le cadre institutionnel est rarement un obstacle, du fait de l'existence d'un large secteur informel. Bien qu'il soit loin encore de satisfaire les besoins, le mouvement du microcrédit inspiré par la Grameen Bank tente d'apporter une réponse au manque d'accès au capital des millions de paysans et microentrepreneurs des bidonvilles.

Une voie nouvelle qui réconcilie Turgot : « Laissez-les faire », et Proudhon, fondateur de la Banque du peuple

Dans les pays industrialisés, au manque d'accès au capital s'ajoute l'effet rémanent de la prédominance du travail salarié et de ses avantages acquis, l'articulation peu motivante avec les revenus de substitution, le poids des charges sociales et la complexité du cadre réglementaire. Trop de droit tue le droit. Trop de charges tue l'activité économique au démarrage. Nous arrivons à un moment où des pans entiers de l'économie, notamment dans les quartiers en difficulté, s'affranchissent des règles fiscales et so-

ciales pour survivre. Les microentreprises explosent aux États-Unis, comme en Europe de l'Est. En France, sur 1,2 million de projets d'entreprise, 200 000 seulement arrivent à se réaliser chaque année. Près de la moitié sont créées par des chômeurs.

Pour éviter ce gaspillage de ressources humaines et rendre aux hommes leur droit à l'initiative économique, il suffirait d'appliquer la devise républicaine : « Liberté » d'entreprendre, qui suppose un assouplissement des règles imposées par l'État aux auteurs économiques. « Égalité » des

transformer des assistés en créateurs de richesse, pour un coût de 16 000 francs, couvrant l'accompagnement et le risque du crédit, à comparer avec le coût annuel d'un chômeur, évalué à 120 000 francs.

A l'aube du XXI^e siècle, le droit à l'initiative économique correspond à une évolution technologique et économique inévitable. Il comble une lacune de la Déclaration universelle des droits de l'homme sans mettre en cause le droit à la propriété (article 17) puisque l'accès au crédit permet de partager l'avenir, et non le présent. Le crédit solidaire est l'instrument de ce droit. Il permet à ceux qui vivent dans la misère ou dans l'exclusion de retrouver confiance et dignité. Il renoue le lien social.

Dans le grand débat entre le libéralisme dit sauvage et le socialisme dit étatique, le droit à l'initiative économique basée sur l'économie sociale de marché et l'accès au crédit offre une voie nouvelle qui réconcilie Turgot : « Laissez-les faire », et Proudhon, fondateur de la Banque du peuple. En réunissant entre les mêmes mains le capital et le travail, il fonde une nouvelle forme de capitalisme populaire.

Le droit à l'initiative économique est aussi un ingrédient nécessaire de la démocratie. Celle-ci exige une société civile forte et une économie qui ne souffre pas d'inégalités trop criantes. L'aide sociale à elle seule ne peut résoudre le problème. Lorsqu'elle ne vise pas à

rendre l'autonomie à la personne assistée, elle crée la dépendance et encourage la passivité des citoyens. Elle affaiblit la société civile et, par là même, la démocratie. L'initiative des acteurs économiques, y compris des plus démunis, leur permet, au contraire, de retrouver l'autonomie et de devenir des citoyens actifs de la démocratie locale. Le rôle de l'État consiste alors non seulement à redistribuer des richesses mais aussi à créer un cadre favorable à leur création.

Les millions de microentrepreneurs à travers le monde montrent que l'esprit d'entreprise n'est pas l'appanage d'une élite dotée de capital et d'une éducation supérieure. « Perdu dans la foule obscure, il m'a fallu déployer plus de science et de calcul pour subvenir seulement qu'on n'en a mis depuis cent ans à gouverner toutes les Espagnes », écrivait déjà Figaro dans la comédie de Beaumarchais, quelques années avant la Révolution française. Le droit à l'initiative économique, c'est la reconnaissance de cette étincelle de créativité que chacun porte en lui à la naissance et que la société ne lui permet pas toujours de réaliser. Il est, sans doute, la réponse la plus humaine et la plus forte au drame de l'exclusion.

Maria Nowak est présidente de l'Association pour le droit à l'initiative économique (ADIE).

L'élargissement d

الجمعية الوطنية

L'élargissement de l'Union vu de l'Est

A L'APPROCHE du sommet européen de Vienne des 11 et 12 décembre, plusieurs pays d'Europe centrale et orientale, notamment la Slovaquie et la Lituanie, ont relancé leurs efforts pour tenter de se raccrocher au premier groupe des pays « admis » dans le cadre de l'élargissement de l'Union européenne. A l'Est, le fossé qui se creuse entre les happy few, qui ont entamé des négociations « concrètes » d'adhésion, et les autres, suscite des réactions parfois passionnées, qui tranchent avec l'approche plus froide, technocratique, observée depuis quelques temps dans les capitales occidentales. C'est que l'élargissement de l'Union est perçu d'une façon singulière de l'autre côté de l'ancien rideau de fer.

Par exemple, les candidats à l'adhésion ont leur façon à eux, parfois dérangeante pour leurs in-

terlocuteurs occidentaux, de se positionner dans le débat sur l'ébauche d'une politique étrangère commune européenne. La perception de la Russie est bien sûr un point délicat. Peut-on avoir la même réflexion face à Moscou, que l'on ait ou non vécu en contact direct avec l'armée rouge durant quarante ans ?

REQUÊTES INJUSTES

Il n'est que de voir les réactions face à la guerre en Tchétchénie, relève Jacques Rupnik, historien spécialiste de l'Europe centrale et orientale : à l'Ouest, chacun retient la faiblesse extrême et la débâcle des troupes russes, tandis que les Européens du Centre relaient de leur côté, avec effroi, l'usage sanglant de la force : voyez de quoi les Russes sont encore capables ! Certaines requêtes de Bruxelles

sont perçues comme injustes. Ainsi, pourquoi, se demande-t-on, les pays candidats sont-ils sommés d'intégrer les normes de Schengen, et de « verrouiller » leurs frontières, alors que Schengen n'est pas étendu à tous les membres actuels de l'UE – sans compter qu'au sein même de la « zone Schengen », des divergences persistent sur l'interprétation des textes ? La peur, à l'Ouest, de flux migratoires massifs en provenance de l'Est ne tient-elle pas parfois du fantasme ?

D'après débats peuvent être anticipés, car la question des frontières touche à deux points aux quels les Centre-Européens prêtent beaucoup d'attention : leurs liens et leur influence auprès de certaines républiques ex-soviétiques ; et ceux qu'ils entretiennent avec leurs voisins « exclus » de la première vague des adhésions. La Pologne même des politiques très dynamiques vis-à-vis de la Lituanie, l'Ukraine, la Biélorussie, qu'elle ne souhaite pas voir compromises par l'érection de nouvelles barrières. Vu de Varsovie, ce rôle régional polonais, loin d'être vécu comme un fardeau par l'Union, devrait être accueilli comme un apport original, un enrichissement. De même se soucie-t-on à Prague, avec une anxiété accrue, de ce qu'il adviendra de la frontière tchéco-slovaque, restée largement « immatérielle » dans les esprits depuis le « divorce de velours » de 1993, et qu'il s'agirait désormais, selon la volonté de Bruxelles, de « fermer ». On peut de même évoquer l'insistance renouvelée des Hongrois à défendre leurs minorités en Roumanie et en Slovaquie.

Sur les questions de politique extérieure de l'Union, les Centre-Européens déplorent l'absence de dialogue, de consultations, voire d'échanges d'information, avec les Quinze. Etre invités quelques heures, en fin de sommet européen, pour la photo de famille, ne peut suffire. Comme le note Marzena Kisilewska, de l'équipe du négociateur polonais pour l'adhésion à l'UE, « si l'information dont nous disposons provient de l'essentiel d'Internet, nous n'irons pas loin... ».

Une autre interrogation, chez les candidats, porte sur le thème du modèle social européen. Ce modèle existe-t-il vraiment ? Faut-il l'adopter ? Dans ces pays, l'empressement mis, au début des années 90, à chambouler l'économie et à faire sien les recettes néolibérales de type anglo-saxon a eu tendance à reléguer au second plan tout souci de dialogue social. Les choses changent lentement et les acteurs, souvent, font défaut. Les syndicats, même rénovés, souffrent encore de leur image d'anciens affiliés du pouvoir communiste. Le patronat – où les enrichissements occultes font que tout le monde n'a pas intérêt à la transparence – est désorganisé. Quant aux nombreux investisseurs

étrangers, souvent attirés par la main-d'œuvre bon marché, ils n'ont pas manifesté grand enthousiasme à l'idée d'entamer un débat sur les salaires ou sur la protection sociale.

Pour des pays qui n'ont recouvert leur pleine souveraineté nationale qu'en 1989-1990, voire lorsque le dernier soldat soviétique a quitté leur territoire, les transferts de prérogatives impliqués par une adhésion à l'UE relèvent souvent du tabou. Il n'est guère étonnant que le mot « fédéralisme » soit pratiquement absent du vocabulaire centre-européen. La crainte existe que, dans certains milieux nationalistes, le rôle de Bruxelles soit abusivement comparé à l'ancien joug de Moscou. Mais, argue-t-on à l'Est, ces filioles ne sont pas l'apanage des sociétés sorties du communisme. Elles sont finalement un reflet, un écho, des débats largement en vigueur à l'Ouest.

« CIBLE MOUVANTE »

Au sujet de la réforme des institutions européennes, mentionnée par des membres de l'Union comme condition préalable à l'élargissement, on formule à l'Est la réponse suivante, en forme d'étonnement feint : cette réforme n'est-elle pas nécessaire dès maintenant, indépendamment de l'élargissement ? N'y a-t-il pas une part de mauvaise volonté à retarder les adhésions au motif que les règles de fonctionnement doivent être transformées pour mieux vivre à vingt ou vingt-six, lorsque cela paraît déjà impératif à quinze ?

« La cible que nous visons est mouvante », constatent les Centre-Européens pour souligner leur embarras devant ce qu'ils vivent comme un paradoxe. D'un côté, les Quinze tâtonnent, hésitent, débattent ardemment du modèle européen qu'ils veulent construire ; de l'autre, les candidats se sentent sommés d'opter, sans grande discussion, à des règles rigides.

Comme si l'adhésion à l'aventure de la construction européenne, qui est aussi une « réunification » de l'Europe, se limitait à l'adaptation technique, presque mathématique, de tel ou tel pourcentage de chaque législation nationale aux normes européennes.

Un chercheur roumain a voulu résumer cette frustration par un mot d'humour, lors d'une récente conférence tenue à Paris, au CERI (Centre d'études et de recherches internationales), consacrée précisément au thème de l'élargissement vu de l'Est : « J'ai parfois l'impression que l'Union se comporte envers nous comme le faisaient ces vendeuses à l'époque communiste, qui pouvaient dire au client : "Quoi, vous n'aimez pas ce qu'il y a en vitrine ? De toute façon, c'est ça ou rien. Pourquoi devrions-nous faire un effort pour vous convaincre ?" »

Natalie Nougayrède

Les gens par Kerleroux



La vraie énigme Jean Moulin

Suite de la première page

Cette fois-ci, l'Angleterre a changé son attitude du tout au tout : gouverné par une coalition de travaillistes, de libéraux et de la minorité anti-munichoise des conservateurs, l'empire britannique a trouvé dans Winston Churchill son chef incomparable, qui, avec la grâce innée de l'aristocratie éduardienne, organise, au nom de la défense nationale, la passation implicite des pouvoirs des nobles conservateurs aux intellectuels de gauche. La France libre est au départ la retombée gauloise de cette vibration intense de l'âme anglaise, libérée l'espace de cette terrible année juin 1940-juin 1941, où elle tint entre ses mains tout ce qui restait d'espoir au monde. Mais bientôt, sous le ciel perle de la bienheureuse Albion, l'élève français va dépasser son maître britannique.

« Je sais qui était Jean Moulin », a déclaré plusieurs fois et sans tergiverser le général de Gaulle à ceux qui lui représentaient que l'ancien préfet de Chartres procédait d'avantage de Pierre Cot que de Charles Péguy. Précisément, c'était toute sa valeur aux yeux du général. Celle aussi de Louis Joxe, puis d'André Malraux : Jean Moulin avait accompli le parcours d'une

bonne partie de la gauche française depuis 1920. Il était passé de l'espoir quelque peu dilettante en la politique de paix de Briand à la passion tout à la fois modernisatrice et jacobine des jeunes turcs du Parti radical, pour aboutir, Front populaire aidant, à l'acceptation d'un compagnonnage avec le communisme et la révolution soviétique, où se sont mêlés le culte encore vivace de la Révolution française, le souvenir de l'alliance de 1914 avec le peuple russe, la naïve admiration planiste de l'époque pour un gigantesque effort industriel concerté et volontaire et, surtout, la solidarité fervente avec la république espagnole sœur, blessée à mort par notre impérialisme.

LE MIRACLE DE LONDRES

Mais là ne s'était pas arrêté notre préfet : le pacte germano-soviétique de 1939 avait également mis un terme définitif à sa naïveté prosoviétique – comme l'a démontré, sur ce point convaincant, Daniel Cordier – et il le conduira à une prise de distance définitive avec des amis, des entourageurs qui lui avaient été proches, très exactement comme son véritable double, l'écrit et le héros, André Malraux, qui, dès les dernières pages de l'Espoir, annonce la rencontre dans la Sierra de Teruel de son personnage principal, le communiste Manuel, et d'un donquichottesque officier des gardes d'assaut, défenseur catholique et patriote d'une république qui se confond pour lui

avec l'Espagne éternelle. Le miracle de Londres est bien là : en cette rencontre scellée d'estime réciproque et d'exaltation machiavélique du meilleur de deux France, jusqu'alors opposées terme à terme. Non pas le produit des moyens, la ligne Brossollette, si vertueuse soient-ils, mais celui des extrêmes, les rouges et les blancs, ralliés enfin par le sacrifice de leurs préjugés, mais à leur manière, au parti bleu de Carnot et de Clemenceau, la ligne Jean Moulin, triomphante par-delà le martyre de son auteur. Sans doute, cette solution révolutionnaire a-t-elle été biographiquement préparée chez les deux hommes par une immense lassitude envers les erreurs de leurs camps respectifs, chez un de Gaulle en particulier ; mais que dire de Jean Moulin, préfet franc-maçon, radical et récemment encore prosoviétique, qui reçoit l'adoubement du général comme un sacrement de chevalerie, impliquant une totale fidélité personnelle ; ceci, sans doute, qu'à l'ombre de la droite fléchée de Chartres chantée par Péguy, un préfet de la République a voulu montrer, un an plus tôt déjà, face à l'envahisseur nazi, comment, à l'instar du député Baudin, il savait mourir pour cent sous, subir la torture et tenter le suicide plutôt que d'incriminer nos traîtres sénégalais, ces frères noirs qui avaient cru à la protection de la France et la méritaient entre tous.

Jean Moulin se tailla la gorge le 16 juin 1940 ; le général appelle à

la poursuite du combat le 18 ; dès le 21, un autre franc-maçon, antillais celui-là, et gouverneur des colonies, Félix Eboué, hisse la croix de Lorraine sur le Tchad lointain, comme s'il répondait en acte au patriotisme antiraciste de Jean Moulin. Nous sommes dès lors très loin des combines de la Troisième agonisante, des grenouillages des petits agents d'influence du Komintern stalinisés : à cette hauteur purificatrice, en effet, les Français paraissent aux Français. Enfin.

ÉTRANGE ALCHEMIE

C'est parce qu'il appréciait à sa juste mesure un tel itinéraire, si parallèle au sien dans l'association constante de l'esprit de sacrifice avec l'anticommunisme de fond, que de Gaulle à son tour s'est laissé convaincre par le préfet de Chartres de devenir, contre un Vichy qui commençait à se retourner vers les Américains, le roi sans couronne de la Résistance intérieure, communistes inclus, et par là, de préserver sans doute à jamais la France d'une nouvelle guerre civile. Une telle alchimie entre deux hommes d'égale exception demeure un mystère historique sans commune mesure avec les allées et venues du rendez-vous de Caluire. C'est le mystère de l'union de la France libre et de la Résistance, par lequel nous sommes encore debout. C'est la seule énigme véritable de la vie lumineuse de Jean Moulin.

Alexandre Adler

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télfax : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : http://www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

Nucléaire : la charrue devant les boeufs

En cédant à ses ministres « nucléaristes », Dominique Strauss-Kahn et Christian Pierret, le premier ministre Lionel Jospin respecte une tradition ancienne en France : il se soumet, sans grande résistance, aux desiderata du puissant lobby nucléaire. La décision, rendue publique mercredi 9 décembre après un long comité interministériel, de créer deux laboratoires d'études d'enfouissement des déchets radioactifs découle moins d'une analyse technique du problème que d'une nécessité politique résumée par le député socialiste Jean-Yves Le Déaut : « Sans les laboratoires, le nucléaire n'est pas crédible. » Mais la question qui intéresse les citoyens français n'est pas de rendre ou non crédible le nucléaire. Elle est de trouver une solution acceptable sur les plans éthique et écologique aux problèmes soulevés par les déchets radioactifs produits par notre génération.

Depuis deux ans, de nombreux éléments sont venus enrichir le dossier, mais le compliquer aussi dans le même temps. D'une part, l'éventail des possibilités techniques s'est considérablement ouvert : l'entreposage en « subsurface » est devenu une hypothèse plausible ; la question de la réversibilité (déchets enfouis à jamais ou pouvant être repris) a introduit une complication technique majeure : le Prix Nobel Carlo Rubbia a convaincu que la méthode de transmutation des déchets qu'il propose méritait d'être étudiée. D'autre part, les partenaires de la

France ont évolué dans un sens divergent : l'Allemagne choisit l'entreposage en surface pour se donner le temps de trouver une solution durable, tandis que la Belgique abandonne le retraitement des combustibles usés.

Ces éléments justifiaient assez que l'on débâte encore avant de se lancer dans l'aventure des laboratoires d'étude de l'enfouissement. Mais s'y ajoute une extraordinaire ignorance de plusieurs données essentielles du problème : d'une part, on ne connaît pas le volume exact des déchets à stocker. Dans son communiqué, le gouvernement le reconnaît. D'autre part, on ne dispose pas d'une évaluation sérieuse – c'est-à-dire issue d'une discussion contradictoire – des coûts que pourraient entraîner les solutions envisagées. S'engager dans une procédure d'enfouissement des déchets, dont les laboratoires sont les prémisses, sans disposer des informations techniques et économiques de ce projet n'est pas sérieux.

A cet égard, on ne peut que saluer le deuxième volet de la décision gouvernementale, qui ouvre la voie à une loi sur la transparence et à une étude de l'économie de la filière nucléaire. Mais le gouvernement a placé la charrue du laboratoire devant les boeufs de la transparence. Que vienne d'abord celle-ci. Ce n'est que lorsque l'on disposera des informations claires sur ce sujet et quand la confiance dans les institutions chargées du nucléaire aura été rétablie que la solution d'enfouissement appropriée, peut-être, comme la meilleure.

Le Monde est édité par la SA Le Monde.
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani.
Directeurs : Jean-Marie Colombani ; Dominique Adieu, directeur général ; Noël-Jean Bergeron, directeur général adjoint.
Directeur de la rédaction : Edwy Plenel.
Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Frenay, Pierre Geopon, Jean-Yves Lhureau.
Directeur artistique : Dominique Boyer.
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment.
Rédacteurs en chef : Alain Frachon, Erik Urdénach (Éditions et analyses) ; Laurent Groussier (Suppléments et culture) ; Michel Kalitum (Dépêches) ; Eric Le Boucher (International) ; Patrick Larrue (France) ; Frank Nouch (Sciences) ; Claire Blandin (Environnement) ; Jacques Boët (Loupard) ; Joëlle Sarraguet (Culture) ; Christian Massot (Secrétariat de rédaction) ; Rédacteur en chef technique : Eric Azat.
Médiateur : Robert Solé.
Directeur éditorial : Eric Plouffe ; directeur délégué : Anne Chataubourg.
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vermet ; journaliste audiovisuel : Bertrand Le Gendre.
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Nobécourt, vice-président.
Anciens directeurs : Hubert Brunet-Méry (1944-1947), Jacques Fauret (1947-1952), André Laurent (1952-1955), André Tournier (1955-1961), Jacques Lacroix (1961-1964).
Le Monde est édité par la SA Le Monde.
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 995 000 F. Actionnaires : Société civile des Rédacteurs du Monde, Fonds commun de placement des personnes du Monde, Association Hubert-Brunet-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Éditions, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Le Monde Périodique, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Un « citoyen du monde » à Paris

LE VÉL'D'HIV six jours après Pleyel. Garry Davis bat le fer quand il est chaud. Il a pris ses risques, car réunir vingt mille Parisiens n'est pas à la portée de tout le monde, et il en a été récompensé. Il fallait voir le sourire qui illuminait sa bonne grosse tête de citoyen de Philadelphie et du monde lorsque, montant sur l'estrade, il put contempler la foule hurlante de joie.

Pas de drapeaux, pas de chants guerriers, pas de pancartes. Un public très peu homogène, où Saint-Germain-des-Près côtoie Javel, et le conducteur d'autobus l'intellectuelle à lunettes. Georges Altman soulève d'unanimes bravos ; on se dit : « Ah bon ! ce sont des lecteurs de Franc-Tireur. » Et puis l'abbé Pierre, député MRP, déclenche des torrents d'applaudissements parmi ces « mangeurs de curés ». On acclame les formules, du reste, autant que les hommes. Et – plus que tout

autre peut-être – David Rousset quand il affirme, tonitruant : « La fatigue de la politique est précisément chez vous ! Les programmes des partis n'ont pas de sens véritable ! »

Garry Davis, prenant la parole, proclame son intention de ne pas s'arrêter en chemin : son permis de séjour en territoire français, qu'il a d'ailleurs refusé, dit-il, expire le 21 décembre. Il n'a pas l'intention d'en demander le renouvellement. Il veut – simplement – que le statut de citoyen du monde soit reconnu. On applaudit encore, et tandis que le citoyen du monde disparaît sur les épaules de ses amis, les billets pleuvent dans les corbeilles tendues dans les couloirs par de jeunes mains. L'argent est aussi le nerf de la paix.

André Fontaine
(11 décembre 1948.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC
ou 05-36-25-04-56

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-08-78-30
Index et microfilms du Monde : 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE
Adresse Internet : http://www.lemonde.fr

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

ENTREPRISES

LE MONDE / VENDREDI 11 DÉCEMBRE 1998

SOCIAL Le conflit qui oppose la direction de la SNCF à une partie de ses contrôleurs dure depuis quatorze jours. Les contrôleurs de Marseille, Paris-Saint-Lazare et

Metz-Nancy ont voté, mercredi 9 décembre au soir, la reprise du travail, à trois jours du début des négociations sur les 35 heures.

● LA CGT semble satisfaite des

avancées faites par la direction. En revanche, SUD se montre méfiant. ● A PARIS-SAINT-LAZARE, la dernière assemblée générale avait des allures « calamiteuses ». ● LE MI-

NISTRE des transports, Jean-Claude Gayssot, a déclaré, mercredi, qu'il était « grand temps que la situation redevienne normale ». ● L'AR-ROPORT de Strasbourg est bloqué

depuis trois jours par la grève des pompiers. ● DANS LE TEXTILE, près de 1 700 emplois sont menacés par les annonces des plans sociaux depuis septembre.

Après treize jours de conflit, la mobilisation des contrôleurs SNCF se relâche

Le trafic reste toujours perturbé en province. Mais la direction de l'entreprise, épaulée par le ministre des transports, prévoit un retour à la normale dans les régions PACA et Lorraine. La CGT, syndicat majoritaire, semble jouer l'apaisement

« QUAND la CGT fait reprendre Marseille, c'est comme si la fin de la grève était là de tous les jours. Reste à savoir qui va porter le chapeau », résumait mercredi 9 décembre un cheminot. La région Provence-Alpes-Côte-d'Azur (PACA) est souvent un bon indicateur en matière de durée de conflit. La tendance serait donc, si ce n'est à la reprise, du moins à l'apaisement dans le conflit qui oppose les contrôleurs à la direction de la SNCF. Alors qu'il restait mercredi, au treizième jour de la grève, encore 17 régions affectées sur 23, les contrôleurs de trois régions (Lorraine, PACA, Saint-Lazare) ont décidé, le soir même, en assemblée générale de reprendre le travail.

Les contrôleurs de la région de Marseille ont « obtenu un engagement écrit de la direction régionale concernant un total de 45 emplois supplémentaires, dont 25 embauches, sur le budget 1999 », selon un responsable CGT cité par l'AFP. Selon la CGT, ces recrutements viennent « en supplément » des 1 500 emplois de réserve inscrits dans le projet de budget 1999 et dont une partie doit servir à augmenter les effectifs des contrôleurs et « hors mise en place de la réduction du temps de travail dans l'entreprise ». En revanche, SUD-Rail est méfiant. La direction annonce dans certains établissements « des pseudo créations financées sur le budget

notifié pour 1999, en dehors des 1 500 emplois de réserve », déclare le syndicat. « Or ce budget prévoit une stabilité des effectifs. Par conséquent, toute création dans un établissement ne peut se faire qu'au détriment d'un autre ».

LE MALAISE PERDURE

Jeudi matin, le trafic était toujours perturbé, en dépit des premiers signes de détente et de la reprise du travail, notamment à Marseille, Metz-Nancy et Paris-Saint-Lazare. La SNCF prévoyait un retour à une situation normale en région PACA, en Lorraine, ainsi que des améliorations dans la région lyonnaise et sur la ligne Paris-Rouen-Le Havre-Cherbourg. En Ile-de-France, où la présence des contrôleurs n'est pas indispensable dans les trains de banlieue, le service était normal, ce qui était également le cas sur les TGV Eurostar, Thalys, Nord-Europe, Paris-Suisse, Atlantique, Paris-Grenoble, Paris-Chambéry-Anzacy, Paris-Lyon, Paris-Milan et Paris-Marseille-Toulon-Nice. A l'exception de Paris-Metz-Nancy-Strasbourg-Mulhouse, Paris-Lille-Calais-Aulnoye, Paris-Reims et Strasbourg-Lyon, le trafic des trains grandes lignes hors-TGV se situait, en moyenne, entre deux trains sur trois et un train sur trois. Le trafic régional reste également perturbé dans toutes les régions à l'exception de Provence-Alpes-

Côte d'Azur, de l'Alsace, de la Bretagne, de la Champagne-Ardenne, de la Picardie et du Nord-Pas-de-Calais.

A qui attribuer la détente de ce mouvement social? Les réunions de concertation nationale sur le métier de contrôleur, ont, aux dires des différents protagonistes, ouvert une brèche. Mais les discussions devront être impérativement suivies d'autres tables rondes « car des problèmes de fond comme le malaise des contrôleurs ou l'amélioration de la sûreté sont loin d'être réglés ».

Les déclarations du ministre des transports, Jean-Claude Gayssot, à l'issue du Conseil des ministres, selon lesquelles les propositions faites par la direction de la SNCF montraient « une véritable volonté d'avancer » (lire ci-contre), ont trouvé un écho favorable auprès des syndicats. Le ministre avait déjà tenu un discours identique à la

veille du week-end sans être entendu. La direction, de son côté, affirmait, depuis plus d'une semaine, qu'elle était allée au maximum de ses possibilités en annonçant « des postes en plus pour les contrôleurs, de la rémunération en plus, et de la

promotion en plus ». La SNCF rappelait qu'elle avait créé 540 postes de contrôleurs supplémentaires, soit 5 % des effectifs et pris l'engagement, vis-à-vis de ces mêmes contrôleurs, qu'ils seraient plus nombreux en 1999 qu'en 1998. La

M. Gayssot souhaite le retour à la normale

Le ministre des transports, Jean-Claude Gayssot, a jugé mercredi 9 décembre, à la sortie du conseil des ministres, qu'il était « grand temps que la situation revienne à la normale à la SNCF ». « Tous les ingrédients pour que la confiance revienne sont là », a estimé M. Gayssot. Il a appelé « à la responsabilité de tout le monde », ajoutant qu'il y allait « de l'intérêt des cheminots, de l'entreprise, des usagers aussi ». Il a salué le budget présenté par la direction de la SNCF « en rupture avec tout ce qui s'est fait depuis quinze ans ». « Avoir un budget présenté en équilibre et avec le maintien des effectifs, c'est une donnée tout à fait nouvelle », a-t-il commenté. Proposer qu'il y ait des créations d'emplois de contrôleur, c'est un élément nouveau. « Il est important que le piège du déclin ne revienne pas à la SNCF », a poursuivi M. Gayssot en affirmant que le « développement du ferroviaire » était « la politique gouvernementale, la volonté de la direction de la SNCF et des cheminots ».

A Paris-Saint-Lazare, la dernière AG...

LA DERNIÈRE AG (assemblée générale), forcément, a des allures calamiteuses. La dernière AG, forcément, mêle fatigue et amertume, colère et puis dégoût, tristesse et humiliation. La dernière AG est toujours redoutable. Et celle de Paris-Saint-

REPORTAGE

Les grévistes, désabusés, après treize jours de lutte, ont voté la reprise du travail

Lazare, mercredi 9 décembre au soir, avait quelque chose de désespéré.

La plupart des grévistes en étaient à leur treizième jour de lutte et avaient attendu, jusqu'à ce jour, un signe de la direction leur démontrant qu'elle avait entendu les contrôleurs. Mieux : qu'elle respectait leurs préoccupations. Ni primes, ni salaires, ni retraite ou autres « avantages ac-

quis ». Non. « Cette fois, nous nous battons pour des effectifs. Nous demandons la création d'emplois. La qualité du service s'en ressentirait, la sécurité s'en trouverait améliorée, et des centaines de cheminots reprendraient espoir. C'est tout le pays qui aurait dû applaudir. Au lieu de ça... ».

Le jeune contrôleur ne continue pas sa phrase. Il lui semble simplement que personne n'a compris l'enjeu du conflit. Que les usagers leur en veulent, « alors que, si tous les salariés avaient le courage d'exiger des embauches dans leur propre entreprise, le chiffre de 3 millions de chômeurs fondrait rapidement ». Et que la direction de la SNCF, les yeux fixés sur le pourcentage de grévistes (autour de 33 %), les « a menés en bateau ». Leurs représentants syndicaux le confirment, qui s'en reviennent d'une longue réunion avec la direction de la région Paris-Saint-Lazare. Ils se disent sidérés qu'après treize jours de grève, leurs interlocuteurs leur aient donné l'impression d'être totalement en dehors du conflit, déconnectés en somme, indifférents au drame des grévistes et à l'urgence. « Nous verrons en janvier ces

questions d'effectifs », auraient-ils répondu. En janvier ! « Quand chaque jour de grève ampute davantage notre paye et que tout paraît réuni pour discuter sur des chiffres, des projections concrètes ! » A vouloir s'accrocher deux, quatre, six jours de plus, ils allaient « droit dans le mur » et risquaient de tout perdre. C'était visiblement l'avis de leurs représentants, désolés d'annoncer qu'aux 80 postes supplémentaires réclamés pour la région, on leur opposait le chiffre 6.

Dès lors, l'issue du vote à bulletins secrets – pour ou contre la reconduction de la grève – ne faisait aucun doute : 46 voix décident de la reprise du travail contre 23. Un vote désabusé et accompagné de l'accord implicite pour redéposer un préavis de grève couvrant « au hasard » la période allant du 23 décembre au 3 janvier. « Une pause » qui n'exclut pas, dit-on, le recours à d'autres types de pression, un contrôleur pouvant décider de privilégier dans le train telle ou telle de ses fonctions...

Arnick Cojean

L'aéroport de Strasbourg bloqué par les pompiers

STRASBOURG

de notre correspondant
Aucun mouvement d'avion n'a lieu à l'aéroport de Strasbourg-Entzheim depuis lundi 7 décembre à l'aube. La grève des trente et un pompiers de la société Protectas, qui assure la sécurité incendie de l'aéroport, interdit tout décollage et tout atterrissage. Les passagers, enregistrés à Strasbourg, sont ensuite acheminés vers Colmar, Bâle-Mulhouse, Zurich (Suisse) ou Francfort (Allemagne).

Ce blocage de l'aéroport complique singulièrement la vie des passagers : il faut compter au moins deux heures de retard. Si lundi la plupart ont accepté ce pré-acheminement, les annulations se sont multipliées à partir de mardi. Le report s'est fait en partie sur la ligne SNCF Paris-Strasbourg, peu touchée par la grève des contrôleurs.

Les pompiers de l'aéroport revendiquent leur intégration comme agents statutaires de la chambre de commerce et d'industrie (CCI) de Strasbourg, gestion-

naire de la plate-forme. Jusqu'en 1993, la 33^e escadre de reconnaissance de l'armée de l'air assurait la sécurité incendie de l'aéroport. Les pompiers militaires qui n'avaient pas le droit de grève donnaient même un appui aux pompiers civils en intervenant, le cas échéant, dans les communes voisines.

Depuis le départ des Mirage F1 CR pour Reims, la CCI a hérité de cette sécurité incendie. Elle a préféré alors la confier à un sous-traitant spécialisé, avec des contrats de trois ans renouvelables. C'est cette externalisation que contestent les pompiers car elle ne leur assure aucune garantie d'emploi.

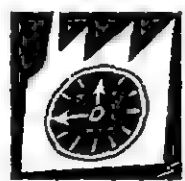
Un médiateur, Christian Provile, inspecteur du travail, a été nommé mardi soir par le ministère des transports pour tenter de rapprocher les points de vue. Jusqu'ici, la CCI rappelait que la sécurité incendie ne pouvait être assurée que par des entreprises ou organismes hautement spécialisés. Tandis que les pompiers grévistes, avec l'appui de la CFTD et de la CFTC, s'insurgent contre ce système de sous-traitance privée qui n'existe qu'à Strasbourg-Entzheim et à Bordeaux-Mérignac, autre ancien aéroport militaire.

« GRÈVE BOUCHON »

La date de cette « grève bouchon » n'a pas été choisie au hasard : l'Assemblée nationale devait discuter jeudi d'un projet de loi sur la sécurité des aéroports. Le Syndicat national d'aéroports des services sécurité incendie et sauvetage CFTC, qui représente 80 % des pompiers concernés, a menacé d'étendre la grève à tous les aéroports français si une solution acceptable n'était pas trouvée pour Strasbourg.

Les compagnies aériennes présentes dans la capitale alsacienne s'inquiètent de l'enlisement de ce conflit sans précédent. Regional Airlines a renoncé mardi, compte tenu des coûts, à prendre en charge les acheminements vers Mulhouse. Et Air France redoute les conséquences de cette grève sur la session du Parlement européen qui a lieu la semaine prochaine à Strasbourg.

Jacques Fortier



35 HEURES

signes de ralentissement de la consommation qu'ils croient déceler depuis quelques semaines. « Ça va mal », assure Philippe Adec, le président de l'Union française des industries d'habillement (UFIH), sans émettre « une déclaration de chiffres récents. » Novembre est traditionnellement un mois difficile », pondère Gérard Roudine, délégué général des Salons du prêt-à-porter féminin.

Les industriels craignent que les annonces de plans sociaux, de fermetures ou de délocalisations d'usines, qui se succèdent depuis la

rentrée, ne finissent par peser sur le moral des consommateurs français. La signature prochaine, le 14 décembre si tout va bien, d'un accord de branche sur les 35 heures pour l'habillement ne les rassure pas. Le contenu du texte n'est pas dévoilé, mais il « ressemblera très nettement à celui conclu dans le textile », dit-on à l'UFIH.

L'accord de branche textile, négocié par Georges Jollès, président de l'Union des industries textiles (UIT) et numéro deux du Medef (l'ex-CNPF), est pourtant considéré comme un modèle du genre, puisqu'il a été signé, début novembre, par les cinq grandes centrales syndicales, CGT comprise. L'UIT espère obtenir une même unanimité.

Mais, pour M. Jollès, de tels accords ne suffisent pas à compenser les projets de fermeture ou de délocalisation des industriels français. Ils ont vu dans l'abandon par l'actuel gouvernement du plan Borotra d'alègement de charges, mis en place par le précédent gouvernement et condamné par Bruxelles, « la preuve que la France ne considère pas l'emploi non qualifié comme une arme

contre le chômage ». Comme pour lui donner raison, depuis deux mois, quelques grands noms du textile et de la mode ont annoncé des plans de restructuration meurtriers pour l'emploi : de Levi's, dans le Nord, à Benetton, dans l'Aube, en passant par Cacharel à Nîmes ou Weil à Besançon (lire ci-dessous).

Devant la mobilisation syndicale, Levi's et Benetton ont esquissé une marche arrière. Le groupe américain, qui envisage de fermer d'un seul coup trois usines, une en France et deux en Belgique, répète qu'il ne s'agit que d'un « projet » et poursuit les consultations. Le numéro un italien, pour sa part, doit présenter, vendredi 11 décembre, au comité d'entreprise de Benetton France, une « alternative » à la fermeture de sa dernière usine française, à Troyes, annoncée fin septembre. De 169, le nombre d'emplois menacés de disparition passerait ainsi à 45.

En revanche, chez Weil à Besançon, il n'y a guère d'alternative à la suppression de 235 emplois (sur un effectif de 410 salariés), annoncée mercredi 2 décembre. Weil est placé en redressement judiciaire avec une période d'observation jusqu'au 3 mai 1999. Ses pertes cumulées depuis quatre ans avoisinent les 185 millions de francs. Chez Texunion, filiale du groupe DMC, implantée près de Mulhouse, la suppression de 265 postes sur un effectif de 630 salariés s'accompagne d'un déplacement des ateliers d'impression pour l'habillement vers KBC, l'usine de la filiale allemande de DMC.

Autre bassin d'emplois textiles touché de plein fouet : le Nord-Pas-de-Calais. Fin novembre, l'Union régionale des industries de confection (URIC) a demandé la mise en place d'un « plan Oser » pour secourir les 387 entreprises de la région, qui emploient 13 000 salariés. Déjà, les restructu-

rations ou départs de bilan annoncés par 28 sociétés menacent 1 400 emplois.

Maigre consolation : la France n'est pas le seul pays d'Europe occidentale touché. Mercredi 9 décembre, le fabricant américain Fruit of the Loom, célèbre pour ses T-shirts, a annoncé la fermeture de ses usines irlandaises, supprimant 770 emplois sur 2 000 en Europe, en raison de « la trop forte pression sur les prix ». On s'attend à une offensive massive des pays producteurs à bas coûts d'Asie, d'Europe centrale et du Maghreb.

On s'attend à une offensive massive des pays producteurs à bas coûts d'Asie, d'Europe centrale et du Maghreb

Le 27 novembre, le ministre tunisien du commerce a dévoilé un plan destiné à promouvoir les exportations de produits textiles de son pays, qui lui ont rapporté quelque 14 milliards de francs en 1997. Le plan prévoit l'organisation de Salons internationaux à l'étranger, l'implantation de représentations commerciales dans les pays acheteurs et le développement de la sous-traitance auprès des centrales d'achats de la distribution et des créateurs de mode. Une offensive prise très au sérieux de ce côté-ci de la Méditerranée. La Tunisie est le quatrième fournisseur de l'Europe en habillement. Le Maroc a lui aussi annoncé son intention de se renforcer dans la confection.

Pascal Galmier

DETAILLANT - GROSSISTE
VENTE AUX PARTICULIERS
Tous les grands magasins aux meilleurs prix

MATELAS • SOMMIERS
tous ou rétrov. tous dimensions
SWISSLEX • TRECA • EPEDA • PIRELLI
SOMMIERS • MULLAPOLLO • BULTER • etc.
Carrière 5 et 10 ans

Canapés • Salons • Clio-Clae
CHU • TISSUS • ALBERTA
Stalder • Bultner • Bultner • Salons etc.
5500 m2 d'exposition
LIVRAISON GRATUITE SUR TOUTE LA FRANCE

MOBECO
• 239 à 247, rue de Belleville
Paris 19ème - M° Télégraphe
• 50, avenue d'Italie
Paris 13ème - M° Place d'Italie
01.42.08.71.00
7 jours sur 7
VENTES PAR TÉL. POSSIBLE

Le distributeur américain
Walmart confirme
son intérêt pour l'Europe

Le 998 F TTC
Cher Duriez

Le distributeur américain Wal-Mart confirme son appétit pour l'Europe

Le groupe achète 74 hypermarchés en Allemagne

IL Y A UN AN, le numéro un mondial de la grande distribution, l'américain Wal-Mart, était encore inconnu des consommateurs européens. En rachetant, mercredi 9 décembre, 74 hypermarchés de la chaîne Spar Handels AG (groupe intermarché), le groupe devient le numéro trois en Allemagne, derrière Metro et Edeka. Wal-Mart avait fait sa première incursion en Europe en reprenant les 21 grandes surfaces du groupe allemand Wertkauf, il y a douze mois. L'offensive du géant américain sur le Vieux Continent, estimant les spécialistes du secteur, ne s'arrêtera pas là. La prochaine cible pourrait être une autre enseigne allemande, ou, plus probablement, un groupe français, peut-être Casino.

Wal-Mart, dont le siège est dans l'Arkansas, possède plus de 2 800 points de vente aux États-Unis. Il s'agit en majorité de grandes surfaces « discount », domaine où le groupe représente 50 % des ventes nationales. Son poids aux États-Unis oblige Wal-Mart à chercher à l'étranger de nouvelles occasions de se développer. L'américain veut aussi répondre à l'offensive de ses grands rivaux européens : l'allemand Metro et le néerlandais Ahold ont entrepris de s'implanter aux États-Unis.

Dans un entretien à l'agence Bloomberg, le 8 décembre, le responsable des opérations internationales, Bob Martin, indiquait que l'objectif de Wal-Mart est de multiplier par cinq ses ventes à l'étranger d'ici à 2002, passant de 7,5 milliards

de dollars en 1997 (42 milliards de francs) à 40 milliards. Wal-Mart a commencé par investir au Canada, en Chine et en Corée du Sud, ainsi qu'en Amérique latine, avant de s'attaquer à l'Europe.

RECETTES SIMPLES

C'est en Allemagne, pays de son principal rival, Metro, deuxième distributeur mondial, que l'américain a décidé de porter d'abord le fer. Wal-Mart dépensera 660 millions de dollars pour prendre le contrôle des hypermarchés Spar, après avoir investi 750 millions dans sa première acquisition.

La réussite de l'américain, qui s'appuie sur des recettes simples, musclées, mais efficaces, commence à inquiéter les distributeurs allemands. Les magasins rachetés par Wal-Mart, dont l'enseigne d'origine disparaît bientôt au profit de la marque américaine, cassent les prix et pratiquent des horaires prolongés, ouvrant leurs portes dès 7 heures du matin. Face à cette mondialisation de la concurrence, le leader allemand, Metro, n'a pas tardé à réagir. Il a annoncé, en novembre, la mise en vente de tous ses points de vente à vocation spécialisée, qui représentent le tiers de son chiffre d'affaires. Objectif : se recentrer sur la distribution généraliste à prix cassés et mieux s'internationaliser.

A. - M. R. (avec AFP et Bloomberg)

L'attrait imprévu de l'hypermarché français au Vietnam

de notre envoyé spécial
Huit mille baguettes de pain vendues, autant de passages en caisse et plus de vingt mille visiteurs chaque jour. L'hypermarché Cora-Dong Nai, ouvert le 18 août,

REPORTAGE

Malgré leur faible pouvoir d'achat, les Vietnamiens découvrent la grande distribution

dans une lointaine banlieue, semi-industrielle semi-rurale, de Ho-Chi-Minh-Ville, fait un tabac. Le tout Saigon est au courant. Du jamais vu au Vietnam, un pays où le revenu annuel par tête tourne autour de 2 000 francs et où la crise asiatique a commencé à mordre cette année. A 30 kilomètres du centre de Saigon, agrémentée d'une galerie marchande, la première grande surface moderne de l'histoire du Vietnam a séduit sans attendre l'ouverture de son bowling et d'un inévitable Kentucky Fried Chicken.

BAGUETTES ET OISSANTS

A l'intérieur, côté agencement, on se croirait en banlieue parisienne. La comparaison s'arrête là. Rayon boulangerie, chacun regarde sa baguette ou ses croissants cuire. « Au début, nous avons dû installer des barrières pour canaliser la queue », rapporte Franck Moreau, codirecteur de cet Espace Bourbon Dong Nai, doté d'une franchise Cora.

Les Vietnamiens aiment le pain chaud. Un peu partout déambulent des familles vêtues modestement et chaussées de sandales. L'étranger est l'exception,

même si on a pensé à lui, rayon alimentation, avec notamment des fromages importés.

« Nous avons tenu compte du pouvoir d'achat, du goût et des habitudes des Vietnamiens », explique encore M. Moreau. Le Vietnamien achète son riz pour la journée et grignote à n'importe quelle heure. Personne ne fait son marché le week-end pour la semaine. Les 6 000 mètres carrés d'étalages tiennent compte de porte-monnaie parfois bien maigres. Les produits, généralement très bon marché, sont présentés sous plastique car la clientèle, comme un peu partout dans la région, est habituée à tout suser ou tripoter.

CHAPARDAGES

A l'extérieur, les préaux réservés aux motocyclettes dominent. « 90 % de la clientèle vient en moto, 1 % seulement en voiture et le reste en autobus », a calculé le directeur. Des arrêts bus se sont créés d'eux-mêmes. Pour le reste, le Vietnam, l'un des pays les plus pauvres d'Asie, circule encore sur deux roues. Dans la galerie marchande, un espace a été réservé à une consigne, « pour des raisons de la fois de commodité et de sécurité ».

La sécurité s'est révélée l'un des problèmes les plus aigus. « Dans les premières semaines, nous avons eu beaucoup de vols à l'étalage », raconte M. Moreau. A côté de ses 420 employés, Cora-Dong Nai a recours à 110 agents d'une société de sécurité « appuyée, ce qui est nécessaire, par la police ». Outre les chapardages, il y a eu des dégradations, apparemment délibérées, de produits. Il y aurait eu aussi des vols de marchandises pendant leur transport. Les grossistes du coin, notamment, feraient grise mine devant un concurrent d'un tel poids.

Le groupe de Bourbon, qui a investi 80 millions de francs dans ce premier hypermarché, estime toutefois l'expérience concluante. Il a amorcé la construction d'un deuxième centre commercial, d'une superficie de 10 000 mètres carrés, à Binh Chanh, autre banlieue de Saigon : l'ouverture est prévue en l'an 2000.

Jean-Claude Pomonti

Les chimistes suisses Ciba et Clariant renoncent à fusionner

Le regroupement, constituant le numéro un mondial, échoue un mois après l'annonce du projet

La fusion entre les deux groupes chimiques suisses Ciba Spécialités Chimiques et Clariant a échoué, les conseils d'administration des deux

entreprises ayant décidé mercredi 9 décembre de ne pas approuver l'accord de fusion. Les risques commerciaux, financiers, juridiques et

concurrentiels auraient affecté les résultats de la nouvelle société. La précipitation de l'annonce est l'une des causes majeures de l'échec.

gardait comme logo le papillon de Ciba. L'actuel président de Clariant, Rolf Schweizer, dont le groupe aurait possédé 54 % du nouvel ensemble, se voyait confier la présidence du directoire, tandis que son homologue de Ciba, Rolf Meyer, prenait la vice-présidence. Un organigramme détaillé montrait la répartition des postes.

PRÉCIPITATION

Une alliance entre Suisses ne devait pas poser de problèmes, après la fusion réussie Ciba-Sandoz dans la pharmacie, devenue Novartis. Les deux firmes, proches géographiquement mais aussi culturellement, avaient la même stratégie.

Les problèmes d'ego entre les dirigeants avaient été étudiés, cha-

cun s'étant vu attribuer un poste précis. Seules les autorités de concurrence auraient eu à intervenir en raison de l'importance du futur groupe dans des domaines comme les colorants textiles, les pigments ou les additifs pour plastiques.

La précipitation serait à l'origine de la rupture. Entre le premier coup de téléphone du patron de Ciba à celui de Clariant, et la publication des bans, six semaines à peine se sont écoulées. L'opération conduite par les deux banques d'affaires, Crédit Suisse First Boston et Warburg Dillon Read, n'a pas échoué pour une raison particulière. Elle s'est heurtée à un faisceau d'obstacles dont le principal serait financier. C'est en exerçant la clause de « due di-

ligence », qui permet aux deux entreprises d'analyser en détail les comptes de chacune d'elles, que les deux partenaires ont décidé de ne pas aller plus loin, a indiqué Walter Vaterlaus, porte-parole de Clariant. Des risques sont apparus mais « il n'y a pas de cadavre dans les caves » de Ciba ou Clariant, a-t-il ajouté.

Les deux compagnies vont donc retrouver leur autonomie, sur un marché des spécialités chimiques en pleine réorganisation. Dans le cadre de la fusion Rhône-Poulenc-Hoechst dans les sciences de la vie, donnant naissance à Aventis, les deux partenaires se sont engagés, le 30 novembre, à céder leurs activités autres que dans la santé. Le groupe français va vendre sa participation de 68 % dans Rhodia, et l'allemand celle de 45 % qu'il détient dans Clariant. A la mi-novembre, préparant son mariage avec le suédois Astra révéla le 9 décembre, le groupe britannique Zeneca a entrepris la même démarche en confiant à la banque d'affaires JP Morgan le soin de vendre sa division de spécialités chimiques.

Les futures alliances devront résister à la « mergermania », maladie des fusions - en vogue à la Bourse. Portées par la vague de restructurations dans le pétrole, la pharmacie et la chimie, les investisseurs spéculent en permanence sur différentes combinaisons de partenariat. Cette pression pousse alors parfois au faux-pas, et à l'annonce prématurée d'un accord. La surprise pour Ciba-Clariant tient au fait que les groupes suisses, forts de leur culture du secret, avaient jusqu'à présent toujours résisté à ces pressions.

Dominique Gallios

Rumeurs de fusion entre Royal Dutch Shell et Chevron

LA FIÈVRE des fusions, dans le secteur pétrolier, chauffe les esprits des opérateurs boursiers. La simple évocation par un site Internet néerlandais du rachat du groupe américain Chevron par le groupe anglo-néerlandais Royal Dutch Shell a suffi, mercredi 9 décembre, à enflammer la Bourse. L'action Royal Dutch Shell a gagné 4,8 %, à 47,3 dollars, tandis que celle de Chevron a grimpé à 86,20 dollars (+4,53 %). Les investisseurs n'ont toutefois pas osé porter le titre jusqu'à 100 dollars, le prix de rachat évoqué sur Internet. A ce cours supposé, l'opération serait valorisée à 65 milliards de dollars (364 milliards de francs), un montant intermédiaire entre le rachat de Mobil par Exxon (79 milliards de dollars, annoncé le 1^{er} décembre 1998) et celui d'Amoco par British Petroleum (48,2 milliards, annoncé en août 1998).

PURE SPÉCULATION ?

Prudents, Chevron et Royal Dutch n'ont ni démenti ni confirmé l'opération. Le porte-parole de Royal Dutch, Reinier Treur, a qualifié cette rumeur de « pure spéculation », ajoutant que « dans notre secteur, bon nombre de fusions ou de projets de fusions ont été annoncés ces derniers temps. Toutefois, vous pouvez vous demander si une fusion est le meilleur moyen pour la compagnie d'atteindre ses objectifs comme l'amélioration de la rentabilité et de la valorisation de l'investissement de l'actionnaire ».

Les conditions de l'amélioration de la rentabilité du groupe seront précisément au cœur de l'intervention que doit faire Mark Moody-Stuart, président de Royal Dutch Shell, lundi 14 décembre, devant la communauté financière à Londres. Si l'opération devait être confirmée, Royal Dutch Shell rivaliserait de nouveau avec Exxon Mobil tant en terme de chiffre d'affaires (168 milliards de dollars contre 182 milliards) qu'en terme de réserves d'hydrocarbures (23,7 milliards de barils contre 21 milliards).

E. R. (avec AFP et Bloomberg)

le nouvel

Observateur

LE CADEAU DE NOËL DE LE PEN

MASSACRE AU FN

COMMENT L'AMÉRIQUE NOUS ESPIONNE

Secrets d'Etat ou conversations privées, tout est intercepté

Fax 998 F TTC
Chez Duriez

Fax papier thermique à partir de 998 F TTC (827,53 F HT).
Fax papier ordinaire à partir de 1790 F TTC (1484,25 F HT).
Fax laser 4980 F TTC (4129,35 F HT).

Duriez, 3 rue La Boétie 75008
112 bd Saint-Germain 75006

Le CSA bute sur la réforme des quotas de chansons françaises

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel et les professionnels ne parviennent pas à s'entendre sur la modification du système actuel, qui impose 40 % de programmes francophones aux radios et dont l'application est difficile

NI CRISE NI CONSENSUS : la consultation menée par le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), sur les quotas de chansons françaises dans les radios, est loin d'avoir abouti.

Deux ans après la mise en place de ce système, qui fait obligation aux radios d'inclure dans leurs programmes 40 % de chansons nationales, dont la moitié de nouveaux talents, et de nouvelles productions, entre 6 h 30 et 22 h 30, les différents acteurs (radios, producteurs de disques, auteurs-compositeurs) ne sont pas d'accord sur la manière de le réformer.

Pourtant son application ne satisfait personne. Il est vrai que l'imprécision de la loi sur certaines définitions et l'absence d'un barème de sanctions la rend particulièrement difficile. « En ce qui concerne les sanctions, le CSA a le choix entre les chatouilles et la bombe atomique », constate Pierre Bellanger, PDG de Skyrock. C'est cette dernière arme que le CSA a utilisée, en octobre, contre la radio Vibration, qui a

écopé de vingt-quatre heures de suspension pour non-respect des quotas. A la suite de cet événement qui avait troublé le Landerneau radiophonique, Catherine Trautmann, ministre de la culture et de la communication, avait demandé au CSA de faire des propositions en vue de modifier l'arrêté de 1994, voté en catastrophe et en annexe de la loi de 1994 sur l'audiovisuel et qui prévoit ces quotas.

Pour servir de base aux discussions avec les différents acteurs, Philippe Labarde, membre du CSA, a imaginé un nouveau système, qui permettrait aux radios de choisir entre trois types de conventions : les quotas actuels, plutôt pour les généralistes ; un programme avec 50 % de musique française dont 15 % de jeunes artistes, pour les radios « gold » (qui diffusent des grands succès) ; et un troisième avec 30 % de chansons francophones, dont 20 % de nouveaux talents, plutôt destiné aux radios jeunes.

Même s'ils sont plutôt hostiles au principe des quotas, les res-

ponsables des radios savent qu'il est impossible de revenir dessus, et ils voient dans les propositions du CSA une manière d'échapper à ce qu'ils considèrent comme un carcan. Au-delà du discours sur le frein à leur liberté de création, les radios reprochent aux quotas de leur empêcher de différencier leurs programmes autant qu'ils le souhaitent. « Les radios ont des spécificités. Il faut disposer de plus de liberté pour faire des formats différents », plaide Frédéric Schilling, directeur général d'Europe 2. Difficile, en effet, de faire une « radio de mémoire », comme Nostalgie avec l'obligation de diffuser une part importante de nouveaux talents.

ZONES DE TOLÉRANCE

Les producteurs de disques et les auteurs-compositeurs sont, eux, assez rétifs à une modification de la loi. « Une fois qu'un train est lancé, on ne revient pas en arrière », estime Hervé Rony, directeur général du Syndicat national de l'édition phonographique (SNEP). Les études faites

par cet organisme viennent en appui de son discours : « Les réseaux destinés aux jeunes ont diffusé, en 1997, 29,4 % de nouveaux talents, contre 27,7 % en 1996 et 16,3 % en 1995. La vente de CD singles a été multipliée par 3,6 % entre 1994 et 1997. » Et, le SNEP argue des « zones de tolérance » qui existent pour ne pas toucher au système actuel. « On n'a jamais embêté Radio Latina sur ses programmes », commente M. Rony.

Si les différents acteurs ont des difficultés à se mettre d'accord sur les pourcentages, il semble qu'ils ont avancé sur les définitions des « nouvelles productions » et des « nouveaux talents ». Une nouvelle production pourrait être un enregistrement ayant fait l'objet d'une première commercialisation depuis moins de six mois. Quant aux nouveaux talents, il s'agirait de tout artiste ou groupe d'artistes qui n'a pas obtenu deux albums disque d'or, sans qu'il y ait, comme auparavant, une limite dans le temps.

Reste le système de contrôle.

Actuellement le CSA utilise les mesures réalisées par Ipsos, depuis 1994. « Elles portent sur 35 à 40 stations qui représentent 95 % de l'audience radio en France. A l'intérieur de ce panel, le CSA choisit les radios qui l'intéressent », explique Sophie Martin, directrice chez Ipsos. Les responsables des radios réclament une plus grande transparence et le CSA veut davantage de moyens financiers pour l'améliorer.

Après ces multiples consultations, le CSA doit définir les propositions qu'il fera à la ministre. Soit il se contente d'une sorte d'état des lieux, à charge pour le pouvoir de prendre une décision ; soit il prend le risque d'indisposer certains des acteurs. En tout état de cause, cette réforme, qui devait se faire dans le cadre du projet de loi sur l'audiovisuel, est de fait reportée. En attendant, le CSA devra continuer de faire appliquer la loi sur l'audiovisuel avec toutes les imprécisions qu'il comporte.

Françoise Chirot

Mise en examen d'un « corbeau » à France 3 Nantes

UN JOURNALISTE dépendant du Centre d'actualités télévisées de France 3 à Nantes, Joël Bonnemaison, a été mis en examen, vendredi 4 décembre, pour diffamation et insultes publiques. Il a avoué être l'auteur d'une lettre anonyme mettant en cause le rédacteur en chef de la station, Yvon Emmanuel, indiquant *Libération* du 10 décembre. M. Bonnemaison, détaché en Vendée, accusait son supérieur hiérarchique d'être un « dévoyé » et un « bouffon vernal » et d'avoir produit « des casseroles publicitaires grossièrement rétribuées ».

La direction de France 3 Ouest a pris des mesures conservatoires à son encontre, en le mettant en congé pour deux mois. Ancien adhérent de Force ouvrière, militant dans sa frange trotskyste lambertiste, Joël Bonnemaison a rallié le Front national dont il fut élu local dans les années 80.

DÉPÊCHES

■ **PRESSE** : le groupe canadien *Quebecor* devrait acquérir le deuxième éditeur de presse Sun Media, après avoir déposé une offre de reprise de 983 millions de dollars canadiens (environ 3,5 milliards de francs). Les dirigeants et les détenteurs de 34 % des actions de Sun Media soutiennent l'offre du groupe québécois, qui s'oppose à l'OPA hostile de Torstar, propriétaire du premier quotidien canadien *The Toronto Star* (*Le Monde* du 3 novembre). — (Bloomberg).

■ **CABLE** : six chaînes thématiques de télévision par satellite (TPS) seront reprises le 17 décembre par NC Numéricable, réseau câblé contrôlé par Canal Plus. Il s'agit de Téva, Histoire, Festival, Mezzo, Fun TV et Club Téléchat. M6 Musique, autre chaîne de TPS, devrait les rejoindre après son conventionnement par le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA).

■ **PUBLICITÉ** : le fabricant de stylos, briquets et rasoirs jetables Bic change d'agence et a choisi le réseau TBWA (groupe Omnicom) pour gérer la communication de sa marque, qui représente un investissement au plan mondial de 250 millions de francs par an. Bic unifie pour la première fois sa stratégie : celle-ci était auparavant distribuée par zones géographiques. En Europe, l'agence qui s'occupait du budget était Hémisphère Droit (groupe Euro RSCG).

Nicole Cabret

Des lecteurs mobilisés depuis vingt-cinq ans pour le pluralisme de la presse à Grenoble

GRENOBLE

de notre correspondante Agitateuse d'idées ? Trublion provincial du prêt-à-penser ? Interpeller la presse (ILP) est un peu les deux. Depuis plus de vingt-cinq ans, cette association d'usagers de l'information, dont le quatorzième forum a eu lieu fin novembre à Grenoble, ferraillait contre le monopole de la presse. Créée à l'époque

d'Hubert Dubedout, quand Grenoble faisait figure de ville-test de la presse moderne, elle a livré son premier combat dans les années 70. La radio et la télévision étaient alors « aux ordres », et *Le Dauphiné libéré*, à la suite d'accords passés avec le Progrès de Lyon, régnait en maître sur quinze départements. Les fondateurs d'ILP — des étudiants et des enseignants de l'Institut d'études politiques, épaulés par des universitaires et des acteurs culturels, tous taxés de « gauchistes » — tentent d'organiser un nouveau système de collecte et de diffusion de l'information, non publiée ou tronquée par le quotidien local.

La mobilisation dure quelques années puis, faute de combattants, l'association se met en sommeil avant de reprendre l'offensive en 1983, après le rachat du *Dauphiné libéré* par le groupe Hérault, puis l'élection d'Alain Carignon, déjà maire de Grenoble, à la présidence du conseil général de l'Isère. En quelques semaines, ILP remobilise ses troupes et gagne des adhérents. « C'était moins une réaction politique qu'une démarche citoyenne contre des pratiques hégémoniques », analyse M. Philippe Galliard, membre fondateur.

PARISIENNISE

Trois ans plus tard, la situation se crispe encore avec le rachat du Progrès par Robert Hersant. ILP intente une action en justice et lance une vaste souscription régionale pour faire racheter *Le Progrès* par des lecteurs. A son initiative, est créée l'Union Rhône-Alpes pour le pluralisme de la presse, avec des projets de sections locales. Mais, la greffe ne prendra jamais ailleurs qu'à Grenoble. « Cela tient à la culture syndicale chrétienne de gauche de la ville », estime M. Galliard.

La période post-Carignon aurait pu pourtant lui être fatale. « ILP a été, dans ces années, un îlot où s'est préparé l'avenir », souligne l'actuel président, Fernand Garnier, élu alors que le maire de la ville était aussi ministre de la communication. Aujourd'hui, le conseil d'administration de l'association ressemble à s'y méprendre à celui de Go citoyenneté, l'une des composantes de la majorité municipale de Michel Destot (PS). « Cela n'obéit pas à une stratégie, plutôt à une logique de pratique citoyenne », rétorque Philippe Galliard, qui reconnaît que cela « fragilise l'association ».

Le paysage médiatique a évolué, de la pénurie à la surabondance. « L'intérêt des gens porte désormais plutôt sur les phénomènes de production de l'information que sur l'information locale », souligne Pierre Frappat, enseignant à l'Institut de la communication et des médias (ICM, université Stendhal). Jadis cible privilégiée, *Le Dauphiné libéré*

est aujourd'hui à peine cité dans les débats qui tournent davantage autour — comme cela fut le cas cette année, en partenariat avec *Le Monde diplomatique* — de la « mondialisation » et de la « pensée unique ». Cela a le don d'agacer les journalistes de la place, qui reprochent à ILP de verser dans le parisianisme et les effets de mode et d'être de plus en plus « déconnectée par rapport à la réalité de la presse régionale ».

Même si les forums ont perdu en insolence, chaque édition déplace deux cents à trois cents personnes, mélange d'étudiants et de gens bien-mis réunis par le même souci d'exigence et de curiosité, pour entendre parler de sujets aussi peu spectaculaires, que « le courage d'informer », « l'information et la justice », ou, cette année, « le défi de l'information et les dérives des médias ».

L'exemple canadien

Le système des quotas, institué au Canada depuis les années 70, s'applique aux médias anglophones et francophones. Et il est en passe de devenir plus contraignant dans ce pays qui cherche, plus que d'autres, à se protéger de l'influence culturelle de son voisin américain.

La loi sur la radiodiffusion, qui présente la radio comme « un service public essentiel pour le maintien et la valorisation de l'identité nationale et de la souveraineté culturelle », stipule que les radios canadiennes doivent diffuser 30 % de « musique vocale » nationale. Cette obligation devrait passer à 35 %. Les radios non anglophones, elles, sont soumises à un quota de 65 %, qui va être porté à 75 %. C'est le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC), qui veille à l'application de ces principes lorsqu'il attribue les licences d'exploitation des fréquences.

ILP Analyse d'un mouvement de fond



Arts de la scène

Côté cours, côté gradins
Ariane Mnouchkine, avec de la rédaction



La technologie bouleverse l'art

Lycées :

Retour sur un mouvement de fond

- Les lycéens sont descendus dans la rue : que nous ont-ils dit ?

Dossier :

Arts de la scène
Côté cours, côté gradins

Ariane Mnouchkine, invitée de la rédaction

- Quels sont les ressorts de la passion de la scène ? ● Entretien exclusif entre Claude Allègre, Catherine Trautmann, Jean-Claude Carrière et Marion Ferry, professeur : à quoi servent les arts dans l'éducation ?

Culture :

- Le nouvel âge d'un nouvel art : l'art technologique ● Goncourt des lycéens : Luc Lang, le prof élu par les lycéens.

fnac

VOUS AVEZ UN MOIS POUR RÉFLÉCHIR

arte

sacd

Société des Auteurs
et Compositeurs Dramatiques

Les Assises de l'audiovisuel public, organisées à l'initiative de la SACD, qui devaient se tenir le lundi 14 décembre 1998 au Théâtre du Rond-Point sont reportées, le projet de loi audiovisuel ayant été ajourné.

Nous vous tiendrons informés en temps voulu de la date des prochaines Assises.

11 bis, rue Ballu,
75442 Paris Cedex 09
Tél. : 01.40.23.45.11

صكنا من الأصل

TABLEAU DE BORD

LE MONDE / VENDREDI 11 DÉCEMBRE 1998 / 21

AFFAIRES

INDUSTRIE

● **SIEMENS** : le groupe allemand et l'américain 3Com ont créé, mercredi 9 décembre, une société commune (50/50) pour développer des équipements permettant aux entreprises d'échanger voix, données et vidéo sur leurs réseaux.

● **NORTEL NETWORKS** : le groupe canadien a annoncé mercredi l'achat pour 300 millions de dollars (1,68 milliard de francs) de Cambrian Systems, société canadienne de technologie Internet.

● **BULL** : le groupe français d'informatique a signé avec les syndicats CFDT, CGC et UNSA « une lettre d'intention fixant la méthode et le cadre des négociations sur l'aménagement-réduction du temps de travail », suite à la loi sur les 35 heures.

● **CHAMPAGNE** : Boizel Champagne rachète la maison Bonnet, produisant un million de bouteilles par an. Cette acquisition prépare le boom de la consommation attendu pour l'an 2000.

● **AIRBUS** : la compagnie américaine TWA a partagé une commande de 250 avions de 100 places (125 fermes et 125 options) entre les deux rivaux Boeing (B-717) et Airbus (A-318).

● **BOMBARDIER** : le groupe canadien a remporté son plus gros contrat pour du matériel ferroviaire (9,8 milliards de francs) auprès de la compagnie britannique Virgin Rail.

● **ENI** : le groupe pétrolier italien a été élu par l'Etat italien ne peut être une proie pour une grande compagnie étrangère, a assuré le ministre italien de l'Industrie, Pierluigi Bersani, dans un entretien au magazine *Liberal*.

SERVICES

● **35 HEURES** : la CFDT a annoncé mercredi qu'elle refusait de signer le projet d'accord de la grande distribution (450 000 salariés) soumis à signature jusqu'au 16 décembre. Elle emboîte le pas à la CGT.

● **AIR FRANCE** : le décret autorisant l'ouverture du capital de la compagnie publique est paru mercredi au *Journal officiel*. L'Etat restera actionnaire majoritaire.

● **ÉLECTRICITÉ** : les organisations professionnelles de travaux et d'ingénierie ont dénoncé mercredi le projet de loi sur l'ouverture du marché de l'électricité et estiment que le maintien de la position dominante d'EDF en France constitue une menace pour leur métier de base.

● **DEUTSCHE POST** : la poste allemande va lancer une OPA amicale sur la totalité du transporteur suisse Danzas, ont annoncé jeudi les deux compagnies. La Deutsche Post veut faire de Danzas sa base logistique.

FINANCE

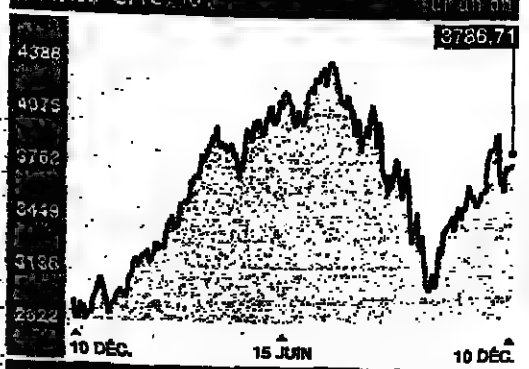
● **LTCM** : le prince et milliardaire saoudien Al-Waleed Ben Talal Ben Abdel Aziz souhaiterait investir dans le fonds spéculatif Long Term Capital Management, sauvé de la faillite en septembre, selon le *Wall Street Journal*.

● **CITICORP** : le groupe bancaire né du rapprochement Citicorp-Travelers envisage de céder Phibro, sa filiale de négoce international, selon *La Tribune* du 10 décembre. La loi américaine interdit aux banques de poursuivre des activités annexes.

● **IRISH LIFE** : la compagnie d'assurance-vie irlandaise et la banque Irish Permanent ont annoncé mercredi leur fusion pour créer le troisième groupe financier du pays.

★ Cotation, graphiques et indices en temps réel sur le site Web du « Monde » : www.lemonde.fr/bourse

PARIS CAC 40



Indice boursiers

Europe 12h30	Cours	Var. %	Var. %
PARIS CAC 40	3786,74	0,27	28,27
SBF 120	324,53	0,32	24,53
SBF 250	22,36	0,79	22,36
SECOND MAR.	1,32	0,48	1,32
MIDCAP	1,29	0,38	1,29
LONDRES FT100	10,21	0,17	10,21
AMSTERDAM ASE	19,76	0,20	19,76
BRUXELLES BEL	16,85	0,23	16,85
FRANFORT D10	10,15	0,37	10,15
MADRID IBEX35	31,95	0,24	31,95
MILAN MIB30	30,56	1,04	30,56
SUISSE SM1	8,90	0,13	8,90
STOCK 65	1,28	0,05	1,28
EURO STOXX 30	1,06	0,46	1,06
STOCK 50	0,23	0,10	0,23
EURO STOXX 50	0,56	0,12	0,56

Principaux écarts au règlement mensuel

Hausses	Cours	Var. %	Var. %
VA BANQUE	114,00	+8,88	+10,38
THOMSON-CSF	72	+6,17	—
CNP ASSURANCE	330,50	+4,87	+15,82
LAGARDERE	1102	+4,14	+17,91
CATONAMA PUB.	530	+3,80	+28,14
INMEL	124,90	+3,91	+16,18
FINETEL	34	+3,88	+13,82
REXEL	116	+3,47	+13,86
GRIZZARD	56	+3,27	+11,79
Baisse	Cours	Var. %	Var. %
JEAN LESÉVRE	500	-5,82	-48,87
ALSTOM	520	-5,30	—
NORDON (INT)	462,79	-4,88	+15,67
DMC (DOLLUS)	87	-4,68	-37,38
PLASTIC OMNI	474	-4,43	-40,90
HANAS ADVERT	109,20	-4,38	+18,23
GRANDVISION	109,20	-4,38	-37,51
WORMS (ELSON)	84,22	-4,31	—
BAZAR HOT. VI	740,2	-4,23	+25,16
RHODIA	78,82	-4,14	—

LES PLACES BORSIÈRES

PARIS

LA BOURSE DE PARIS était irrégulière à la mi-séance, jeudi 10 décembre, au gré des fluctuations du dollar. Orienté à la baisse à l'ouverture du marché du fait de la chute de la devise américaine sous le niveau de 5,57 francs et dans le sillage des principales places boursières, l'indice CAC 40 se ressaisissait en fin de matinée et progressait même de 0,18 % à 3 786,74 points avec la remontée du billet vert. La rupture du projet de fusion entre les groupes suisses Ciba et Clariant nourrissait de multiples rumeurs de restructurations dans l'industrie pharmaceutique, profitant au titre Rhodia (+4,5 %). Parmi les valeurs bancaires, les titres Crédit lyonnais (+8,5 %) et BNP (+2,3 %) s'inscrivaient en nette progression. Face au scepticisme suscité par son plan de restructuration, l'action SEB cédait 4,8 %, tandis que le titre Moulinex s'appréciait de 5,5 %. Le titre Alcatel reculait de 2,8 %.

FRANCFORT

LA BOURSE de Francfort a ouvert en très légère hausse, jeudi 10 décembre, l'indice DAX progressant de 0,09 % à 4 680,63 points, en dépit de la publication d'un chiffre de ventes au détail en baisse de 2,1 %, sur un an, en octobre. La veille, l'indice DAX, atteint par l'effritement du dollar face au mark, avait terminé en repli de 0,67 % à 4 676,57 points.

LONDRES

L'INDICE FT 100 de la Bourse de Londres a clôturé en progression de 0,95 % à 5 669,19 points, mercredi 9 décembre. Les opérateurs ont semblé confiants quant à l'éventualité d'une baisse des taux, jeudi, par la Banque d'Angleterre. L'annonce de la fusion entre Zeneca (+7,5 %) et le suédois Astra a profité aux valeurs pharmaceutiques SmithKline-Beecham (+4,3 %) et Glaxo-Wellcome (+1 %).

TOKYO

APRÈS un début de semaine en fanfare, la Bourse de Tokyo a subi des prises de bénéfices, jeudi 9 décembre, cédant 0,8 % à la clôture. L'indice a terminé sous la barre symbolique des 15 000 points, à 14 807,8 points.

NEW YORK

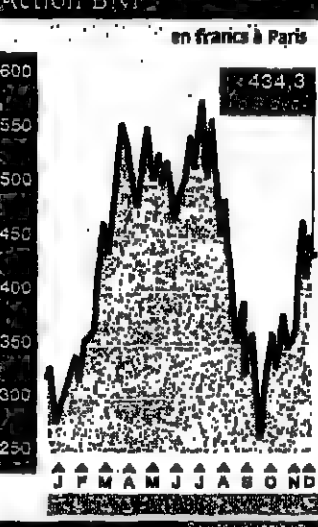
L'INDICE Dow Jones de la Bourse de New York s'est inscrit en légère baisse de 0,21 % à 9 009,19 points, à l'issue de la séance du mercredi 9 décembre. La rumeur du possible rachat de Chevron par le groupe anglo-néerlandais Royal Dutch Shell a fait gagner 4,4 % au pétrolier américain. L'annonce du rachat de Global Network, filiale d'IBM, par AT&T a permis au géant des télécommunications de s'apprécier de 6,07 %. En revanche, Procter & Gamble (-3 %), JP Morgan (-2,3 %) et Coca Cola (-2,2 %) ont pesé sur la tendance.

Valeur du jour : prévisions optimistes pour la BNP

TROIS SEMAINES après la publication par la Société générale d'un communiqué sur ses résultats pour le troisième trimestre, la BNP a fait savoir, mercredi 9 décembre, que son bénéfice net consolidé part du groupe devait s'inscrire en 1998 en nette hausse par rapport à l'exercice précédent. En 1997, la BNP avait dépassé les prévisions les plus optimistes en affichant un bénéfice net de près de 5,96 milliards de francs, en hausse de 24,7 % par rapport à 1996. Au premier semestre de 1998, la banque avait dégagé un bénéfice net part du groupe en hausse de 24,7 % à 3,78 milliards, et des provisions de 2,4 milliards avaient été affectées pour couvrir les engagements de la banque en Asie et sur les pays émergents. La banque n'a en revanche donné aucune précision, mercredi, sur d'éventuelles provisions supplémentaires sur le second semestre.

Explication de cette bonne tenue du résultat : chacun des trois grands pôles du groupe « devrait atteindre le résultat brut d'exploitation (RBE) que lui assignait le budget pour 1998 », indique le communiqué. Même le pôle grandes clientèles et marchés devrait se situer « au niveau de l'objectif prévu par le budget de 98 (...) en dépit des turbulences survenues sur les marchés internationaux de capitaux au deuxième semestre

Action BNP



et compte tenu des excellentes performances enregistrées dans la première moitié de l'année ». Le pôle banque de proximité hors d'Europe « continue à connaître une croissance régulière de ses résultats ». Enfin, la banque domestique en France « confirme les évolutions favorables enregistrées au premier semestre », poursuit l'établissement.

A l'inverse de nombreuses autres institutions, étrangères ou françaises, la BNP a bien traversé cette passe difficile. Pour mémoire, la Société générale avait annoncé le 19 novembre un mauvais troisième trimestre pour son pôle « international et finance », et un RBE en progression de 1,2 %, à 11,6 milliards sur les neuf premiers mois de l'année. La Société générale est la seule parmi les banques françaises, avec le Crédit Lyonnais, à publier des résultats trimestriels, ce qui ne fait pas la BNP. Les prévisions de résultats optimistes annoncées mercredi devraient contribuer à accélérer la remontée du titre BNP. Après avoir été très affecté, durant l'été, par la crise financière, comme les autres valeurs bancaires, celui-ci a regagné 65 % depuis son plancher atteint début octobre. L'action a terminé la séance de mercredi en repli de 0,16 % à 434,30 francs.

Pascal Santil

ÉCONOMIE

La facture pétrolière en baisse de 30 milliards de francs

LA FRANCE enregistrera en 1998 une baisse de 30 milliards de francs de sa facture pétrolière du fait de la baisse des prix du brut, mais la crise asiatique lui coûtera environ 10 % d'excédent de son commerce extérieur, soit 15 milliards de francs, a annoncé Jacques Dondoux, secrétaire d'Etat au commerce extérieur, mercredi 9 décembre. Selon M. Dondoux, la crise asiatique aura par ailleurs un impact négatif de 0,4 point de croissance. Il a recommandé aux patrons de PME d'explorer prioritairement l'Europe, l'Amérique du Nord et l'Amérique du Sud pour leurs exportations en 1999. « Nous entrons dans une zone difficile », a-t-il prévenu en demandant aux exportateurs de « se remuer ».

■ **Martine Aubry**, ministre de l'Emploi et de la solidarité, a indiqué mercredi à l'Assemblée nationale que le gouvernement travaille « sur la revalorisation des minima sociaux », et qu'il négocie avec les partenaires sociaux « pour accroître l'indemnisation des chômeurs ».

■ **ALLEMAGNE** : le projet de budget fédéral 1999 présentera un trou de 10 milliards de marks (33,5 milliards de francs), a indiqué mercredi une porte-parole du ministère des Finances, Maria Heider.

■ **ITALIE** : le déficit du budget de l'Etat italien ne dépassera pas 2,6 % du produit intérieur brut (PIB) en 1998, comme prévu, a indiqué mercredi à Rome le comptable général de l'Etat, Andrea Monorchio.

■ **Le gouvernement italien** a reçu mercredi les représentants des petites et moyennes entreprises, début d'une série de consultations avec les partenaires sociaux afin d'élaborer un « pacte social » en Italie.

■ **La France et l'Italie** ont décidé de proposer à des boursiers italiens et français de participer à des cycles de formations économiques et commerciales avec des séjours en entreprise, ont annoncé mercredi les ministres italien et français du commerce extérieur Piero Fassino et Jacques Dondoux.

■ **PORTUGAL** : le nombre de chômeurs inscrits dans les centres pour l'emploi au Portugal était de 389 851 à fin novembre, soit une baisse de 8,1 % par rapport à novembre 1997, selon les chiffres de l'Institut portugais de l'emploi et de la formation professionnelle (IEFP) diffusés mercredi.

■ **ÉTATS-UNIS** : l'expansion s'est poursuivie aux Etats-Unis en novembre malgré une contraction des activités des industries exportatrices, selon le dernier rapport de la Réserve fédérale (livre beige) publié mercredi. Les dépenses de consommation ont continué à augmenter pendant cette période, mais plusieurs régions ont noté un niveau de dépenses plus faibles qu'attendu.

■ **Le déficit de la balance des comptes courants** aux Etats-Unis s'est creusé au troisième trimestre à un montant record de 61,3 milliards de dollars contre 56,7 milliards de dollars au 2^e trimestre, a annoncé mercredi le département américain du Commerce.

■ **VENEZUELA** : le président élu du Venezuela Hugo Chavez a annoncé mercredi qu'il allait officiellement demander jeudi au Fonds monétaire international la restructuration de la dette extérieure du pays.

■ **RUSSIE** : la Russie devra attendre l'an 2000 pour voir s'améliorer les rentrées fiscales, dont la faiblesse est à l'origine de la crise actuelle, a averti mercredi le chef des services fiscaux Gueorgui Boos.

■ **UKRAINE** : le président ukrainien Léonid Kouchma s'est déclaré mercredi prêt à abandonner le corridor de fluctuation de la monnaie nationale, la hryvnia, et à la laisser flotter, a rapporté l'agence Interfax.

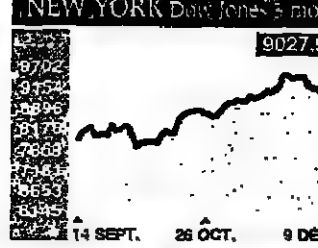
Indice boursiers

Europe 12h30	Cours	Var. %	Var. %
PARIS CAC 40	3786,74	0,27	28,27
SBF 120	324,53	0,32	24,53
SBF 250	22,36	0,79	22,36
SECOND MAR.	1,32	0,48	1,32
MIDCAP	1,29	0,38	1,29
LONDRES FT100	10,21	0,17	10,21
AMSTERDAM ASE	19,76	0,20	19,76
BRUXELLES BEL	16,85	0,23	16,85
FRANFORT D10	10,15	0,37	10,15
MADRID IBEX35	31,95	0,24	31,95
MILAN MIB30	30,56	1,04	30,56
SUISSE SM1	8,90	0,13	8,90
STOCK 65	1,28	0,05	1,28
EURO STOXX 30	1,06	0,46	1,06
STOCK 50	0,23	0,10	0,23
EURO STOXX 50	0,56	0,12	0,56

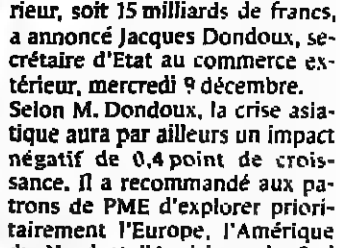
Indice boursiers

Monde	Cours	Var. %	Var. %
NEW YORK DJ	9009,19	-0,21	14,16
SP 500	2453	-0,28	21,74
NASDAQ	2957	-0,29	29,57
BUENOS AIRES ML	—	—	—
JOHANNESBURG	—	-0,78	-21,11
MEXICO BOLSA	—	-0,58	-34,33
SANTO DOMINGO	—	—	—
SÃO PAULO BOV	—	—	—
TORONTO PSE 1	—	—	—
ASIE 16h15	—	—	—
BANGKOK SET	337	0,42	—
HONGKONG H.	10,10	-0,37	—
SEOUL	340	-0,51	—
SINGAPOUR ST.	229	-0,76	—
SYDNEY ALL O	5,10	0,84	-2,14
TOKYO NIKKEI	—	—	—

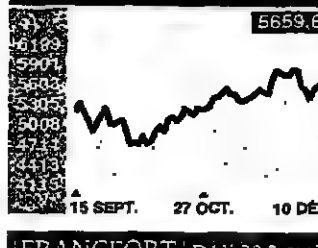
PARIS SBF 250



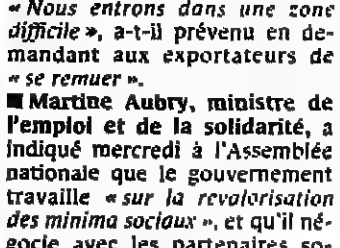
NEW YORK Dow Jones 3 mois



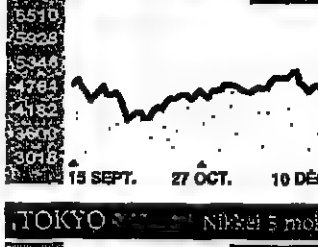
LONDRES FT100 3 mois



FRANCFORT DAX 30 3 mois



TOKYO Nikkei 3 mois



Matières premières

En dollars	Cours	Var. %	Var. %
MÉTALUX (LONDRES)	—	—	—
CUVRE 3 MOIS	0,58	-0,16	—
ALUMINIUM 3 MOIS	0,81	0,28	—
PLOMB 3 MOIS	0,28	0,71	—
ETAIN 3 MOIS	0,34	0,34	—
NICKEL 3 MOIS	0,10	-0,14	—
MÉTALUX (NEW YORK)	—	—	—
ARGENT A TERME	0,10	-0,14	—
PLATINE A TERME	0,10	-0,14	—
GRAINES DENRÉES	—	—	—
BLÉ (CHICAGO)	-1,29	-0,08	—
MAÏS (CHICAGO)	-0,08	-0,74	—
SOJA CRU (CHICAGO)	-0,74	-0,01	—
SOJA TOURTEAU (CHICAGO)	-0,01	-2,34	—
SOFTS	—	—	—
CACAO (NEW YORK)	—	—	—
CAPR (LONDRES)	—	—	—
SUCRE BLANC (PARIS)	—	—	—

Pétrole

En dollars	Cours	Var. %	Var. %
BRENT (LONDRES)	0,30	—	—
WTI NEW YORK	1,28	—	—
LIGHT SWEET CRUDE	—	—	—

Or

En francs	Cours	Var. %	Var. %
OR FINE 1000 GR.	475	-0,37	—
OR FINE 1000 GR.	475	-0,37	—
ONCE D'OR LONDRES	475	-0,37	—
PIÈCE FRANCE 20 F.	1,129	-1,58	—
PIÈCE SUISSE 20 F.	1,129	-1,58	—
PIÈCE UNION LAT. 20 F.	1,129	-1,58	—
PIÈCE 20 DOLLARS US.	1,129	-1,58	—
PIÈCE 10 DOLLARS US.	1,129	-1,58	—
PIÈCE 50 PESOS MEX.	1,129	-1,58	—

TAUX

● **France** : le Matif était stable, jeudi 10 décembre, quelques minutes après le début des cotations. Le contrat notional, qui retrace l'évolution des emprunts d'Etat, perdait 1 centime à 112,43 points. Le rendement de l'OAT 10 ans s'établissait à 3,91 %. Mercredi 9 décembre, le taux des obligations françaises émises à 10 ans avait atteint un niveau plancher à 3,85 %. Certains observateurs n'hésitent plus à pronostiquer des rendements entre 3,75 % et 3,50 % d'ici six mois. Le mouvement de baisse des taux est favorisé par le transfert d'investissements du marché des actions vers les marchés obligataires. Les hésitations de la Bourse américaine incitent les opérateurs à la prudence.

● **Etats-Unis** : le taux de rendement des obligations à 30 ans a terminé, mercredi 9 décembre, à 4,96 % contre 4,99 % la veille en fin de journée. Les investisseurs se dégagent du marché d'actions pour se réfugier sur le marché obligataire.

Cours de change

10/12 12h30	Cours	Cours	Cours	Cours	Cours	Cours	Cours	Cours
FRANC	5,80	6,58	8,28	4,11	2,98	4,75	0,34	3,25
DM	1,66	1,96	2,76	1,23	0,89	0,14	0,89	0,30
LIRE (100)	1645,25	1942,30	2785,58	127,00	878,68	1389,80	—	990,25
YEN (100)	117,50	138,78	193,33	86,97	82,77	7,15	70,77	21,11
FLORIN	1,87	2,21	3,11	1,39	—	1,69	0,11	1,13
PR. S.	1,35	1,80	2,25	—	0,72	1,19	0,08	0,81
LIVRE	0,60	0,71	—	0,45	0,32	0,51	0,04	0,31
ECU	0,65	—	1,41	0,83	0,45	0,72	0,51	0,15
DOLLAR	—	1,18	1,88	0,74	0,53	0,85	0,08	0,60

Taux d'intérêt (%)

Taux 09/12	Taux 11	Taux 3 mois	Taux 6 mois	Taux 1 an	Taux 3 ans	Taux 5 ans	Taux 10 ans	Taux 30 ans
FRANCE	3,05	3,07	3,06	4,70	—	—	—	—
ALLEMAGNE	3,58	3,58	3,84	4,71	—	—	—	—
CDE-BRETAG.	3,50	3,50	4,32	4,57	—	—	—	—
ITALIE	3,50	3,50	4,02	4,97	—	—	—	—
JAPON	3,25	0,13	1,19	—	—	—	—	—
ÉTATS-UNIS	4,93	4,43	4,57	4,98	—	—	—	—
SUISSE	0,75	1,28	2,19	3,72	—	—	—	—
PAYS-BAS	3,55	3,25	3,82	4,72	—	—	—	—

Marché des changes

OURS 12h30	Volume 10/12	dernier prix	premier prix
Allemagne 3,5			
15 DECEMBRE 98.	32263	112,46	112,43
Box 3 mois			
15 DECEMBRE 98.	2185	98,70	98,70

Comment on fait pour aller sur la lune ?
 Qu'est-ce qui fait briller les étoiles ?
 Et Internet comment ça marche ?

Réponse : Tout simplement. En effet, la plus grande partie du réseau Internet fonctionne sur des solutions Compaq. 90 % des sites et moteurs de recherche Internet, dont AltaVista, utilisent des serveurs Alpha de Compaq. Les 3/4 des grands fournisseurs de services Internet ont adopté Compaq pour leurs offres d'hébergement basées sur Windows NT. **COMPAQ** Bref, l'Internet avec Compaq, c'est l'assurance d'une offre toujours plus performante et innovante. *à suivre...*

Better answers.*

www.compaq.fr

مكتبة الامارات

صحة من الأصل

FINANCES ET MARCHÉS

LE MONDE / VENDREDI 11 DÉCEMBRE 1998 / 23

RÈGLEMENT MENSUEL

JEUDI 10 DÉCEMBRE
Liquidation : 23 décembre
Taux de report : 3,63
Cours relevés à 12h30

PARIS
CAC 40 : +0,58%
7994,49

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Derniers, % Compens. (1). Rows include B.N.P. (T.P.), C.L. Lyonnais (T.P.), Renault (T.P.), etc.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Derniers, % Compens. (1). Rows include Agnès B., Air Liquide, Alcatel, Alstom, Altran Techno., etc.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Derniers, % Compens. (1). Rows include Agnès B., Air Liquide, Alcatel, Alstom, Altran Techno., etc.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Derniers, % Compens. (1). Rows include Agnès B., Air Liquide, Alcatel, Alstom, Altran Techno., etc.

COMPTANT

Une sélection Cours relevés à 12h30
JEUDI 10 DÉCEMBRE

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Derniers, % Compens. (1). Rows include Agnès B., Air Liquide, Alcatel, Alstom, Altran Techno., etc.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Derniers, % Compens. (1). Rows include Agnès B., Air Liquide, Alcatel, Alstom, Altran Techno., etc.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Derniers, % Compens. (1). Rows include Agnès B., Air Liquide, Alcatel, Alstom, Altran Techno., etc.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Derniers, % Compens. (1). Rows include Agnès B., Air Liquide, Alcatel, Alstom, Altran Techno., etc.

SICAV et FCP

Une sélection Cours de clôture le 9 décembre

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Derniers, % Compens. (1). Rows include Agnès B., Air Liquide, Alcatel, Alstom, Altran Techno., etc.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Derniers, % Compens. (1). Rows include Agnès B., Air Liquide, Alcatel, Alstom, Altran Techno., etc.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Derniers, % Compens. (1). Rows include Agnès B., Air Liquide, Alcatel, Alstom, Altran Techno., etc.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Derniers, % Compens. (1). Rows include Agnès B., Air Liquide, Alcatel, Alstom, Altran Techno., etc.

AUJOURD'HUI

LE MONDE / VENDREDI 11 DÉCEMBRE 1998

SPORTS Le Racing Club de Lens a été nettement battu (1-3), mercredi 9 décembre, au stade Félix-Bollaert, par le Dynamo Kiev (Ukraine), lors d'un match décisif pour la qualification en quarts de finale de la Ligue des champions. ● **CETTE DÉFAITE** prive la France, pour la première fois depuis la création de l'épreuve, d'un représentant à ce niveau de la

compétition. ● **L'EXPULSION** de Frédéric Dehu, le libero du RC Lens, dès la 6^e minute, a rendu impossible la mission des Nordistes. ● **LES BUTS** UKRAINIENS ont été inscrits par

Kakha Kaladze (60'), Vladislav Vatchouk (75'), Andreï Chevtchenko (85'), Vladimir Smicer (78') réduisant la marque sur coup franc pour Lens. ● **LA JUVENTUS** TURIN de Zinedine

Zidane et Didier Deschamps est parvenue à se qualifier in extremis grâce à sa victoire sur Rosenborg (2-0) et à celle de l'athlétique Bilbao sur Galatasaray Istanbul (1-0).

Pour le Racing Club de Lens, l'espoir n'aura duré que six minutes

Réduits à dix, après l'expulsion du défenseur Frédéric Dehu à la sixième minute, les Lensois n'auront pas rêvé longtemps face au Dynamo Kiev, vainqueur (3-1) au stade Félix-Bollaert. En Ligue des champions, pour la première fois, il n'y aura pas de club français en quarts de finale.

LENS

de notre envoyé spécial
D'Arras à Dunkerque, il faudra évaluer quelques tonneaux de bière avant que la frustration de cette défaite lensoise en



Ligue des champions s'apaise. Le Nord sait perdre en chantant, et, même en cas de déroute, le rire revient avant que la sainte mousse ait atteint le col de la première chope. Mais, là, il reste en travers de la gorge comme un goût de fiel qu'aucune gueuze ne saurait atténuer. Car Lens a été battu (1-3), mercredi 9 décembre, au stade Félix-Bollaert, sans la moindre lueur d'espoir.

Le suspense n'aura duré que cinq minutes. Les cinq premières. Puis l'arbitre slovaque, Lubos Michel, a désigné implicitement le nom du

vainqueur. En expulsant Frédéric Dehu dès la 6^e minute, il a réduit aux acquêts le patrimoine des Lensois dans la Ligue des champions. « Contre le Dynamo de Kiev, à dix contre onze, je ne dis pas que l'issue était connue d'avance », mais presque », analysait Daniel Leclercq, l'entraîneur des Artois. En effet, le reste de la partie ne se résuma qu'à une macabre interrogation : quand les Lensois allaient-ils plier ?

LA LETTRE ET L'ESPRIT

Dura lex, sed lex. Selon le règlement, la faute de Frédéric Dehu méritait un carton rouge. Dans la lettre, son tacle à retardement sur Andreï Chevtchenko, en position de dernier défenseur, était passible de l'expulsion. Mais, dans l'esprit, déséquilibrer aussi vite la rencontre revenait à la trahir.

Le respect de la loi exigeait la sévérité, la glorieuse incertitude du sport réclamait l'indulgence. Lubos

Michel y a sans doute pensé, une poignée de secondes. Il a hésité si longtemps qu'on crut bien Frédéric Dehu sauvé. Lubos Michel est un novice au visage de bébé Cadum. Il rêve sans doute d'une belle carrière dans l'élite européenne. Ne pas sortir de carton rouge, mercredi, lui aurait sans aucun doute valu une mauvaise note des superviseurs de l'Union européenne de football (UEFA). Comment pourrait-on lui en vouloir ?

On aurait simplement aimé connaître la réaction, en pareil cas, d'un Pierluigi Collina, cet arbitre italien célèbre pour sa calvitie et sa finesse de jugement, ou de quelque autre vieux sifflet à la sagacité reconnue. Ceux-là s'essayaient avant tout à laisser vivre une partie de football.

Daniel Leclercq le pense. « L'arbitre était un peu jeune : il manquait d'expérience pour arbitrer ce genre de match », affirmait le « druide » dé-

pit. Gervais Martel partageait son avis. « Il a manqué de bon sens », tempérait le président. Guillaume Warmuz, le gardien de but, se faisait plus polémique : « Si c'est la Juventus à Turin, il met un carton jaune, pas plus. »

« Ce match, on ne nous a pas laissés l'écrire », commentait joliment Tony Vairelles, injustement expulsé lors de la rencontre contre Arsenal, présent dans la tribune lensoise. Il n'en était qu'un pour comprendre le directeur du jeu slovaque : « J'ai fait un geste inexcusable : je me suis un peu coupable vis-à-vis des autres », estimait Frédéric Dehu, mortifié.

UNE LENTE AGONIE

Relégué devant un poste de télévision, dans la salle des kinésithérapeutes, le défenseur central a assisté à la lente agonie de son équipe. Lens a tenu une mi-temps devant des Ukrainiens qui n'aiment rien tant que les espaces. La combativité des

locaux, l'ubiquité d'un Michael Debevoise au milieu du terrain, mais également la maladresse des Ukrainiens retardèrent près d'une heure l'issue.

Mais chacun pressentait que cela ne pourrait durer éternellement. Kakha Kaladze (60'), Vladislav Vatchouk (75') et Andreï Chevtchenko (85') se jouèrent finalement d'une défense sur les rotules. Vladimir Smicer, d'un maître coup franc (78'), parvint à adoucir le calvaire.

Kiev tra donc en quarts de finale. Pour la première fois depuis 1992, la France n'aura aucun représentant au printemps en Ligue des champions. Lens n'a pourtant pas failli, auteur d'un début de parcours timide avant de révéler sa valeur face à Arsenal, sur la pelouse de Wembley, avec une victoire (1-0) qui restera dans la mémoire du club. Ce dernier combat avorté laissera pourtant un goût d'inachevé à la première aventure lensoise dans la reine des compétitions euro-

péennes. « Finalement, on ne saura jamais quelle était la meilleure équipe de ce groupe », résumait amèrement Daniel Leclercq. Il semble toutefois avéré qu'il s'agisse bien du Dynamo Kiev.

Même s'ils n'ont pas été honteux sur le terrain, les Lensois garderont certainement au fond d'eux-mêmes le sentiment que leur présence dans cette Ligue des champions n'était pas désirée et le sera de moins en moins. La légèreté avec laquelle a été traité le dossier Vairelles par la commission de discipline, la désignation pour un match capital d'un corps arbitral inexpérimenté démontrent que ce Lens-Kiev ne faisait pas partie des priorités de l'UEFA. A la fin de la rencontre, le message sans équivoque et plutôt fleurdi du public lensois à l'instance européenne disait assez que le mépris était réciproque.

Benoît Hopquin

Nouveau miracle à Turin

TURIN

de notre envoyé spécial
Les grandes équipes ne meurent jamais, dit-on. Mais elles connaissent toutes des cycles de réussite limités dans le temps.

Après le Real Madrid des années 50, l'Ajax Amsterdam dans les années 70, le Milan AC dans les années 80, la Juventus Turin a elle aussi marqué de son empreinte le football européen. Nommé à la tête du club piémontais le 1^{er} juillet 1994, Marcello Lippi a été le grand artisan de ce cycle victorieux qui a vu la « vieille dame » de Turin emporter trois titres de champion d'Italie, une Ligue des champions (dont elle a disputé trois finales en trois ans depuis 1996) et une Coupe intercontinentale.

Grâce au travail de Marcello Lippi et de son fidèle adjoint, le préparateur physique Giampiero Ventrone, la « vieille dame » ne vivait plus dans la nostalgie des années 80, les années Platini.

Mais après quatre ans et demi de succès, l'équipe semble proche de la fin du cycle. Depuis le début de la saison 1998-1999, rien ne va plus : mis en cause dans les affaires de dopage qui secouent le calcio, distancé en championnat, privé de son attaquant vedette Alessandro Del Piero - gravement blessé -, le club turinois vient de connaître quelques semaines délicate. Entre le 4 novembre et le 6 décembre, l'équipe des champions du monde Zinedine Zidane et Didier Deschamps n'a pas remporté une seule victoire, que ce soit en Ligue des champions, en Coupe d'Italie ou en championnat.

Même la Ligue des champions, compétition dans laquelle la Juventus a tant brillé ces dernières années, semblait dédaigner les joueurs au célèbre maillot rayé noir et blanc. Dans un groupe de qualification pourtant peu relevé, les Turinois n'avaient, jusqu'à ce 9 décembre, obtenu que cinq résultats nuls.

Pour se qualifier, les Turinois devaient obligatoirement battre les Norvégiens de Rosenborg et espérer que, dans le même temps, le club du Pays basque espagnol, l'Athletic Bilbao, entraîné par le Français Luis Fernandez, vienne à bout des Turcs du Galatasaray Istanbul.

Un scénario compliqué qui semblait étrangement à celui de l'an passé. Le 10 décembre 1997, la Juventus s'était qualifiée miraculeusement pour les quarts de finale de la Ligue des champions. Il lui fallait alors vaincre Manchester United - ce qui fut fait grâce à un but de Filippo Inzaghi - et espérer que les Grecs d'Olympiakos Le Pirée empêchent les Norvégiens de Rosenborg de l'emporter. Le score final de cette rencontre (1-1) permit à la Juve de s'en tirer in extremis. Avant de réaliser un beau parcours qui allait l'amener en finale.

VIVE LES BASQUES !

Un an plus tard, pour les Turinois, battre Rosenborg était indispensable, mais pas suffisant. Par une température glaciale et dans un stade Delle Alpi aux tribunes clairsemées, Filippo Inzaghi et Nicola Amoroso ont rassuré les courageux tifosi présents, inscrivant les deux buts de cette rencontre sans saveur. Pendant ce temps, les Basques l'emportaient (1-0) face à Galatasaray, permettant ainsi à la Juventus de se qualifier une fois de plus à l'arraché.

Cette qualification permet d'éviter pour l'instant la crise qui couve autour de cette Juve, que Marcello Lippi quittera à la fin de la saison pour aller entraîner l'Inter Milan ou la Lazio Rome. Mais le match le plus délicat à jouer pour le club turinois se déroulera sans doute face au juge Raffaele Guariniello, en charge des affaires de dopage, qui s'intéresse de plus en plus aux méthodes utilisées par l'équipe médicale du club turinois.

Alain Constant

Ligue des champions (dernière journée du 1^{er} tour)

Groupe A : FC Porto (Por.)-Ajax Amsterdam (Hol.) 3-0 ; Croatia Zagreb (Cro.)-Olympiakos Le Pirée (Grè.) 1-1.

Groupe B : Athletic Bilbao (Esp.)-Galatasaray Istanbul (Tur.) 1-0 ; Juventus Turin (Ita.)-Rosenborg (Norv.) 2-0.

Groupe C : Real Madrid (Esp.)-Sporting Moscou (Rus.) 2-1 ; Sturm Graz (Aut.)-Villarreal (Esp.) 2-2.

Groupe D : Borussia Dortmund (All.)-FC Barcelona (Esp.) 2-2 ; Manchester United (Ang.)-Bayern Munich (All.) 1-1.

Groupe E : FC Lens (Fra.)-Dynamo Kiev (Ukr.) 3-3 ; Panathinaïkos Athènes (Grè.)-Aston Villa (Ang.) 1-3.

Groupe F : Kaiserslautern (All.)-Heldelberg (All.) 1-2 ; PSV Eindhoven (Hol.)-Benfica Lisbonne (Por.) 2-2.

Les qualifiés : Olympiakos Le Pirée ; Juventus Turin ; Inter Milan ; Bayern Munich ; Dynamo Kiev ; Kaiserslautern ; FC Porto ; Manchester United.

Le groupe au sein duquel les Turinois ont été relégués à la dernière place, le groupe D, ne pourra s'affronter et ne pourra pas jouer de matchs aller et retour lors du match aller et que deux équipes du même groupe ne pourront s'affronter.

■ LOTO : résultats des tirages n° 98 effectués mercredi 9 décembre.

Premier tirage : 11, 12, 15, 29, 30, 34 ; numéro complémentaire : 5. Rapports pour 6 numéros : 2 166 210 F ; 5 numéros et le complémentaire : 56 170 F ; 5 numéros : 5 340 F ; 4 numéros et le complémentaire : 256 F ; 4 numéros : 128 F ; 3 numéros et le complémentaire : 28 F ; 3 numéros : 14 F.

Second tirage : 11, 16, 24, 26, 28, 34 ; numéro complémentaire : 3. Rapports pour 6 numéros : 13 843 555 F ; 5 numéros et le complémentaire : 84 130 F ; 5 numéros : 6 730 F ; 4 numéros et le complémentaire : 264 F ; 4 numéros : 132 F ; 3 numéros et le complémentaire : 28 F ; 3 numéros : 14 F.

MONTRES BOUCHERON...
VOTRE TEMPS EST PRÉCIEUX.

BOUCHERON
PARIS

BOUCHERON PARIS : 26 Place Vendôme - TS, Rue de la Harpe - Paris
POINTS DE VENTES SÉLECTIONNÉS - INFORMATIONS : 01.42.44.40.42

Le sport français
sur son attitude

Le sport français
sur son attitude

Le sport français
sur son attitude

Le sport français
sur son attitude

Le sport français
sur son attitude

Le sport français
sur son attitude

Le sport français
sur son attitude

Le sport français
sur son attitude

Le sport français
sur son attitude

Le sport français
sur son attitude

Le sport français
sur son attitude

Le sport français
sur son attitude

Le sport français
sur son attitude

Le sport français
sur son attitude

Le sport français
sur son attitude

Le sport français
sur son attitude

Le sport français
sur son attitude

Le sport français
sur son attitude

Le sport français
sur son attitude

Le sport français
sur son attitude

Le sport français
sur son attitude

Le sport français
sur son attitude

Le sport français
sur son attitude

Le sport français
sur son attitude

Le sport français
sur son attitude

Le sport français s'interroge sur son attitude sous Vichy

La ministre de la jeunesse et des sports demande à une commission, composée d'historiens et de personnalités sportives, d'étudier la période 1940-1944

POUR L'HEURE, il n'est pas question de repentance. Simple- ment de respecter le devoir de mémoire. Jeudi 10 décembre, à Paris, devait se tenir la première réunion de la commission d'étude sur la politique du sport pendant l'Occupation. L'idée avait été avancée par Marie-George Buffet, ministre de la jeunesse et des sports, au camp de Mérignac, près de Bordeaux, le 30 octobre 1997, lors d'un discours prononcé pendant le congrès de l'Union des étudiants juifs de France, peu avant l'ouverture du procès Papon.

La commission est composée de treize membres, essentiellement des historiens et des personnalités sportives, mais aussi d'anciens résistants. Parmi ces derniers, Maurice Herzog, alpiniste et commandant d'une unité de FTP pendant la guerre, ou Yves-Pierre Bouloungne, résistant et déporté, qui organisa des « jeux olympiques » clandestins au camp de transit de Compiègne avant d'être envoyé à Buchenwald. Ces hommes et ces femmes s'approprient à une longue plongée dans les archives et les souvenirs, les conclusions de leurs travaux n'étant guère prévues pour avant le début de l'an 2000.

L'investigation sera d'autant plus longue que le sport est resté un domaine déglissé par les mémorialistes. Les activités physiques apparaissent pendant l'Occupation comme des parenthèses joyeuses, donc a posteriori indécises. Ils ne faisaient l'objet que de bribes de souvenirs.

Dans le film *Le Chagrin et la Pitié* de Marcel Ophüls, entre deux témoignages poignants, le champion cycliste Raphaël Geminiani expliquait comment le peloton roulait galement en ce temps-là, sans regarder les bas-côtés. La sinistre chronique des camps relate sporadiquement les joutes sportives organisées entre déportés, pour la distraction de leurs surveillants. Mais tout cela ne laissait qu'un sentiment anecdotique.

DEVELOPPEMENT CONSIDÉRABLE

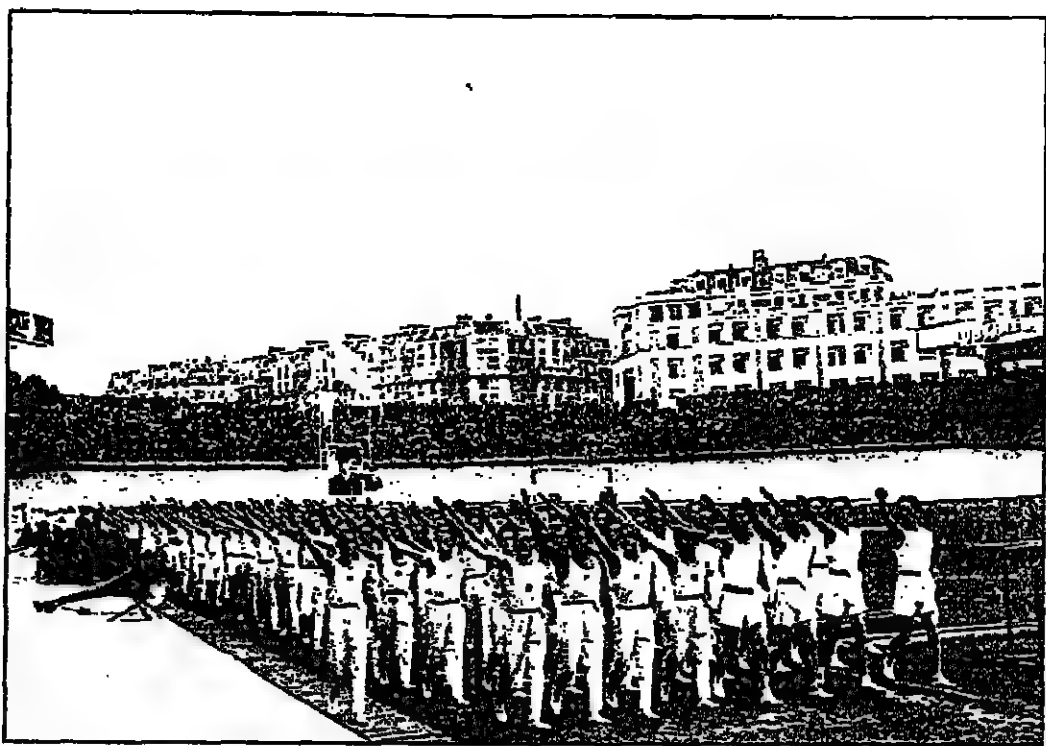
A tort, l'activité sportive a connu un développement considérable dans ses années troubles. Quelques rares ouvrages ont été publiés récemment sur la question, qui le démontrent, comme *Sport et éducation sous Vichy*, de Jean-Louis Gay-Lescot (éd. Presses universitaires de Lyon, 137 F). Malgré le rationnement alimentaire qui fragilisait les organismes, malgré la pénurie de matériel, les fédérations ont toutes connu une augmentation importante du nombre de leurs licenciés durant ces quatre années. Des disciplines – le judo, par exemple – ont pris leur essor à cette époque.

« La pratique du sport était une façon d'oublier le régime, de l'absorber du temps », explique Jean-Louis Gay-Lescot, directeur du service interuniversitaire des activités physiques et sportives à l'université Bordeaux-II. Avec toutes les précautions qui s'imposent, l'auteur voit dans l'instauration de la politique sportive de Vichy une résonance des initiatives du Front

populaire. « Même si les horizons politiques et sociaux assignés aux mesures prises en 1940 et 1941 diffèrent radicalement des buts poursuivis par Jean Zay et Léo Lagrange avant guerre, écrit-il, leurs programmes respectifs demeurent si étonnamment voisins qu'on peut parler de prolongement, voire de véritable filiation. »

La création de nombreuses institutions, encore actives – dont les centres régionaux d'éducation physique et sportive (Creps) –, date de cette période, mêmes si elles préfèrent parfois faire remonter, aujourd'hui, leur naissance à 1945... De la même manière, on pourra porter au crédit de Vichy le développement du sport féminin.

Mais Vichy ne va pas tarder à dévoyer les intentions du Front populaire et à utiliser la pratique



Défilé au Parc des Princes pendant la cérémonie du « serment de l'athlète », le 30 juin 1941.

sportive au service de sa propagande. « Les projets actuels visent à rendre à la race française santé, courage, discipline », écrivait le maréchal Pétain, le 15 août 1940, pour définir la mission d'un commissariat à l'éducation générale et sportive doté d'importants

moyens financiers. Les termes du « serment de l'athlète » (« le promets sur l'honneur de pratiquer le sport avec désintéressement, discipline et loyauté pour devenir meilleur et mieux servir ma patrie ») révèlent clairement la politique sportive de Vichy, en cet an I de l'Etat français.

Les deux commissaires, Jean Borotra de 1940 à 1942 et le colonel Joseph Pasquet de 1942 à 1944, vont s'attacher à organiser la pratique sportive pour la mettre au service – surtout après l'arrivée de Pasquet, désigné par Pierre Laval – de la politique collaborationniste et antisémite développée par Vichy. « Educateurs sportifs, soignez l'exemple, soyez racistes », peut-on lire par exemple dans les colonnes de la revue *La France du travail*.

La déportation d'Alfred Nakache résume cette tragique période du sport en France. Protégé par sa notoriété, le recordman du monde du 200 m brasse

avait continué, après l'armistice, à nager dans les bassins de la zone non occupée. Avec la complicité passive du commissariat, il sera déporté par les Allemands en 1943.

Ce dévoiement ne restera pas sans conséquence. Trop chéri par le régime précédent, le sport sera négligé à la Libération. Les problèmes budgétaires et la pénurie d'infrastructures vont ajouter au retard que la France prendra alors sur ses voisins, notamment dans l'enseignement de l'éducation physique à l'école.

Il faudra attendre la grande déconvenue des sportifs français aux Jeux olympiques de 1960, pour que la politique sportive soit enfin relancée en France. De Gaulle en sera l'instigateur. Jacques Faizant croqua alors, dans un dessin resté célèbre, un général en survêtement, montrant l'exemple et soupirant : « Il faut tout faire dans ce pays ! »

Benoît Hopquin

Les membres de la commission

La commission d'étude sur la politique du sport pendant l'Occupation est composée de 13 membres : Marianne Amar, historienne ; Pierre Arnaud, professeur à Lyon-I, en charge d'un réseau européen de recherche sur l'histoire des institutions sportives ; Emile Besson, ancien journaliste, résistant ; Yves-Pierre Bouloungne, docteur en sciences humaines, ancien sportif, déporté à Buchenwald ; Michel Chauveau, directeur de l'Insep ; Michel Claret, ancien journaliste, résistant ; Jean Durry, directeur du Musée national du sport ; Jean-Louis Gay-Lescot, directeur du service universitaire des activités physiques et sportives à Bordeaux ; Pierre Giliotti, ancien inspecteur général de l'éducation et historien ; Georges Hage, député du Nord (PC) ; Maurice Herzog, ancien ministre, résistant ; André Leclercq, vice-président du Comité national olympique et sportif français (CNOSF) ; René Moustard, coprésident de la Fédération sportive et gymnique du travail (FSGT). La commission est placée sous la présidence de Marie-George Buffet, ministre de la jeunesse et des sports.

Willy Holt, du Racing Club de France à Auschwitz, en passant par la Résistance

« DES DÉTAILS », il appelle cela des « détails » : « Dans les moments les plus importants d'une vie, c'est toujours des petits détails qui font toute la différence. » Le soir du réveillon de Noël 1943, Willy Holt, 22 ans, est contrôlé à la gare de Grenoble. Un détail, une légère enflure dans le coude de sa valise – un livre de combat de rue résumé par ses soins –, va le précipiter vers Auschwitz. Le soldat s'apprêtait à le laisser partir lorsqu'il aperçut, sur une illustration, un homme trahi d'une mitrailleuse.

« Le début de l'engagement », se souvient Willy Holt. Plutôt la continuation d'un engagement dans la Résistance, ébauché au Racing Club de France, en 1942, puis continué au sein d'une section du réseau « Libération-Nord » des Forces françaises libres.

C'est un autre détail, sa grande taille (1,90 m), qui avait incité Willy Holt à frapper à la porte du Racing. Le jeune homme, un bel athlète né du premier mariage entre une Française, artiste peintre, et un soldat membre du service cinématographique de l'armée américaine, avait pratiqué ce sport sur la plage à La Baule, où il avait passé les premiers mois de l'Occupation : « J'étais devenu assez fort. » Willy Holt était remplaçant de l'équipe de France de volley.

Il avait choisi le Racing pour « son prestige » : « Avant que je me souvienne, il fallait être parisien pour entrer. » Le club parisien avait également une réputation « plutôt gaulliste ». « On avait un peu l'impression d'être à l'abri des gestapés. On se sentait en confiance. » Avant guerre, pourtant, Willy Holt avait connu sa « jeunesse française ». L'ado-

lescent était proche des idées royalistes : « J'étais dans la royauté une possibilité de m'élever qui allait soutenir ma carrière artistique, écrit-il dans le récit consacré à sa détention, *Femmes en deuil* sur un camion (Nôl Editions, 1995). Et cette allégeance m'amenait à fréquenter un milieu dans lequel l'antisémitisme était de mise. »

Willy Holt, homme de talents, était doté pour le dessin. De retour des camps de concentration, il a entrepris une brillante carrière de chef décorateur ; il a travaillé avec les plus grands réalisateurs américains ou français, avant d'obtenir une nomination aux Oscars, puis un César pour son travail sur *Au revoir les enfants*, de Louis Malle.

PATRIOTE, COMME TOUS LES MÉTÉORES

En 1940, l'appel de De Gaulle avait changé sa perception du conflit. « Comme tous les météores à motif français, j'étais plus patriote que n'importe qui. » Empêché par sa mère de gagner Londres, il a attendu 1942 pour trouver sa voie dans la Résistance. « Un copain du Racing, engagé dans un réseau, m'avait laissé entendre que je remplissais certaines conditions. J'ai dû lui répondre que je voulais participer à quelque chose d'efficace. »

Grand, mince, agile, Willy Holt était doté du gabarit idéal pour « monter des coups ». « C'est là que j'ai commencé mes acrobaties. On faisait les mairies pour cambrioler des tickets de pain. On a fait des hold-up, un gros casse au fichier central des réfugiés du STO, rue des Francs-Bourgeois, à Paris. » L'aventure a pris fin à la gare de Grenoble. Les

miliciens l'ont plongé dans une baignoire, pour l'immerger dans l'hôpital militaire de Floride, où il est né. Les médecins avaient conseillé la cécité. « Mes protestations naïves ne servaient à rien. L'intérêt de mes tourmenteurs était que je sois juif, donc le devins juif », explique-t-il dans *Une ombre dans les yeux*, un documentaire réalisé par deux de ses anciens étudiants de l'école de cinéma de la Femis.

Après son arrestation, il sera déporté, Auschwitz, Buchenwald, Buna, Dora. « Le grotesque c'était l'horrible. » Le sport, très prisé par les Allemands, avait toute sa place dans cette description des camps. Les jours de « sélection », écrit Willy Holt, « nous nous livrons, tous, ultime espoir de survivre, à une gymnique de culturistes, à seule fin de faire illusion, comme sur une plage de sable fin devant des jeunes filles en fleur ». Les camps avaient leurs vedettes. « Les champions étaient un peu privilégiés, un peu moins atteints », se souvient Willy Holt.

« Le volley n'intéressait pas les Allemands », mais des combats de boxe, si. « Il fallait être sadique pour demander à des gens qui étaient à bout de se battre », ainsi que les matches de football, « entre gilets valides et SS en bonne forme ». Du football en arrière-plan de l'horreur, comme sur Gassed, ce tableau de John Singer Sargent, où, derrière une file de soldats anglais rendus aveugles par les gaz de la première guerre, des gamins jouent au football, sous un rayon de soleil.

Eric Collier

« Une évaluation rigoureuse »

LORS DU CONGRÈS de l'Union des étudiants juifs de France, le 30 octobre 1997, à Bordeaux, Marie-George Buffet, ministre de la jeunesse et des sports, avait expliqué les raisons qui l'ont poussée à créer une commission « in d é p e n d a n t e » d'étude sur le sport en France durant l'Occupation.

« C'est le temps écoulé qui permet une meilleure connaissance des faits d'autrefois, avait-elle déclaré dans son intervention. C'est d'ailleurs ce qui a conduit récemment le premier ministre à élargir l'accès aux archives administratives sur cette période. Dans le développement de cette initiative, je tiens à vous annoncer la mise en place d'une commission d'étude sur le sport en France de 1940 à 1944. Je confierai à cette commission indépendante, qui sera composée d'historiens, de personnalités du mouvement sportif, d'associations de jeunes, la mission d'une évaluation rigoureuse de la politique du sport en France sous le régime de

Vichy. » Pour mieux situer son initiative, elle avait rappelé que le président de la République, Jacques Chirac, et le premier ministre, Lionel Jospin, ont eu « la lucidité et le courage » de reconnaître « la responsabilité directe de la France dans la déportation et la mort de 75 000 juifs de France ». « De la même manière, avait-elle affirmé, la demande de repentance de l'Eglise catholique de France à la communauté juive n'est pas un acte de contrition mais doit être salué comme une forte volonté de l'acquiescer d'une dette morale. »

« Ces actes essentiels, si longtemps attendus, rendent dérisoire et malsaine la tentative de polémique sur la nécessité d'affronter enfin notre passé, avait-elle estimé. De le faire sans céder à une vision simpliste, et sans sombrer davantage dans la négation ou la sous-estimation de ce que fut la résistance à l'oppression, au risque de renvoyer dos à dos les bourreaux et leurs victimes. Entre ces deux écueils, il y a place pour une histoire critique, dont la raison d'être est hantée par une question qu'il ne faudra jamais cesser de se poser : comment cela a-t-il pu arriver ? »

Le rugby à XIII, victime de la vindicte du régime

« IL EST IMPORTANT que le rugby à XIII soit réhabilité. Mais nous n'en ferons pas une affaire d'Etat. Nous n'avons surtout pas envie de déterrer la hache de guerre avec le XV pour des histoires qui ont plus de cinquante ans. » Né dans l'après-guerre, Jean-Paul Ferré, le président de la Fédération française de rugby à XIII, en a assez de ressasser des lunes bien plus vieilles que lui. « Nous ne vivons pas avec les souvenirs », assure-t-il.

Pourtant les rancœurs restent ancrées dans la mémoire d'Ovalie. Elles raniment sans cesse les querelles qui traversent le Sud-Ouest et opposent les deux formes du jeu de rugby. En 1997, Robert Fassolette, un professeur d'éducation physique de l'Essonne, a égayé le débat et relancé la polémique en publiant une thèse sur la spoliation du XIII pendant l'Occupation. De Perpignan à Bordeaux, la presse locale en a donné un large écho.

Le rugby à XIII a d'emblée suscité l'hostilité de Vichy pour sa référence ouverte au professionnalisme. Ce sport, importé en France en 1934, était en opposition justifiée avec la stricte doctrine amateur du XV. En 1940, le XIII et son argent avaient largement taillé dans les fiefs du XV, qui avait perdu près de la moitié de ses clubs depuis 1924. Mais Vichy voulait une allégeance profonde au professionnalisme, contraire à l'éthique que le régime entendait mettre en place.

Par un décret du 19 décembre 1941, la ligue française de rugby était dissoute et ses biens liquidés. Nommé en 1943, le second commissaire à l'éduca-

tion générale et sportive, le colonel Pasquet, se trouvait être un quinziste, qui plus est originaire de Perpignan, zone de conflit entre les deux formes de rugby. L'homme à l'éternel bérêt veillera avec un zèle particulier à l'éradication définitive du XIII.

A la Libération, la ligue dissoute se reconstitue mais, bizarrement, n'est pas autorisée à retrouver la mention rugby. Le « jeu à XIII » va cependant reprendre son essor dans les années 50, sous l'impulsion de talents comme Puig-Aubert, le célèbre Pipette. Mais il s'étiole au début des années 60 pour laisser la suprématie au XV (il ne compte aujourd'hui que 20 000 licenciés pour 200 000 au XV). En 1995 pourtant, par une décision du Conseil d'Etat datant de huit années de procédure, le XIII retrouvera le droit de s'appeler rugby.

Toutes les archives ayant été sciemment détruites, il est difficile d'évaluer le patrimoine du rugby à XIII avant la guerre. « On ne sait seulement florissant », explique Jean-Paul Ferré. Parfois, des anciens me racontent que tel ou tel stade aurait appartenu à des clubs treizistes. Mais il ne reste aucune preuve. » Citant des sources anglaises, Robert Fassolette estime pourtant les spoliations à 1,2 million de francs de l'époque. Sa thèse devient sulfureuse quand il affirme que ces biens auraient été captés par le XV et que cela appellerait des réparations. On imagine l'effet que pourrait avoir un procès en restitution du XIII contre le XV.

B. H.



Les parents au secours du jouet

Faute de toujours plaire aux enfants, les fabricants comptent sur les adultes

« ILS ADORENT, vous allez détester. » En mettant en scène une série de jouets assez peu engageants, la campagne de publicité de la chaîne Toys'R'Us prend acte d'une évidence : les parents ne partagent pas forcément les goûts de leurs enfants. Ce que ne dit pas la publicité, c'est que la lutte est inégale et que l'objection paternelle ou maternelle semble modérément peser sur le choix final. Les 6-12 ans, influencés par leurs camarades, les campagnes publicitaires et l'ivresse du sacro-saint catalogue de jouets de Noël, ont les coudées franches, et cela arrange tout le monde, estime Joël Le Bigot, président de l'Institut de l'enfant. « Certains de ceux qui ne croient plus au Père Noël prennent l'habitude de répartir les cadeaux selon les membres de la famille et présentent dans quel magasin on peut les trouver au meilleur prix. Dès lors, personne ne risque de commettre d'impair. »

« Sur dix jouets demandés, ajoute Michel Moggi, responsable de la filiale française du groupe américain Hasbro, on peut estimer que les trois premiers de la liste sont acceptés et que les autres font l'objet d'une négociation. Celle-ci portera davantage sur le prix que sur l'allure ou le contenu du produit. » Les consultants spécialisés du cabinet NPD observent certes que l'influence des enfants est prépondérante (ils décident de la

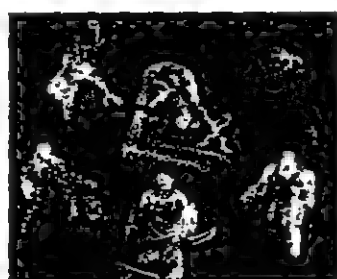


La « Crash car » de Toikka.

moitié des jouets offerts, selon cette source), mais ils constatent aussi une remontée « lente mais significative » de l'initiative parentale (près d'un tiers des cadeaux). Au contraire, les achats dits « d'impulsion » réalisés sur le lieu de vente, régressent.

« SIMPLIFIER DE NOUVEAU » Chez Toys'R'Us, on se dit convaincu que « les parents ont envie de simplifier de nouveau dans le choix des jouets ». Le groupe américain, qui vend 18 % des jouets en France, vient de réaliser une enquête auprès de 3 350 enfants, âgés de 6 à 12 ans, et d'un millier de parents. Afin de renforcer sa « fonction de conseil auprès des adultes », la chaîne de magasins en a tiré un Guide de Noël, présentant le classement commenté des

jouets les plus appréciés. « Jusqu'alors, rien n'était fait pour éclairer la lanterne des parents. Faute d'informations et d'explications, ils avaient le sentiment de laisser pavillon devant leurs enfants », assure Eric Le Méhennec, directeur de la communication de Toys'R'Us. Certaines marques « premier âge », comme Fisher-Price, opèrent, elles aussi, un glissement médiatique en recentrant leurs campagnes publicitaires télévisées vers les adultes. Chacun s'accorde toutefois à reconnaître qu'il existe un domaine où l'influence parentale s'exerce pleinement. Sur un marché du jouet atone depuis plusieurs années, les produits « éducatifs » ouvrent de nouvelles perspectives. Les coffres de travaux manuels mais aussi les mini-ordinateurs proposant de multiples initiations ludiques (à la lecture, à la musique, aux mathématiques, à l'anglais, etc.) et les CD-ROM représenteraient 15 % du chiffre d'affaires des cadeaux destinés au moins de 12 ans. Bien que les professionnels admettent « sans le dire trop fort » que ces produits n'apparaissent que rarement dans la liste au Père Noël, ces articles ont le vent en poupe. Alimentent par le souci de préparer au mieux l'avenir scolaire de sa progéniture, le jeu éducatif est une valeur sûre mais son essor risque d'échapper en partie aux intervenants habituels de l'industrie du jouet. Ainsi la



En haut à droite, Action Man en action dans le Grand Nord.

Ci-dessus, les figurines géantes de Small Soldiers.

baïsse des prix des micro-ordinateurs grand public menace directement l'attrait des mini-ordinateurs pour enfants dont les applications sont beaucoup plus limitées.

L'attente parentale n'est pas seulement de nature pédagogique. Elle fait aussi du jouet le support du lien social au sein de la cellule familiale, quelle qu'en soit la composition. Traditionnellement, les parents appréciaient les jeux qui occupaient plus ou moins intelligemment leurs enfants (voire, plus prosaïquement, permettaient « d'avoir la paix » les jours de pluie et les soirées d'hiver). Cela ne suffit plus. De nos jours, assurent les experts, on attend aussi du jeu qu'il crée « une relation privilégiée de complicité entre parents et enfants ». Le bon niveau des ventes de jeux de société, notamment de ceux qui relient les générations (Scrabble, Monopoly), reflète cette aspiration à une vie sociale plus riche et plus conviviale.

« Les consommateurs, résume le cabinet NPD, veulent être davantage à l'écoute de leurs enfants. Le jouet constitue un achat plus réfléchi. » Et de moins en moins enthousiaste ? On peut se le demander. Les études de marché indiquent qu'à partir de 8 ans, une bonne partie des filles et certains garçons ne veulent plus entendre parler d'un jouet classique. Ils préfèrent des disques ou des vêtements, voire des consoles de jeux électroniques jusqu'alors réservées aux adolescents et aux jeunes adultes (Le Monde du 20 novembre).

13,4 milliards de francs pour un marché en baisse

En 1997, les Français ont dépensé 13,4 milliards de francs pour acheter des jouets, soit une baisse de 1,2 % par rapport à l'année précédente. Les répercussions de la baisse sensible du taux de natalité de la fin des années 80 expliquent en partie ce manque de dynamisme qui intègre également de sensibles baisses de prix. En France, les ventes de jouets sont marquées par une saisonnalité particulièrement forte. Contrairement aux Américains et aux Britanniques, les Français privilégient fortement la période de Noël et l'anniversaire de l'enfant. Les trois quarts des jouets sont achetés à ces occasions.

Quant au palmarès des jouets les plus vendus (Barbie, Action Man, Monopoly, yo-yo...), il reflète la domination qu'exercent les valeurs sûres sur un marché qui ne donne pas de signes avant-coureurs d'un Noël 1998 exceptionnel. Malgré quelques « coups » aussi spectaculaires qu'éphémères, tels que les Pops ou le Tamagotchi, l'industrie du jouet semble souffrir d'une réelle panne d'imagination.

Jean-Michel Normand

Barbie et Action Man toujours au zénith

IL EST LOIN le temps où, au nom du féminisme militant, des mères refusaient d'acheter à leur fille la poupée Barbie et ses accessoires. Après un passage à vide au milieu des années 90, la poupée de Mattel est de nouveau triomphante. Elle célébrera ses quarante ans en mars 1999 et a fêté en 1997 son millième anniversaire. Barbie, également disponible sur CD-ROM, plaît à des fillettes plus jeunes (5-8 ans) mais toujours plus nombreuses (5 millions d'unités vendues en France en 1997, soit une toutes les 6 secondes).

Cindy, sa concurrente tout aussi rose-bonbon, n'est jamais parvenue à lui faire de l'ombre. Les filles la trouvaient jolie, mais elles préféraient jouer à Barbie, comme maman lorsqu'elle était petite. Hasbro a préféré renoncer et interrompre la carrière de Cindy. La poupée est une valeur toujours aussi sûre. Les grands modèles, souvent dotés de fonctions multiples, ont le vent en poupe. A l'autre extrémité, les mini-poupées Poly-Pocket ou Mon Petit Pouce, que les adolescentes d'aujourd'hui découvrent il y a dix ans, se portent toujours aussi bien.

« Pour susciter une réaction de rejet des adultes, glisse un patron de l'industrie du jouet, il faut vraiment dépasser les bornes. Seuls les promoteurs de Dragon Ball Z, série télévisée ultra-violente de mangas japonais, y sont parvenus. » Action Man, une figurine haute de 30 centimètres, armée jusqu'aux dents et accompagnée d'un chien d'attaque qui aboie à la demande, ne fait pas dans la dentelle mais il ne choque visiblement pas grand monde. Héritier de GI Joe et de Big Jim (dont les premiers modèles dépassaient les 1 000 francs lors du Salon Toymania, manifestation destinée aux collectionneurs de jouets anciens et organisée les 6 et 7 septembre à Paris), Action Man est devenu un peu plus fréquentable. Heureusement, car les petits le réclament dès l'âge de 3 ans. Il a conservé sa cicatrice sur la joue droite, mais a renoncé au folklore paramilitaire et se présente désormais comme un « aventurier

de l'extrême » avec un ensemble d'accessoires renouvelés. L'attrait de l'uniforme auprès des enfants n'est plus ce qu'il était, admet Hasbro.

TOUJOURS LE CIRCUIT 24 Toujours du côté des garçons, l'indémodable Batman take-me Action Man alors que Zorro revient d'actualité et que les déclinaisons modernes du glorieux Circuit 24 font mieux que résister. Autre grand retour, celui du baby-foot, dont les ventes devraient progresser de 20 %



Dans la collection Nostalgie de Barbie, la poupée brune « Silken flame ».

cette année grâce à l'effet « Mondial ». Au rayon des jeux de société, on note l'arrivée de quelques nouveaux venus (le jeu de Mr Bean et le jeu du Thank, mélange de Monopoly et de jeu de l'Oie) à côté des grands classiques, souvent offerts par les grands-parents. Le Monopoly (500 000 unités par an en France), le Scrabble (800 000 unités) ainsi que le jeu de carte Uno font tranquillement la course en tête.

J.-M.N.

EN L'AN 2000, ROLEX ATTRIBUERA SES PRIX À DES HOMMES ET DES FEMMES ENTREPRENANTS, AUDACIEUX, TENACES ET PERSÉVÉRANTS.

SEREZ-VOUS L'UN D'EUX ?

Les Prix Rolex à l'esprit d'entreprise 2000.

Depuis 1976, la Société des Montres Rolex de Genève, Suisse, couronne les auteurs de projets qui font avancer la connaissance et accroissent le bien-être de l'humanité.

Les inscriptions pour les Prix Rolex à l'esprit d'entreprise 2000 sont d'ores et déjà ouvertes.

Si vous avez un projet, en préparation ou en cours de réalisation, susceptible d'apporter une contribution positive à notre monde ou d'approfondir la compréhension que nous en avons, écrivez-nous dès aujourd'hui.

Une attribution de 625 000 dollars.

Cinq Lauréats se verront attribuer chacun 75 000 dollars US et un chronomètre Rolex en or. Dix autres Lauréats associés recevront chacun 25 000 dollars et un chronomètre en acier et or.

Les catégories.

Les projets doivent relever du domaine de la science, de la technologie, des découvertes, de l'environnement ou du patrimoine culturel. Dans son appréciation des projets, un Jury international s'attachera à découvrir de nouveaux talents et, par-dessus tout, à déterminer ceux qui dénotent d'un véritable esprit d'entreprise.

Pour plus d'informations ou pour recevoir une formule officielle de participation, écrivez au : Secrétariat des Prix Rolex à l'esprit d'entreprise, Boîte Postale 1311, 1211 Genève 26, Suisse, ou visitez notre site Internet : www.rolexawards.com. Les inscriptions devront nous parvenir avant le 30 avril 1999.



Des chercheurs américains identifient un mécanisme génétique de l'évolution

Un stress intense peut provoquer, chez la mouche drosophile, de nombreuses mutations héréditaires. Ce phénomène, dû au dysfonctionnement d'un gène, pourrait expliquer le mystère de l'apparition rapide d'espèces nouvelles

L'évolution par la sélection naturelle telle que l'a décrite Charles Darwin peut s'appliquer à la différenciation d'espèces proches. Mais il est difficile de s'y référer pour expliquer les sauts brusques qui ont

donné lieu, à certaines périodes, à l'apparition brutale de familles animales très diversifiées. Deux biologistes américaines ont identifié, chez la mouche drosophile, un gène spécifique qui pourrait fournir

une explication à ce mystère. Ce gène code pour l'Hsp90, une protéine dont le rôle est d'en protéger d'autres dans les périodes de stress physiologique, et notamment celles, fondamentalement instables, qui sont impliquées dans un

grand nombre de processus liés à la division et au développement cellulaires. Son dysfonctionnement, en cas, par exemple, de perturbations intenses dans l'environnement, provoque de multiples difformités héréditaires, entraînant l'apparition d'un grand nombre de variations physiques susceptibles d'accélérer énormément l'évolution par sélection naturelle.

Un stress intense peut provoquer, chez la mouche drosophile, de nombreuses mutations héréditaires. Ce phénomène, dû au dysfonctionnement d'un gène, pourrait expliquer le mystère de l'apparition rapide d'espèces nouvelles

LES CHAMEAUX donnent toujours naissance à des chameaux. Et les papillons ne sortent jamais des œufs d'oiseau. Cette stabilité du processus de développement des êtres vivants paraît aller de soi. Pourtant, le fait qu'un seul œuf fécondé devienne, en quelques courtes semaines ou en quelques mois, une unité cohérente, fonctionnelle, composée de mil-



liards, voire de milliers de milliards, de cellules est un miracle quotidien. Et le fait que la descendance appartienne toujours à la même espèce que les parents, est plus miraculeux encore.

Le développement d'un organisme suit un schéma très précisément contrôlé, propre à chaque espèce. Les déviations surviennent rarement, et quand elles se produisent, il est rare qu'elles se perpétuent. Les organismes porteurs de défauts dans les gènes qui gouvernent le développement ne sont pas viables ou, s'ils naissent, ne vivent pas assez longtemps pour avoir une descendance.

Ce mécanisme merveilleux pose, pourtant, un problème. Si, comme cela paraît vraisemblable, nous partageons la planète avec quelque trente millions d'autres espèces, dont chacune a sa propre formule unique de développement, comment l'évolution peut-elle s'opérer ? Comment ces modèles de développement peuvent-ils changer sans que se produise l'inévitable désastre génétique ? D'où viennent les espèces nouvelles ? L'évolution par la sélection naturelle selon Darwin peut s'appliquer aux espèces proches entre elles, mais il est difficile de s'y référer pour expliquer les différences qui séparent l'homme du mollusque, ou la mouche du ver de terre.

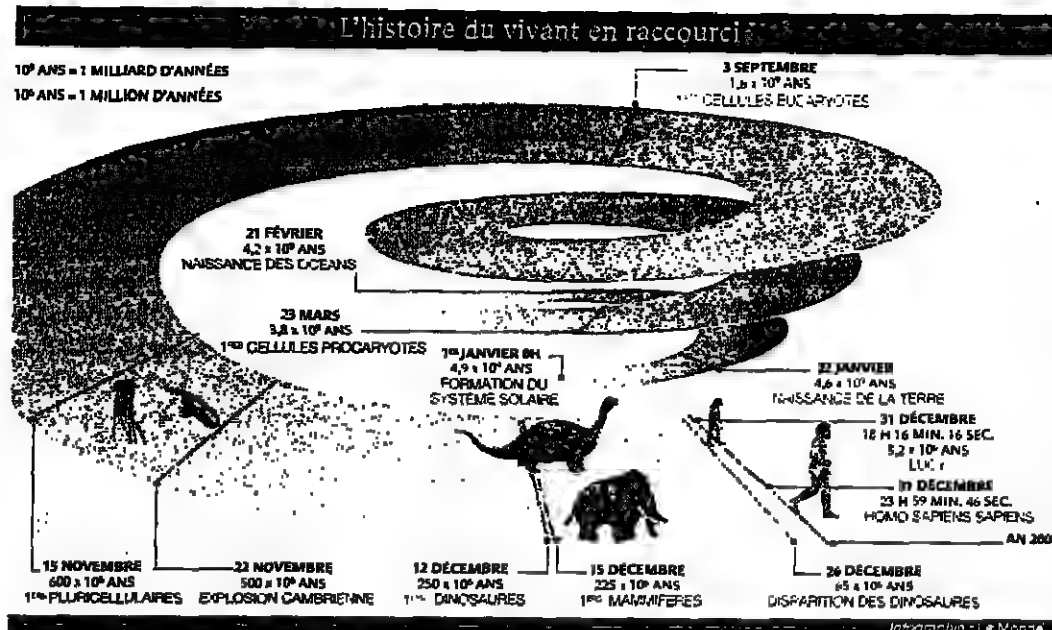
Suzanne Rutherford et Susan Lindquist, du Howard Hughes Medical Institute (université de Chicago, États-Unis), ont peut-être levé une partie du mystère. Dans un rapport *Nature* daté du

26 novembre, elles exposent ce qui pourrait constituer la première preuve de l'intervention explicite d'un mécanisme moléculaire dans l'évolution. Un mécanisme susceptible de faire passer brusquement l'animal d'une ligne de développement à une autre, en orientant l'évolution dans de nouvelles directions. Qui plus est, ces transitions pourraient s'opérer non pas au hasard, mais à des périodes de crise environnementale où les organismes s'adaptent en se diversifiant en espèces nouvelles.

DIFFORMITÉS

Les deux chercheuses ont travaillé en laboratoire sur des populations de la mouche du vinaigre (*Drosophila melanogaster*) présentant des mutations du gène codant pour une protéine nommée Hsp90. La mutation de ce gène présente la particularité de provoquer toutes sortes de difformités en tous points de l'organisme. Suzanne Rutherford et Susan Lindquist présentent ainsi un catalogue impressionnant d'anomalies qui lui sont imputables : les yeux qui changent de forme, de couleur et de taille, ou même disparaissent ; les pattes ou les ailes qui prennent une forme et une dimension différentes ; la pilosité qui se trouve modifiée, etc.

Poussant plus loin leurs recherches, les deux biologistes ont découvert que la nature de ces mutations n'est pas le fait du hasard, mais reflète la constitution génétique des stocks de mouches utilisés dans les expériences, indépendamment de la mutation de l'Hsp90 : chaque race de mouche tend à présenter certains types de



Si l'on contractait l'histoire de la Terre en une année, la formation du système solaire se placerait au 1^{er} janvier à 0 heure et l'an 2000 au 31 décembre à minuit, la vie surgit dès le 23 mars, mais les premiers êtres multicellulaires n'apparaissent qu'à 16 novembre, et notre « cousine » Lucy le 31 décembre, en début de soirée.

difformité, et pas d'autres, lorsque l'Hsp90 a muté. Les deux chercheuses se sont aussi aperçues que les mouches mutantes sont en général viables et fertiles, les générations suivantes engendrant conformément à leurs nouvelles formes mutantes. Enfin – plus étonnant encore – elles ont pu vérifier que les générations issues de mouches mutantes conservent leur potentiel de difformité, même lorsqu'elles sont croisées avec d'autres dont les gènes Hsp90 sont normaux et sains. Les nouvelles caractéristiques, issues de la mutation de l'Hsp90, sont devenues in-

dépendantes de cette dernière. Que s'est-il passé ? La réponse est à chercher dans la fonction de l'Hsp90, qui appartient à la famille dite des « heat-shock proteins » (Hsp). L'un des rôles de ces « protéines du choc thermique » produites dans les périodes de stress physiologique est de protéger d'autres protéines des dommages causés par la chaleur, le manque d'oxygène, diverses réactions chimiques et d'autres circonstances stressantes. Mais ce n'est là qu'une activité secondaire pour l'Hsp90. Sa tâche première est, semble-t-il, d'accompagner et

de protéger tout un assortiment d'autres protéines, fondamentalement instables, impliquées dans des processus liés à la division et au développement cellulaires. Comme le sage et solide témoin du futur macé, l'Hsp90 a pour mission de faire en sorte que son protégé arrive à l'heure à la cérémonie, quels que soient les excès qu'il a commis la veille, lors de l'enterrement de sa vie de garçon.

L'action de l'Hsp90 dépend de caractères très généraux liés à l'instabilité des protéines et non pas à la forme ou la fonction de ces dernières. Prenant sa mission à

cœur, ce « chaperon » s'arrangera pour que le travail soit exécuté correctement même si, parfois, les mutations accumulées auraient dû normalement modifier ou interrompre les fonctions des protéines protégées.

Ainsi, lorsque l'Hsp90 est elle-même mise sur la touche, tout un ensemble de mutations cachées dans les lignes clés du développement se trouve brusquement libéré. C'est ce qui se passe dans les moments d'extrême tension – une température élevée, par exemple. L'Hsp90 est alors débordée, sa « vigilance » affaiblie.

Suzanne Rutherford et Susan Lindquist pensent que l'Hsp90 joue un rôle de « capaciteur » fondamental dans l'évolution. En période de stress intense, le contrôle normalement étroit qu'exerce l'Hsp90 sur le développement se relâche. Des mutations cachées, stockées dans les lignes du contrôle développemental, sont alors libérées, offrant une gamme de variations physiques plus importante que la normale. Éléments vitaux de l'évolution, cette variabilité favorise la sélection naturelle.

Plus l'étendue des variations est importante, plus grandes sont les chances que l'une d'elles soit mieux adaptée à la survie dans un environnement qui a changé. L'évolution travaillera alors plus efficacement et plus vite...

Henry Gee

* Page réalisée par les rédactions du *Monde*, d'*El País* et de la revue scientifique internationale *Nature*. Traduit de l'anglais par Sylvette Gleize.

Comment la vie naquit des catastrophes naturelles

AU COMMENCEMENT était la Terre, très vite recouverte par des océans, il y a quelque 4,2 milliards d'années, 400 millions d'années seulement après sa formation. La vie y apparaît très vite : moins d'un demi-milliard d'années plus tard. D'abord des cellules simples sans noyau, des procaryotes, qui s'épanouissent, bien à l'abri, dans les profondeurs de l'océan primitif et semblent avoir peu évolué pendant plus de deux milliards d'années. Ensuite, des cellules à noyau – eucaryotes –, dont le premier fossile connu date de 1,6 milliard d'années.

L'atmosphère terrestre, constituée à l'origine d'un mélange d'hydrogène, de méthane, d'ammoniac et d'autres gaz tout aussi peu favorables à la vie telle que nous l'entendons aujourd'hui, commence

alors à se transformer. Ces premiers organismes très primitifs profitent de l'apparition du dioxyde de carbone (CO₂) pour synthétiser leur nourriture. Elles rejettent ainsi de l'oxygène.

Ce fut une catastrophe pour le monde vivant de l'époque. Ce nouveau polluant atmosphérique était, pour elles, un poison mortel. Sa teneur dans l'atmosphère oscillait probablement autour de 1 % avant l'époque cambrienne. Elle monte peu à peu à la valeur actuelle (20 %), obligeant les organismes vivants à évoluer pour survivre. Le choc fut d'autant plus important que ce bouleversement chimique de l'atmosphère coïncide avec la plus longue période glaciaire que la Terre ait connue.

Est-ce l'effet de l'Hsp90, cette protéine

du stress, qui a provoqué des mutations aléatoires et l'apparition d'une multitude de « monstres » ? Toujours est-il que les fossiles trouvés dans les couches de sédiments correspondant à la fin du précambrien et au cambrien montrent un fabuleux bouleversement biologique. A la période vendéenne, il y a environ 600 millions d'années, apparaît une floraison d'organismes bizarres au corps plat, segmenté, et aux formes variées. Les chercheurs n'ont pas déterminé s'il s'agissait d'animaux, de plantes ou de lichens.

Cette première poussée de vie s'éteint, mais, « très vite », elle est suivie de l'explosion cambrienne qui, vers 540 millions d'années, donne lieu à une nouvelle et formidable floraison de « monstres » aux formes diverses. Les gisements de fossiles

de cette époque recèlent un bestiaire extraordinaire d'animaux étonnants comportant parfois cinq yeux et – ou – une trompe frontale, une mâchoire circulaire, des plaques d'écaillés ou d'épines... Certains sont à l'origine des grands embranchements animaux que nous connaissons aujourd'hui, d'autres ont très vite disparu.

Depuis, l'évolution n'a pas cessé. Avec une constance : les grandes étapes ont, le plus souvent, coïncidé avec un bouleversement dans l'environnement. Comme la chute d'un astéroïde géant et les éruptions volcaniques qui, pense-t-on, ont contribué à la disparition des dinosaures, il y a 65 millions d'années...

J.-P. D. et H. G.

Plusieurs théories, quelques contradictions, beaucoup d'inconnues

LE TERRAIN a été sérieusement « débroussaillé » par Jean Lamarck et Charles Darwin. Depuis la publication de leurs théories, en 1809 puis en 1859, la science a progressé. Hormis quelques rares partisans d'une interprétation littérale de la Genèse, plus personne ne doute que l'homme et le singe partagent un aïeul commun. Mieux : l'étude des fossiles a montré que les premiers ancêtres des grands groupes animaux d'aujourd'hui se sont différenciés il y a environ 540 millions d'années, à la faveur d'un « big bang zoologique », l'explosion cambrienne (*Le Monde* du 5 janvier 1996).

Le chemin parcouru peut paraître énorme. Ces grands jalons posés grâce à l'analyse des fossiles ont été complétés par la biologie. L'universalité du code génétique de tous les êtres vivants est une confirmation de leur origine commune. Les gènes, toujours, ont permis de préciser les liens de parenté entre les différentes espèces et leur comparaison fournit également une « horloge » qui recoupe *grasso modo* les déductions de paléontologues.

Mais, dans tous les cas, il ne s'agit que d'indices indirects montrant – ou suggérant – qu'à telle époque telle espèce présentait tel aspect. Entre ces petits cailloux semés sur la route de l'évolution,

c'est le noir complet. Les scientifiques sont désormais persuadés que Darwin avait globalement raison, au moins sur le principe. Mais ils n'ont guère avancé sur la connaissance des rouages du mécanisme qui nous a fait passer de « l'algue bleue » originelle à l'*Homo sapiens* branché sur Internet.

La théorie de l'évolution des espèces ? « L'assemblage d'un certain nombre de propositions en un tout, le plus cohérent possible, mais qui comporte encore énormément d'inconnues », explique le généticien des populations André Langane, « Notre travail consiste à chercher en permanence à réfuter les théories afin de les remplacer par d'autres, plus performantes. Et quand on ne peut ni contredire ni vérifier, il faut avoir le courage de reconnaître que l'on ne sait pas ». Volontiers provocateur, ce chercheur qui se partage entre le Muséum national d'histoire naturelle de Paris et l'université de Genève se méfie des systèmes et des certitudes. Et n'hésite pas à les dénoncer. Pour lui, « la plupart des grandes propositions en matière d'évolution sont actuellement en débat ». Sont en concurrence.

Le gradualisme qui veut, comme le pensait Darwin, que l'évolution se fasse graduellement, en continu, n'a jamais pu être démontré, hormis dans le cas d'espèces très proches dites « ju-

nelles ». Les fossiles ne permettent pas de combler par des « chaînons manquants » les « trous » entre des états déjà très différenciés.

Le néo-lamarckisme qui affirme que le caractère nouveau développé par un seul individu pourrait être transmis directement à ses descendants dès la première génération (comme le pensait non pas Lamarck lui-même mais certains de ses successeurs dont Darwin). Cette thèse « a été réfutée ». Mais, estime André Langane, certaines données de la génétique comme les « gènes sauteurs » ou des rétrovirus laissent planer quelques doutes sur des cas particuliers.

Le retour des « monstres prometteurs »

Le généticien des populations André Langane voit, dans les travaux des biologistes américaines Suzanne Rutherford et Susan Lindquist, un argument de poids dans les polémiques qui l'opposent souvent à ses collègues paléontologues. Si les conclusions des deux biologistes américaines se vérifient, « la rétroaction de l'environnement pour faire évoluer les espèces s'exercerait, dit-il, non pas sur le patrimoine génétique, mais sur son expression ». L'intervention de l'Hsp90, qui permet la production d'une infinité de mutants aléatoires parmi lesquels très peu vont survivre parce que mieux adaptés, « rend crédible la notion de « monstres prometteurs », évoquée par Goldsmith voici soixante ans et compatible avec les développements actuels de l'embryologie moléculaire. Les néo-darwinistes ne l'ont jamais admise. Elle est effectivement difficile à avaler. Mais comment expliquer autrement, demande-t-il, certaines transitions considérables entre espèces, pour lesquelles il n'y a pas de gradation imaginable ? »

si elle joue un rôle important à d'autres niveaux. « L'ennui, c'est que « l'on n'a aucune idée de la manière dont fonctionne le mécanisme génétique de la transmission des caractères quantitatifs tels que les dimensions, les formes ou les proportions ». En clair, l'évolution génétique (support de l'horloge moléculaire) ne se superpose pas à celle des caractères physiques des populations.

La notion d'équilibres ponctués », enfin, s'impose de plus en plus. Toutes les observations confirment que les spéciations se produisent assez rapidement – souvent en réponse à des changements dans l'environnement – presque toujours au sein de petites populations marginales, isolées dans une niche écologique, une « île » différente du milieu où s'ébat la population mère.

On sait aussi que, dans ces circonstances, l'évolution se traduit par des différences chromosomiques importantes. C'est ainsi, par exemple, que le chromosome numéro 2, grand et unique chez l'homme, correspond à deux petits chromosomes chez les autres primates.

Mais, si ces mutations peuvent empêcher l'interfécondité entre espèces, elles ne changent en rien l'apparence des individus qui en sont porteurs. Là encore, un élément d'explication manque.

En fait, conclut André Langane, la formation des espèces met sans doute en jeu un grand nombre de mécanismes différents. A cet égard, estime-t-il, les travaux de Suzanne Rutherford et Susan Lindquist « semblent très importants ». Ils fournissent une clé supplémentaire pour la confirmation de l'évolution par sauts.

Jean-Paul Dufour

Les lycéens sont descendus dans la rue : que nous ont-ils dit ?

Le Monde
DE L'ÉDUCATION
DE LA CULTURE ET DE LA FORMATION
DÉCEMBRE 1998

100 pages - 30 F

Pluie à l'est, nuageux ailleurs

VENDREDI, une dépression située au large de l'Irlande dirige un flux perturbé de sud-ouest sur le proche atlantique. Une perturbation s'évacue vers l'est du pays, tandis qu'une autre arrive sur la Bretagne en cours d'après-midi.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. - Après dissipation des brumes ou brouillards matinaux, les nuages seront nombreux. La pluie gagnera la Bretagne en cours d'après-midi, puis les autres régions en fin de journée. Il fera 10 à 12 degrés l'après-midi.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - Les nuages resteront nombreux toute la journée. Quelques averses se produiront sur les côtes de la Manche le matin. Les températures maximales avoisineront 7 à 10 degrés.

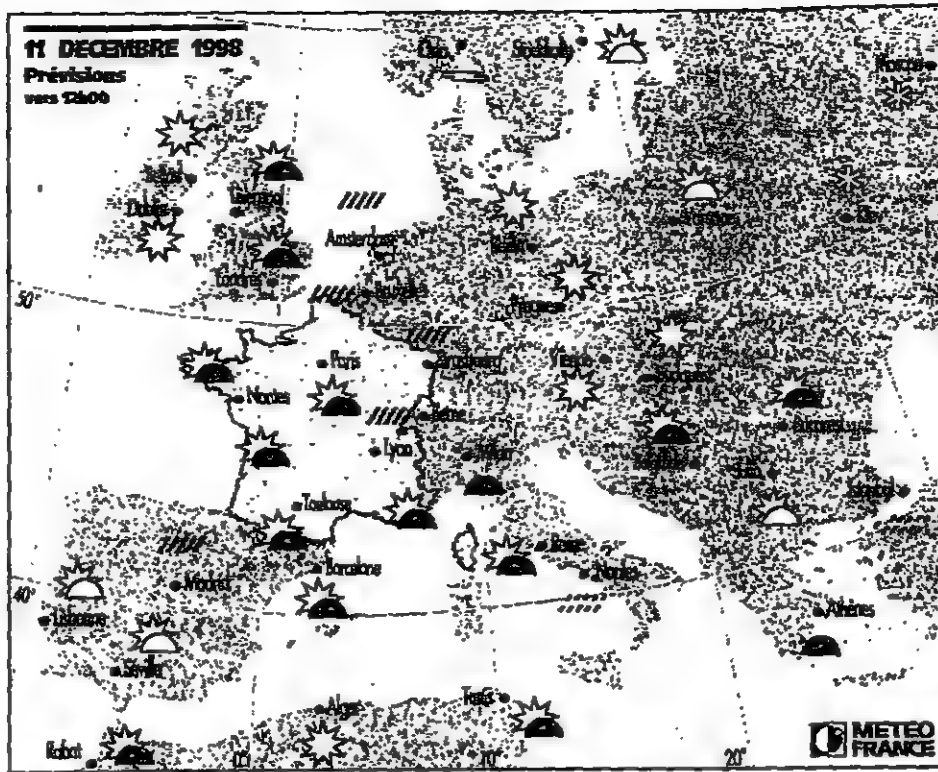
Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. - Le temps restera couvert et pluvieux une bonne partie de la journée. Il neigera au-dessus de 1 200 mètres sur le relief. La pluie cessera en début d'après-midi.

but d'après-midi sur Champagne-Ardenne. Les températures maximales avoisineront 5 à 8 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - Après dissipation des brouillards matinaux, le ciel restera très nuageux, avec de courtes éclaircies. Il fera 10 à 12 degrés au mieux.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - Sur Rhône-Alpes, il pleuvra toute la journée, avec de la neige au-dessus de 1 200 mètres. Sur l'Auvergne, la pluie cessera à la mi-journée, laissant place à un ciel très nuageux. Sur le Limousin, les nuages resteront nombreux. Les températures maximales avoisineront 7 à 11 degrés d'est en ouest.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - Les nuages seront nombreux le matin, avec quelques pluies. L'après-midi, de belles éclaircies reviendront avec de la tramontane modérée. En Corse, le ciel restera très nuageux avec des averses parfois orageuses. Il fera 11 à 14 degrés l'après-midi.



LE CARNET DU VOYAGEUR

BELGIQUE. Du 19 décembre au 3 janvier, la Grand-Place de Bruxelles accueille une gigantesque patinoire (25 mètres de large sur 40 mètres de long) qui accueillera les amateurs tous les jours de midi à 22 heures. 100 FB pour les moins de seize ans, 150 FB pour les adultes, pour une heure, patins compris.

Bruxelles on ice vivra également à l'heure de l'euro avec, à l'hôtel de ville, une exposition retraçant l'histoire de la monnaie.

TURQUIE. La Saint-Sylvestre à Istanbul avec Turquie à l'été. Vol spécial de Roissy CDG T9 le 30 décembre en soirée et un retour le 3 janvier en soirée : de 1 990 F à 3 530 F par personne selon l'hôtel choisi avec 4 nuits en chambre double et petits-déjeuners, l'avion et les transferts. A ajouter, 250 F de taxe d'aéroport par personne et, en option, un réveil au bord du Bosphore (580 F par personne). Renseignements au 01-47-70-08-08.

PRÉVISIONS POUR LE 11 DÉCEMBRE 1998

Ville	Prévisions	Ville	Prévisions
PARIS	10/15	LYON	10/15
BOULOGNE	10/15	NANTES	10/15
STRASBOURG	10/15	TOULOUSE	10/15
MONTPELLIER	10/15	PERPIGNAN	10/15
NISSA	10/15	GENÈVE	10/15
VALENTIGNEY	10/15	BRUXELLES	10/15
BRUXELLES	10/15	AMSTERDAM	10/15
AMSTERDAM	10/15	BARCELONE	10/15
BARCELONE	10/15	MADRID	10/15
MADRID	10/15	BERLIN	10/15
BERLIN	10/15	OSLO	10/15
OSLO	10/15	STOCKHOLM	10/15
STOCKHOLM	10/15	HELSINKI	10/15
HELSINKI	10/15	ISTANBUL	10/15

PRÉVISIONS POUR LE 12 DÉCEMBRE 1998

Ville	Prévisions	Ville	Prévisions
PARIS	10/15	LYON	10/15
BOULOGNE	10/15	NANTES	10/15
STRASBOURG	10/15	TOULOUSE	10/15
MONTPELLIER	10/15	PERPIGNAN	10/15
NISSA	10/15	GENÈVE	10/15
VALENTIGNEY	10/15	BRUXELLES	10/15
BRUXELLES	10/15	AMSTERDAM	10/15
AMSTERDAM	10/15	BARCELONE	10/15
BARCELONE	10/15	MADRID	10/15
MADRID	10/15	BERLIN	10/15
BERLIN	10/15	OSLO	10/15
OSLO	10/15	STOCKHOLM	10/15
STOCKHOLM	10/15	HELSINKI	10/15
HELSINKI	10/15	ISTANBUL	10/15

PRÉVISIONS POUR LE 13 DÉCEMBRE 1998

Ville	Prévisions	Ville	Prévisions
PARIS	10/15	LYON	10/15
BOULOGNE	10/15	NANTES	10/15
STRASBOURG	10/15	TOULOUSE	10/15
MONTPELLIER	10/15	PERPIGNAN	10/15
NISSA	10/15	GENÈVE	10/15
VALENTIGNEY	10/15	BRUXELLES	10/15
BRUXELLES	10/15	AMSTERDAM	10/15
AMSTERDAM	10/15	BARCELONE	10/15
BARCELONE	10/15	MADRID	10/15
MADRID	10/15	BERLIN	10/15
BERLIN	10/15	OSLO	10/15
OSLO	10/15	STOCKHOLM	10/15
STOCKHOLM	10/15	HELSINKI	10/15
HELSINKI	10/15	ISTANBUL	10/15

PRÉVISIONS POUR LE 14 DÉCEMBRE 1998

Ville	Prévisions	Ville	Prévisions
PARIS	10/15	LYON	10/15
BOULOGNE	10/15	NANTES	10/15
STRASBOURG	10/15	TOULOUSE	10/15
MONTPELLIER	10/15	PERPIGNAN	10/15
NISSA	10/15	GENÈVE	10/15
VALENTIGNEY	10/15	BRUXELLES	10/15
BRUXELLES	10/15	AMSTERDAM	10/15
AMSTERDAM	10/15	BARCELONE	10/15
BARCELONE	10/15	MADRID	10/15
MADRID	10/15	BERLIN	10/15
BERLIN	10/15	OSLO	10/15
OSLO	10/15	STOCKHOLM	10/15
STOCKHOLM	10/15	HELSINKI	10/15
HELSINKI	10/15	ISTANBUL	10/15

PRÉVISIONS POUR LE 15 DÉCEMBRE 1998

Ville	Prévisions	Ville	Prévisions
PARIS	10/15	LYON	10/15
BOULOGNE	10/15	NANTES	10/15
STRASBOURG	10/15	TOULOUSE	10/15
MONTPELLIER	10/15	PERPIGNAN	10/15
NISSA	10/15	GENÈVE	10/15
VALENTIGNEY	10/15	BRUXELLES	10/15
BRUXELLES	10/15	AMSTERDAM	10/15
AMSTERDAM	10/15	BARCELONE	10/15
BARCELONE	10/15	MADRID	10/15
MADRID	10/15	BERLIN	10/15
BERLIN	10/15	OSLO	10/15
OSLO	10/15	STOCKHOLM	10/15
STOCKHOLM	10/15	HELSINKI	10/15
HELSINKI	10/15	ISTANBUL	10/15

VENTES

Pendules au nègre : des avatars du mouvement romantique

A LA FIN du XVIII^e siècle, l'exotisme des pendules au nègre fait la joie d'une clientèle nourrie des grands succès littéraires de l'époque. *Robinson Crusoé*, *Paul et Virginie*, *Les Aventures de l'émir d'Abencérage* et *Atala* ont mis à la mode le mythe du bon sauvage. A défaut de se lancer dans des expéditions lointaines, le public apprécie le dépaysement apporté par ces pendules au décor original et fastueux qui mettent en scène des Noirs en bronze patiné, habillés et parés de bronze doré. Les plus anciennes remontent à la fin de l'époque Louis XVI, mais c'est surtout du Directoire à la Restauration qu'elles ont brillé de tous leurs ors.

Réunies par un collectionneur, une vingtaine d'entre elles seront exposées à l'espace

Tajan le 16 décembre. Elles se présentent comme un socle plein décoré, sur lequel sont posés le ou les personnages, le cadran de la pendule étant intégré dans un des éléments de la scène : un tonneau, une balle de coton ou un panier d'osier. Les prix varient selon les sujets, la qualité des ciselures et les dimensions.

Un des modèles les plus courants est celui du portefaix. Ce Noir, vêtu d'un pantalon et d'un chapeau doré, marche avec une canne en jonc, le cadran niché dans un panier qu'il porte sur son dos (30 000 à 40 000 F). Dans la même tenue, le matelot fume sa pipe avec nonchalance, accoudé à une balle de coton ficelée, alors qu'une ancre marine et un tonneau complètent le décor, et quatre tonne-

lets faisant pour leur part office de patins pour soutenir le socle (50 000 à 60 000 F). Ce modèle se retrouve sur deux pendules de petite dimension (8 cm de haut au lieu de 38 à 45 cm), où tonneau et tondelets ont disparu (8 000 F à 15 000 F). Des variantes dans les accessoires et les décors des socles sont fréquentes.

Comme la balle de coton, le tonneau revient souvent : le cueilleur de café y jette les fruits de sa récolte (50 000 F à 60 000 F), un autre se contente de le faire rouler (40 000 F à 60 000 F).

Vêtu d'un pagne et coiffé d'une couronne de plumes, le négroïde doudou à souhait est une sorte d'angeot, tenant la pendule sur sa tête du bout de ses bras levés (40 000 F à

60 000 F), ou encore un postillon sur le char d'une jeune femme, dont les roues intègrent le cadran (60 000 F à 80 000 F).

FIGURES FÉMININES

Les prix montent dès que les sujets deviennent rares. Le perroquet appartenant à cette catégorie, et le modèle d'un Noir poussant une brouette où l'oiseau est perché est estimé de 80 000 F à 120 000 F. Les figures féminines se révèlent encore plus recherchées : deux jeunes femmes assises sur le cadran, allégories de l'Amérique et de l'Afrique, sont annoncées entre 100 000 F et 150 000 F chacune. Arc à la main, elles sont ornées d'un pagne en plumes de couleur et de bracelets ; l'Amérique pose un pied sur un crocodile.

Catherine Bedel

A l'espace Tajan, mercredi 16 décembre. Exposition sur place du 10 au 13 décembre, de 10 heures à 19 heures. Espace Tajan, 37, rue des Mathurins, 75009 Paris. Tél. : 01-53-30-30-30. Experts : Olivier Le Puel et Roland de L'Épée, 14, rue Drouot, 75009 Paris. Tél. : 01-42-46-10-46.

Calendrier

ANTIQUITÉS-BROCANTES

- Blagnac (Haute-Garonne), Salon des antiquaires, hall du Ramier, bord de Garonne, du vendredi 11 au lundi 14 décembre, de 10 heures à 19 heures, 50 expositions, entrée 15 F.
- Lorient (Morbihan), antiquités-brocante, parc expo, du vendredi 11 au dimanche 13 décembre, de 10 heures à 19 h 30, 60 expositions, entrée 25 F.
- Marçay-en-Barrois (Nord),

- Salon des antiquaires, hippodrome des Flandres, du vendredi 11 au lundi 14 décembre, de 10 heures à 20 heures, nocturne le vendredi jusqu'à 22 heures, 30 expositions, entrée 30 F.
- Le Havre (Seine-Maritime), Salon des antiquaires, nouveau parc expo, du vendredi 11 au dimanche 13 décembre, de 10 heures à 19 heures, 50 expositions, entrée 25 F.
- Châteaumeillant (Cher), brocante, salle polyvalente,

- samedi 12 et dimanche 13 décembre, de 10 heures à 19 heures, 30 expositions, entrée 15 F.
- Le Bouscat (Gironde), Salon des antiquaires, salons de l'herminette Compostelle, du samedi 12 au lundi 14 décembre, de 10 heures à 19 heures, 35 expositions, entrée 25 F.
- Compiègne (Oise), brocante, salle de rencontres de la Victoire, samedi 12 et dimanche 13 décembre, samedi de 13 h 30 à 20 h 30, dimanche de 9 heures à

- 18 heures, 30 expositions, entrée 10 F.
- Tarbes (Haute-Garonne), antiquités-brocante, parc expo, samedi 12 et dimanche 13 décembre, de 9 h à 19 heures, 50 expositions, entrée 20 F.
- Paris, brocante, place de la Nation, samedi 12 et dimanche 13 décembre, de 10 heures à 19 heures, 90 expositions, entrée libre.

- Angers (Maine-et-Loire),

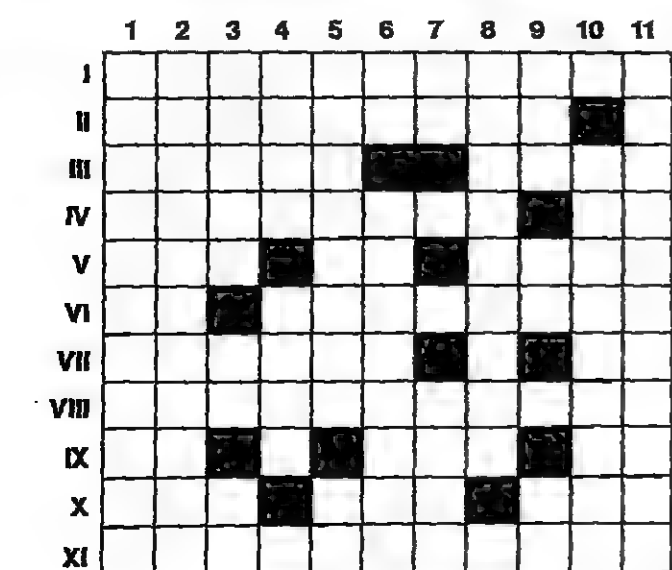
- Salon de la carte postale, salons Kuronisky, samedi 12 et dimanche 13 décembre, de 9 h 30 à 18 h 30, 60 expositions, entrée 10 F.
- Bougival (Yvelines), bourse des minéraux et fossiles, centre Bouzémont, rue du Général-Leclerc, samedi 12 et dimanche 13 décembre, de 10 heures à 19 heures, 18 expositions, entrée 10 F.
- Auxerre (Yonne), foire aux disques et CD, parc expo, samedi 12 décembre, de 10 heures

- à 19 heures, 35 expositions, entrée 15 F.
- Paris, Salon du livre ancien, espace Auteuil, place d'Auteuil, du vendredi 11 au dimanche 13 décembre, de 11 heures à 19 heures, 50 expositions, entrée 15 F.
- Noisy-le-Grand (Seine-Saint-Denis), marché de potiers, place Gallieni, du jeudi 10 au dimanche 13 décembre, de 10 heures à 19 heures, 30 expositions.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 98295

4 SOS Jeux de mots : 3615 LE MONDE, tapez SOS (2,23 F/min).



HORIZONTALEMENT

1. Poussent bien quand leurs racines sont profondes. - II. Environ douze millions d'années. - III. Refusé passé. Protection fondamentale. - IV. Mit Rome en rayons. Cité sumérienne. - V. Protection militaire. Préposition. De père en fils ils suivirent la route des Indes. - VI. Vient d'avoir. Nécessaire hier, encombrant aujourd'hui. - VII. Bien en place. Négation. - VIII. Ne resteront pas en place.

- IX. Au bout de la jetée. Devoir ou diplôme. Voyelles. - X. Roche légère. Symbole de légèreté. Ne fait pas dans la légèreté. - XI. Qui ne font pas non plus dans la légèreté.

VERTICALEMENT

1. Ma tante en ville. - 2. Fait son beurre avec de l'huile. - 3. Fit la cloche. Paresseux. Métal. - 4. Ardent. Grand-mère à Noël. - 5. Rend le regard mystérieux. Le temps de faire un tour. - 6. En Vrac.

Reste sur place. - 7. Personnel. Lumière réservée aux seuls initiés. - 8. Qui fait partie de l'ensemble. - 9. Constituée par la charte de Bogota. Cours du Nord. Bas de gamme. - 10. Comme une bonne idée. - 11. Qui imposent le respect.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 98294

HORIZONTALEMENT

- I. Métacarpien. - II. Evocation. - III. Salera. Dive. - IV. All. Irriter. - V. Lues. Acuité. - VI. Larynx. Main. - VII. Item. Ia. St. - VIII. Ai. Biens. - IX. Noyon. Nîmes. - X. Cn. Locale. - XI. Sexologie.

VERTICALEMENT

1. Mésalliance. - 2. Evaluation. - 3. Tolière. - 4. Ace. Symbole. - 5. Cari. Inox. - 6. Ataraxie. Co. - 7. Ri. Rc. Annal. - 8. Podium. Silo. - 9. Initias. Meg. - 10. Vétille. - 11. Nucléent. Sue.

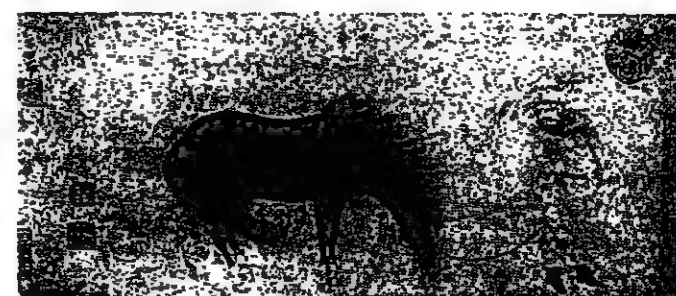
Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. ISSN 0395-2627. Imprimerie du Monde, 12, rue M. Gensbourg, 94882 Ivry-sur-Seine. Prépondérance générale : Dominique Alday. Vice-président : Gérard Mazot. Directeur général : Stéphane Cornu. 2186, rue Claude-Bernard - BP 218, 13216 PARIS CEDEX 03. Tél. : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-72-39-26. PRINTED IN FRANCE.

L'ART EN QUESTION

N° 95

En collaboration avec

772 Réunion des Musées Nationaux



Trésor de l'empire du Milieu

C'EST À TAIWAN, au cœur du Musée national du Palais de Taïpeï, qu'est conservée la plus étonnante collection d'œuvres d'art, emportée de la Cité interdite en 1948 par les armées de Tchang Kaï-chek. Cette collection retrace 7 000 ans d'histoire, à travers près de 600 000 pièces collectées par les empereurs chinois depuis Wudi, de la dynastie Han (140-87 avant J.-C.), jusqu'au dernier empereur, Puyi, en 1911.

Quelques-uns de ces bijoux - des jades et des bronzes, des céramiques et des porcelaines d'une beauté et d'une élégance impressionnantes, des peintures et des calligraphies spectaculaires - ont quitté le musée de Taïpeï pour être exposés à Paris.

En quelle année les Européens ont-ils pu découvrir pour la première fois une partie de ces fabuleuses collections présentées à Londres ?

« A l'unisson » (feuille d'album) Zhao Mengfu (1254-1322), dynastie des Yuan. 22,7 x 49 cm. Musée national du Palais, Taïpeï, actuellement aux Galeries nationales du Grand Palais, pour l'exposition « Mémoire d'Empire, Trésors du Musée national du Palais », jusqu'au 25 janvier 1999.

Solution du jeu n° 94 publié dans Le Monde du 4 décembre. Gustave Moreau a présenté au Salon de 1876 *Hercule et l'Hydre de Lerne* et *Salomé. Orphée* figurait au Salon de 1866 et *Prométhée* à celui de 1869.

SPORTS
Athlétisme, Cyclisme, Football, Rugby, Tennis...
RÉSULTATS, RECORDS et PALMARÈS
3615 LE MONDE

En 1929
En 1935
En 1960
Réponse dans Le Monde du 18 décembre.

Peter Gabriel, chanteur et fondateur de Witness

« Les musiciens ne sont que des militants à temps partiel »

DEPUIS LONGTEMPS compagnon de route d'Amnesty International, Peter Gabriel participera, jeudi 10 décembre, au concert célébrant, au Palais omnisport de Paris-Bercy, le cinquantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Le lendemain, l'ancien chanteur de Genesis organise une soirée privée au bénéfice de Witness, sa fondation. Peter Gabriel a expliqué au Monde les raisons de son engagement et le concept de son association.

« Pourquoi avoir choisi de vous impliquer dans la défense des droits de l'homme ?

— En 1986, Amnesty m'a demandé de participer, aux États-Unis, à la tournée Conspiracy of Hope. En 1988, j'ai participé à celle, mondiale, organisée pour le quarantième anniversaire de la Déclaration des droits de l'homme. Cette expérience a été décisive. Elle m'a permis de rencontrer des militants. C'est une chose de lire une histoire survenue dans un pays lointain, c'en est une autre d'être confronté à quelqu'un qui a été torturé ou dont la famille a été assassinée. Ma motivation a été décuplée par cette réalité.

— Pourquoi avoir choisi de créer, en collaboration avec le Lawyers Committee for Human Rights, votre propre organisation ?

— J'ai toujours été choqué par la manière dont sont mis en doute les témoignages écrits. À un âge où la technologie permet une diffusion extraordinaire de l'information, on doit faire en sorte que les droits de l'homme soient défendus avec les mêmes moyens. Le but de Witness est de fournir aux mili-

tants et aux victimes de ces violations du matériel vidéo et informatique leur permettant de montrer des images.

— Nous avons lancé ce projet un an avant l'affaire Rodney King, mais cette vidéo montrant des policiers tabassant un automobiliste noir nous aura aidés. Avant cela, il y avait beaucoup de rapports sur les violences policières aux États-Unis, mais rien n'avait été fait. Avec Rodney King, les gens ont compris qu'une caméra placée au bon endroit au bon moment pouvait changer les choses. Il ne s'agit pas seulement de saisir un acte sur le fait. En visitant, en Californie, la fondation consacrée à la Shoah, nous avons aussi compris qu'il est important, pour l'action comme pour la mémoire, d'enregistrer des témoignages.

— Ne peut-il y avoir un vrai danger d'utiliser ce matériel dans les pays qui ne respectent pas les droits de l'homme ?

— La caméra peut être une force de dissuasion mais aussi un danger. Nous essayons de mettre sur pied un réseau d'aide d'urgence pour tous ceux qui seraient pris avec ce matériel. Nous travaillons même avec des anciens agents de la CIA qui apprennent aux activistes tous les trucs pour dissimuler leur caméra. Bientôt, les progrès de la technique permettront de diffuser ces images par satellite sans avoir besoin de bandes magnétiques.

— Les images peuvent être manipulées. Ne craignez-vous pas d'être victime de désinformation ?

— Le danger existe, mais il est aussi très difficile de bien jouer la

comédie. Quand on voit des personnes modestes raconter leur tragédie, il y a quelque chose dans leurs yeux qui prouve leur vérité. Bien sûr, il est possible de truquer un document, mais ça vaut le coup de prendre le risque.

— Comment Witness est-il financé ?

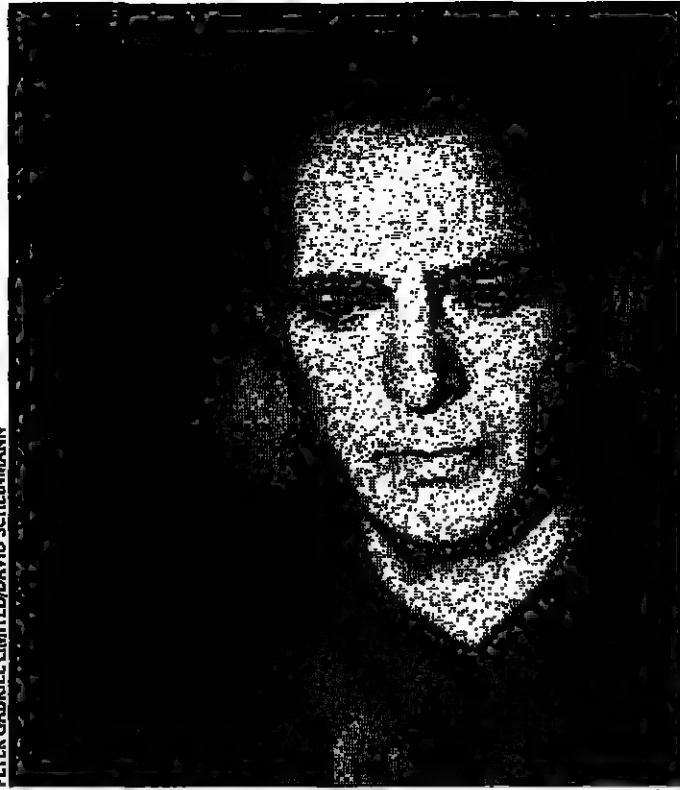
— Nous avons commencé avec le soutien de la Fondation Reebok, puis nous avons reçu des dons d'entreprises et de particuliers. Nous commençons à obtenir l'aide des fabricants de matériel audiovisuel et d'informatique, sous la forme de dons ou de ventes à prix coûtant. Ça a été difficile de les persuader. Beaucoup commercent avec des pays que nous condamnons. La loi des marchés a peu de rapport avec la moralité.

— Le fait d'avoir travaillé, depuis des années, avec des musiciens du monde entier vous a-t-il particulièrement sensibilisé aux problèmes politiques internationaux ?

— La communauté musicale transmet ses informations. J'ai travaillé avec des musiciens qui, dans leur pays, vivent quotidiennement les atteintes aux droits de l'homme. En Algérie, par exemple, certains meurent pour avoir fait ce qui nous permet, à nous, de mener une vie confortable.

— Croyez-vous que les musiciens ont un pouvoir et une facilité de communication supérieurs à ceux des simples citoyens ou d'autres artistes ?

— Je rencontre régulièrement des gens extraordinaires, illuminés par leur cause, qui ne sont, la plupart du temps, que des simples citoyens. Eux s'impliquent à plein temps, risquent leur vie... Les



Peter Gabriel, aux côtés d'Amnesty depuis douze ans.

musiciens ne sont que des militants à temps partiel. Notre fonction principale est d'avoir accès aux médias.

— En 1980, vous avez écrit *Biko*, consacré au militant sud-africain noir assassiné. Pensez-vous composer d'autres chansons engagées ?

— Il y en a deux-trois sur lesquelles je travaille actuellement, dont une qui parle des opposants politiques qu'on jette d'avion dans la mer, pour faire disparaître leur corps. Je ne sais pas si ces morceaux apparaîtront sur mon prochain album. Je ne veux pas non plus me transformer en prêcheur.

— Y a-t-il des effets pervers à l'engagement des artistes dans les causes humanitaires ?

— Il ne faut pas être transformé en animal de charité, être identifié à trop de causes. Au bout d'un

moment cette valeur se dévalue. Je ne suis pas sûr qu'il y ait beaucoup de place aujourd'hui pour un nouveau Band Aid. Les artistes doivent avoir de l'imagination pour penser à d'autres façons de capter l'attention du public.

Propos recueillis par Stéphane Davet

★ Concert Amnesty International avec Peter Gabriel, Tracy Chapman, Bruce Springsteen, Alanis Morissette, Jimmy Page et Robert Plant, Asian Dub Foundation, Axelle Red, Shania Twain, Kassav et Orlando Pique, Youssou N'Dour, Radiohead... Jeudi 10 décembre, 16 h 30. Palais omnisport de Paris-Bercy, 8, boulevard de Bercy, Paris-12^e. M^o Bercy. 230 francs. ★ Witness sur Internet : <http://www.witness.org>.

DÉPÊCHES

■ **INTERMITTENTS** : la Fédération des syndicats CGT du spectacle appelle à une manifestation lundi 14 décembre, à 14 h 30, devant le siège du Medef (ex-CNPF) à Paris. Elle veut ainsi protester contre la demande de l'organisation patronale, aux organisations syndicales représentant les intermittents du spectacle auprès de l'Unedim, de réduire de 50 % en trois ans le déficit engendré par les aménages 8 et 10 qui régissent leur régime d'assurance-chômage.

■ **BANDE DESSINÉE** : le prix René-Goscinny, qui récompense chaque année un jeune scénariste de BD, a été attribué, lundi 7 décembre, à l'album *L'Outremangeur* (Casterman), dont le scénario est signé par Tonino Benacquista et le dessin par Jacques Ferrandez. (Le Monde des livres du 20 novembre).

■ **VENTES** : la dernière des six ventes aux enchères dispersant la succession de Dora Maar a eu lieu lundi 7 décembre à Drouot-Montaigne. Elle a totalisé 1,69 million de francs (frais compris). L'ensemble de la succession a dépassé 223 millions de francs (frais compris) en six vacations.

■ **DONATION** : le galeriste parisien Maurice Garnier va faire don de près de 250 œuvres de Bernard Buffet, estimées à 100 millions de francs, à la ville de Colmar (Haut-Rhin). Elles constitueront le fonds permanent d'un musée municipal consacré au peintre et installé dans un ancien hôpital bâti au XVIII^e siècle. La donation devrait être validée en janvier 1999, si les 40 millions de francs nécessaires aux travaux de réhabilitation des locaux sont trouvés.

■ **CINÉMA**. Les membres du conseil d'administration de la Société des réalisateurs de films, élus lors de l'assemblée générale du 11 novembre 1998, se sont réunis le lundi 7 décembre et ont reconduit les trois coprésidents Robert Guédiguan, Cédric Klapisch, Jean-Henri Roger.

Theresienstadt, camp de concentration en trompe-l'œil

Une exposition retrace l'histoire du ghetto modèle créé par les Allemands pour rassurer les Alliés.

LYON

de notre envoyé spécial
Peut-on imaginer, en 1944, dans une ville-forteresse du XVIII^e siècle, un ghetto modèle ? Un camp de concentration réservé aux juifs ou vivrait une population industrielle, appliquée et digne ? C'est le pari tenté par les nazis pour « rassurer » une opinion internationale justement alarmée par les rumeurs d'extermination. Initialement prévu pour le transit des juifs du nouveau protectorat de Bohême-Moravie et l'accueil de juifs fuyant les camps de la mort, le ghetto de Theresienstadt, dans la ville de Terezin, devint finalement un lieu de détention et de travail. Les juifs y furent soumis à une vie de façade, contrôlés par la Petite Forteresse qui abrite déjà un bain de la Gestapo. C'est du reste le seul camp qui ne dépende pas de l'inspection centrale des Lager.

Autant de singularité ne doit rien au hasard mais correspond à un projet d'une perversion louée. Conçu par les nazis comme un trompe-l'œil, ce lieu, qui joue du

charme des constructions de Joseph II, doit être un simulacre parfait, un alibi irréfutable. On évacue donc les 3 500 habitants du lieu avant la fin juin 1942 pour y instaurer l'autorité nominale d'une administration juive. On pousse la fiction jusqu'à émettre une monnaie de fantaisie, ce que les internés détourneront malicieusement en inventant une parodie de Monopoly où les trois cases « Chance » dévoilent la cruauté de la dérision. S'il ne préserve pas la vie des internés — sur 139 654 juifs, près du quart mourront sur place et 87 000 seront finalement déportés « vers l'Est », le ghetto de Theresienstadt, dont 3 500 seulement reviendront — ce « Ghetto-Modèle » entend sauver les apparences.

Les revers de l'hiver 1942 conduisent les nazis à « approcher » les Alliés en terrain neutre. Theresienstadt doit être ce leur capable de duper les démocraties : on interrompt donc les déportations et on amorce des campagnes

d'« embellissement » avec *Kloske* à musique et jardins potagers, on autorise même à nouveau les grossesses pour abuser les commissions internationales attendues. Le piège fonctionne si bien que le docteur Rossel, mandaté par le Comité international de la Croix-Rouge, ne demandera pas même à voir le *Familienlager* inventé à Bir-

Un livre, un disque et un concert

Un livre-catalogue accompagne l'exposition. Préfacé par Milan Kundera, c'est la première publication d'envergure consacrée à ce camp depuis *La Musique à Theresienstadt 1941-1945* de Jozsef Karas (Gallimard, 1993). Par-delà un chapitre de la Shoah, s'y écrit le rapport ambigu de la culture à la civilisation.

Un disque compact, enregistré au Conservatoire de Lyon, propose des œuvres de Viktor Ullmann, dont trois pièces ou cycles de mélodies inédites, de Pavel Haas et de Gideon Klein, composées ou reprises durant leur internement à Theresienstadt. Interprété par le baryton Pierre-Yves Pruvot, le pianiste Charles Bouisset et le Quatuor Debussy, ce programme sera donné lors d'un concert au Conservatoire de Lyon, 3, quai Chauveau, samedi 12 décembre, à 20 h 30. Tarif unique : 60 francs. Le livre et le disque sont disponibles auprès du Centre d'histoire de la Résistance et de la déportation, 14, avenue Berthelot, Lyon 7^e. Prix : 245 F et 140 F, port compris (chèques à l'ordre du Trésor public).

Philippe-Jean Catinchi

★ « Le Masque de la barbarie. Le ghetto de Theresienstadt. 1941-1945. » Centre d'histoire de la Résistance et de la déportation, 14, avenue Berthelot, 69007 Lyon. Tél : 04-78-72-23-11. Jusqu'au 16 mai 1999.

Un ensemble exceptionnel de manuscrits en vente à Drouot

C'EST SOUS UN TITRE en forme de litote — « Importants manuscrits » — que l'étrange Plasa (Picard, Solanet et associés) devait disperser, le 11 décembre, à l'Hôtel Drouot, un ensemble exceptionnel de textes autographes : manuscrits historiques (lettres de Louis XIV à son ministre Pontchartrain, discours rédigés par de Gaulle en 1944) ; scientifiques (le deuxième volume du traité de Louis de Broglie sur *La Mécanique ondulatoire du photon*) ; et surtout littéraires — plus de cent numéros de première importance.

On trouve aussi bien l'ouvrage inachevé de Léon Bloy, *Symbolisme de l'apparition*, calligraphié par l'auteur ; le *Poema conjugal* de Jorge Luis Borges, œuvre capitale de l'écrivain argentin ; les états définitifs de *Normance* et des *Entretiens avec le professeur Y*, de Céline ; la traduction du *Typhon* de Conrad par André Gide, surchargée de ratures et de repentirs ainsi que deux carnets de son *Journal* couvrant les années 1940 et 1941 ; trente-trois feuillets de la main d'Eluard, *Une longue réflexion amoureuse*, poèmes d'amour inspirés par sa femme Nush ; *Par la taille*, une pièce faisant partie du « théâtre mirifant » d'Alfred Jarry ; le texte du fameux *Qu'est-ce que la littérature ?* de Jean-Paul Sartre, avec tous ses brouillons.

Il y a enfin un ensemble unique de manuscrits de Marcel Schwob (1867-1905), cet auteur trop méconnu, ami d'Alfred Jarry et de Paul Valéry, précurseur de Borges et d'Umberto Eco. On trouve là, rassemblés par la famille Champion, ses écrits de jeunesse, ses projets, ses poèmes, ses contes (*Cœur double*, *Le Roi au masque d'or*, *Vies imaginaires*), ses essais (*Spécimens*), ses pamphlets (*Mœurs des diurnes*, *Traité de Journalisme*) et vingt volumes de correspondances, largement inédites, où l'ensemble du monde artistique de l'époque est au rendez-vous — Alphonse Allais, Sarah Bernhardt, Paul et Camille Claudel, Colette, Félix Fénéon, André Gide, Stéphane Mallarmé, Auguste Rodin ou Paul Verlaine.

Seront également proposées à la vente trois cents lettres adressées par Marcel Schwob à la comédienne Marguerite Moreno, le grand amour de sa vie. Le premier billet qu'il lui adresse est daté du 23 septembre 1895 ; on y lit ces quelques lignes : « Je suis entièrement à la discrétion de Marguerite Moreno et elle peut faire de moi ce qu'il lui plaît, même me tuer. » Il serait étonnant que les bibliothèques publiques ne préemptent pas une bonne partie de ces pages.

Emmanuel de Roux

Franco Maria Ricci

EMR

la plus belle revue d'art du monde

offre à ses abonnés le Guide des Expositions de l'Agenda 1999

15, galerie Verny, Douai, 59001 Paris, Tél : 01.40.41.02.02
122 rue des Bonnes Arts, 75006 Paris, Tél : 01.46.23.96.31

CULTURE EN RÉGIONS

THEATRE DE LA VILLE

SAMEDI 19 DÉCEMBRE 17H

EMMANUEL PAHUD flûte

MARC COPPEY violoncelle

MICHEL DALBERTO piano

PROKOFIEV - TANGUY - HAYDN - DEBUSSY - WEBER

LOCATION 01 42 74 22 77 2 PL. DU CHÂTELET PARIS 4

LES PAYS AU TRÉS DE RHONE-ALPES 1998

AUTEUR : Jean Péro

TRADUCTEUR : Georges Nival

ESSAYISTE : Jean-Claude Rolland

Quartier du mal d'aimer, Gallimard

Sur les remises des prix de la littérature 1999 à 19h

11 rue EM, 20 rue Bony, Lyon

villa gillet

hors les murs d'IUTM

1 rue Chatelet, 69004 Lyon

Conférences de François Gantheret et Bruno Gelas

Transmission et transfert en psychanalyse

Le vecteur de la sensualité

Mardi 15 décembre à 19h30

Tarifs/Rés. : 04.78.27.02.48

Opéra de Lyon

André Wilms, acteur-chercheur du laboratoire de Heiner Goebbels, inventeur de sons

Les Amandiers accueillent « Max Black », spectacle théâtral, musical, pyrotechnique... et drôle

Le compositeur allemand Heiner Goebbels présente jusqu'au 13 décembre au Théâtre Nanterre/Amandiers sa nouvelle œuvre, *Max Black*.

Ce spectacle hybride, mêlant théâtre, musique et pyrotechnie, est remarquablement servi par son unique acteur, André Wilms. Il incarne un

chercheur dont chaque action donne naissance à une mise en scène musicale parfois issue d'ingénieuses « machines à sons ».

MAX BLACK. Musique et mise en scène de Heiner Goebbels. Dramaturgie : Stephan Buchberger. Collaboration musicale et live-électronique : Markus Hecht. Son : Willy Bopp. **THÉÂTRE NANTERRE/AMANDIERS**, 7, avenue Pablo-Picasso, 92 Nanterre. Tél. : 01-46-14-70-00. De 55 F à 140 F. Jusqu'au 13 décembre.

En mars 1993, peu de temps après son transfert de Bagnolet à Nanterre, l'ATM (Atelier Théâtre et Musique) de Georges Aperghis présentait au Théâtre des Amandiers *Où bien le débarquement des sauteux*, spectacle multimédia que l'on peut rétrospectivement considérer comme la première manifestation parfaitement aboutie du style synthétique de Heiner Goebbels (né en 1952). L'acteur André Wilms en était le principal protagoniste.

Cinq ans après, le voici de nouveau à la base d'une formidable entreprise de création hors norme, conjuguant théâtre, musique et... pyrotechnie. Aussi séduisant que *La Reprise* ou *Noir sur blanc*, fleurons de l'expression multipolaire chère à Goebbels, *Max Black* confirme que la scène constitue le terrain le plus favorable à l'épanouissement du langage hybride du compositeur allemand.

LE RAP DE L'AIGUILLEUR DU CIEL

Lorsque les premiers spectateurs pénètrent dans la salle transformable des Amandiers, André Wilms se trouve déjà en action et accompagne l'installation du public d'un inventaire statistique des différents ordres de classements. *Max Black*, auquel Wilms prête un visage pseudo-assuré, est un mathématicien et a horreur du vaguë.

Ses textes (ainsi que ceux de Paul Valéry, de Georg Christoph Lichtenberg et de Ludwig Wittgenstein) réunis par Goebbels laissent néanmoins filtrer une relative inquiétude de l'âme fissurant peu à peu la carapace d'un esprit obsédé par la démonstration rationnelle. Le spectacle défie donc au rythme de la recherche. Une recherche que l'on prend d'abord pour scientifique (décor de laboratoire, problèmes à résoudre) mais que l'on ne tarde pas à tenir pour authentiquement musicale ! Toute activité effectuée par le savant sur scène comporte une réalité sonore qui, par un traitement électronique en direct, devient source musicale.

Les premières minutes de *Max Black* transposent ainsi l'excitation du chercheur en grisaille de l'oreille. Maître de l'échantillonnage de sons concrets (on l'aurait vu avoir affaire à un disciple de Pierre Schaeffer), Goebbels compose par exemple une polyphonie cuivrée à partir de sons

produits par André Wilms lorsqu'il tapote un bocal, referme vivement une cafetière, débouche une éprouvette ou parle tout simplement dans son micro-cravate...

L'auditeur se laisse prendre par la puissance rythmique de ce recyclage ludique et voit en *Max Black* un manège féérique grâce à de magnifiques jeux de lumière, à de subtiles animations d'espace et à d'impressionnantes modulations de feux d'artifice. Les morceaux de bravoure sont nombreux et font sourire petits et grands. Citons le rap de l'aiguilleur du ciel sur motorisation techno, le blues de l'homme aveugle balancé au piano et la complainte planante en hommage à Leonard de Vinci.

UN HARBIEU PAS NASEUR

Conformément à ses habitudes, Goebbels s'ingénie à fabriquer de drôles de machines à son : en frottant avec un archet les rayons d'une roue de vélo ou, de manière plus sophistiquée, en actionnant à la manivelle une sorte de soleil en

carton-pâte qui enfonce quelques touches du clavier d'un piano. La scène habitée par André Wilms devient une gigantesque boîte de Pandore où tout objet prend une valeur musicale.

Goebbels conditionne l'écoute (à la fin, on s'attend à ce que les applaudissements aussi figurent le point de départ d'une séquence musicale) mais n'impose pas d'interprétation. Sauf si l'on tient pour fondement d'une parabole sur la recherche ce que déclare son héros : « Je refuse l'accomplissement ». On ne se résout pourtant pas à quitter André Wilms après l'avoir vu en Achille Talon, en Buster Keaton, en Claude Brasseur ou en Raymond Devos (l'énigme du coiffeur qui doit raser tous les gens de la ville incapables de se raser eux-mêmes et se demande s'il doit être compté parmi eux) et surtout en promoteur inégalable de cet « Embarrasement fabuleux ».

Pierre Gervasoni

INSTANTANÉ

SIDA : TROIS PETITS COUPS CONTRE L'INDIFFÉRENCE

Ils ne font chacun qu'une poignée de minutes. Ils respectent la règle des trois unités avec l'exigence de prendre de vitesse la complaisance et le misérabilisme. Ils portent chacun un prénom, Renaud, Catherine, Béranger. Ceux des trois personnes que trois petites fictions vont placer face à quelqu'un qui affronte le sida. Ceux qui portent ces prénoms sont des acteurs connus, « qu'on reconnaît » : Charles Berling, Chris-

tiane Cohendy, Jean-Pierre Bacri. Les « autres » : Jean-Benoît Terral, le malade qui commence une thérapie ; Sara Louis, la jeune séropositive qui doit atteindre une pharmacie éloignée ; Fatima Cheriguen, la femme arabe dont le fils se meurt aux Baumettes - ont un visage sans célébrité.

La composition de ces face-à-face est l'une des nombreuses belles idées de cet ensemble de trois brefs films réalisés, à l'initiative d'Aides Provence, par Mario Fanfani, d'après des scénarios coécrits avec Jean-Benoît Terral, et coproduits par la société de Berling. Un copain qui refuse l'isolement pourtant réclamé par un malade, une conductrice qui se détourne de son chemin pour éviter un

drame absurde, un voisin qui sort de sa méfiance pour trois mini-scripts d'une efficacité sans gadget ni ruse.

Ainsi les trois courts métrages parviennent à illustrer le slogan « Sida. Aujourd'hui on peut faire beaucoup. Mais rien sans vous » en échappant à l'habituelle pesanteur des films à message. Question de rapidité (qui n'a guère à voir avec la durée), de simplicité et de précision dans la mise en scène. Ces trois petits films, regroupés sous le titre *Un dimanche matin à Marseille*, sont, depuis la Journée mondiale de lutte contre le sida, projetés dans la plupart des salles de France.

Jean-Michel Frodon

NOUVEAUX FILMS

LA MÈRE CHRISTAINE

Actrice pour le théâtre, le cinéma et la télévision, Myriam Boyer signe avec ce premier long métrage un film qui brasse quelque chose de cette triple expérience tout en plongeant dans l'atmosphère populaire du Lyon de son enfance, dans les années 50. Elle y incarne la mère Christaine, une veuve vieillie avant l'âge, patronne

d'un petit bistrot, dont l'idée fixe est de retrouver l'assassin présumé de sa fille, morte d'une chute dans la cave à charbon. Le film est délibérément lent, attentif à la reconstitution des lieux et des détails d'époque, et sa galerie de personnages tirés vers un « typique » que renforcent des dialogues grotesquement datés. Essayant les verres au fond du café, cette Mère Chris-

tain ne semble rien ambitionner d'autre que d'offrir le spectacle de sa propre nostalgie, l'isolement de la femme devenant du coup celui du film, condamné à une épineuse stérilité. Jacques Mandelbaum. Film français de Myriam Boyer. Avec Myriam Boyer, Bruno Boëglin, Maryline Even. (1 h 30.)

LES MISÉRABLES

Voilà, pour les fêtes, au rayon soupe en poudre cinématographique, un produit pourvu de toutes ses étiquettes : texte littéraire inscrit au patrimoine de l'humanité, écriture majeure, cinéaste de prestige (deux Palmes d'or à Cannes). On s'amuse à voir les personnages devenus mythologiques du roman derrière les visages de vedettes hollywoodiennes que l'on était habitué à reconnaître dans des rôles plus prosaïques. Le film durant deux heures, les scénaristes ont réduit le roman à un digest avant que la peinture des émeutes parisiennes de 1832 ne retrouve le pittoresque hilarant de la reconstitution hollywoodienne comme on

la croyait caduque depuis longtemps. Jean-François Rauger. Film américain de Bill August avec Liam Neeson, Claire Danes, Uma Thurman. (2 h 09.)

TROIS ANGLAISES EN CAMPAGNE

En 1941, trois jeunes Anglaises s'engagent dans une ferme pour remplacer les hommes partis au combat. La première est extravertie, la deuxième romantique, quand la troisième, distraite, achève ses études à Cambridge. Autour d'une histoire aux ficelles trop apparentes, David Leland aligne consciencieusement tous les clichés possibles sur un tel sujet : découverte des vertus de la campagne par trois jeunes filles, premières déceptions amoureuses, description des horreurs de la guerre, fermier bourru au cœur dur. La seule surprise notable est la présence de la très belle Rachel Weisz. Samuel Blumenfeld. Film anglais de David Leland. Avec Anna Friel, Catherine McCormack, Rachel Weisz, Steven McKintosh. (1 h 50.)

THÉÂTRE MOLIERE MAISON DE LA POÉSIE

François Marthouret

joue

L'intranquillité

Fernando Pessoa

Adaptation et mise en scène

Alain Rais

Marthouret est Pessoa. Il est aussi singulier, fou, déconcertant. Il sait nous donner une sensation d'enfance et de libération. M. Cournot - Le Monde

Tres beau. Quelle ironie, quelle tension... Si vous n'avez pas encore vu ce spectacle, ne le ratez pas. Pessoa nous indique la seule façon d'exister. F. Ferney - Le Figaro

Alain Rais adapte avec une ferveur neuve le deuxième tome de l'intranquillité de Pessoa. Marthouret nous entraîne dans un voyage au bout de soi-même délicieusement ironique. J. Schidlow - TELERAMA

Une aspece d'exercice spirituel, ultime barrière opposable au néant. Marthouret met son élégance et sa subtilité au service de la détresse et de l'humour de Pessoa. J. Nanson - VALEURS ACTUELLES

Etonnante rencontre d'un auteur et d'un comédien qui s'enrichissent mutuellement de leurs différences. A. Lafargue - Le Parisien

Troublant et fort. L'Express

L'accord entre une sensibilité et une forme exquise. Le Point

Un pur moment de bonheur. Le Nouvel Observateur

Quinze dernières représentations

Location 01 44 54 53 00

Entrée Théâtre : Passage Molière 157 rue Saint-Martin 75003 Paris

DROUOT RICHELIEU

9, RUE DROUOT, 75009 PARIS

Tél. 01-48-00-20-20 - Téléc. DROUOT 642 260

Informations téléphoniques au : 01-48-00-20-17 ou sur Minitel 36-17 Drouot

Compagnie des commissaires-priseurs de Paris

Sauf indications particulières, les expositions auront lieu la veille des ventes, de 11h à 18h. *Exposition le matin de la vente.

Régisseur O.S.P., 47 rue Louis BLANC 92984 LA DEFENSE CEDEX 01-49-04-01-83

DIMANCHE 13 DÉCEMBRE

S.16 - Grands vins et spiritueux. Vente sur désignation.

DÉPARTEMENT VINS - LOUDMER.

LUNDI 14 DÉCEMBRE

S.1 et 7 - Importants tableaux anciens. Dessins anciens et du XIXe. FIASA.

S.5 et 6 - Tableaux anciens. Bel assemblage. Mes PESCHETEAU-RADIN, GODEAU, LEROY et Me de RICOLES.

VENDREDI 18 DÉCEMBRE

S.3 - Bijoux. Objets de valeur. Orfèvrerie. FIASA.

S.4 - Arts primitifs. Me de RICOLES. Expert : M. de Monbrison.

LOUDMER, 14, rue de la Grange Batelière (75009) 01.44.79.30.50

PESCHETEAU-RADIN, GODEAU, LEROY, 16, rue de la Grange Batelière (75009) 01.47.70.88.38

FIASA, PICARD, AUDAP, SOLANET & ASSOCIÉS 5, rue Drouot (75009) 01.53.34.10.10

de RICOLES, 46, rue de la Victoire (75009) 01.48.74.38.93

SORTIR

Pit-bull et Gauche uppercut

Deux pièces présentées dans la même soirée et liées par le désir de parler d'aujourd'hui, en banlieue. Décor gris, clos, habité par de jeunes comédiens décidés à en découdre. Dans *Pit-bull*, première pièce de Lionel Spycher, ils ont de quoi prendre de haut le désespoir : la langue est belle, elle vole sur le quotidien d'une cité où des corps se laissent tomber du haut des tours, tandis qu'en bas les rescapés provisoires de la violence tentent de (se) construire. *Pit-bull* est mis en scène par Joël Jouanneau, dont Serge Tranvouez met en scène *Gauche uppercut* : une « comédie urbaine en douze rounds », selon son auteur. Un combat de mots. Sans objet.

Théâtre Gérard-Philipe, 59, boulevard Jules-Guesde, 93 Saint-Denis. Du mardi au samedi, à 21 heures ; le dimanche, à 19 heures. Tél. : 01-48-13-70-00. 50 F. Jusqu'au 20 décembre.

Chine et architecture

Les architectes Paul Andreu et Alain Bretagnolle (pour Architecture Studio) présenteront, leurs projets pour le concours de l'Opéra de Pékin (*Le Monde* du 27 novembre).

Ces présentations, qui seront suivies d'un débat animé par notre collaborateur Frédéric Edelmann, auront lieu à l'Ecole d'architecture de Paris-Villemin, 14, rue Bonaparte, Paris 6. L'exportation de l'architecture en Chine sera ensuite l'objet de rencontres organisées par le

Comité France-Chine et l'Ecole de Paris-Villemin, jeudi 17 décembre de 9 h 30 à 12 h 30, au siège du Medef (Mouvement des entreprises de France, ex-Conseil national du patronat français), 31, avenue Pierre-I^{er}-de-Serbie, Paris 16^e. Renseignements par téléphone au 01-47-03-38-32.

Soirée bohème

Cet événement a pour but de montrer la diversité musicale qu'offre le monde tsigane. Au programme : *Fête gitane chez les Pinini*, de Carole Fierz, un documentaire sur le dernier clan gitan andalou, et *Latcho Drom*, de Tony Gatilif, qui retrace la longue route musicale et historique des Tsiganes depuis les origines. La soirée débutera avec le groupe Kahéna, de la danse flamenco sur une musique hispano-arabe. **Cinéma Saint-Germain-des-Prés, rue Guillaume-Apollinaire, Paris 6^e. M^e Saint-Germain-des-Prés. Le 10, à 20 h 30. De 65 F à 90 F.**

Johnny Griffin Quartet

Plus de cinquante ans de présence dans le jazz, avec Lionel Hampton, Art Blakey et Thelonious Monk pour débiter. Un sourire grand comme ça, un vrai beau gros son de saxophone. C'est Johnny Griffin, « le cheval sauvage », le hard bop à l'état pur, et pas pour le plaisir de la nostalgie, écrit Alain Gerber. Avec Hervé Sellin au piano, Jean-Pierre Arnaud à la batterie et Riccardo Del Fra à la contrebasse. **Au Duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris 1^{er}. M^e Châtelet. Les 10, 11, 12 et 13, deux concerts distincts à 21 heures et à 23 heures. Tél. : 01-42-33-22-68, 80 F.**

Trois projections exceptionnelles

La vie des juifs en Palestine

avec accompagnement musical de Jean-François Zygel

17 décembre à 20h30

20 décembre à 15h et 20h30

réservations : 01 53 01 86 53

Musée d'art et d'histoire du Judaïsme

Hôtel de Saint-Aignan

71, rue du Temple, 75003 Paris

CNC

GUIDE

FILMS NOUVEAUX

A la place du cœur de Robert Guédiguan (France, 1 h 53). Halloween. Vingt ans après, il revient ! de Steve Miner (Etats-Unis, 1 h 31). Julia est amoureuse de Vincent Dietsch (France, 2 h 06). Krikou et la sorcière dessin animé de Michel Ocelot (France-Belgique-Luxembourg, 1 h 10). Love is the Devil ! de John Maybury (Etats-Unis, 1 h 30). Massoud l'Afghan de Christophe de Ponfilly (France, 1 h 30). La Mère Christaine de Myriam Boyer (France, 1 h 30). Les Misérables de Bill August (Etats-Unis, 2 h 09). Mookie d'Hervé Palud (France, 1 h 27). La New-Yorker de Benoît Grifin (France, 1 h 15). Perdus dans l'espace de Stephen Hopkins (Etats-Unis, 1 h 54). Trois Anglaises en campagne de David Leland (Grande-Bretagne, 1 h 50). Velvet Goldmine de Todd Haynes (Grande-Bretagne, 2 heures).

(*) Interdit aux moins de douze ans.

PROJECTIONS FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel 3615 LEMONDÉ ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/mn)

REPRISES

Certains l'aiment chaud de Billy Wilder, avec Marilyn Monroe. Américain, 1959, noir et blanc (1 h 40). VO : Action Ecoles, 5^e (01-43-29-79-89). Les Contrabandiers de Molière de Fritz Lang, avec Stewart Granger. Américain, 1955, copie neuve (1 h 23). VO : Le Champo-Espace Jacques-Tati, 5^e (01-43-54-51-60). L'Homme de l'Ouest d'Anthony Mann, avec Gary Cooper. Américain, 1958 (1 h 36). VO : Action Christine, 6^e (01-43-29-11-30). Sept ans de réflexion de Billy Wilder, avec Marilyn Monroe. Américain, 1956 (1 h 45). VO : Action Ecoles, 5^e (01-43-29-79-89).

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.

Die Kommandeure.

The Birch of Buchenwald (en anglais) de Gila Cremer, mise en scène de Johannes Kaetzel, avec Gila Cremer. Théâtre de Proposition, 3, cité Souzy, Paris 11^e. M^e Boule-t-Montreuil. Le 10, à 20 h 30. Tél. : 01-43-48-99-30. De 50 F à 100 F.

Ensemble InterContemporain.

Messiaen : Hymne, Haïkai, Et expecto resurrectionem mortuorum. Dimitri Vassilakis (piano), Orchestre du Conservatoire de Paris, Hans Zender (direction). Cité de la musique, 221, avenue Jean-Jaures, Paris 19^e. M^e Porte-de-Pantin. Le 10, à 20 heures. Tél. : 01-45-04-44-84. De 100 F à 160 F.

Evguény Kasin (piano).

Chopin : Préludes. Liszt : Sonate pour piano. Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8^e. M^e Alma-Marcus. Le 10, à 20 h 30. Tél. : 01-49-52-50-50. De 60 F à 390 F.

Compagnie Awalem.

Lellat Mass. Théâtre du Renard, 12, rue du Renard, Paris 4^e. M^e Hôtel-de-Ville. Le 10, à 20 h 30. Tél. : 01-42-71-46-50. 100 F.

Liat Dror Nir Ban Gal Company.

The Dance of Nothing. Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, Paris 4^e. M^e Châtelet. Le 10, à 20 h 30. Tél. : 01-42-74-22-77. 95 F.

Liz McComb et les légendes du gospel.

Olympia, 28, boulevard des Capucines, Paris 8^e. M^e Opera, Madeleine. 20 h 30, les 10, 11 et 12 ; 17 heures, le 13. Tél. : 01-47-42-25-49. De 170 F à 260 F.

Didier Lockwood.

Petit Journal Montparnasse, 13, rue du Commandant-Rene-Mouchotte, Paris 14^e. M^e Gai, Montparnasse-Bien-née. 22 heures, le 10. Tél. : 01-43-21-56-70. De 100 F à 150 F.

Cypress Hill.

La Mutualité, 24, rue Saint-Victor, Paris 5^e. M^e Maubert-Mutualité. Le 10, à 20 h 30. Tél. : 01-40-46-15-71. 130 F.

Matchbox, Bénabar et associés.

Cabaret sauvage, parc de La Villette, Paris 19^e. M^e Porte-de-La-Villette. Le 10, à 20 h 30. Tél. : 08-07-07-50-75. 70 F.

(*) Tarif réduit.

EN VUE

■ Le dalaï-lama, végétarien un jour sur deux, invité à déjeuner à l'Élysée, mardi, jour carné, n'a pas trouvé « extra » le vol au vent d'écrevisses et la joue de veau braisée.

■ Ibiscus, chat chatreux et Balka, chien alaskan, soumis à un régime forcé, ont remporté le concours « défi minceur » en perdant respectivement 5 et 14,4 kilos. Le jury a récompensé leurs propriétaires avec six mois d'aliments pour animaux gratuits.

■ En l'an 2000 le gouvernement chinois dépensera 5 % du PIB, soit deux fois le budget de l'éducation nationale, pour entretenir ses 4 millions de voitures administratives et de fonction.

■ Vereeniging, une entreprise de Johannesburg, commercialise Blaster un lance-flammes pour dissuader les pirates de la route en les brûlant « à la commande » au premier, deuxième ou troisième degré, « selon la durée de la vaporisation ».

■ Mardi 8 décembre, en rentrant chez lui, un habitant d'Alexandrie, alerté par des ronflements, surprend son voleur qui dort à poings fermés sous un lit. Mercredi, les clients matinaux d'une laverie automatique de Sens dans l'Yonne, découvrent dans le tambour d'un sèche-linge un légionnaire endormi.

■ Vendredi 2 décembre à Clermont-Ferrand, un proxénète libéré après avoir purgé une peine de deux ans, court se jeter dans les bras de sa protégée. Le lendemain, elle l'exécute d'un coup de 6,35 dans la nuque.

■ Pour lutter contre la prostitution, les autorités chinoises viennent d'interdire aux saunas et aux salons de massages d'utiliser la mention « bain aux herbes ».

■ « Les femmes sont une nécessité, c'est une question de besoin opérationnel », insiste le général canadien Maurice Baril, chef d'état-major, au nom de l'égalité dans les rangs » de l'armée canadienne « paradis de la promiscuité, du harcèlement et même du viol », selon l'hebdomadaire *McLean*, après l'ouverture, en juin, par la police militaire d'une enquête sur plus de vingt agressions sexuelles.

■ Lundi 7 décembre, le tribunal de Saniturf, en Turquie, considérant l'« attitude provocante » de Goudal Aslan, une jeune fille qui s'était rebellée contre un mariage arrangé, remet en liberté le père, le futur époux et les quatre oncles qui ont voulu la noyer dans les eaux glacées de l'Euphrate.

■ Il a fallu de nouveau consacrer l'église de Knjazevac, en Serbie, après qu'une femme nue « possédée par une voyante » l'ait soudainement saccagée, mercredi 9 décembre, souillant l'autel et les icônes.

Christian Colombani

C'EST un peu comme si Hubert Védrine, un jour de méchante humeur, prenait sa plume pour dire, dans une des revues de politique étrangère publiées à Paris, tout le mal qu'il pense des choix budgétaires du gouvernement français. Dans le dernier numéro de *Foreign Affairs* (novembre-décembre), Madeleine Albright sacrifie, certes, au genre voulu par cette prestigieuse publication, en faisant un bel exposé de politique étrangère américaine : principes et méthodes d'action. La

soixante-quatrième secrétaire d'État a longtemps enseigné les relations internationales à l'université de Georgetown à Washington. Mais, à l'avant-dernière page de son article, elle glisse en catimini un ultime chapitre, appelé « ressources », qui résume, en quelques lignes au canon, l'un des obstacles auxquels elle est confrontée : les budgets sans cesse décroissants alloués à la politique étrangère des États-Unis.

Tels sont les choix d'un Congrès fortement isolationniste et, sans



doute aussi d'un président, Bill Clinton, d'abord occupé à batailler sur le front intérieur. « Nous consacrons (aujourd'hui) quatre fois moins qu'au temps du secrétaire d'État Marshall (George Marshall, au lendemain de la seconde guerre mondiale, NDUR) à promouvoir la démocratie et le développement à l'étranger », observe M^{me} Albright. Elle pointe un doigt accusateur : « Parmi les pays industrialisés, nous nous classons bons derniers pour ce qui est de ce genre de contributions

publiques » (faible à la démocratie et au développement) : « Nous sommes le débiteur numéro un de l'Organisation des Nations unies et des banques de développement multilatérales. » Il n'y a pas que l'aidé. Il y a aussi la logistique qu'un pays déploie pour projeter sa puissance à l'étranger. « Durant les dix dernières années, nous n'avons cessé, poursuit la secrétaire d'État, de diminuer nos budgets de politique étrangère, fermant des postes diplomatiques, fermant des missions de l'Agence américaine pour le développement international et de l'Agence américaine d'information » (deux « filiales » du département d'État).

L'ex-professeur fait la leçon aux élus : « Tout cela n'est pas sans conséquence. Cela diminue notre influence comme force de paix dans le monde. Cela entame notre leadership sur les questions économiques globales (...). Cela affecte la capacité de pression que nous pouvons exercer. » Faut-il diagnostiquer ici un brin d'amertume de la part de la première femme à diriger la diplomatie américaine ? Dans *Foreign Affairs*, Madeleine Albright écrit encore : « La diplomatie requiert vision et pragmatisme. Elle requiert aussi de l'échec, ce qui suppose que nous honorons nos engagements, donnons concrètement suite à nos déclarations, assumons les coûts d'une politique et prenons les risques nécessaires. » De la part du professeur-secrétaire d'État, ce pourrait être une manière d'avertissement à destination intérieure.

Alain Frachon

DANS LA PRESSE

RTL

Michèle Cotta

■ Face à la sédition, Le Pen s'accroche : ses cadres, ses collaborateurs, une de ses filles même, l'abandonnent : il débarquera, suspendra, exclura des dizaines de cadres, de militants, d'amis, s'il le faut. Mais il préfère sombrer plutôt que composer. Ainsi comme le mur de Berlin, le Front national, que l'on avait fini par croire indestructible, le Front national, cette exception française, se brise sous ses propres coups. Il n'avait finalement de pire ennemi que lui-même.

EUROPE 1

Alain Duhamel

■ Le Front national a déjà perdu énormément dans ce duel à mort entre Jean-Marie Le Pen et Bruno Mégret. Lui qui se présentait comme le parti différent des autres, uniquement soucieux de

l'intérêt de ses électeurs, sans ambition personnelle ni rivalités claniques, voilà qu'il en administre de façon caricaturale la preuve exacte inverse. Dans la bataille qui fait rage entre lepenistes et mégretistes, il n'est pas question d'un instant d'idéologie, ni moins encore des électeurs. Pis : on voit Jean-Marie Le Pen traiter les partisans de son ex-dauphin d'extrémistes et de racistes, validant ainsi les critiques les plus dures exprimées jusqu'ici par ses adversaires contre sa formation.

LE FIGARO

Franz-Olivier Giesbert

■ Croyant qu'il avait l'éternité devant lui, M. Le Pen n'envisageait de négocier avec la droite que le jour où elle serait à terre. C'est ce que n'ont pas compris tous ceux qui, ces dernières années, ont plaidé pour un accord électoral avec le FN. Chaque fois que M. Le Pen apercevait des passerelles se jeter entre les siens et la droite parle-

mentaire, il jetait une provocation, raciste de préférence, afin de creuser davantage encore le fossé entre les uns et les autres. M. Mégret, lui, est pressé d'arriver aux affaires. Il incarne une génération politique en quête de responsabilité. Que les deux chefs du FN décident ou non de finir leurs jours ensemble, après ces nuits des petits couteaux, cela ne change rien à la réalité qui s'impose : leur parti entre dans une crise profonde et durable à l'heure où la droite, à l'instar de M. Chirac, commence à redresser - un peu - la tête. Ce sera la fin de l'« exception française ». Bonne nouvelle.

LIBÉRATION

Laurent Joffrin

■ Chaque jour, la tension monte d'un cran. Mégret tient l'appareil, Le Pen, le drapeau. Pour trancher, il faut que l'un tue l'autre. En quelques jours, l'extrême droite refait à l'envers la longue route qui l'avait sortie de la marginalité. Les immo-

raux de la droite qui ne voyaient plus de salut que dans l'alliance honteuse s'embrassent dans l'émulation et le ridicule. Ainsi ils avaient jugé ce bloc xénophobe intangible et cherché à l'intégrer, alors qu'il est en passe d'écarter. Ainsi ils avaient parié sur le petit Mégret, soi-disant présentable, alors que Le Pen vient d'en souligner la vraie nature. L'équipe tourne court.

LE NOUVEL OBSERVATEUR

Jacques Julliard

■ On ne le leur fait pas dire. En s'accusant mutuellement de racisme, Jean-Marie Le Pen et Bruno Mégret, le premier à voix haute, le second sous voce ont fini par avouer le secret de polichinelle du Front national. (...) Le Front national a atteint son apogée, il y a dix ans déjà, lors de la présidentielle de 1988, où Le Pen réunit 14,39 % des suffrages exprimés. Depuis lors, les résultats électoraux sont stagnants, et le parti hésitant sur la tactique à suivre.

www.icepick.com

Un informaticien hollandais mesure, archive et montre tout ce qui se passe chez lui



censée et photographiée. Les huit derniers clichés sont affichés sur le site.

La poubelle d'Alex van Es est elle aussi contrôlée par un ordinateur, qui enregistre les codes-barres des emballages jetés et les affiche sur le site. Le monde entier peut

ainsi savoir qu'au cours des dernières heures, il a utilisé une boîte de soupe de tomate, du thé Earl Grey et des haricots surgelés. Il fait remarquer qu'il s'agit d'une solution d'avenir, car si la poubelle était reliée via Internet au supermarché local, celui-ci pourrait au-

tomatiquement lui faire parvenir les produits qui lui manquent.

Alex va jusqu'au bout de sa logique. Un tableau indique les vingt dernières fois où il a tiré la chasse d'eau, et un graphique permet de suivre les variations de ses activités stomacales : « J'ai connecté mes toilettes à Internet, proclame-t-il fièrement. L'heure, la date et la durée de mes séjours sont mémorisés. Ainsi, on peut faire une corrélation directe entre ce qui est dans mon réfrigérateur, ce que j'ai mis à la poubelle (c'est-à-dire ce que j'ai mangé) et ce qui est ressorti. Créer la connexion n'a pas été simple, mes toilettes n'étaient pas vraiment compatibles avec le Web. »

Alex s'est constitué un réseau de spectateurs fidèles, abonnés à une liste de diffusion qui donne régulièrement des nouvelles de ses différents projets. Grâce à l'afflux de visiteurs, il a déjà trouvé des annonceurs, ce qui lui permettra d'acheter une caméra supplémentaire.

Francis Pisan

SUR LA TOILE

3 MILLIONS D'INTERNUTES

■ Selon le rapport que l'Association française de la télématique (Aftel) doit publier vendredi 11 décembre, la France compterait 3 millions d'utilisateurs d'Internet. Ce nombre a plus que doublé entre juillet 1997 et juillet 1998, tandis que celui des ordinateurs reliés au réseau mondial augmentait de 66 %. Une croissance légèrement supérieure à la moyenne européenne, selon l'Aftel. La France disposerait ainsi de 1,6 % du nombre total des ordinateurs connectés à Internet dans le monde. Par ailleurs, 40 % des PME auraient au moins une connexion Internet. (Reuters.)

CYBERCAPÉ IRANIEN

■ Le premier cybercafé vient d'ouvrir à Téhéran. Il s'étend sur deux étages, un pour les hommes, un pour les femmes. Ses trente ordinateurs sont connectés au réseau via le serveur public Neda-Net, qui bloque l'accès aux sites érotiques et aux sites politiques jugés anti-islamiques. Si un client tombe par hasard sur un site qui ne respecte pas les règles islamiques, il doit le signaler et arrêter sa navigation. (AFR)

Abonnez-vous au Monde

Jusqu'à **360 F** d'économie soit **7 semaines de lecture GRATUITE**

Oui, je souhaite m'abonner au Monde pour la durée suivante :

☐ 3 MOIS - 562 F ☐ 6 MOIS - 1 088 F ☐ 1 AN - 1 980 F

au lieu de 585 F au lieu de 1 170 F au lieu de 2 340 F

Pro de vente au numéro (hors en France métropolitaine uniquement) : 801 MQ 007

je joins mon règlement soit :

☐ par chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde

☐ par carte bancaire N° _____

Date de validité _____ Signature : _____

☐ M. ☐ Mme Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Localité : _____ Code postal : _____

TARIFS HORS FRANCE

	Belgique, Pays-Bas, Luxembourg, Suisse	Autres pays de l'Union européenne	USA - CANADA
1 AN	2 190 F	2 960 F	3 912 F
3 mois	598 F	790 F	1 036 F

Pour tout autre renseignement concernant le portage à domicile, la suspension de votre abonnement pendant les vacances, un changement d'adresse, le paiement par prélèvement automatique mensuel, les tarifs d'abonnement pour les autres pays étrangers, téléphonez au 01-42-17-32-90 de 8 h 30 à 18 heures du lundi au vendredi.

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : LE MONDE, service Abonnements - 24, avenue du Général-Ledoux - 69448 Chantilly Cedex.

Nos chers petits diables par Alain Rollat

FAUT-IL avoir peur de nos enfants ? La question était posée à la cantonade, mercredi soir, sur France 2, à propos de l'évolution de la délinquance juvénile. Au vu des spécimens de jeunesse banaleuse choisis pour les besoins spectaculaires de cette émission introspective, présentée par Jean-Luc Delarue, la réponse ne se discutait pas. Il y avait là de quoi donner raison à ceux qui prédisent l'apocalypse sociale.

Une charmante écolière de quatorze ans se flattait d'avoir été punie de six mois de prison avec sursis pour avoir donné « un coup de tête » à une copine de classe. Tout aussi sociable, deux adolescents de dix-sept ans se plaignaient de l'inconfort du commissariat où elles avaient été gardées à vue après avoir envoyé trois adultes à l'hôpital au cours d'une « bousculade ». Un malheureux gamin de dix-huit ans, condamné pour coups et blessures, regrettait

d'avoir « tapé » sa mère comme le faisait son père. Un sympathique loupard du même âge tenait à préciser que c'était « avec un fusil à pompe », et non un banal revolver, qu'il avait tiré, en l'air, le soir où il s'était « fait respecter » par un voyou de son quartier avant de finir en taule. Tous étaient ravis de se voir révalorisés par leur passage à la télé.

Il y avait aussi un psychologue qui tenait à souligner que la décontraction de ces jeunes gens exprimait « une jouissance de la destructivité » sous laquelle se cachait, en vérité, « une très grande désespérance ». La conclusion semblait aller de soi : il fallait surtout, désormais, avoir peur d'avoir des enfants ! Jusqu'au moment où la question n'était pas plutôt de savoir « pourquoi nos enfants ont peur de la société que nous leur laissons ».

C'était, en effet, la bonne ques-

tion. Et elle avait déjà reçu sa réponse, sur TF 1, au cours du journal de 20 heures dont l'invité était un père emblématique en butte à la révolte de deux de ses proches. Soumis à un questionnaire freudien par le docteur Patrick Polvre d'Arvor, le président du Front national a admis qu'il y a quelque chose d'océdipien dans la « rébellion » de son héritier spirituel, Bruno, et dans le ralliement de sa fille aînée, Marie-Caroline, « à un des chefs de la sédition » dont elle était déjà la compagne. « J'ai l'habitude des traditions familiales », a conclu ce patriarche bafoué en faisant allusion à sa première femme, Pierrette, qui l'a quitté depuis longtemps. Or va donc notre société si le père l'ordre moral devient la rébellion, en matière de désordre parental ? Nous faisons peur à nos enfants parce que nous avons engendré des Le Pen qui ont fait des Mégret.

FILMS DE LA SOIRÉE

GUIDE TELEVISION

FILMS D'OUR

GUIDE TELEVISION

سكنا من الامم

JEUDI 10 DÉCEMBRE

FILMS DE LA SOIRÉE

- 17.10 Au-delà des lois ■ ■ ■
John Schlesinger (États-Unis, 1995,
100 min.) Cinéstar 1
- 18.50 Week-end en famille ■ ■ ■
Jody Foster (États-Unis, 1992,
99 min.) Cinéstar 1
- 20.35 Le Mépris ■ ■ ■
Jean-Luc Godard (France, 1963,
105 min.) Canal Jimmy
- 21.00 Le Père de la mariée ■ ■ ■
Vincente Minnelli (États-Unis, 1950,
N.v., 95 min.) Paris Première
- 21.45 Autour de minuit ■ ■ ■
Bertrand Tavernier (Fr.-Ét., 1986, v.o.,
130 min.) Cinéstar 1
- 22.00 Champ d'honneur ■ ■ ■
Jean-Pierre Denis (France, 1987,
85 min.) Ciné Cinémas
- 22.35 Le Doulos ■ ■ ■
Jean-Pierre Melville (France, 1963, N.,
110 min.) TV 5
- 22.40 Kintz ■ ■ ■
Alan J. Pakula (États-Unis, 1971,
115 min.) RTL 9
- 23.00 Chinatown ■ ■ ■
Roman Polanski (États-Unis, 1974,
130 min.) France 2
- 0.20 Le Pays des sourds ■ ■ ■
N. Philibert (F., 1992, 95 min.) Arte
- 0.25 On a volé la jacinthe ■ ■ ■
Michel Deville (France - Italie, 1966,
105 min.) Cinétoile
- 1.05 L'Enigme ■ ■ ■
du Chicago Express ■ ■ ■
Richard Fleischer (États-Unis, 1952, N.,
v.o., 75 min.) Ciné Classics

GUIDE TÉLÉVISION

- MAGAZINES**
- 18.00 Le Grand Journal ■ ■ ■
Invité : Le Dala Lama. LCI
- 18.30 Le Magazine de l'Histoire ■ ■ ■
Le musée d'Art et d'Histoire
du Judaïsme ouvre ses portes à Paris.
Avec Maurice Sartre ; Jean Laloum ;
Pierre Birnbaum ; Annette Wierfort ;
Pierre Vidal-Naquet. Histoire
- 18.30 Nulle part ailleurs ■ ■ ■
Avec Felling ; L'Orchestre Aragon ;
Ariane Ascaride ; Robert Guédiguian ;
William Sheller. Canal +
- 20.00 20 h Paris Première ■ ■ ■
Laurent Bourgon. Paris Première
- 20.05 Temps présent. La mafia du silence ■ ■ ■
Rosauro : Et en Suisse romande ?
Profession journaliste. Le silence en image à Rwanda. TSR
- 20.45 50 ans d'histoire ■ ■ ■
des droits de l'Homme.
1940-1960 : un code universel
de morale et de comportement.
Invités : Stéphane Hessel ; Marc Agli ;
Dany Robillard ; Patrick Baudouin ;
Abraham Serfaty ; Yvonne Chénin ;
Fatima M'Baye. Histoire
- 20.55 Envoyé spécial. Le champagne. ■ ■ ■
C'est l'Est des lieux.
Front National : la nébuleuse. France 2
- 22.35 Courts particuliers ■ ■ ■
Arus de Persepolis. Paris Première
- 23.00 De l'actualité à l'Histoire ■ ■ ■
Juger les dictateurs. Histoire
- 23.05 France Europe Express ■ ■ ■
Invité : Daniel Cohn-Bendit.
A-J-21 de l'Euro, le contre-la-montre
est lancé. L'Europe est-elle prête ?
Le dopage dans le football. En Italie,
avec l'opération « plebs-propres ».
Avec Lilian Thuram. Quelle Europe
pour les sans-papiers ? France 3
- 23.45 Paroles de femmes ■ ■ ■
Joanne Balasko. TMC
- 0.53 Des racines et des ailes ■ ■ ■
Les clés du Miro-Salm-Michel.
Bienvenue au Québec. France 3
- DOCUMENTAIRES**
- 19.00 Voyages, voyages. Écosse. ■ ■ ■
Arte
- 19.00 P.Yo, capitaine Crique. ■ ■ ■
Odysée
- 19.05 Grâce à la musique. ■ ■ ■
Sensations
- 19.15 Léonard évincé. ■ ■ ■
Planète
- 19.30 La Jungle de verre. ■ ■ ■
La ville labyrinthique. Odysée
- 19.40 La Vie de Fjordland. ■ ■ ■
Planète
- 19.55 La Fille. ■ ■ ■
Les richesses royales. Odysée
- 20.15 Reportage. L'Usine à champions ■ ■ ■
de Boleider. Arte
- 20.35 Vêlo Love. ■ ■ ■
Planète
- 20.40 ► Soirée thématique. ■ ■ ■
Adoption. Arte
- 20.40 ► Procès K. ■ ■ ■
Omar Raddad. Canal +
- 20.45 Virtuoses. Maxim Vengerov. ■ ■ ■
Mezzo
- 21.15 Légendes vivantes d'outre-mer. ■ ■ ■
[4/13] Les estocliens du Grand Caillou. Odysée
- 21.40 Les Derniers Maharajahs. ■ ■ ■
[4/13] La terre des rois. Odysée
- 21.45 Sous le soleil de Palavas. ■ ■ ■
Arte
- 22.15 L'Europe en mal d'enfants. ■ ■ ■
Odysée
- 22.15 Le Temps des cathédrales. ■ ■ ■
[29] La Quête de Dieu. Odysée
- 23.05 Arcadie. [10/13] Mémoires ■ ■ ■
sur la balaine française. Odysée
- 23.25 La Chance de notre vie. ■ ■ ■
Arte
- 23.35 Louvre, le temps ■ ■ ■
d'un musée. Odysée
- 23.40 Le Monde magique ■ ■ ■
de Tashu Tudor. Planète
- 0.30 Histoire de l'aviation. [9/7] D'une ■ ■ ■
guerre à l'autre : 1939-1941. Planète
- 0.30 Plans de vol. ■ ■ ■
Les nouveaux pionniers. Odysée
- 1.00 Frédéric Pottecher. [1/3]. ■ ■ ■
TF 1
- SPORTS EN DIRECT**
- 20.00 Snooker. Masters d'Allemagne ■ ■ ■
John Higgins - John Parrott
et Jimmy White. Eurosport
- MUSIQUE**
- 21.25 A Ceremony of Carols, ■ ■ ■
de Britten. Muzik
- 22.15 Chick Corea et Steve Kujala ■ ■ ■
Concert enregistré au Congressaal
de Munich. Avec Chick Corea, piano ;
Steve Kujala, flûte. Muzik
- 23.30 Vondelpark Concert 1997. ■ ■ ■
Concert. Paris Première
- 23.30 L'Étoile. Opéra bouffe de Chabrier. ■ ■ ■
Par l'Orchestre de l'Opéra de Lyon, dir.
John Eliot Gardiner. TF 1
- THÉÂTRE**
- 23.45 Il faut qu'une porte soit ouverte ■ ■ ■
ou fermée. Pièce de Musset. Festival
- TELEFILMS**
- 20.30 La Vie de Marianne ■ ■ ■
[4/13] La terre des rois. Festival
- 20.45 Saigon Baby. Guy Hibbert. ■ ■ ■
Arte
- 22.40 Des flics aux trousseaux. ■ ■ ■
Alexander Wright. TF 1
- SÉRIES**
- 19.25 Equalizer. ■ ■ ■
La dernière danse. 13^{ème} Rue
- 20.00 Fallen Angels. ■ ■ ■
Un jeu par danse. Canal Jimmy
- 20.15 Julie Lescaut. ■ ■ ■
L'école du crime. RTBF 1
- 20.50 X-Files. Telle. Cours de tissu. ■ ■ ■
La Vie de l'homme. M 6
- 20.55 La Vie d'une femme. ■ ■ ■
La Fille seule. TF 1

NOTRE CHOIX

● 20.35 Canal Jimmy
Le Mépris
D'après un roman d'Alberto Moravia, une tragédie sur la vérité profonde et cruelle du couple et, à travers Fritz Lang jouant son propre personnage, les difficultés de la création cinématographique. Deux conceptions du cinéma qui s'affrontent, une crise conjugale sans issue, et Bardot étonnante. Un très grand film, réalisé par Jean-Luc Godard en 1963. - J. S.

● 21.00 Paris Première
Le Père de la mariée
Un avocat prépare les noces de sa fille et doit faire face à une avalanche de complications. Dans ce film réalisé par Vincente Minnelli en 1950, Liz Taylor campe une ingénue, ou presque et, surtout, Spencer Tracy un personnage psychologique remarquable. - J. S.

● 22.40 RTL 9
Kintz
Un homme de science, bon époux et bon père de famille, disparaît. Le policier chargé de l'enquête découvre qu'il a fréquenté une call-girl à New York et surveille celle-ci. Réalisé par Alan J. Pakula en 1971, un suspense rebondissant et une étude de meurtre et de milieu, une peinture désenchantée de l'Amérique moderne livrée à la débauche et à la corruption, le portrait d'une femme étrange et complexe : Jane Fonda. - J. S.

● 0.20 Arte
Le Pays des sourds
Des sourds profonds, enfants, adolescents, jeunes mariés, parents, et leur mode de communication. Réalisé par Nicolas Philibert en 1992, un remarquable documentaire avec de vrais personnages envisagés dans leur vie quotidienne. - J. S.

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

- TF 1**
- 18.25 Excluse. ■ ■ ■
19.05 Le Bigail. ■ ■ ■
20.00 Journal. ■ ■ ■
20.40 Le Résultat des courses, Météo. ■ ■ ■
20.55 Le Juge est une femme. ■ ■ ■
La Fille seule. ■ ■ ■
22.40 Made in America. ■ ■ ■
Des flics aux trousseaux. ■ ■ ■
Téléfilm. Alexander Wright. ■ ■ ■
0.20 Les Rendez-vous de l'entreprise. ■ ■ ■
0.45 TF 1 nuit, Météo. ■ ■ ■
1.00 Frédéric Pottecher. [1/3]. ■ ■ ■

FRANCE 2

- 18.50 Friends. ■ ■ ■
19.15 1000 enfants vers l'an 2000. ■ ■ ■
19.20 Qui est qui ? ■ ■ ■
19.50 L'Euro, Au nom du sport, Météo. ■ ■ ■
20.00 Journal. Météo, Point route. ■ ■ ■
20.55 Envoyé spécial. ■ ■ ■
22.50 Expression directe. ■ ■ ■
22.55 Déclaration universelle ■ ■ ■
des droits de l'homme. ■ ■ ■
Art. 10. Droits fondamentaux. ■ ■ ■
23.00 Chinatown ■ ■ ■
Film. Roman Polanski. ■ ■ ■
1.10 Au nom du sport. ■ ■ ■
1.30 ► La 25^e Heure. ■ ■ ■
Tous les êtres humains. ■ ■ ■

FRANCE 3

- 18.20 Questions pour un champion. ■ ■ ■
18.50 Un livre, un jour. ■ ■ ■
18.55 Le 19-20 de l'information, Météo. ■ ■ ■
19.20 Le Koulou de 20 heures. ■ ■ ■
20.35 Tout le sport, Cosmosmag. ■ ■ ■
20.55 Marseille contrat ■ ■ ■
Film. Robert Parrish. ■ ■ ■
22.30 Météo, Soir 3. ■ ■ ■
22.05 France Europe Express. ■ ■ ■
Le dopage dans le football. ■ ■ ■
Euro, le contre-la-montre est lancé. ■ ■ ■
0.25 Espace francophone. ■ ■ ■
0.35 Des racines et des ailes. ■ ■ ■

CANAL

- En clair jusqu'à 20.40 ■ ■ ■
18.25 Films infinis. ■ ■ ■
18.30 Nulle part ailleurs. ■ ■ ■
20.30 Le Journal du cinéma. ■ ■ ■
20.40 ► Le Procès K, Omar Raddad. ■ ■ ■
22.15 Les Fezzies R. Film. Peter Jackson. ■ ■ ■
23.50 Black and Blue. ■ ■ ■
Film. Mario Bava (v.o.). ■ ■ ■

ARTE

- 19.00 Voyages, voyages. Écosse. ■ ■ ■
19.45 Météo, Arte Info. ■ ■ ■
20.15 Reportage. ■ ■ ■
L'Usine à champions de Bollettien. ■ ■ ■
20.40 ► Soirée thématique. ■ ■ ■
Adoption. L'Europe en mal d'enfants. ■ ■ ■
20.45 Saigon Baby. ■ ■ ■
Téléfilm. Guy Hibbert. ■ ■ ■
22.15 L'Europe en mal d'enfants. ■ ■ ■
23.25 La Chance de notre vie. ■ ■ ■
0.20 Le Pays des sourds ■ ■ ■
Film. Nicolas Philibert. ■ ■ ■
1.55 Quand le Japon ■ ■ ■
s'ouvrit au monde. ■ ■ ■

M 6

- 18.00 Les Aventures de Simbad. ■ ■ ■
19.00 FX, effets spéciaux. ■ ■ ■
19.54 Le Six Minutes, Météo. ■ ■ ■
20.10 Notre belle famille. ■ ■ ■
20.35 La Famille Toubabien. ■ ■ ■
20.40 Décrochage Info, Passé simple. ■ ■ ■
20.50 N-Files. ■ ■ ■
Téléfilm. Cours de tissu. ■ ■ ■
Le visage de l'horreur. ■ ■ ■
23.35 La Mante religieuse. ■ ■ ■
Téléfilm. James Keach. ■ ■ ■

RADIO

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Agora. André Sallier ■ ■ ■
(Histoire du camp de Dorag). ■ ■ ■
21.00 Lieux de mémoire. Le Peuple. ■ ■ ■
22.10 For intérieur. ■ ■ ■
Bruno Mahon, peintre. ■ ■ ■
23.00 Nuits magnétiques. ■ ■ ■

FRANCE-MUSIQUE

- 20.00 Concert. Donne par l'Orchestre ■ ■ ■
philharmonique de Radio-France, ■ ■ ■
dir. Evgeny Svetlanov. Œuvres ■ ■ ■
de Rachmaninov, Liszt, Poulenc. ■ ■ ■
22.30 Musique pluriel. ■ ■ ■
23.07 Pupilles de nuit. Lolo Schiffrin. ■ ■ ■

RADIO-CLASSIQUE

- 20.15 Les Solistes. ■ ■ ■
Concert pour violon et orchestre ■ ■ ■
n° 3 ■ ■ ■
K 216, de Mozart. ■ ■ ■
20.40 Festival de Venise. ■ ■ ■
Par l'Orchestre symphonique du Curtis ■ ■ ■
Institute of Music et Jean-Yves ■ ■ ■
Thibaudet, dir. Fischer. Œuvres ■ ■ ■
de Enesco, Liszt, Bartók. ■ ■ ■
22.30 Les Soirées... (suite). ■ ■ ■
Œuvres de Chaumont, ■ ■ ■
France, Rausel, Enesco. ■ ■ ■

FILMS DU JOUR

- 15.50 L'Enigme ■ ■ ■
du Chicago Express ■ ■ ■
Richard Fleischer (États-Unis, 1952, ■ ■ ■
N.v., 75 min.) Ciné Classics
- 16.20 On a volé la jacinthe ■ ■ ■
Michel Deville (France - Italie, 1966, ■ ■ ■
95 min.) Cinétoile
- 22.30 Les Dents de la mer ■ ■ ■
Steven Spielberg (États-Unis, 1975, ■ ■ ■
120 min.) TSR
- 22.50 Affreux, sales et méchants ■ ■ ■
Ettore Scola (Italie, 1976, ■ ■ ■
115 min.) Cinétoile
- 22.50 Meurtre mystérieux ■ ■ ■
à Manhattan ■ ■ ■
Woody Allen (États-Unis, 1993, ■ ■ ■
v.o., 105 min.) Cinéstar 1
- 0.15 Colonel Blimp ■ ■ ■
Michael Powell et Eric Pressburger ■ ■ ■
(GB, 1943, v.o., 160 min.) Arte
- 0.40 Chambre avec vue ■ ■ ■
James Ivory (Grande-Bretagne, 1985, ■ ■ ■
v.o., 113 min.) France 2
- 1.10 L'Homme ■ ■ ■
au masque de cire ■ ■ ■
André Delvaux (Belgique, 1953, ■ ■ ■
90 min.) Ciné Cinémas
- 3.05 14 juillet ■ ■ ■
René Clair (France, 1952, ■ ■ ■
N.v., 95 min.) Cinétoile

GUIDE TÉLÉVISION

- MAGAZINES**
- 15.00 Le Club de l'économie. ■ ■ ■
LCT
- 15.05 Ecran savoir multimédia. ■ ■ ■
Histoires d'été. RTBF 1
- 15.15 Temps présent. ■ ■ ■
Télex de Turc à Schvay. TV 3
- 17.00 Le Magazine de l'Histoire. ■ ■ ■
Le musée d'Art et d'Histoire
du Judaïsme ouvre ses portes à Paris.
Invités : Maurice Sartre, Pierre ■ ■ ■
Birnbaum, Pierre Vidal-Naquet, Jean ■ ■ ■
Laloum, Annette Wierfort. Histoire
- 17.00 Les Lumières du music-hall. ■ ■ ■
André Claveau. Paris Première
- 18.00 Stars en stock. Peter Sellers. ■ ■ ■
Debbie Reynolds. Paris Première
- 18.30 Nulle part ailleurs. ■ ■ ■
Invité : Sami Bouajila. ■ ■ ■
Ensaï Sjöberg, Focelles. Canal +
- 19.00 Tracks. ■ ■ ■
Arte
- 19.00 De l'actualité à l'Histoire. ■ ■ ■
Juger les dictateurs. Histoire
- 19.10 Le Rendez-vous. ■ ■ ■
Invité : Nicolas Sarkozy. LCI
- 20.00 Envoyé spécial. Les années 90. ■ ■ ■
US 53 à la dérive. Taux pour piano. ■ ■ ■
Invités : Marie Mendras, ■ ■ ■
André Rauch. Histoire
- 20.05 C'est la Vie. ■ ■ ■
Le bonheur est au foyer. TSR
- 20.55 Plein les yeux. ■ ■ ■
TF 1
- 20.55 Thalassa. Jeux de mer. ■ ■ ■
France 3
- 21.00 Le Grand Journal. ■ ■ ■
LCI
- 22.00 Font pas rêver. ■ ■ ■
Niger : Les salines du désert. ■ ■ ■
France : Le train des paléontologues. ■ ■ ■
Brel : Le Cinéma Baroque. ■ ■ ■
Invité : Stéphane Freiss. France 3
- 23.00 Bouillon de culture. ■ ■ ■
De Caden-Rousselle à Johnny : ■ ■ ■
une balade en chansons. ■ ■ ■
Invités : Claude Duneton, ■ ■ ■
Jean-Marie Périer, Martin Pénier, ■ ■ ■
Françoise Le Gohrien, Marie Nimier, ■ ■ ■
Marc Lambron, Maxime Lefebvre, ■ ■ ■
Philippe Meys. France 2
- 23.15 Sans aucun doute. Les agressions. ■ ■ ■
Invité : Marlene Jobert. TF 1
- 23.30 Les Dossiers de l'Histoire. ■ ■ ■
On l'appelle la Vénus hottentote. France 3
- DOCUMENTAIRES**
- 18.15 L'Hôtel en folie. [2/3]. ■ ■ ■
Planète
- 18.30 Un amour ■ ■ ■
de zébré. La Cinquième
- 18.35 Histoire ■ ■ ■
d'un loup solitaire. Odysée
- 19.00 Histoire de la BD. ■ ■ ■
Odysée
- 19.15 La Opète du futur. [15/22]. ■ ■ ■
La médecine de demain. Planète
- 19.30 Les Dernières ■ ■ ■
jungles d'Afrique. Odysée
- 19.40 Fats Waller. ■ ■ ■
Planète
- 20.15 Palettes. Stefano ■ ■ ■
Di Giovanni, dit Sassetta. Le retable ■ ■ ■
en marbre, 1437-1444. Arte
- 20.20 Global Family VII. Les gels ■ ■ ■
sacrifices de Kyushu. Odysée
- 20.35 Preuves à l'appui. [4/6]. ■ ■ ■
Faire parler les morts. Planète
- 20.45 Méditerranée. ■ ■ ■
[10/12] Miroir. Histoire
- 20.50 Louvre, ■ ■ ■
le temps d'un musée. Odysée
- 21.25 Pour l'amour des crocodiles. [27/01]. ■ ■ ■
Planète
- 21.45 Conférences de presse. ■ ■ ■
31 janvier 1964 [2/3]. Histoire
- 21.45 La Jungle de verre. ■ ■ ■
La ville labyrinthique. Odysée
- 22.10 Peuple Mahak. ■ ■ ■
Planète
- 22.10 La Nuit Star Trek. ■ ■ ■
La Science de Star Trek. Canal Jimmy
- 23.00 Grand format. ■ ■ ■
Daguerotypes, Agnès Varda. Arte
- 23.05 Léonard évincé. ■ ■ ■
Planète
- 23.30 La Vie de Fjordland. ■ ■ ■
Planète
- 0.35 La Case de l'Oncle Doc. ■ ■ ■
Les secrets de la guerre secrète : ■ ■ ■
Reich, la guerre des services. France 3
- SPORTS EN DIRECT**
- 15.00 Snooker. ■ ■ ■
Masters d'Allemagne. Quart de finale. ■ ■ ■
Mark Williams - Alan McManus ■ ■ ■
ou Steve Davis. Eurosport
- 17.00 Natations. Championnats d'Europe ■ ■ ■
en petit bassin. A Sheffield. Eurosport
- 19.00 Curling. Championnats d'Europe. ■ ■ ■
Demi-finales dames et messieurs. ■ ■ ■
A Films (Suisse). Eurosport
- 20.00 Snooker. Masters d'Allemagne. ■ ■ ■
Première demi-finale. Eurosport
- 20.00 Handball. ■ ■ ■
Championnat d'Europe féminin. ■ ■ ■
Norvège - Russie. AB Sport
- 20.30 Football. ■ ■ ■
D1 : Strasbourg - Nantes. Canal +
- MUSIQUE**
- 18.00 Chick Corea. ■ ■ ■
Jazz à Vienne 98. Muzik
- 21.00 Betty Carter. Nice 1998. ■ ■ ■
Muzik
- 21.30 Betty Carter. Montréal 1982. ■ ■ ■
Muzik
- 22.00 La Bohème. Opéra de Puccini. ■ ■ ■
Mise en scène. Lorenzo Mariani. ■ ■ ■
Par l'Orchestre et les Chœurs ■ ■ ■
du théâtre lyrique de Cagliari, ■ ■ ■
dir. Steven Mercurio. Paris Première
- 22.05 Friedrich Gulda. Œuvres pour ■ ■ ■
piano, de Frédéric Chopin. Mezzo
- 22.30 Septeto Habanero. ■ ■ ■
Angoulême 1998. Muzik
- 0.15 Richard Strauss. ■ ■ ■
70^e anniversaire. Par l'Orchestre ■ ■ ■
symphonique de la Radio bavaroise, ■ ■ ■
dir. Lorin Maazel. Mezzo
- 0.20 Le Live du vendredi. ■ ■ ■
Musik Attack. M 6
- VARIÉTÉS**
- 22.30 Tapis rouge. Céline Dion ■ ■ ■
et Justin Trudeau. TV 3
- TELEFILMS**
- 20.30 Les Complices. ■ ■ ■
Serge Moiré. Festival
- 20.45 Minuit. ■ ■ ■
Walter Salles et Daniela Thomas. Arte
- 20.50 Le Flic. ■ ■ ■
70^e anniversaire. Série Club
- 20.50 Double vie. Larry Ellman. ■ ■ ■
TSR
- 21.50 Ma première nuit. ■ ■ ■
Miguel Albaladejo (v.o.). Arte
- 22.10 Nos jolies colonies de vacances. ■ ■ ■
Stéphane Kerc. Festival
- COURTS MÉTRAGES**
- 0.20 Libre court. Mieux dames. ■ ■ ■
Serge Audébert. France 3
- SÉRIES**
- 17.15 Seconde B. Le beau ténébreux. ■ ■ ■
TMC
- 17.35 H. Une thérapie de couple. ■ ■ ■
Canal +
- 17.55 Hartley, cours à vie. ■ ■ ■
France 2
- 18.00 Blague à part. Les cabataires. ■ ■ ■
Canal +
- 18.00 Le cyclope. ■ ■ ■
M 6
- 19.20 Equalizer. ■ ■ ■
Série de l'ombre. 13^{ème} Rue
- 19.25 Chérie, j'ai rétréci les poisses. ■ ■ ■
Tu es seul. Disney Channel
- 20.00 Qui de nous deux ? ■ ■ ■
TMC
- 20.10 Happy Days. ■ ■ ■
Deuxième lune de miel. Série Club
- 20.13 Alfred Hitchcock présente. ■ ■ ■
Cédames au placard. 13^{ème} Rue
- 20.30 La Nuit Star Trek. ■ ■ ■
20.35 Star Trek Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
25.15 Star Trek : The Next Generation ■ ■ ■
(v.o.). ■ ■ ■
0.10 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
0.15 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
0.20 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
0.25 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
0.30 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
0.35 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
0.40 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
0.45 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
0.50 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
0.55 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
1.00 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
1.05 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
1.10 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
1.15 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
1.20 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
1.25 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
1.30 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
1.35 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
1.40 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
1.45 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
1.50 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
1.55 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
2.00 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
2.05 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
2.10 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
2.15 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
2.20 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
2.25 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
2.30 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
2.35 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
2.40 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
2.45 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
2.50 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
2.55 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
3.00 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
3.05 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
3.10 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
3.15 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
3.20 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
3.25 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
3.30 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
3.35 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
3.40 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
3.45 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
3.50 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
3.55 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
4.00 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
4.05 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
4.10 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
4.15 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
4.20 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
4.25 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
4.30 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
4.35 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
4.40 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
4.45 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
4.50 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
4.55 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
5.00 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
5.05 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
5.10 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
5.15 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
5.20 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
5.25 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
5.30 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
5.35 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
5.40 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
5.45 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
5.50 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
5.55 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
6.00 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
6.05 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
6.10 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
6.15 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
6.20 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
6.25 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
6.30 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
6.35 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
6.40 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
6.45 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
6.50 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
6.55 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
7.00 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
7.05 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
7.10 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
7.15 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
7.20 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
7.25 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
7.30 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
7.35 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
7.40 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
7.45 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
7.50 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
7.55 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
8.00 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
8.05 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
8.10 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
8.15 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
8.20 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
8.25 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
8.30 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
8.35 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
8.40 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
8.45 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
8.50 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
8.55 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
9.00 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
9.05 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
9.10 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
9.15 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
9.20 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
9.25 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
9.30 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
9.35 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
9.40 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
9.45 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
9.50 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
9.55 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■
10.00 Star Trek : Voyager. ■ ■ ■
Épisode pilote (v.o.). ■ ■ ■<

La honte

par Pierre Georges

QUEL SENTIMENT de gêne, tout de même, devant ce linge sale lavé en famille télévisuelle ! Jean-Marie Le Pen est au 20 heures de TF 1. Un peu sonné, très cogné aussi. Il tape à tour de mots sur les « factieux » auteurs d'un « crime contre le FN, contre la France » et contre lui-même. Il excommunie son délégué général : « J'ai retiré à M. Mégret la confiance qu'il ne méritait plus. » Si elle lui fut jamais vraiment accordée ! Il accuse les « hauts fonctionnaires » et les « apparatchiks » du FN d'avoir prémédité et monté « un putsch ». Il a des preuves, la preuve justement ce document séduisant qu'il agit, signé de « Franck ». Franck Timmermans, interroge PPD ? Oui Timmermans, précise Jean-Marie Le Pen.

Hormis les gens du Front et les sphères politiques ou journalistiques, nul ne sait vraiment qui est Franck, ex-secrétaire général adjoint du FN. On peut vivre sans le savoir d'ailleurs. Ce qu'on devine, c'est que le dit Franck est visiblement à ranger dans le camp des abominables « factieux » et qu'il a dû concocter, avec d'autres, le manuel du parfait petit pu-putschiste.

Jean-Marie Le Pen est face à PPD, comme commandant descendu de son paquebot, en péril sous la mutinerie. Car c'est ainsi « le Paquebot » que dans le langage frontiste l'on qualifie le siège du parti à Saint-Cloud. Et cela tangué dure à bord du navire assiégé et déjà un peu piraté puisque l'on apprendra par ailleurs que des mutins sont partis avec les disquettes informatiques recensant les militants et adhérents du Front.

Sur le pont de TF 1 donc, genre Ouragan sur le Canal, Jean-Marie Le Pen cache pas sa fureur et son immense envie

d'en découdre avec les factieux. Il en appelle au peuple du Front. Il invoque même la démocratie des urnes, c'est dire sa colère et son trouble. Il enrage. Il n'est pas loin de déraiper. Il va déraiper. Il dérape.

Patrick Polvre d'Arvor le questionne sur une de ses filles, Marie-Caroline, l'ainée. Celle-là même qu'il alla soutenir, en campagne électorale, lors des législatives de 1997 à Mantes-la-Jolie, le jour où il agressa la candidate socialiste avec les conséquences que l'on sait. Celle-là même qui est passée, ces jours-ci, à l'ennemi « mégriste ». Alors, M. Le Pen, votre fille Marie-Caroline ? Insiste PPD.

Le piège est énorme. Jean-Marie Le Pen aime les pièges énormes. Il ne demande qu'à y tomber, à s'y rouler. Il va assassiner, répudier sa fille en direct. « J'ai l'habitude des trahisons familiales. Ma fille est liée à un chef de la sédition. » Et il ajoute : « C'est un peu la loi naturelle qui porte les filles plutôt vers leur mari ou leur amant que vers leur père. »

C'est tragique de vulgarité et d'impudeur, comme une honte infligée à des millions de téléspectateurs, voyeurs malgré eux. C'est indécent. Mais Jean-Marie Le Pen est dans sa logique, au bout de sa logique. Un jour de mai 1984, il avait en quelque sorte énoncé son programme d'une phrase : « J'aime mieux mes filles que mes nièces, mes nièces que mes cousines, mes cousines que mes voisines. » Le voici un peu plus nu, un peu plus cru encore. Et l'on repense justement au mot de sa première femme Pierrette Le Pen, qui, en 1987, ayant posé nue dans Playboy pour se venger, disait : « On ne quitte pas Le Pen ! Avis aux électeurs... »

Le sommet européen de Vienne consacré à l'emploi et au financement de l'Union

Les chefs de gouvernement de gauche élaborent une stratégie commune

APRÈS avoir affiché à Pörschach, en Autriche, les 24 et 25 octobre, leur volonté de relance européenne, les chefs d'Etat et de gouvernement des quinze ont rendez-vous, vendredi 11 et samedi 12 décembre à Vienne, pour engager les négociations sur le budget de l'Union jusqu'en 2006. Dès jeudi 10 au soir, les chefs d'Etat et de gouvernement socialistes et sociaux-démocrates se retrouvent pour travailler à l'élaboration d'un « pacte européen pour l'emploi ».

A moins de trois semaines du lancement de l'euro dans onze des quinze pays de l'Union, l'Europe entre dans une phase délicate. L'invocation de l'esprit de Pörschach ne sera pas de trop pour permettre de fixer les principes d'un débat où chaque gouvernement ne peut que commencer par affirmer, à ce stade, ses intérêts nationaux. Personne n'échappe à ses démons intérieurs, comme l'ont démontré les contorsions de Tony Blair pour confirmer sa volonté européenne sans trop donner prise aux violentes attaques de ses adversaires anti-européens.

Au sommet franco-allemand de

Saint-Malo, Paris et Bonn se sont efforcés de faciliter la tâche du premier ministre britannique. Le chancelier Schröder, qui a déclenché une tempête outre-Manche en relançant les discussions sur l'harmonisation fiscale européenne, a accepté, mercredi, que Londres rende publique une lettre commune dédramatisant ses propositions. Les pays du Sud, emmenés par l'Espagne, ont fait savoir avant Vienne qu'ils se battraient jusqu'au bout pour qu'en dépit des projets d'élargissement de l'Union, le prochain cadre budgétaire 2000-2006 soit suffisamment généreux pour justifier les efforts de discipline exigés ces dernières années de leurs populations au nom de la monnaie unique.

Le président Jacques Chirac et le chancelier Schröder ont, suivant la tradition, adressé, mardi, une lettre commune à leurs parlements insistant sur la nécessité d'une « volonté de compromis et de concessions de la part de tous ». « Pas de vaches sacrées ! », répète-t-on à l'envi à Paris, en se déclarant prêt à être accommodant sur la politique agricole. Dans l'invitation officielle

adressée mercredi aux participants du sommet, le chancelier autrichien a réaffirmé son intention d'obtenir confirmation du calendrier prévu pour boucler la négociation en mars prochain.

Avant l'ouverture des travaux, les onze chefs de gouvernement de gauche devaient se retrouver, dès jeudi soir à Vienne, pour un désormais traditionnel sommet des leaders socialistes. Comme à Pörschach, ils ont bien l'intention de profiter de leur pontre pour imposer, malgré leur diversité, leurs priorités. En tête de celles-ci figure l'élaboration de ce que devrait être une véritable stratégie commune en matière d'emploi, dont le principe avait été arrêté il y a un an à Luxembourg.

Pour la première fois à Vienne doit être débattue la mise en œuvre des plans nationaux pour l'emploi présentés en juin par les gouvernements. Paris et Bonn ont proposé aux quinze de préciser ce dispositif dans un « pacte européen pour l'emploi » venant compléter le pacte de stabilité budgétaire de la zone euro.

Henri de Bresson

Martinique : épreuve de force à la direction du travail

LE CONFLIT qui oppose le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle en Martinique et son administration centrale se poursuit. Jacques Bertholle, rentré de Paris mercredi 9 décembre, après avoir été entendu à son ministère à la suite d'une grève de trois semaines des agents de la direction du travail, a appris qu'il serait bientôt muté « dans l'intérêt du service ».

Depuis trois ans, le directeur du travail s'estime victime de « pressions » tendant à le déplacer de Fort-de-France, où il est en poste depuis 1991. Ses appuis les plus solides lui viennent du monde syndical et, en particulier, de la Centrale démocratique martiniquaise des travailleurs (CDMT), qui a pris l'initiative de faire signer une pétition, dans laquelle le directeur du travail est présenté comme « un homme coupable d'humanité, qui aura cru que le droit du travail pouvait être appliqué en Martinique, quitte à le faire savoir avec conviction ».

(Corresp.)

Internet : six quotidiens en réseau pour suivre la naissance de l'euro

A PARTIR DU 10 DÉCEMBRE, et jusqu'aux élections européennes de juin 1999, six quotidiens européens dont Le Monde conjuguent leurs efforts pour « couvrir » dans le détail, sur internet, la naissance et le devenir de l'euro. Sur les sites Internet du Monde, d'El País (Espagne), de la Stampa (Italie), du Guardian (Grande-Bretagne), d'Äftonbladet (Suède) et de la Süddeutsche Zeitung (Allemagne), chaque partenaire couvrira dans sa langue l'actualité liée à l'introduction de la nouvelle monnaie : les conséquences financières et boursières, mais aussi les implications quotidiennes et politiques. Des liens hypertexte faciliteront la circulation des lecteurs entre les sites, permettant d'enrichir et d'approfondir l'information. Ensemble, les partenaires de ces « Europages » prépareront de nouvelles rubriques, des débats, etc., pour offrir sur l'actualité du continent les regards croisés de quotidiens de qualité.

www.lemonde.fr/euro

■ JUSTICE : deux hommes présentant des ressemblances avec le portrait-robot diffusé dans le cours de l'enquête sur le meurtre de la jeune Caroline Dickinson ont donné leur accord pour être soumis à des prélèvements génétiques ordonnés par le conseiller de la cour d'appel de Rennes en charge du dossier, Renaud Van Ruymbeke. Il s'agit d'un homme âgé d'une trentaine d'années, appréhendé mardi 8 décembre à Morlaix (Finistère), et d'un sans-abri interpellé, mercredi à Marseille, par des policiers. Caroline Dickinson a été assassinée le 18 juillet 1996 à Pleine-Fougères (Ille-et-Vilaine).

Tirage du Monde daté jeudi 10 décembre : 478 816 exemplaires

SUD

Campé "YANG" de Valérie Dementhon

Calmé,
Respirez...

Luxe,
Voici un campé
au confort d'exception
d'une impeccable
ligne basse.

Volupté,
Cuir,
force de la matière.

Appui-tête breveté

NORD SUD
15, rue de Bourgogne
F-75007 PARIS
Tél. : 01 53 99 99 50

A la Fnac, vous auriez trouvé un ordinateur performant sans y laisser votre chemise.

Dans le dossier Fnac Sélection Multimédia, vous trouverez un très large choix d'ordinateurs et de périphériques performants et fiables. En plus, la Fnac vous permettra d'être conseillé par un spécialiste et bénéficier d'une assistance téléphonique 24 heures sur 24.

4990 F ordinateur multimedia 300 MHz écran 15"

fnac

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

PHOTOGRAPHIE
pages IV et VARTS
pages II et III

Mickey superstar

Short rouge et gants blancs : Mickey Mouse swingue. La petite souris créée dans les années 20 par Walt Disney et Ub Iwerks doit sa gloire à quelques indispensables accessoires pour contrepoints sonores : une clochette de vache, une poêle à frire, une planche à laver, des outils de plombier, quelques sifflets et des ocarinas. Pour ce héros de cartoon, le plus célèbre de l'histoire du cinéma, auquel Andy Warhol consacra l'une de ses lithographies, entre Marilyn et Mona Lisa, la conquête de Hollywood ne se fit qu'au prix d'un tintamarre.

Depuis des mois déjà, Walt Disney faisait du porté-à-porte, de studio en studio, pour vendre les aventures de l'animal à taille de petit garçon que sa femme avait baptisé Mickey, et qui avait vocation à se comporter comme « un petit garçon essayant de faire du mieux qu'il peut ». Calqué sur Charlie Chaplin (l'anti-poule mouillée), le personnage avait tenté d'imiter les exploits de Charles Chaplin (l'anti-poule mouillée), de Douglas Fairbanks (l'anti-poule mouillée), de Buster Keaton (l'anti-poule mouillée). Trois courts-métrages où il tentait de séduire la minaudière Minnie à talons et culottes bordées de dentelle, en descendant un ascenseur tango, en descendant le Mississippi. Gaillard homme et faucheur. En vain. Un rival, lui aussi inspiré des pantomimes chaplinesques, faisait la loi depuis dix ans dans l'univers du dessin animé : Félix le chat, dessiné par Pat Sullivan (1).

C'est alors que Walt Disney assiste à l'avant-première d'un film-événement lancé par les frères Warner : *Le Chanteur de jazz*. Il fait sonner l'illaco *Steamboat Willie* : Mickey, souris sadique, se met à couiner en tirant la queue d'une chèvre, en pianotant sur le cou d'une oie, en tordant les tétons d'une truie. Le 18 novembre 1928, il projette le film au Colony Theater. Le *New Yorker* s'extasia sur ce « travail ingénieux ». *Variety* sur cette « merveille de synchronisation ». Le journaliste de *Exhibitor's Herald* avoue en « être tombé par terre ». Et Hal Walker, l'un des animateurs de *Félix le chat*, que Pat Sullivan abrutit par l'alcool avait tardé à sourdiser, avoue : « Avec ses bandes-son, Disney nous a mis sur la paillasse. » Grâce à ce nouveau défi technologique, la souris avait croqué le chat.

Elle lui avait d'ailleurs emprunté quelques trucs : l'art de se servir de sa queue pour devenir as du bricolage, la manie de faire les cent pas pour chercher à résoudre un problème. Elle sait aussi ce qu'elle doit à la musique. Désormais, le choix des thèmes sonores précède l'animation.

Fantasia 1940

En 1929 est lancée la série des *Silly Symphonies*, avec *The Skeleton Dance*, un film inspiré de la *Danse macabre* de Saint-Saëns. Puis vient *The Band Concert* (1935), où Mickey dirige une fanfare qui interprète l'ouverture de *Guillaume Tell* tandis qu'un vendeur de glaces, Donald, joue les trouble-fête en jouant de la flûte. Et *Fantasia* (1940), sur la musique de *L'Apprenti sorcier* de Paul Dukas, enregistrée par

Leopold Stokowski de l'Orchestre de Philadelphie.

Mickey passe du noir et blanc à la couleur, change de père (à Ub Iwerks succèdent Burt Gillett, qui l'arrondit, lui peaufine un museau plus court, puis Fred Moore, qui lui dessine du ventre et des fesses). Il s'entoure de compères : à la vache Clarabelle, au cheval Horace se joignent Pluto, le chien de chasse pacifiste ; Goofy (Dingo en français), le cubs idiot au cœur d'or ; Donald Duck, le canard râleur en

costume de marin ; les écureuils Chip and Dale, sautillant du Tic au Tac. Il continue à parodier les grands

Jean-Luc Douin

succès burlesques (*The Klondike Kid* est un clin d'œil à *La Ruée vers l'or* de Charlie Chaplin). Mais il irrite les censeurs, en 1931, parce qu'il tourne les animaux de la basse-cour

tout le monde vous connaît vous ne pouvez faire que ce que tout le monde approuve, c'est-à-dire bien peu de chose. » Pierre Lambert, qui raconte la saga de Mickey dans ce livre somptueux, mirobolant déploiement de documents originaux, croquis de storyboards, esquisses, cellos et décors, ne mentionne pas l'interdiction par les censeurs de l'Ohio d'un Mickey

Dans le *Motion Herald*, Terry Ramsaye proteste : « Mickey a reçu une fessée. C'est toujours la même vieille histoire. Si personne n'a entendu parler de vous, vous pouvez faire n'importe quoi, et si

Mouse Cartoon où l'on peut voir une vache en train de lire *Three Weeks*, un livre licencieux d'Elinor Glyn. Comme on pouvait le lire dans le magazine *Photoplay*, l'Etat d'Ohio prenait plus de précautions pour ses vaches que pour les forçats qui moisissaient au pénitencier de Colombie.

On trouve en 1947 dans la *Revue du cinéma* une traduction d'un texte de Walt Disney qui, après la réquisition d'une partie de son studio par les autorités militaires, s'inquiète des dérives d'une industrie cinématographique muséifiée par les impératifs de propagande : « Abandonner Pluto, Donald, Mickey et Co pour attaquer la tuberculose, l'alcoolisme ou pour défendre Edison, Lumière ou même Pythagore ? Il ne peut en être question. »

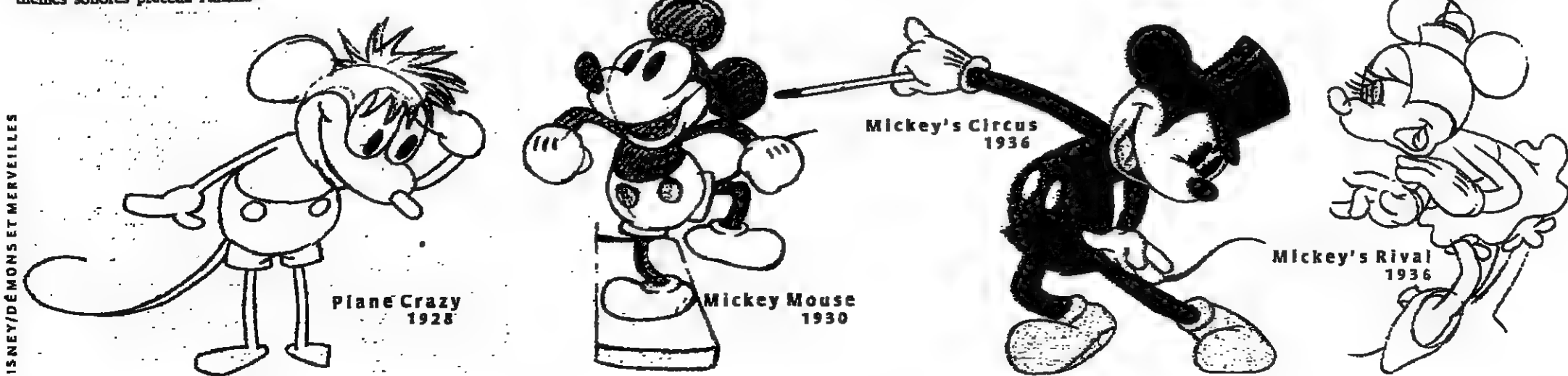
C'est pourtant ce qui va arriver. Mickey refuse de se transformer en maître d'école, mais disparaît en 1953, étouffé par sa gentillesse : « Il est devenu un personnage tellement légendaire que nous ne pouvions plus plaisanter avec lui », dit Disney. Eter-

La petite souris créée par Walt Disney et Ub Iwerks fête son soixante-dixième anniversaire. Pour l'occasion, Pierre Lambert, dans un ouvrage somptueux déployant documents originaux, croquis de story-board, esquisses, cellos..., retrace la saga de ce personnage de légende

nellement adorable. Il ne boit pas, ne fume pas, n'est pas violent... C'est une telle institution qu'on est limité dans ce qu'on peut lui faire faire. Mickey doit être toujours gentil, éternellement adorable. Que voulez-vous faire avec un tel premier rôle ? » Plusieurs fois nommé aux Oscars, Mickey, malicieux prince charmant déguisé en *Brave Petit Tailleur* ou (dans *Fantasia*) en sorcier du balai et du seau d'eau (réplique du Siropier de *Blanche-Neige* et les *Sept Nains*), aura terrassé l'ogre, combattu l'enfer domestique, conquis sa princesse. Un âge d'or qui correspond à celui du cinéma. Lorsqu'il revient en 1955, dans le *Mickey Mouse Club*, c'est « récupéré » par la télévision. Lorsqu'il renaît en 1995, dans un film entièrement fabriqué en France, à Montreuil, il est devenu adepte des jeux d'ordinateur. Titre symbolique : *Mickey perd la tête*. L'ennemi Pat Hibulaire, cette fois, aura-t-il le dernier mot ?

(1) A lire : le livre de John Canemaker, *Félix le chat. La folle histoire du chat le plus célèbre au monde*, éditions Dreamland, 190 p., 120 F.

MICKEY de Pierre Lambert. *Démons et merveilles* (B.P. 977540, Rozay-en-Brie, 300 p., 975 F.)



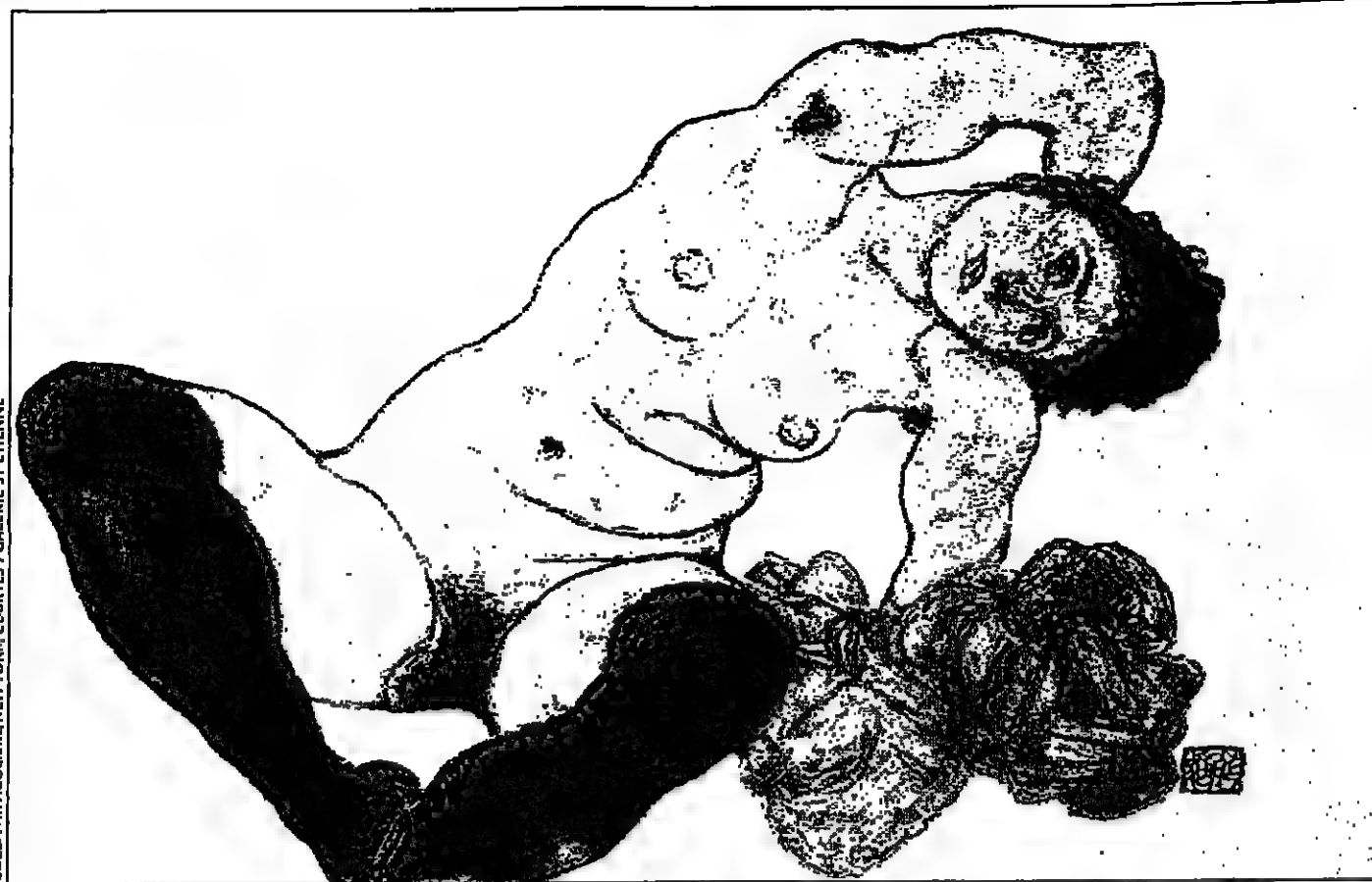
EGON SCHIELE, ŒUVRE COMPLÈTE
de Jane Kallir.
Traduit de l'anglais (États-Unis)
par Jeanne Bouniort
et William Olivier Desmond
Gallimard, 712 p.,
3 450 ill., 850 F.

S'habitue-t-on par la période actuelle ses méfaits accomplis au nom de la bienséance généralisée et de la moralité publique, il demeure stupéfiant d'observer avec quelle efficacité instinctive et irrésistible la « bête au front de taureau » (Baudelaire) identifie et accable ceux qui ne se conforment pas à ses préceptes. Egon Schiele fut condamné et emprisonné du 13 avril au 7 mai 1912 dans un bourg d'Autriche nommé Neulengbach. Il aurait été coupable de détournement de mineurs, de viol, et d'immoralité publique. Les deux premiers chefs d'accusation ne furent pas le moindre début de preuve. Restait le dernier, qui fut établi au moyen des œuvres de l'artiste que la police saisit dans son atelier, dessins et aquarelles d'adolescentes et d'adolescents nus ou demi-nus. L'artiste était donc un corrupteur de la jeunesse. Au cours de la séance au tribunal, le juge brûla en public l'une de ces feuilles, censures, iconoclasme et exorcisme à la fois. Schiele, après sa libération, ne put retrouver les 125 feuilles qui lui avaient été prises. Sans doute avaient-elles été détruites.

Durant sa captivité, il exécuta treize dessins. La plupart figurent la porte et le vastes grillagés, des seaux et des balais, la chaise de sa cellule et ses vêtements. Les autres sont des autoportraits sur lesquels il inscrit des phrases, « empêcher l'artiste de s'exprimer est un crime, c'est détruire la vie qui est en germe » et « pour l'art et pour ceux que j'aime, je tiendrai jusqu'au bout ! ». Plusieurs de « ceux qui (il aime) » ne s'en écarteront pas moins de lui après sa libération – simple manifestation de prudence sociale. « En ce début de siècle, écrit à ce propos Jane Kallir, on ne peut exiger de l'Autrichien moyen qu'il

Philippe Dagen

Plusieurs de « ceux qui (il aime) » ne s'en écarteront pas moins de lui après sa libération – simple manifestation de prudence sociale. « En ce début de siècle, écrit à ce propos Jane Kallir, on ne peut exiger de l'Autrichien moyen qu'il



Egon Schiele : éloge de la pornographie

Le catalogue de l'œuvre permet de suivre l'artiste sur le motif : face à ses semblables qu'il déshabille et dont il met à nu autant l'âme que le corps

asse la distinction entre l'art érotique et la pornographie. C'est mal poser le problème. L'art de Schiele n'est pas « érotique » – excuse aux faux airs d'élégance et de tolérance. Il est pornographique : c'est là justement sa grandeur. Par pornographie, il faut entendre la représentation attentive, minutieuse, des vérités dites obscènes, qu'il faudrait tenir dissimulées. Autrement dit : il s'agit d'un effort particulièrement accentué de réalisme dans l'analyse des comportements humains. Il n'est du reste pas tout à fait anodin que

Schiele accomplisse cet effort à Vienne au début du siècle.

Le catalogue raisonné de son œuvre complet – plus de deux mille huiles, gouaches, aquarelles et dessins – s'organise à la manière d'un inventaire de postures qui est un inventaire des passions et des caractères. Avant 1910, Schiele, né en 1890, ne se détache pas de la stylisation décorative à la mode, profération de l'ornement à la Klimt. À partir de 1910, il abandonne ces afféteries et perfectionne une autre stylisation, linéaire, cassante, celle d'un trait continu et raide qui cir-

conscrit les surfaces, où les couleurs, fluides jusqu'à la liquidité, se déposent en taches. Désormais, il est sur le motif, au sens que l'expression a pris depuis Courbet et Degas : devant les corps, au plus près quelquefois, mais jamais si près qu'il ne puisse voir à la fois le visage et l'anatomie. Ils se complètent. Ils s'éclairent. De la Petite Fille allongée en robe bleu foncé, le vêtement et les bas cachent le corps, hors le visage convulsé et le sexe rouge. Au même moment, en 1910 encore, un dessin définit la fonction que l'artiste s'assigne. As-

sis, le carnet sur les genoux, il étudie un modèle de dos. La scène est vue dans un miroir, de sorte que la fille est aussi montrée de face, déhanchée, poseuse, le sexe très en évidence. Une concordance évidente de l'expression du visage à la posture et aux proportions.

Cette concordance est essentielle. Schiele ne compose par bribes rabouées ni par ellipses idéalistes. Il sait, d'expérience, que toute représentation humaine, pour prétendre à la justesse, doit rendre manifeste la cohérence des divers éléments de la physiologie,

« Nu couché à la serviette jaune » (1917)

de l'anatomie et de la psychologie. Faute de quoi, le soupçon d'arrangement et de fausseté ôte tout crédit à l'image. La présence du modèle, de profession ou d'occasion, d'académie ou de rencontre, s'impose donc à la façon d'une exigence absolue. Quand il manque, il ne reste qu'à commencer un nouvel autoportrait devant la glace ou à contraindre la maîtresse ou l'épouse à se déshabiller une fois de plus. Ce que fait Schiele, ce qu'acceptent Wally, Valérie, Edith et les autres.

Cet exercice de description forcée suppose la précision irréprochable de la main et la suppression de tout élément superflu. De temps à autre, Schiele peut bien peindre des arbres ou une façade : ce ne sont qu'intermèdes ou occasions de vente. D'ordinaire, il n'y a ni fond, ni décor, ni accessoires, rien que le blanc du papier.

Les femmes s'allongent et s'étirent sur des lits invisibles ou réduits à une tache brune ou orange. Il faut que rien ne divertisse l'œil de son observation et de sa lutte contre le vêtement, cet agaçant mensonge coloré. Schiele le débougonne, le retousse, le déchire, le froisse. Il ne le conserve que quand la demi-motivité peut être plus révélatrice, quand le contraste de l'étoffe et de la chair met en évidence un volume, quand les plis suggèrent par allusion l'ampleur et la vitesse d'un mouvement.

Car ces figures bougent. Immobiles en 1910, elles se tiennent, s'étreignent, s'empoignent un peu plus tard. Chorégraphie de la séduction et de l'exhibition. Spasmes et crispations. Croquis de la frénésie, de la terreur, de la solitude. Le Couple assis de 1915, Egon et Edith l'année de leur mariage, est une œuvre féroce, dans le style désespéré : l'étreinte de deux spectres, chacun enfoncé dans la singularité de son rêve.

Jusqu'au dernier moment, jusqu'à ce que la grippe espagnole le tue le 31 octobre 1918 – deux semaines avant Apollinaire – Schiele ne transige pas : il demande aux modèles les poses qui placent leur sexe au centre de la feuille et, comme Rodin, les dessine en train de se caresser. Pornographie, évidemment. Grand art.

Sélection



● **GIORGIO DE CHIRICO, LA MÉTAPHYSIQUE 1888-1919**, de Paolo Baldacci
Avec des arguments embarrassés, l'auteur s'efforce d'expliquer pourquoi il ne traite que du tiers de la vie et de l'œuvre de Chirico, le premier. Après 1919, et jusqu'à sa mort en 1978, n'aurait-il donc rien peint qui mérite l'attention ? Évidemment non, mais le lecteur n'en saura rien. Il serait pourtant plus intéressant d'analyser la folie de citations et de pastiches qui s'empare du peintre dans les

années 20 que de commémorer, une fois de plus, les toiles faussement énigmatiques de ses débuts et de redire, après d'autres historiens, ce qu'elles doivent au symbolisme viennois. Ce livre-là reste à écrire (traduit de l'italien par Suzanne Wise, Flammarion, 368 p., 470 ill., 595 F.).

● **SOULAGES, L'ŒUVRE COMPLÈTE, PEINTURES, T. III, 1979-1997**, de Pierre Encrevé
Ce volume clôt l'entreprise de Pierre Encrevé, unique en son genre dans l'art contemporain français. Elle finit d'autant mieux que la mise en pages des œuvres est ici parfaitement maîtrisée et la qualité des clichés irréprochable, allant jusqu'à reproduire une toile sous deux éclairages différents. Aussi la peinture est-elle présente – matière, surfaces, lumière. « Toujours à réinventer », comme l'écrit Soulages, elle semble n'avoir restreint ses moyens – le noir et, parfois, un bleu – que pour découvrir infatigablement des possibilités nouvelles, qu'elles

soient de l'ordre de la scansion, de l'équilibre ou de la déchirure (Seuil, 352 p., 1200 F. jusqu'au 31 décembre, 1 500 F. ensuite).

● **MASACCIO**
de Franco
et Stefano Borsi
Une monographie parfaitement



traditionnelle : érudite, dense, à l'ouï, composée avec un souci constant de clarté et de pédagogie jusque dans les schémas géométriques et le traitement des détails des œuvres. Il ne faut en attendre aucune nouveauté, ni une relecture singulière de Masaccio, mais la somme des certitudes et des hypothèses historiques et de la date de la publication, références et notes à l'appui. C'est donc un ouvrage utile, auquel ne peuvent être reprochés que la qualité incertaine de quelques clichés et les maladresses de langue, en des phrases si longues qu'elles deviennent confuses (traduit de l'italien par Odile Ménégau, Isabel Violante et Michel Luxembourg, éd. Hazan, 322 p., 204 ill., 690 F.).

● **CIMABUE**, de Luciano Bellosi
Autant Masaccio a bénéficié des attentions de l'édition française, autant Cimabue était demeuré à l'écart. Il est vrai qu'en Italie même la dernière monographie date de 1963. Ce serait une première raison de s'arrêter à cet ouvrage. Il en d'autres, de l'abondance des sources citées jusqu'à l'art de l'analyse dont fait preuve Luciano Bellosi – analyses stylistiques et historiques évidemment indissociables. Ainsi considérées, les incertitudes d'attribution elles-mêmes



Peinture murale Ndbele

prennent un intérêt nouveau. Fresques d'Assise, panneaux, dessins pour des mosaïques, miniatures sur parchemin : ainsi se constitue une œuvre dont le livre – servi par des reproductions de grande qualité – rend sensible la grandeur singulière et trop méconnue (traduit de l'italien par Anne et Michel Bresson-Lucas, Actes Sud/Motta, 304 p., 590 F. jusqu'au 31 décembre, 690 F. ensuite).

● **LE MUSÉE DES ANNÉES 30**, d'Emmanuel Bréon et Michèle Lefrançois
Ce musée est une idée chère à l'historien d'art Bruno Foucart. Il est en train de s'installer à Boulogne-Billancourt et rassemble l'art semi-officiel de l'entre-deux-guerres, négligé aujourd'hui. La peinture et la sculpture, mondaines, religieuses ou coloniales, n'échappent pas à la convention. Restent les arts déco à revoir ou à découvrir (préface de Pierre Rosenberg, de l'Académie française, éd. Somogy 214 p., 345 F.).

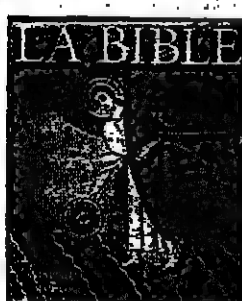
● **ARTS ET SAGESSE D'AFRIQUE NOIRE**
d'Yvan Bargna

La sculpture a été prise comme fil conducteur de ce volume qui refuse d'être une nouvelle encyclopédie de l'art africain. Il privilégie la notion de sacré, ce qui n'est pas une nouveauté dans le domaine de l'art africain. Il n'est pas sûr que la connotation new age du titre valorise cet essai, dû à un professeur de l'université de Milan, qui exploite d'une manière intelligente la collection rassemblée par son père entre 1934 et 1994 (éd. Zoé, 250 p., 112 ill., 450 F.).

● **NDBELE**, de Sergio Caminata
Paris a découvert ces peintures Ndbele lors de l'exposition consacrée aux Magiciens de la terre par le Centre Pompidou, il y a près de dix ans. Dépossédés de leurs terres par les Boers, dispersés dans toute l'Afrique du Sud, les Ndbele sont arrivés à conserver leur identité en ornant

de figures géométriques les maisons où ils logeaient. Les artistes sont exclusivement des femmes. Un anthropologue, Franco La Cecla, présente cette aventure qui n'est pas achevée, à travers des photos de Sergio Caminata (éd. Actes Sud/Motta, 198 F.).

● **LES MÉTAUX PRÉCIEUX DANS L'ART D'AFRIQUE NOIRE**, de Laure Meyer
Les précédents ouvrages de Laure Meyer étaient consacrés aux bijoux et aux arts des cours africaines. Elle reprend et développe ce thème à travers le travail des forgerons, qui utilisent aussi bien l'or que l'argent pour leurs travaux (éd. Séd. 176 p., 100 ill., 295 F.).



● **LA BIBLE**, texte de la Bible de Jérusalem, Enluminures du VII^e au XII^e siècle
L'éditeur a repris le texte révisé de la Bible de Jérusalem – parue cette année au Cerf –, en l'allégeant de ses notes. C'est évidemment le choix iconographique, conçu par Gabrielle Sed-Rajna, et la très grande qualité des reproductions illustrant chaque livre de l'Écriture qui fait tout le prix de cette édition. Ce retour aux sources de l'imagerie biblique qui remonte à l'Antiquité tardive et se prolonge jusqu'au Moyen Âge roman, donne l'occasion de contempler des œuvres étonnantes, souvent très belles, pour la plupart inconnues. Même si les enluminures émanent d'origines et d'époques distinctes, cela ne nuit pas à l'unité de ces ensembles (éd. Citadelles & Mazenod, deux volumes, 1 560 p., sous coffret, 1 800 F. jusqu'au 1^{er} janvier, 2 200 F. ensuite).

DE L'ESPRIT
DES
LOIX

Fac-similé de l'édition originale de
De l'Esprit des lois de Montesquieu

Publié à l'occasion du 250^e anniversaire, tirage limité à 250 exemplaires
Deux volumes in-quarto au prix public TTC de 1 550 FF
Chez votre libraire ou aux éditions MOLLAT
15, rue Vital-Carles 33080 Bordeaux
Tél. : 05 56 56 40 55 - Fax : 05 56 56 40 53 - e-mail : mollat@mollat.com

سید احمدی

Albert Gleizes, le dernier cubiste

L'œuvre de ce peintre, méconnue, voire décriée, est enfin mise en lumière dans ce premier catalogue raisonné. Un « témoignage » à (re)découvrir

ALBERT GLEIZES, CATALOGUE RAISONNÉ
éd. Somogy et Fondation Albert Gleizes, deux volumes sous emboîtement, 831 p., environ 2 500 illustrations couleur et noir et blanc, 980 F jusqu'au 31 décembre, 1 250 F ensuite.

Le peintre cubiste Albert Gleizes (1881-1953) n'a pas bonne presse. Braque et Picasso lui battaient froid, moins parce qu'il les avait suivis que parce qu'il tenait mordicus à théoriser leur invention. En 1912, il écrivit avec Metzinger un traité intitulé *Du cubisme*, qui devint une bible, parfois au pire sens du mot, avec ce que cela comporte de dogmatisme, puis d'anathème. Il publia aussi, en 1947, ses *Souvenirs : le cubisme 1908-1914*, qui demeurent un témoignage important. Reste sa peinture, méconnue, souvent décriée. Il faut, écrivait-il en 1945 à Sonia Delaunay, laisser « un témoignage à découvrir ».

Ce fut la mission confiée à ses amis par Juliette Roche, sa veuve, lorsqu'en 1980 elle créa une fondation portant le nom de son défunt mari, qui entama l'établissement d'un catalogue raisonné de l'œuvre de Gleizes : toute sa production, répertoriée, décrite, analysée, depuis le portrait de sa tante Adélaïde (vers 1898), jusqu'aux tableaux ultimes, des compositions qui portaient toujours, malgré les années écoulées, le qualificatif de « cubistes ». Après dix-huit ans de travaux, le catalogue vient enfin d'être publié, en deux volumes, par les éditions Somogy. Les recherches furent d'abord menées sous la direction de Daniel Robbins, un universitaire et conservateur de musée américain, qui avait organisé en 1964 et 1965 une importante rétrospective consacrée au peintre. Après son décès en 1995, la responsabilité de l'établissement du catalogue raisonné revint à Pierre Georget, conservateur des musées nationaux. L'ouvrage doit beaucoup à la science et à la patience d'Anne Varichon, qui a appliqué des pos-

tulats méthodologiques qui sont un modèle du genre. Elle a retenu deux mille quatre cent soixante-seize œuvres, de toutes catégories : peintures, mais aussi aquarelles, gouaches, dessins. Cela semble peu, pour cinquante-cinq ans de carrière : indice d'une grande rigueur dans le choix qui, si elle laisse présager un volume probable et à venir sur les tableaux non resurgis à ce jour, exclut visiblement tous les travaux douteux. Le chapitre consacré aux problèmes d'authenticité, rédigé par Henri Giliat, qui fut l'ami de l'artiste, couvre treize pages des huit cent trente et une que comprend le catalogue. C'est peu aussi, mais le message est clair : la fondation Gleizes n'acceptera pas de se plier aux pressions, d'où qu'elles viennent. Bref, un beau livre, mais surtout un outil de référence.

Le catalogue, à la fois chronologique et thématique, met en évidence l'évolution de l'artiste et la récurrence des thèmes, repris

parfois sur plusieurs décennies. Il est surtout l'occasion de connaître celui qui fut mieux considéré aux États-Unis - où le Musée Guggenheim à New York conserve à lui seul plus de cinquante de ses œuvres - qu'en France.

Après avoir appris le dessin d'ameublement avec son père, un dessinateur technique spécialisé dans les étoffes, Albert Gleizes peint des toiles de style impressionniste dès 1901, alors qu'il est âgé de vingt ans. Vers 1908, il s'oriente vers le cubisme naissant et expose avec Jean Metzinger, Henri Le Fauconnier et Robert Delaunay, mais sans Braque ni Picasso, qui refusent de participer à des expositions collectives, ou aux Salons. À partir de 1912, et la publication de *Du cubisme*, son œuvre progresse rapidement, mais reste fidèle aux normes qu'il a codifiées. Il participe au groupe de « La Section d'or », qui se réunit à Putaux autour de Jacques Villon. Avec les frères Duchamp, mais aussi Kupka, Metzinger, Roger de La Fresnaye, Léger, ou Delaunay, il cherchait à créer un cubisme cartésien, soumis aux

proportions issues du fameux « nombre d'or », mais qui puisse intégrer la couleur et le dynamisme prôné par les futuristes italiens. Le but avoué était de faire éclater le cubisme en une explosion colorée et dynamique. A ce titre, la peinture de Delaunay, et peut-être celle de Kupka, le fascine. Alors que la plupart des avant-gardes amorcent un retour à l'ordre, Gleizes maintient les principes du cubisme à travers les étapes successives de la « peinture plane », du renouveau de l'icône graphique et d'une recherche d'un art poétique exprimant la musicalité du rythme. Le sujet demeure d'une importance primordiale, et Gleizes se contente souvent d'en simplifier les formes, en demeurant très soucieux du détail. Après la première guerre mondiale, durant laquelle il retrouve la foi lors d'une crise mystique survenue aux États-Unis - où il séjourne de 1915 à 1917 - Gleizes tente d'adapter ses formules à la tradition de la peinture religieuse : il en publie la théorie dans *La Peinture et ses lois*, en 1920. Ses œuvres mêlent des rythmes circulaires, à la Delaunay, des formes celtiques, romanes, voire byzantines. Cela ne l'empêche nullement de rester attentif à la modernité : en juin 1925, il est parmi les premiers à reconnaître le talent du jeune auteur du Pavillon de l'Esprit nouveau de l'Exposition internationale des arts décoratifs, Le Corbusier, dont les préoccupations sont bien proches des siennes.

En 1927, il crée à Moly-Sabata (Isère) une communauté à la fois religieuse, artistique et artisanale dont il expose les règles en 1932 dans *L'Homocentrisme*, ou retour à l'homme chrétien. En 1939, il se retire à Saint-Rémy-de-Provence, entouré de disciples, dont certains bien surprenants, comme Gaston Chassaing, qui y rencontre en 1942 des personnalités aussi différentes qu'Aimé Maeght, André Lhote, ou André Bloc, le directeur de la revue *Art d'aujourd'hui*. Et en 1953, année de son décès, Gleizes confiait à un ami : « Peut-être avons-nous trop platonisé. La réalité ne se trouve pas dans quelque ciel des idées pures. Elle est ici, au cœur. Elle est en nous ce qui dit "je suis" ».

sélection

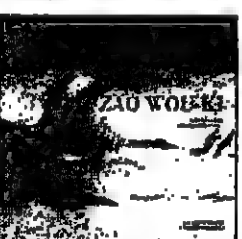
● **LA MÉMOIRE LITHOGRAPHIQUE**
200 ans d'images de Jörg de Sousa
Préface par Michel Melot, le livre de Jörg de Sousa retrace l'histoire d'une technique de reproduction, inventée en Allemagne dans les toutes dernières années du XVIII^e siècle par Alois Senefelder. A l'instar de la mise au point de l'imprimerie, la lithographie révolutionna non seulement l'histoire de l'art, mais aussi celle de la communication. Le mérite de cet ouvrage fort bien documenté est de montrer l'usage de cette technique dans les domaines les plus variés, de l'estampe d'artiste aux affiches et aux timbres-poste (éd. Art & Métiers du livre, 256 p., 390 F).

● **ANTONELLO DE MESSINE**
de Gioacchino Barbera



Grande figure de l'art de l'Italie méridionale du XV^e siècle, Antonello de Messina subit l'influence de la peinture flamande, de Petrus Christus - un proche de Van Eyck à Bruges - en particulier, dont l'œuvre était diffusée en Sicile. L'intense traitement des portraits, religieux - comme l'*Ecce Homo* du MoMa, ou la *Vierge de l'Annonciation* de Munich -, aussi bien que profanes, annonce Mantegna ou Carpaccio. Le texte de Barbera fait le point sur les derniers progrès de la recherche concernant la peinture (traduit de l'italien par Françoise Liffan, Gallimard, 164 p., 280 F). P. K.

● **ZAO WOU-KI**
textes d'Yves Bonnefoy et de Gérard de Cortanze



Cet ouvrage rassemble les huiles sur toile de Zao Wou-Ki, des premières œuvres figuratives réalisées en Chine avant son arrivée à Paris en 1948 jusqu'aux tableaux de cette année. Le magnifique panorama de cette « chaîne des peintures » illustre la reprise continue de la couleur et de la lumière chez cet artiste, thèmes remarquablement explorés par Yves Bonnefoy dans son introduction. Une étude de Gérard de Cortanze, nourrie d'entretiens inédits, et un choix de textes critiques de - entre autres - Henri Michaux, Claude Roy, René Char et Georges Duby accompagnent ces énigmatiques « étendues » picturales (éd. La Différence, Enrico Navarra, 382 p., 600 F.). F. Dt

● **HIROSHIGE**
Paysages célèbres des provinces du Japon, sous la direction de Suzuki Jûzô



Cette série, qui précède les célèbres *Cent vues d'Edo*, fut réalisée à la fin de la vie de Utagawa Hiroshige (1797-1858) ; elle a connu une grande diffusion au Japon et surtout à l'étranger. Les paysages, tous de format vertical, sont probablement des œuvres d'atelier peintes d'après des illustrations antérieures - ce qui contredit la légende de l'artiste « consumé par un désir de reproduire le réel de façon originale », mais n'enlève rien à la valeur de ce merveilleux



« Baptême du Christ », de Piero della Francesca

« guide » géographique (Hazan, 256 p., 595 F).

● **LE 4^e ARRONDISSEMENT**
VU PAR LES PEINTRES
LE 5^e ARRONDISSEMENT
VU PAR LES PEINTRES
de Frédéric Gausson
Tel Restif de La Bretonne ou Louis-Sébastien Mercier, Frédéric Gausson, en amoureux et connaisseur de la capitale, montre deux quartiers du Vieux-Paris tels que les peintres les ont vus. Il inaugure ainsi une collection maniable qui devrait comporter - souhaitons-le, et pas seulement à l'auteur - vingt volumes. A côté de beaucoup de noms connus, Frédéric Gausson a choisi de présenter des œuvres d'artistes moins célèbres. Il accompagne ces reproductions d'un commentaire précis et informé. Plus subjectif, le regard des peintres complète heureusement celui des photographes (éd. Adam Biro, chaque volume 116 p., 149 F).

● **PIERO DELLA FRANCESCA**, de Maurizio Calvesi
Si l'on connaît la date de la mort de Piero della Francesca (12 octobre 1492), on ignore celle de sa naissance (probablement 1411 ou 1412, d'après les travaux les plus récents). L'ouvrage se découpe classiquement entre la vie et l'œuvre de cet artiste qui mêla l'esprit de géométrie à une grande douceur chromatique, héritée de Fra Angelico (traduit de l'italien par Claude Bonafant, éd. Liana Levi, 300 p., 490 F).

● **SHUNGA. L'ART D'AIMER AU JAPON**, de Marco Fagioli
Ce n'est ni le premier ni le dernier album consacré à l'art de l'estampe érotique japonaise. Il s'agit ici des *shunga*, ou « images de printemps », xylographies polychromes réalisées entre le XVII^e et le début du XX^e siècle. L'inspiration est raffinée, heureuse, colorée, avec souvent d'étonnantes audaces graphiques - pour ne parler que de celles-là... Certes, tout cela se répète un peu, mais certains dessins, presque uniquement au trait, sont de toute beauté (traduit de l'italien par Gilles Schaufelberger, Seuil, 174 p., 250 F.). P. K.

● **FEMMES AU MIROIR**. Une histoire de l'autoportrait féminin, de Frances Barzello
Comme si elles s'excusaient d'être peintres, les femmes artistes se peignent avec une facture très différente de celle des hommes. Du Moyen Âge à nos jours, elles oscillent entre des images négatives, maternelles ou détournées, comme de se peindre en musiciennes, ce qui semble plus respectable. Ce livre aussi singulier que beau montre l'évolution de ces autobiographies picturales féminines et le changement radical qui s'opère au XX^e siècle quand les femmes décident de s'avancer vers des thèmes tels

que le vieillissement du corps ou la sexualité (traduit de l'anglais par Marie Muracciole, éd. Thames and Hudson, 224 p., 240 illustrations, 295 F.). A. Fa.

et aussi...

● **L'ART MÉDIÉVAL EN IRLANDE**
de Peter Harbison (traduit de l'anglais par Divina Cabo, éd. Zodiaque, 368 p., 450 F). Cet ouvrage relève plus de l'étude historique que du « beau livre », comme en témoigne notamment son imposante bibliographie.

● **LE MONDE ROMAIN**, de Joan Sureda et Emma Liaño (traduit de l'espagnol par Gérard Grenet, éd. Zodiaque, 328 p., 450 F). Un intéressant panorama historique et artistique du monde romain.

● **BALTHUS, les dessins** (éd. Adam Biro/Archimbaud, 144 p., 390 F). Etudes au crayon ou fusain, à la plume, encre ou aquarelle, pour portraits, paysages, natures mortes ou nus au repos de jeunes filles au genou plié. Avec un texte de Jean-Pierre Faye.

● **MILLE SCULPTURES DES MUSÉES DE FRANCE**, sous la direction de Jean-Loup Champion (Gallimard, 470 p., 620 F jusqu'au 31 décembre, 720 F après). Dix-huit auteurs, conservateurs de musée et historiens d'art brossent une histoire de la sculpture occidentale de la préhistoire à nos jours.

● **AU FIL DE LA SEINE** (éd. du Chêne, 168 p., 260 F). Premier ouvrage d'une collection consacrée aux paysages d'Europe, présentant en contrepoint des reproductions de tableaux et des photographies.

● **MONET**, de Soko Phay-Vakalis ; **VAN GOGH**, de Pascal Bonafant (éd. du Chêne, « Les carnets de l'art », 128 p., 99 F). Deux livres qui présentent des commentaires soignés, la vie et l'œuvre de deux des maîtres de la fin du XIX^e siècle.

LIVRE ÉPUISÉ

Service de Recherche
Gratuit et sans engagement de votre part
frontispice
Boîte Postale 177
75224 Paris cedex 05
Tél : 01 40 12 05 36
Fax : 01 40 12 06 04
www.galaxiedon.com/frontispice

LIVRE ANCIEN



« Femme au gant noir ou Femme assise »

L'Afrique, sous tous les angles

Bernard Descamps, Franco Zecchin,
dans la tradition du reportage en profondeur et,
en regard, une anthologie de production africaine

ANTHOLOGIE DE LA PHOTOGRAPHIE AFRICAINE ET DE L'Océan Indien
collectif sous la direction de la Revue noire, éd. Revue noire, 432 p., 497 photos, 390 F jusqu'au 31 décembre, 490 F ensuite.

MALICK SIDIBÉ
d'André Magnin, éd. Skalo, 184 p., 240 photos, 398 F.

NOMADES
de Franco Zecchin, Textes de Pierre Bonte et Henri Guillaume, éd. de la Martinière, 240 p., 135 photos, 395 F.

LE DON DU FLEUVE
de Bernard Descamps, Accompagné de poèmes peuls, éd. Filigranes, 126 p., 58 photos, 150 F.

Longtemps les images qui nous arrivaient d'Afrique étaient prises par des photographes occidentaux. Le reporter britannique George Rodger fut de ceux-là, qui a parcouru le continent noir dans les années 50 pour en ramener, notamment, des photos marquantes des Nubas du Soudan. Cette tradition du reportage en profondeur est régulièrement entretenue. Aujourd'hui par Bernard Descamps, familier du continent, qui vient de ramener de belles images du peuple peul, au Mali. Ou par l'Italien Franco Zecchin, qui observe

Michel Guerrin

les populations nomades dans le monde, notamment les Pygmées bakas au Cameroun, les Touaregs au Mali, les Baidans en Mauritanie.

Et la production indigène ? Ignorée, oubliée pendant des décennies. Elle existait pourtant. Pour preuve, l'imposante *Anthologie de la photographie africaine et de l'Océan Indien* qui vient de publier les animateurs de la *Revue noire* et qui marque une date dans la découverte spectaculaire et rapide d'une imagerie continentale.

Tout est parti au début des années 90 avec Seydou Keita, photographe malien dont les portraits en studio de toute la société de Bamako, dans les années 50, ont eu un succès foudroyant, au point que leur auteur est devenu l'emblème d'un continent - il en fallait un -, célébré dans les musées, galeries, festivals, livres. Un festival de la photographie africaine, à Bamako - ville où vit toujours Kei-

ta -, qui a lieu chaque année début décembre, a confirmé la capitale malienne comme point de départ de la découverte.

André Magnin, conservateur de la collection privée Pigozzi, a beaucoup fait pour populariser l'œuvre de Keita et la diffuser commercialement. Au point de lui consacrer une belle monographie, en 1997, aux éditions Skalo. Il récidive chez le même éditeur avec Malick Sidibé, autre figure malienne, avec un livre aussi frais que les images prises dans les fêtes et surprises-parties du Bamako des années 60 ou dans son Studio Malick.

Pascal Martin Saint Léon et Jean-Loup Pivin, les animateurs de la précieuse *Revue noire*, arpentent l'Afrique depuis longtemps afin d'en reconstituer l'histoire photographique. Du XIX^e siècle à nos jours. Et pour montrer, à travers leur anthologie, que le continent ne peut se résumer à deux noms. Les deux démarches - Magnin, *Revue noire* - sont complémentaires mais génèrent d'inévitables rivalités et embrouilles, à la hauteur des enjeux, esthétiques et commerciaux, d'une photographie aujourd'hui à la mode.

Cette *Anthologie*, « première exploration globale » d'un continent, a obtenu le prix Nadar du meilleur livre de photographie 1998. Elle impressionne par son ambition et sa générosité : montrer et raconter, de 1840 à nos jours - textes et mots s'entrelacent sur 400 pages -, « les précurseurs, portraitistes, agences officielles, reporters de presse, ambulants, essayistes, artistes », en tout 160 photographes quasiment tous inconnus, parfois anonymes, qui ont fait et font la photographie en Afrique du Sud, au Kenya, au Congo, en Éthiopie, au Ghana. Ailleurs.

La découverte est trop récente pour que toute la photographie africaine soit abordée. De nombreux pays sont absents, notamment ceux du Maghreb. Des noms manquent certainement. Mais il s'agit d'une anthologie - et non pas une histoire -, terme commode qui incite aussi à poursuivre les recherches.

Dans un texte introductif, les animateurs de la *Revue noire* prennent d'ailleurs toutes les précautions en affirmant que ce livre est gouverné par le « doute » et l'« humilité » : « Rien de ce qui est écrit ici ne peut être considéré comme une vérité intangible. » Il s'agit « d'un premier bouquet de photographes » à partir des « rares recherches connues », d'un « collage de regards » d'un « premier édifice ».

Collage est le bon terme. De textes thématiques qui oscillent entre la biographie, l'étude historique, l'essai esthétique, anthropologique



Lomé, Togo (1930), photographie d'Alex Acolatse

ou littéraire, et l'indispensable témoignage. Collage de visions, fragments, regards, images. L'ouvrage est desservi par un manque de soin général et l'absence d'index. Cela dit, cette anthologie, écrite par une trentaine d'auteurs occidentaux et africains, fourmille d'informations tandis que des images émergent de l'ombre. Comme les portraits sobres et admirables du Togolais Alex Acolatse, dans les années 30, un des plus anciens photographes africains - il ouvre un studio à Lo-

mé en 1914 - ou, plus pétillants, du Sénégalais Mama Casset dans les années 50.

Le fil conducteur chronologique serait le suivant : l'émergence de la photographie, au tournant du siècle, dans les pays côtiers - Sierra Leone dès 1880, Sénégal en 1900, Togo, Afrique du Sud -, qui montrent combien les comptoirs et ports, ouverts à la colonisation européenne, ont favorisé une pratique photographique tournée vers le portrait et les albums fami-

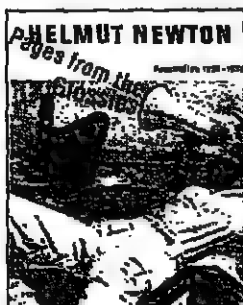
liaux ; l'explosion du portrait posé par le biais de studios qui se créent dans les grandes villes africaines, à partir du 1900, dans le but de répondre à une demande commerciale ; un regard plus libre et spontané lié à la décolonisation et au matériel maniable ; des agences officielles d'images de presse, contrôlées par des dirigeants autoritaires ; quelques exemples d'une photographie militante qui a pu s'exprimer contre l'insécurité officielle ; des artistes contemporains, utilisant une photographie le plus souvent en couleurs, pour développer une esthétique personnelle.

Dans cette fresque chaotique, aucune cohérence esthétique ne se dessine. Évidemment. Si ce n'est une prédisposition à vouloir photographier l'homme dans son environnement réel ou rêvé. Mais le simple rapprochement d'artistes si éloignés dans le temps et l'espace confère à cette anthologie sa valeur de manifeste.

Sélection

● **JOSEF SUDEK**, d'Anna Farova. C'est le livre le plus cher de cette sélection. Le prix est à la hauteur du photographe et de l'objet luxueux, de grand format, lourd et d'une qualité d'impression époustouflante. Josef Sudek (1896-1976) est un auteur charnière dans l'histoire de la photographie, tuteur des recherches pictorialistes du XIX^e siècle et le modernisme des années 20. Est mis ici en avant, dans cet objet doré à l'ancienne, l'artiste romantique et inclassable qui a magnifié son « jardin intérieur » et non l'auteur des panoramiques de Prague, sa ville. Le texte est en anglais, écrit par la Tchèque Anna Farova, qui consacre une étude chronologique - et illustrée - de 150 pages avant que les images ne s'évalent pleinement (éd. Kehayoff, 408 p., 435 photos, 798 F jusqu'au 31 décembre, 998 F ensuite).

● **HELMUT NEWTON, PAGES FROM THE GLOSSIES**, édité par June Newton et Walter Keller. Helmut Newton dit que la page imprimée est son « détendeur ».



D'où ce gros pavé instructif et tonique constitué de fac-similés de couvertures et pages de magazines du monde entier - *Vogue*, *Queen*, *Vanity Fair*, etc. - pour lesquels il a travaillé entre 1956 et 1998. Accompagné de titres et textes, les photos, en noir et blanc et en couleur, qui renvoient à l'actualité - le sexe, le pouvoir et l'argent sont les ingrédients de Newton -, racontent quarante ans de mode, de modes de vie, de photographie. Quarante ans de la vie sulfureuse de Helmut Newton (éd. Skalo, 544 p., plus de 500 photos, 548 F).

● **50 ANS DE « PARIS-MATCH »** 1949-1998. Un demi-siècle de photojournalisme et d'information est condensé dans

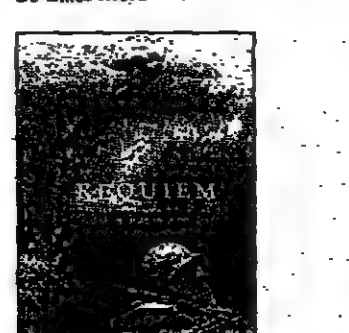


Photographie Peter Lindbergh

ce coffret au rapport qualité-prix imbattable, qui retrace l'aventure de *Paris-Match*, principal hebdomadaire d'informations en images (*Le Monde* du 17 octobre). Suivant la chronologie, alternant les grands reportages, catastrophes, faits divers, actualités politiques, têtes couronnées et vedettes du spectacle, ce livre est une réussite, déjà un classique (éd. Filipacchi, coffret de deux volumes, 900 p., 1.500 photos, 299 F).

● **REQUIEM, PAR LES PHOTOGRAPHES MORTS AU VIETNAM ET EN INDOCHINE**, de Horst Fas et Tim Page. Nous avions dit le plus grand bien de ce livre américain, émouvant et tragique, porté par une enquête minutieuse, qui retrace la vie et le travail des 135 photographes, originaires de plusieurs pays, morts ou disparus alors qu'ils « couvraient » les guerres du

Vietnam et en Indochine entre 1950 et 1975 (*Le Monde* du 10 février). La version française vient d'être publiée, de meilleure qualité encore (éd. Marval, traduit de l'anglais par Renée Kéris, 338 p., 350 F).



● **EUGENE SMITH, DU CÔTÉ DE L'OMBRE**, sous la direction de Gilles Mora. Cette solide monographie d'un photographe écorché vif (*Le Monde* daté 4-5 octobre) permet de retrouver les quatre essais mythiques qu'il a réalisés pour le magazine américain *Life*, entre 1948 et 1954, mais aussi nombre d'images méconnues du spectacle de la rue, qu'il a prises depuis sa fenêtre en 1957 et 1958, et des esquisses du *Big Book* impossible.

livre total, jamais publié, qui devait, en des centaines de pages, traduire sa philosophie de la photographie et du monde. (Seuil, textes de Serge Tisseron, Alan Trachtenberg, Gabriel Baurer, John T. Hill, 352 p., 350 photos, 590 F).

● **JEAN-MARIE PÉRIER, MES ANNÉES 60**. Les années 60 de Jean-Marie Périer, c'est le magazine *Salut les Copains*, pour lequel il a photographié, au moment même de leur avènement, en couleurs (douces) et avec une fraîcheur adaptée à l'époque, ceux qui deviendront des stars : Johnny Hallyday, France Gall, Claude François, Jacques Dutronc, Sylvie Vartan, Françoise Hardy, Michel Polnareff, Julien Clerc... Périer tient la chronique de ses rencontres et dresse de deux portraits - textes et images - de chanteurs dont il partageait la vie. Cette promiscuité est le bonheur d'un livre et d'une époque où il n'était pas encore question des pesanteurs du *showbiz* (préface d'Henri Orsenna et de Marc Lambron, éd. Filipacchi, 336 p., 250 photos, 299 F).

Paris, sans clic

Dans le monde des plus célèbres photographes, il y a ceux qui ne cliquent pas.

LES DERNIERS JOURS DE LA VIE DE JEAN-PAUL SARTRE, par Jean-Paul Sartre, éd. Grasset, 1998, 128 p., 120 F.

LES DERNIERS JOURS DE LA VIE DE JEAN-PAUL SARTRE, par Jean-Paul Sartre, éd. Grasset, 1998, 128 p., 120 F.

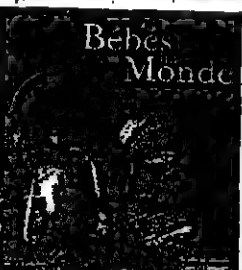
LES DERNIERS JOURS DE LA VIE DE JEAN-PAUL SARTRE, par Jean-Paul Sartre, éd. Grasset, 1998, 128 p., 120 F.

LES DERNIERS JOURS DE LA VIE DE JEAN-PAUL SARTRE, par Jean-Paul Sartre, éd. Grasset, 1998, 128 p., 120 F.

Sélection

● **ALEXEY BRODOVITCH**
Ce livre noir et dépourvu, presque austère, est le prolongement de l'exposition que Gabriel Bauret a consacrée, à la Maison européenne de la photographie, au génial Alexey Brodovitch, directeur artistique de *Harper's Bazaar* entre 1934 et 1958 (*Le Monde* du 3 mars). Le même Bauret, après un texte trop court, déroule nombre de fac-similés de couvertures et doubles pages. A quand le grand livre de fond que mérite Brodovitch ? (éd. Assouline, texte de Gabriel Bauret, 128 p., 120 ill., 395 F.).

● **BÉBÉS DU MONDE**, de Béatrice Fontanel et Claire d'Harcourt
Voici un livre intelligent, réalisé à partir d'entretiens avec des ethnologues et de photos d'agences internationales : décrit les manières de laver, porter, habiller, bercer, protéger, rassurer, emmailloter, fictionner, maquiller les bébés aux quatre coins de la planète, chez les Touaregs du Niger, en Sibérie, Afghanistan ou Chine. En cinq chapitres didactiques et sensibles (éd. de La Martinière, 216 p., 230 photos, 295 F.).



● COURS DE PHOTOGRAPHIE, DIX ANS D'ENSEIGNEMENT

de Peter Knapp
Rares sont les photographes qui osent publier dans un livre leurs méthodes d'enseignement. Peter Knapp, photographe et directeur artistique réputé, a enseigné de 1983 à 1995 à l'École supérieure d'art graphique de Paris (ESAG). En plusieurs chapitres didactiques – outils techniques, sujets et genres, outils plastiques, styles, etc. –, reprenant généreusement nombre d'images des centaines d'étudiants, il expose ses méthodes de démonstration très personnelles.

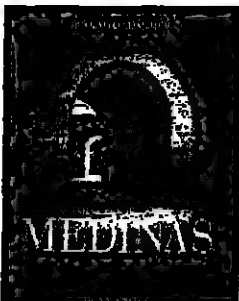
éloignée des canons du genre (éd. Ides et Calendes, 272 p., 320 F.).

● **ALGÉRIE, PHOTOGRAPHIES D'UNE GUERRE SANS IMAGES**, de Michaël von Graffenried
Le Suisse Michaël von Graffenried est le seul photographe occidental à avoir pu se rendre – à dix reprises – dans l'Algérie en sang, qu'il expose jusqu'au 31 janvier au parc de La Villette (*Le Monde* du 13 novembre). Il publie aussi ses photos froidement voilées, pour ne pas mettre sa vie en danger, prises souvent avec un appareil panoramique rudimentaire, afin d'engranger un maximum de signes, de tensions, de visages, de regards, dans un pays sans images. Un texte à la première personne et des légendes précises rehaussent ces documents indispensables (éd. Hazan, 164 p., 100 photos, 195 F.).

● **LASZLO MOHOLY-NAGY, SARAH MOON, RENÉ BURRI**
La célèbre collection « Photo Poche », qui permet de se familiariser avec l'œuvre des grands photographes, à un prix très abordable, vient de sortir trois nouveaux numéros. Celui consacré à Moholy-Nagy fait entrer dans la collection un maître du modernisme, de l'expérimentation et de l'enseignement, à la fois artiste et théoricien, animateur de l'école du Bauhaus, à la fois instigateur du rapprochement entre l'art et la technique et auteur de photogrammes en chambre noire. Sarah Moon est connue pour ses créations oniriques liées à la mode, et René Burri pour son travail documentaire dans la lignée de Cartier-Bresson (Nathan, « Photo Poche », 144 p., 64 photos, 54 F et 60 F.).

● **MÉDINAS**, photographies de Jean-Marc Tingaud, poèmes de Tahar Ben Jelloun, calligraphie de Lassad Méhouli
Jean-Marc Tingaud est retourné sur ses premiers pas au Maroc. Il y a vingt ans, pour photographier les médinas de Marrakech d'abord, puis Fès, Tanger, Meknès, Essaouira, Tétouan, Casablanca... C'est la nuit, il n'y a personne, juste des couleurs envahissantes, sacrées, qui transforment ces lieux grouillants de vie en décors de théâtre intemporels et rétrogrades. Et

inspirent Tahar Ben Jelloun, avec des poèmes aussi épurés que les images (éd. Assouline, 144 p., 80 photos, 349 F.).



● **PETER LINDBERGH**
L'Allemand Peter Lindbergh est un des photographes de mode qui a le plus de succès dans le monde, avec des images en noir et blanc qui empruntent beaucoup à l'expressionnisme et à une sorte de tribalisme glacé, entre retenue et séduction. Cet objet luxueux, épais, très noir, avec le nom Lindbergh en gros sur la couverture d'encre, est à la hauteur de sa réputation. Un court entretien – « Les meilleures photos sont celles, simples ou compliquées, qui créent une émotion chez la personne qui les regarde » –, prouve que le photographe n'a rien à dire. Restent les images (éd. Assouline, 304 p., 240 photos, 490 F.). M. G.

et aussi...

● **MARIO CIACOMELLI**, d'Ennery Taramelli (éd. Nathan, traduit de l'italien par Silvia Disegni, 168 p., 129 photos, 280 F.). Réédition d'un album réussi sur Mario Ciacomelli, maître de la photographie créative italienne.

● **UNE HISTOIRE MONDIALE DE LA PHOTOGRAPHIE**, de Naomi Rosenblum (préface d'Anne Cartier-Bresson, traduit de l'anglais [États-Unis] par Paul Alexandre, Dominique Féraud, Jean Pêcheux, Sabine Porte, éd. Abbaye Press, 696 p., 831 photos, 150 F.). Deuxième édition, brochée, de cette histoire qui se veut globale de la photographie, révisée et augmentée.

● **PORTUGAL 1950**, de Jean



« A walk in Mions Forest » (1960-70) par Josef Sudek

Dieuzaide (éd. En vues, texte d'Eduardo Lourenço, 96 p., 190 F.). Jean Dieuzaide découvre à trente ans le Portugal asphyxié par la dictature de Salazar. Entre néoréalisme et humanisme classique.

● **AVEDON, VICE ET VERSA** (éd. Plume, traduit de l'anglais [États-Unis] par Denise Luccioni, 208 p., 115 photos, 400 F.). Le photographe américain a travaillé pendant vingt ans avec le couturier Gianni Versace. Des portraits de Claudia Schiffer, Elton John, Kate Moss et d'autres témoignent de leur collaboration.

● **SERGE LUTENS** (éd. Assouline, 152 p., 750 F.). Serge Lutens, directeur artistique de la marque de cosmétiques Shisido, construit dans cet album des portraits sophistiqués à l'aide de la couleur.

● **CES SUBLIMES OBJETS DU DÉSIR**, de Régine Deforges (Stock, 160 p., 150 F.). Régine Deforges a rassemblé et commenté des photos polissimes, entre 1880 et 1930, qui circulaient sous le manteau.

● **LE « NATIONAL GEOGRAPHIC », LES PHOTOGRAPHIES**, de Leah Bendavid-Val (éd. Minerva, traduit de l'anglais [États-Unis] par Ariel Marinié, 336 p., 244 photos, 295 F.). Les meilleures photographies parues dans la célèbre revue américaine durant ces quinze dernières années.

● **PAUL OUTERBRIDGE** (Nathan, texte de Graham Howe, traduit de l'anglais par Marine Bellanger, 60 p., 39 photos, 129 F.). Beaucoup de force dans les nus que Paul Outerbridge a réalisés à la fin des années 30. Et des couleurs qui les rendent tragiques.

● **PARIS IMPRESSIONS**, photographies de Maurice Suberbie et de Thierry Colin, textes d'Arnoire Spire (éd. Subervie, coffret de deux tomes, 344 p., 277 photos, 670 F.). Deux visions de Paris, classiques et romantiques, en couleur avec Maurice Subervie, en noir et blanc avec Thierry Colin.

● **UN MONDE D'ENFANTS**, d'Anne Ceddes (éd. Hors collection, 264 p., 113 photos, 260 F.).

Ce livre voué au monde des bébés et des enfants pousse au plus loin le stéréotype du gamin innocent en couleur.

● **CARRÉS OVALE, L'ESPRIT DU RUGBY**, de Daniel Maigné (éd. Subervie, 104 p., 80 photos, 280 F.). C'est le rugby cassoulet, celui des champs et non des champions, que cerne avec amour Daniel Maigné, en noir et blanc.

● **ENQUÊTE D'ESSENCE**, de Nicolas Rouxel-Chaurey (éd. Subervie, avant-propos de Jacques Réda, 166 p., 200 photos, 420 F.). Nicolas Rouxel-Chaurey tient la chronique vigilante, à la fois détachée et intimiste, des anciens postes à essence.

● **LE JARDIN DE GINETTE**, de Bruno Charoy (éd. Florent-Massot, textes en typographie usuelle et en braille, 82 p., 145 F.). Le dialogue entre Ginette, aveugle depuis trente ans, et des prisonniers d'une maison d'arrêt. Les textes, notamment en braille, sont accompagnés de photos de Bruno Charoy prises dans les cellules. M. G.

Paris, sans clichés

D'un côté l'une des villes les plus photographiées, de l'autre Lartigue. Deux albums de qualité

PARIS, CAPITALE DE LA PHOTOGRAPHIE sous la direction de Sylviane de Decker, textes de Michel Luxembourg, éd. Hazan, 304 p., 255 photos, 395 F.

JACQUES-HENRI LARTIGUE PHOTOGRAPHIE introduction de Vicki Goldberg, éd. Nathan/Delpire, 288 p., 126 photos, 450 F.

L'album d'images est un genre périlleux. Parfois miraculeux, il cache souvent un projet vide et paresseux, un travail bâclé, des moyens de misère. On collecte des photos sur un thème ou un auteur, on imagine des rapprochements visuels, on commande une préface que personne ne lit et on programme l'ouvrage pour Noël. Parfois acheté, vite feuilleté, aussi vite oublié.

Deux albums réhabilitent le genre sur des sujets pourtant usés :

Michel Guérin

Paris et Lartigue. La ville la plus photographiée au monde, et un auteur vivrotaillant au charme très frenchy qui a déjà fait l'objet de trente-six livres en trente ans. Deux albums dont les textes n'apportent rien de nouveau mais jouent leur rôle – donner quelques repères – avant de passer aux choses sérieuses : les images, leur choix, leur ordre, le rythme, la progression narrative, les tensions recherchées.

Et là, le miracle opère. Parce que les photographies sont justes, étranges, mélange de connu et de rareté, d'évidence et de curiosités, avec une absence totale de mièvrerie. Des images au service d'un propos cohérent qui s'impose aux motifs – loin de ces livres découpés comme des archives. Deux objets

identifiables qui installent un climat et arrêtent le regard.

Tout vient de la personnalité des auteurs – aucun pourtant n'apparaît en couverture. Sylviane de Decker a concocté *Paris, capitale de la photographie*. Le titre est trompeur. Il signifie que les plus grands ont choisi cette ville pour « atelier ». L'auteur a convoqué 91 photographes et rassemblé 255 photos dont la qualité aurait mérité une meilleure impression. Le livre s'ouvre au plus près de l'invention – le boulevard du Temple en 1838 – dans laquelle Dagnier recherchait la plus grande fidélité au sujet, et se referme avec Sigmar Polke, un peintre qui ne cesse de maltraiter la pellicule et dont un montage énigmatique de 1971 échappe au constat pour mieux capter le tourbillon de la ville.

Cette tension entre la ville documentée et une autre plus intime donne sa personnalité au livre, également porté par des images méconnues, des plus grands (Kertész, Cartier-Bresson, Brassai, Steinert...). D'où la présence de Polke et de trois photographies étranges des barricades de 1848, signées Bayard et Thibault. Un bel ensemble de Charles Nègre – au-delà de ses mythiques ramoneurs – donne du mouvement au Paris des années 1850. Un panoramique délicieux signé Adolphe Braun qui montre quatre passants, de dos, penchés au-dessus d'un pont ; l'image est de 1855, mais on l'imagine actuelle.

Toutefois, c'est bien la progression des photos d'Atget qui est exemplaire et souligne le projet : d'abord le décor urbain avec des maisons en façade, puis des femmes qui apparaissent derrière les portes vitrées, et, enfin, à l'intérieur, deux nus sublimes et brillants. Ou comment l'archiviste de Paris s'efface peu à peu au profit du précurseur de l'art moderne.



« Rénée » par Jacques Henri Lartigue (1931)

Après de beaux morceaux de bravoure pour les années 30 – Wols, Gaston Paris, Eli Lotar, Josef Alber – un bloc de dix photos de Robert Frank poursuit la démonstration entreprise avec Atget. Nous sommes dans les défillements intérieurs du photographe, de passage à Paris en 1950, qui voit la ville comme un immense vide gris, à l'opposé du théâtre enjoué de Doisneau, qui suit dans les pages, et qui est très bien mis en valeur.

Un sensuel portrait de Renée (1931) aux bas résille, le regard offert à son photographe aimé – Jacques-Henri Lartigue (1894-1986) –, figure dans le livre sur Paris. Il est absent de l'album que Robert Delpire consacre à ce photographe atypique, qui prend sa première image à huit ans, mais devra attendre soixante-six ans pour être internationalement célèbre. Les femmes (Bibi, Renée, Florette) sont un des ferments d'une œuvre dont l'emblème – également omis dans ce livre – serait un portrait de Bibi surprise sur une cuvette de WC dans les années 20.

L'éditeur Robert Delpire, véritable auteur de ce livre – il a choisi et mis en pages les photos –, n'est pas un puritain. Mais, fidèle à ses convictions, il a façonné, au moyen d'un objet élégant et luxueux découpé en six parties discrètes, un artiste sérieux, cohérent, réfléchi : peu d'images retenues, mais magnifiées par le format – avec seize panoramiques qui se déplient –, une impression remarquable (Jean Genoud à Lausanne), un thème du mouvement et du temps suspendu qui se répète, obsédant, excluant toute imagerie anecdotique.

Ce « Lartigue artiste » est à l'opposé de l'amateur génial – célébré au mieux par Richard Avedon dans *Diary of a Century* (Viking Press, 1970) – qui collait dans ses albums de famille, à côté d'écrits d'un optimisme désarmant, des photos (de format minuscule) pour illustrer ses souvenirs et moments d'intimité. Delpire fait-il fausse route ? Peut-être. Mais le voyage dans les images, sa subjectivité – pur exercice de style delpirien –, a beaucoup plus d'allure que les dizaines de livres parus sur Lartigue.

VOYAGE EN INDE
photos d'Antonio Martinelli, texte
de George Michell, images de
Thomas et William Daniell,
éd. Citadelles & Mazenod,
224 p., 450 F.

Longtemps, l'Inde a été perçue comme le pays du temps suspendu. Un lieu où l'impermanence des êtres ne troublait guère la permanence des choses. Une terre si vaste qu'elle absorbait les migrations, les invasions, les désastres, jusqu'à sédimenter et apaiser les fureurs, les ravages, jusqu'à se jouer des ruines et d'un chaos pourtant à l'œuvre, partout.

Cette vision s'apparentait à une rêverie, somme toute confortable, qui passait un océan de souffrances par profits et pertes. C'était un trompe-l'œil, une illu-

André Velter

sion qui parodiait en parfaite méconnaissance de cause le thème central de l'illusion du monde que véhiculent les textes sacrés de l'Inde. La confusion était ainsi à son comble : on en venait à tenir le continent du réel illimité pour le territoire même du peu de réalité.

Curieusement, le projet d'Antonio Martinelli, aujourd'hui somptueusement réalisé, participe de cette approche nostalgique qui veut de l'immuable, de l'immémorial, alors qu'insensiblement s'imposent les manques, les cicatrices, les changements, les mutations, les renaissances. Parti en quête de traces, il revient avec des preuves. Le périple qu'il accomplit au nom du passé le mène, bon gré mal gré, à accueillir le présent, à lui faire place, à témoigner d'une continuité peuplée de fractures et d'annulations.

Comme souvent, le point de départ de l'aventure ressemble à un coup de foudre. Photographie, Martinelli découvre les images rapportées d'Inde deux siècles plus tôt par Thomas et William Daniell. Ces deux là, oncle et neveu, ont sillonné les régions les plus reculées du pays de 1786 à 1794 armés d'une caméra obscura, et en ont rapporté de très nombreux croquis, d'une extrême pré-



ANTONIO MARTINELLI

L'Inde au regard du temps

Les photos de Martinelli, comme les gravures des frères Daniell au XVIII^e siècle, montrent un pays idéalisé, sans drames ni poussière

cision, retravaillés ensuite pour en tirer gravures, huiles ou aquarelles. Pendant dix ans, rentrés en Angleterre, les Daniell exécutent et publient cent quarante-quatre vues des Indes qui, regroupées dans un monumental ouvrage, *Oriental Scenery*, connaissent un immense succès.

Cet engouement s'explique aisément : les aquarelles sont

d'une telle qualité, minutie, douceur aussi, qu'elles ne peuvent que séduire un public avide d'exotisme pondéré, charmant, idéalisé. Leur aspect de photographes avant l'heure recèle déjà toute l'ambiguïté des images qui prétendent restituer le visible au plus près. Car l'irréprochable technique produit ici un effet de masque. C'est une Inde sans drames, sans pous-



sière, sans exaltation, sans débordements d'aucune sorte qui est représentée et célébrée. Pourtant, la valeur de ces « clichés » n'est pas contestable. Il y a

Faizabad, portail du Lâp Bâgh, photographié aujourd'hui par Antonio Martinelli et gravé par Thomas et William Daniell

là d'irremplaçables documents qui, loin d'annuler les siècles, donnent la mesure corrosive ou exubérante des temps. Pour un Taj Mahal intangible, combien de sites effacés, de perspectives remodelées, d'avenues, de palais, de temples méconnaissables ? L'exemple de l'observatoire de Jai Singh à Delhi, jadis saisi par les Daniell dans une manière de désert, actuellement mitoyen de l'un des carrefours les plus encombrés de la capitale, donne à la confrontation sa pertinence et sa charge d'émotion. Tout comme la porte du Khusrû Bâgh d'Allahâbâd, naguère isolée, maintenant étouffée par une lèpre urbaine, ou comme cette vue idyllique de l'Esplanade de Calcutta qui respire la paix et la sérénité.

En mettant ses pas dans ceux des Daniell, puis en cherchant à reproduire leurs cadrages à l'identique, Antonio Martinelli a très précisément mené à bien l'entreprise qu'il avait conçue, et son *Voyage en Inde*, non pas dans l'ombre portée, mais dans la lumière retrouvée de ses prédécesseurs, est des plus séduisants. Cependant, fidèle à ses modèles, il en est également le disciple consentant.

Le parti pris de ne jamais déborder du cadre, de ne jamais s'arracher de limites fixes à la fin du XVIII^e siècle, s'il permet de tenir le pari esthétique, interdit la mise au jour des vraies équivalences. La visée reste exclusivement patrimoniale, avec ce que cela charrie de mélancolie distinguée et de glorification passiste.

En marge des monuments, laissés à l'abandon, abstraitement restaurés ou déformés de leur vocation, il y a la vie indienne, débordante, inventive, misérable, gaie, tragique, toujours intense, toujours défilante, toujours révélant une effacement imprévu. Sans doute aurait-il fallu, plus d'audace et moins de référence et moins de révérence. Ne pas seulement tout contempler dans le miroir des Daniell, mais capter des reflets inédits, des fulgurances, des folies, des enchantements nouveaux. Ce livre, au demeurant magistral, ne propose pas comme annoncé un « voyage en Inde » : il mêle et juxtapose, à deux siècles de distance, les images d'un pays scrupuleusement revêtu.

Sélection

● **ASIE CENTRALE. LES FILS DE TAMERLAN**, d'Alain Chenevière. Un habitué des reportages photographiques propose une découverte relativement complète des pays d'Asie centrale, tout en s'attachant sur ce grand conquérant que fut Tamerlan (éd. Vilo, 288 p., 590 F.). À signaler du même auteur *Egypte, la quête de l'éternité*, plus didactique et d'une mise en page moins heureuse (éd. Vilo, 236 p., 490 F.).

● **BRAHMAPOUTRE**, de Tiziana et Gianni Balzone. Né sur le toit du monde, il ne peut charrier que des mythes. Tsangpo, Brahmapoutre, Jamuna : un fleuve, trois noms, trois pays, trois religions. Bouddhisme au Tibet, hindouisme en Inde, islam au Bangladesh. Une idée puissante comme ce fleuve aux métamorphoses incessantes dont

le cours ne fut identifié dans sa totalité qu'en 1913. Tiziana et Gianni Balzone, qui n'en sont pas à leur première expédition, ont, avant de partir, interrogé les textes. Ce qui donne un ouvrage riche, fortement charpenté, de la naissance sur le Mont Kailash à l'arrivée dans le golfe du Bengale, où ses multiples bras s'enchevêtrent avec ceux du Gange, autre fleuve sacré (éd. Olizane, 240 p., 395 F.).

● **SUR LA TRACÉ DES RICKSHAWS**, de Tony Wheeler et Richard Anson



Roi à Dacca, en voie d'extinction à Hongkong, où les derniers modèles seraient mis en vente pour 42 000 F., périodiquement menacé par la municipalité de Calcutta, qui veut supprimer la voiture tirée à bras d'homme car elle donne une image peu progressiste de la capitale du Bengale, ami de l'homme, ennemi de la voiture, silencieux, non polluant et très populaire en Asie, voici le rickshaw, encore appelé pousse-pousse ou cyclo-pousse. Les éditions Lonely Planet lui consacrent son premier beau livre. Aussi connaît-on désormais son poids, ses mensurations, le nombre de licences et ses ultimes perfectionnements. Texte et planches de Tony Wheeler, qui fit des études d'ingénieur avant de fonder sa maison d'édition, photos de Richard Anson (éd. Lonely Planet, 192 p., 195 F.).

● **CARNETS DE VOYAGE**, de Titouan Lamazou. Que le monde est beau dans le regard d'un navigateur-peintre. Titouan Lamazou manie aussi bien le pinceau que la voile ou la plume.

Au bout du compte, cela donne des maisons au bord de l'eau, de belles gueules, d'hommes, de femmes, de bateaux. Du peps, du trait, de la couleur. La sélection, il est vrai, ne manque pas de sel : Égypte, Cuba, Grèce, Bérou, Japon. « Carnets de voyage », écrits pour lui-même, avec le ton vif et très personnel que cela implique. Assortis de ces arrets sur image à dominante de bleu et d'ocre que sont ébauches, croquis et collages photos (Gallimard, 160 p., 380 F.).

● **VENISE, d'eau et de pierre**, photographies de Jean Mounica, texte de Marc Augé. « Mounica, comme Proust et Thomas Mann, dialogue avec une Venise intérieure » écrit Marc Augé, commentant le regard du photographe sur la ville du fil de l'eau et des arcatures de pierre. Séduction et mystère opèrent sur ces images en noir et blanc d'où sont expulsés tous les éléments anecdotiques (éd. Imprimerie nationale, 154 p., 285 F.).

● **PALERME ET LA SICILE**, de Dominique Fernandez



Quoi de plus insaisissable que l'âme d'un lieu ? Ce livre, qui commence à Palerme et nous promène ensuite à travers la Sicile, réussit ce pari. Avec de très belles photographies de Ferrante Ferranti et un texte qui sait être délicat et discret, il nous fait tout découvrir, des quartiers d'Aubergheria aux temples d'Agigante, avec une promenade parmi les plus splendides demeures. Un magnifique moyen de découvrir ce qui fait la forme d'une ville (Stock, 158 p., 290 F.).



Intérieur d'une maison au Kongpo (Tibet), au fond le fleuve Tsangpo

ANDRÉ MAUDOUZE

MOIRES D'OUTRE-SIÈCLE

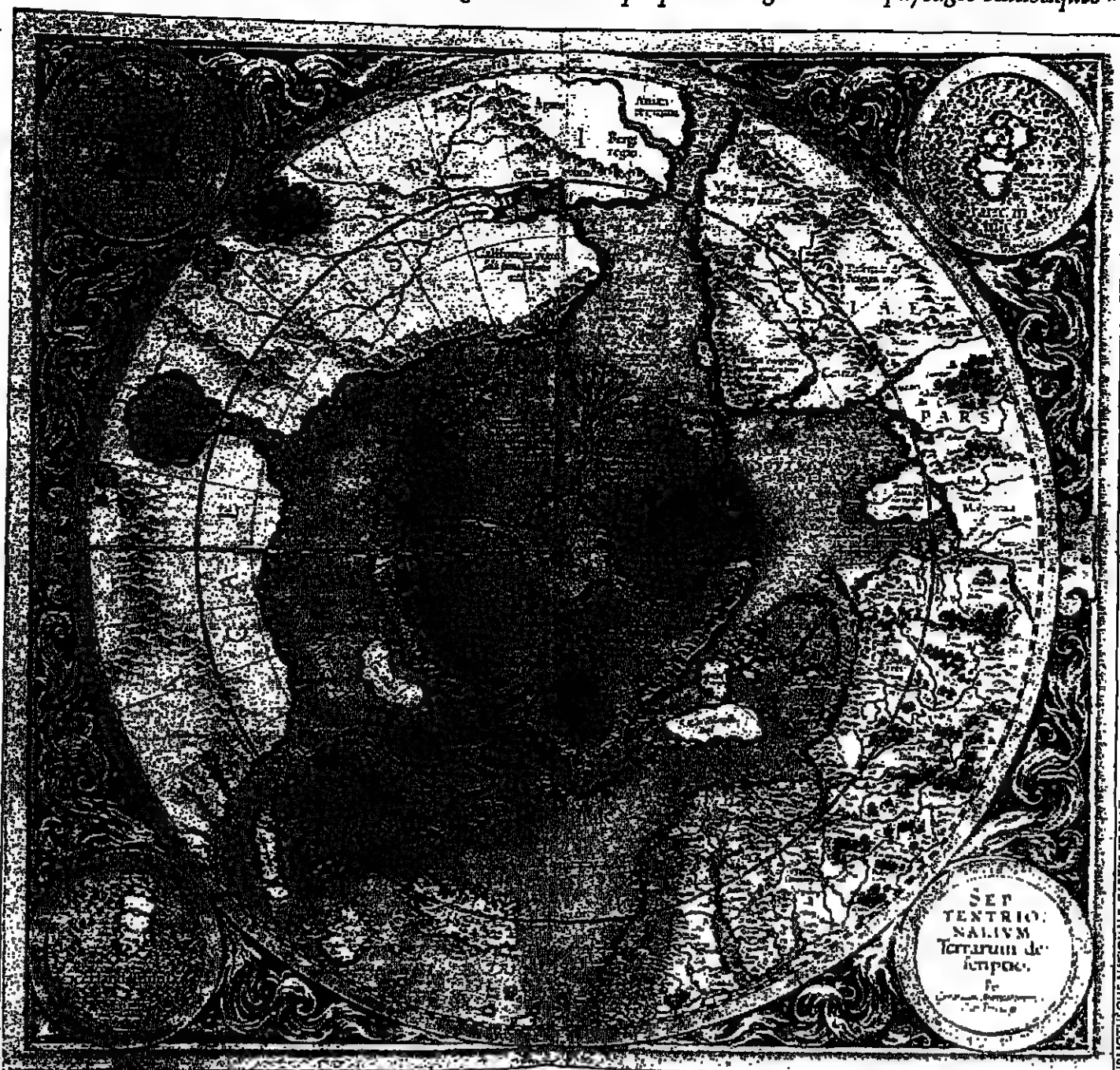
« André Maudouze a mis la même foi à révéler la pensée de Saint Augustin qu'à combattre le nazisme et le colonialisme. »

ROBERTE MAGGIORI

Libération

La Terre dans tous ses éclats

La carte a gagné des couleurs depuis le XII^e siècle. Moins arbitraire qu'on ne l'a cru, cette polychromie a pris ses marques, adopté ses codes et n'est guère menacée que par l'émergence des « paysages statistiques »



« Pôles Arctiques » In Atlas, sive Cosmographicae meditationes de fabrica mundi et fabricati figura par Gérard Mercator (1595)

COULEURS DE LA TERRE
Des mappemondes médiévales aux images satellitaires sous la direction de Monique Pelletier, Seuil-Bibliothèque nationale de France, 176 p., 290 F.

Imagine-t-on une carte complexe sans le recours à la couleur ? Les éditeurs qui, par souci d'économie, s'y risquent, le paient généralement d'une illisibilité qui ruine l'effort du cartographe. Pourtant écrire la Terre n'a pas toujours signifié lui rendre des couleurs. C'est l'histoire de cet avènement du chromatisme que retrace cet ouvrage collectif, en marge de l'exposition éponyme, présentée jusqu'au 10 janvier 1999 à Paris, rue de Richelieu.

Terra, tellus, humus, arida, sicca, solum, qrs : la polysémie de l'élément inférieur, créé au commencement après le ciel, limon dont naît l'Homme et où s'opère la chute, éclate dès le XII^e siècle dans l'*Imago mundi* de Honorius Augustodunensis. Sans correspondance stricte y répond bientôt une polychromie variée dont le langage hésite à se fixer. Peu à peu toutefois, par-delà les emplois liés à une valeur symbolique ou un gage de réalisme, s'affirme une spécificité de la palette utilisée. La terre est blanche, les mers vertes et bleues, les eaux douces. Reste une incertitude sur les valeurs du noir et du rouge, lus parfois à l'opposé entre charges positive et négative. La diffusion au XV^e siècle des cartes-

portulans renforce l'uniformisation : de la peinture-emblème, on passe insensiblement à la légende conventionnelle. Historié, le planisphère retient les détails pittoresques mais remplit aussi une mission politique, affichant les empires et dévoilant les rivalités désormais inscrites dans l'espace-plan. Les Grandes Découvertes bouleversent la toponymie, inventive, et permettent la greffe, improbable, des mythes de l'Ancien Monde sur le Nouveau. Les terres vierges accueillent aussi quelques paysages de fantaisie, lieux inventés qui prouvent la fécondité assumée de l'imagination humaine. L'île de l'Utopie est prête à concurrencer le réel.

Philippe Lemerle, cartographe

Mais la stricte efficacité ne perd pas ses droits. Théâtre où se jouent l'expansion européenne et la diffusion des rivalités entre puissances, l'atlas, comme la carte murale et le globe renoue aux XVII^e et XVIII^e siècles avec le faste des enluminures médiévales. Tandis que la gravure permet de diffuser plus largement l'image de plus en plus précise des contours des terres, l'enjeu artistique se précise et double le souci d'exhaustivité de l'information désormais prisé. Cartouches et frontispices rivalisent de richesse et complètent le sens de la carte plus qu'ils ne l'orientent.

Mais lorsque le style rocaille trahit le changement de mode, l'enjeu s'est déplacé vers plus de rigueur et un point de vue nouveau : à la vision oblique du XVI^e qui permet une scénographie pittoresque, fait place une verticalité toute fictive, fruit d'une obsession de la mesure qui transforme l'écriture de la Terre. Et avec elle l'option picturale et le choix du nuancier : le goût du territoire mis en perspective, comme la vogue des plans en relief, n'empêche pas les premières levées capables de livrer la description la plus exacte des côtes, option militaire qui annonce le triomphe du savoir de l'ingénieur. L'aventure pionnière de Claude Masse, qui mit trente-cinq ans pour cartographier le littoral de Bourgneuf à Arcachon (1688-1723) n'est rien face au formidable travail réalisé durant la

Guerre de Sept ans : le terrain des affrontements doit se penser désormais ; et la paix revenue, les savants inemployés apportent naturellement leur concours à une meilleure connaissance de l'espace français et de ses frontières. Le travail de la carte devient, mieux qu'une affaire, un devoir d'Etat. Mais la vraie révolution vient de la chromolithographie. Dès le milieu du XIX^e, le procédé permet d'imposer une visualisation en aires colorées continues qui autorise la superposition d'autres codes figurés, ce qui enrichit l'information.

Bien moins arbitraire qu'on a pu le supposer, le spectre des couleurs qui disent l'âge géologique, la végétation ou le climat s'impose peu à peu comme universel ; à peine la palette gagnera-t-elle sur un siècle en intensité pour rendre les contrastes plus saisissants.

Le cas est moins simple avec l'imagerie radar qui permet aujourd'hui de rendre l'*« invisible physique »* : le passage de l'optique au numérique marque le relais de la photographie par des paysages statistiques où la légende est parfaitement libre de sa gamme chromatique. Est-ce cette mutation technologique qui explique l'hommage final à la carte sur papier, cloge affectif où se reconnaîtront la plupart des usagers ?

Aussi intelligemment conçue que superbement illustrée, c'est là la plus belle réalisation sur l'aventure du monde réduit aux signes qui nous ait été offerte depuis le catalogue *Cartes et figures de la Terre*, édité par le Centre Pompidou en 1980.

La Société des Berivains
Chaque mois un nouveau auteur
Catalogue sur simple demande
01 53 60 70 35 - 01 53 75 40 11
243-145, rue Saint-Germain 75006 Paris
abonnement par mandat postal ou chèque

* Autre parution accompagnant l'exposition jumelle de la BNF, visible jusqu'au 10 janvier, *Figures du ciel*, de Marc Lachèze-Rey et Jean-Pierre Luminet. Les deux astrophysiciens proposent une passionnante confrontation des premières représentations de l'univers et des clichés astronomiques contemporains. Une cartographie singulière qui intègre les arts et les sciences, philosophes et religieux (Seuil-Bibliothèque nationale de France, 204 p., 299 F. Jusqu'au 15 janvier 1999, 350 F. ensuite). On y associera l'excellente édition des *Catasterismes* d'Eratosthène de Cyrène, publiée chez Nil éd. sous un titre moins austère : *Le Ciel. Mythes et histoire des constellations*. Ce court traité de celui qui fut sans doute le plus grand savant du III^e siècle avant notre ère présente l'origine des quarante-deux constellations, des cinq planètes connues des Anciens et de la Voie lactée. L'apparat critique, exemplaire, est d'une rigueur qui n'exclut jamais la lisibilité (traduit du grec ancien par Pascal Charvet et Arnaud Zucker, « Le cabinet de curiosités », 240 p., 149 F.).

Sélection

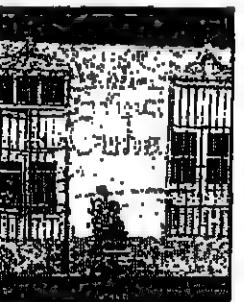


● **TABLEAUX DU HAUT ATLAS MAROCAIN**, de Marie-Pascale Rauzier, Cécile Tréal, Jean-Michel Ruiz. Contrairement aux idées reçues, le désert est un lieu de vie. C'est ce qu'on choisit de montrer les auteurs de ce livre. Avec de nombreuses photographies et des explications détaillées, ils présentent la vie des habitants berbères des vallées marocaines (Arthaud, 200 p., 275 F.). V. De.

● **ÉCOSSE, HIGHLANDS ET ISLANDS**, photos de Pieter Paul Koster, Hervé Clot et Jean Hervoché, textes de Michel Le Bris et Pierre Dubois. Les territoires les plus sauvages de l'Écosse inspirent ici une composition vagabonde. Des photos conçues comme des fresques contrastées d'après paysages, aux ciels lumineux ou plombés, captent l'intensité de ces terres. Michel Le Bris s'attarde sur les rencontres fortuites de son itinéraire, sur les histoires et légendes du pays, et y piste la trace de Stevenson ou le goût du whisky (éditions Artus, 160 p., relié 250 F., couverture souple 200 F.). F. Dt.

● **LES DIEUX DE L'EGYPTE**, de Pascal Vernus et Erich Lessing. La société égyptienne antique s'organisait autour d'une multitude de dieux qui contribuaient à la bonne marche de l'Empire. Pascal Vernus a pris le parti de les présenter au travers de l'organisation géographique, politique ou sociale du régime. Il décrit également la complexité des rites funéraires et leurs enjeux d'une façon précise qui intéressera les néophytes comme les autres. Les nombreuses photographies d'Erich Lessing (Magnum) illustrent parfaitement les quatre mille années de règne des pharaons (Ed. de l'imprimerie nationale, 204 p., 390 F.). H. Ha.

● **MAISONS DU VIEUX CUBA. LES ÎLES AU VENT** de Lilian Llanes, photographies de Jean-Luc de Laguarigue.



Efflorescence des patios et des portiques, agencement des motifs architecturaux étrangers, contraste des habitats urbains et ruraux : autant de signes qui laissent entrevoir, du *bohío* (hutte indigène) du XVI^e siècle aux riches *quintas* (villas d'été) du siècle dernier, l'évolution et la diversité de la société cubaine (traduit de l'espagnol - Cuba - par Estelle

Roquetanière, Arthaud, 200 p., 295 F.). A signaler également *Esprits de Cuba. Havana et musique*, textes de Chinolope et photos de Eric Lobo (traduit de l'espagnol - Cuba - par Nelly Lhermüller, éd. du May, 190 p., 295 F.).

● **SPLendeur DES SOIES D'ASIE CENTRALE : IKATS**, de Kate Fitz Gibbon et Andrew Hale. Un ouvrage de référence pour les amateurs de ces soieries à fils teintés d'Asie centrale, utilisées comme tentures murales ou vêtements d'apparat, et qui fascinèrent les voyageurs occidentaux. Le double mérite de ce livre est de décrire tous les aspects de la production et de présenter l'exceptionnelle collection privée de Guido Goldman (éditions Adam Biro, « Texture », 208 p., 395 F.). F. Dt.

● **ARMÉNIE. Splendeur d'un pays secret**, de Marie Ancenay



Accompagné de photographies de Wojtek Buss, cet album propose un périple dans les sites et les cités de l'antique, aussi bien que de la moderne Arménie. Certes, l'ensemble souffre parfois d'un excès de zèle touristique, mais les lieux en eux-mêmes, dont les humilités de l'histoire n'ont pas altéré la beauté, suffiront au plaisir du lecteur (Préface de Charles Aznavour, éd. Hœbeke, 30, rue des Favorites, 75015 Paris, 160 p., 290 F.). F. K.

● **MONTAGNES DE LUMIÈRES**, de Pierre Terraz. Quatrième représentant d'une dynastie de photographes de montagne originaire de Chamonix, Pierre Terraz réunit son travail sur les pentes et les sommets du monde. Son regard, qui a notamment accompagné des ouvrages écrits par Roger Frison-Roche ou Gaston Rébuffat, témoigne cette fois-ci de son propre parcours sur « le haut sentier de la terre ». Il couche sur le papier ses voies d'approche de la montagne rapportées de ses courses et de ses contemplations où se mêlent le rêve et l'effort de ceux qu'il appelle « les brancardiers de l'infini » (éd. Hœbeke, 295 F.). C. R.

● **LE TASSILI DES AJJER**, de Malika Hachid. Le lieu est mondialement connu pour la richesse de ses figurations rupestres. Il manquait un ouvrage d'ensemble sur son archéologie préhistorique. Le voici. Richement illustré, il retrace l'histoire humaine du Tassili (où furent retrouvés les plus anciens outils connus de l'homme), celle, surtout, de la brillante civilisation néolithique qui vécut, cinquante siècles avant les pyramides, dans cette région du Sahara central (éd. Paris Méditerranée, 310 p., 550 F.). C. V.

VOUS CHERCHEZ UN LIVRE ÉPUISÉ ?

Une seule adresse

LE TOUR DU MONDE

et son réseau de 250 correspondants

9, rue de la Pompe, 75116 PARIS
Tél : 01.42.88.73.59
Fax : 01.42.88.40.57

Tome I
238 p.
56 F.

Tome II
294 p.
56 F.

Les Cahiers Rouges

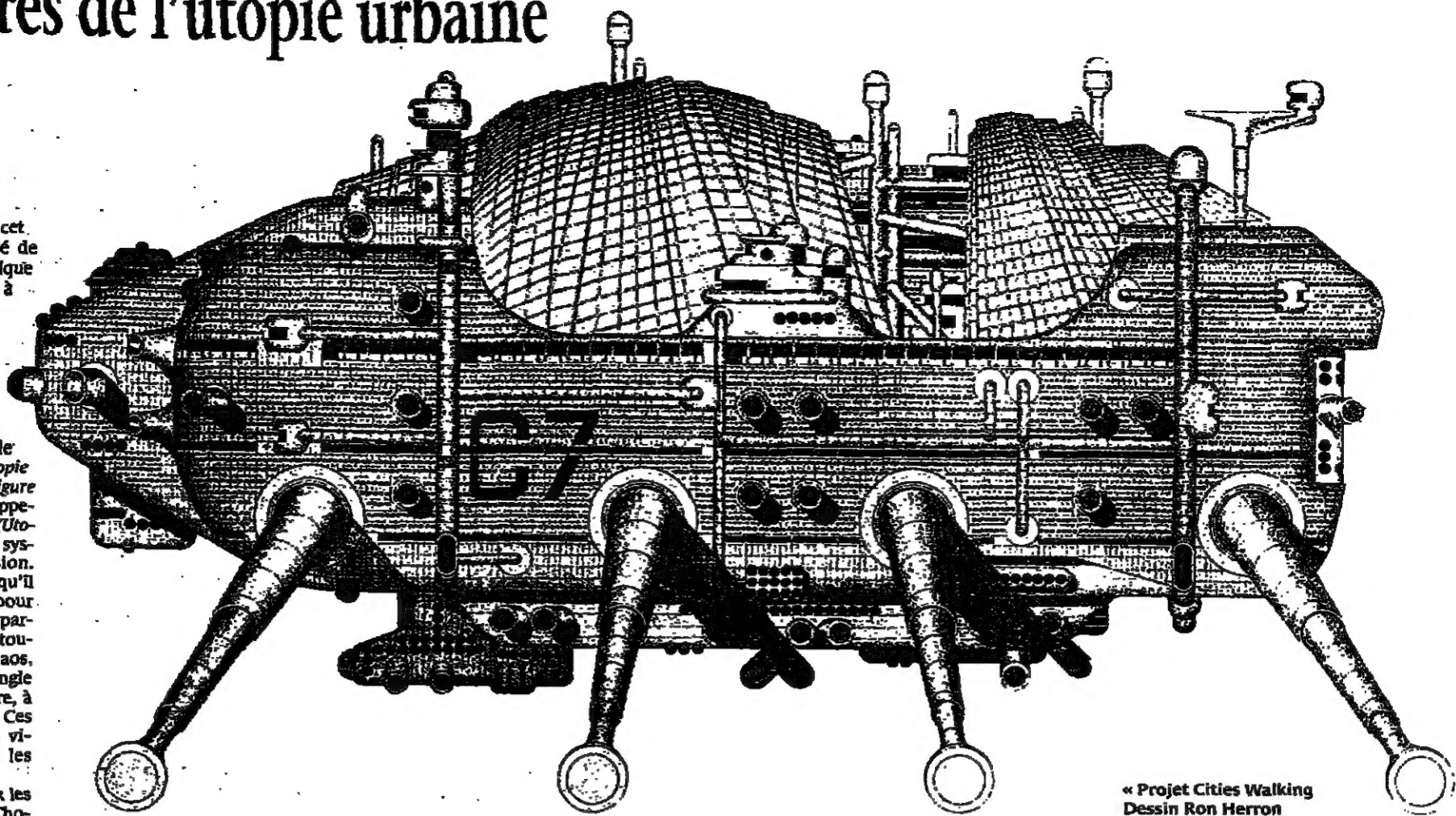
صحنه من الأصل

Les spectres de l'utopie urbaine

VILLES RÉVÉES
de Patrice de Moncan
avec la collaboration
de Philippe Chiambaretta,
éd. du Mécène, 192 p.,
200 ill., 390 F.

La publication de cet inventaire illustré de l'urbanisme utopique est fort utile à l'heure où, dit-on, « les villes sont en crise ». L'utopie passe d'habitude pour l'exaltation réverie de poètes anarchistes ou de philosophes visionnaires. Séduisante sur le papier, on oublie que « l'utopie est une logique et non une figure poétique », comme nous le rappelle naguère Gilles Lapouge (*Utopie et civilisations*). C'est un système clos et non une évasion. L'utopiste refuse l'histoire qu'il s'efforce de figer une fois pour toutes. Il propose un monde parfait, immobile, enchaîné. Ou toujours l'ordre remplace le chaos, où la clarté, la propreté et l'angle droit succèdent à la pénombre, à la saleté et à la ligne boudée. Ces pures équations sont-elles viables ? Patrice de Moncan les passe en revue.

Défilent donc sous nos yeux les villes méditées par Platon, Thomas More (1478-1535), Francis Bacon (1561-1626), Campanella (1568-1639), illustrées par *La Cité idéale* de Francesco di Giorgio avec ses places vides et ses marbres glacés. Dans toutes ces cités-États, la propriété, source d'égoïsme et d'amour-propre exacerbé est abolie. La vie de chacun est régie d'en haut en heure. « Aucun prétexte pour rester oisif », précise Thomas More dans son *Utopia*, pas de cabaret, pas de taverne, pas de mauvais lieux, aucune occa-



« Projet Cities Walking »
Dessin Ron Herron

CENTRE GEORGES POMPIDOU, PARIS

1837) n'a pas voulu laisser de plan précis pour loger sa société phalanstérienne. Il note cependant à propos de l'architecture que « le beau n'est pas plus coûteux que le laid. Un siècle qui ne sait pas pourvoir au luxe général des édifices ne peut faire aucun progrès dans le cadre du bonheur social ». A méditer aujourd'hui. Le Familistère de Godin, construit à Guise - il existe toujours -, reste à une échelle modeste, d'où son succès.

Après la révolution industrielle, le rêve va pouvoir prendre forme. Le Paris d'Hausmann est-il une utopie ? En tous cas, la ville, pour la première fois, est traitée comme un ensemble. Et la méthode haussmannienne est suivie dans toute l'Europe. Pour résoudre des problèmes qui nous semblent insurmontables, celui des banlieues par exemple, le préfet trouve des solutions radicales : il annexe purement et simplement les communes périphériques. Les nouvelles conditions de travail et la médiocrité de l'environnement urbain qui l'accompagne engendrent la cité-jardin, utopie modeste appliquée par bribes dans presque toutes les grandes villes européennes. Elle aurait le mérite de dissiper l'exaspération des « classes dangereuses ». L'architecte Frank Lloyd Wright va plus loin : la ville doit se dissoudre dans la campagne. A l'opposé, Tony Garnier publie, en 1917, les plans de sa cité industrielle. On trouve là, au cœur de sa ville, la fonderie - l'usine - source inépuisable de travail qui illumine la vie des habitants. On ne parle pas encore de pollution.

L'avènement de l'automobile change tout. Débarquent donc, au lendemain de la première guerre mondiale, Le Corbusier et sa Cité radieuse, où l'homme travaille, se distrait, se loge et se déplace. Sa ville est sectorisée et des voies rapides relient les différents quar-

tiers spécialisés. Les « trente glorieuses » se souviendront de ces partis pris massivement diffusés dans les écoles d'architecture et auprès de l'administration. Tandis que l'architecte génial passe sa vie à la recherche d'un « prince » pour mettre en œuvre sa ville idéale, ses idées - dévoyées, dirait-on - seront appliquées à une échelle redoutable. Aussi, dès 1954, le situationniste Guy De-

bord contre-attaque : « On ne saurait oublier que si l'urbanisme moderne n'a encore jamais été un art - et d'autant moins un cadre de vie -, il a par contre toujours été inspiré par les directives de la police. » Le groupe anglais Archigram profite de la confusion et du désenchantement pour prôner la liberté absolue : il s'attaque à toutes les conventions et les savoir-faire établis.

La croissance illimitée des villes pousse les architectes à proposer des solutions « organiques ». Les Japonais (Tange, Kurokawa, Maki) s'inspirent des colonies coralliennes, des grappes de fleurs, des habitats d'insectes. Sans entendre ces discours « cartésiens », les mégapoles évoluent à la façon de cellules devenues folles. Certains architectes vantent la vertu de ce chaos organisateur. Sans songer

que le chaos n'a pas besoin d'architecte. Patrice de Moncan a invité six maîtres d'œuvres contemporains à exposer leur « utopie » personnelle. Ricardo Bofill, Roland Castro, Léon Krier, Jean Nouvel, Dominique Perrault et Christian de Portzamparc ont répondu paresseusement en tirant de leurs cartons quelques-unes de leurs réalisations, en plan ou en chantier.

En matière de rêve, la sion de débauche, aucun repaire, aucun endroit de rendez-vous. (...) Toujours exposé aux yeux de tous, chacun est obligé de pratiquer son métier ou un loisir irréprochable. » La salie de Claude-Nicolas Ledoux, à Arc-en-Senans, restée inachevée, fut construite à partir de 1775. « Ville rêvée par Ledoux, elle eut le droit d'exister, constate Patrice de Moncan. Et les hommes eurent le malheur d'y vivre. Les conditions étaient particulièrement dures. Regroupés en équipes de nuit et de jour, les ouvriers travaillaient douze heures sur vingt-quatre pour un salaire quotidien misérable de six sous. Les tâches s'effectuaient dans des conditions atroces, au milieu de la fumée et des émanations d'acides. »

Ceci n'empêcha pas les utopistes du siècle suivant de brosser à leur tour des cités idéales. Celle de Robert Owen (1771-1858) est formée de bâtiments disposés en carré. Chacune de ces figures peut recevoir 1 200 personnes. Il tentera d'installer sa New Harmony aux Etats-Unis. Echec cuisant. Comme l'icône d'Etienne Cabet (1788-1856), elle aussi implantée sans succès dans le Nouveau Monde. Le Phalanstère de Victor Considérant (1808-1893) déploie ses ailes immenses autour de la Tour de l'Ordre. C'est une sorte de Versailles du peuple qui s'élève en accordéon. Charles Fourier (1772-

Paris d'Hausmann est-il une utopie ? En tous cas, la ville, pour la première fois, est traitée comme un ensemble. Et la méthode haussmannienne est suivie dans toute l'Europe. Pour résoudre des problèmes qui nous semblent insurmontables, celui des banlieues par exemple, le préfet trouve des solutions radicales : il annexe purement et simplement les communes périphériques. Les nouvelles conditions de travail et la médiocrité de l'environnement urbain qui l'accompagne engendrent la cité-jardin, utopie modeste appliquée par bribes dans presque toutes les grandes villes européennes. Elle aurait le mérite de dissiper l'exaspération des « classes dangereuses ». L'architecte Frank Lloyd Wright va plus loin : la ville doit se dissoudre dans la campagne. A l'opposé, Tony Garnier publie, en 1917, les plans de sa cité industrielle. On trouve là, au cœur de sa ville, la fonderie - l'usine - source inépuisable de travail qui illumine la vie des habitants. On ne parle pas encore de pollution.

Après la révolution industrielle, le rêve va pouvoir prendre forme. Le Paris d'Hausmann est-il une utopie ? En tous cas, la ville, pour la première fois, est traitée comme un ensemble. Et la méthode haussmannienne est suivie dans toute l'Europe. Pour résoudre des problèmes qui nous semblent insurmontables, celui des banlieues par exemple, le préfet trouve des solutions radicales : il annexe purement et simplement les communes périphériques. Les nouvelles conditions de travail et la médiocrité de l'environnement urbain qui l'accompagne engendrent la cité-jardin, utopie modeste appliquée par bribes dans presque toutes les grandes villes européennes. Elle aurait le mérite de dissiper l'exaspération des « classes dangereuses ». L'architecte Frank Lloyd Wright va plus loin : la ville doit se dissoudre dans la campagne. A l'opposé, Tony Garnier publie, en 1917, les plans de sa cité industrielle. On trouve là, au cœur de sa ville, la fonderie - l'usine - source inépuisable de travail qui illumine la vie des habitants. On ne parle pas encore de pollution.

LES DÉCORATEURS DES ANNÉES QUARANTE, de Bruno Foucart et Jean-Louis Gaillemain. Le catalogue de l'exposition qui se tient au centre culturel de Boulogne-Billancourt peut se lire comme un essai - engagé - sur un moment de l'histoire du goût. Les années 40, méconnues, affirment les auteurs, tentent de renouer, après l'interruption de la guerre, avec le fil d'une histoire perdue. Celle où allait se mettre en place un « style français ». C'est du moins ce que pensent les décorateurs de ces années de pénurie qui développent un retour peu convaincant vers un classicisme mondain (éd. Norma, 304 p., 350 ill., 495 F.).

LA LIBYE ANTIQUE, CITÉS PERDUES DE L'EMPIRE ROMAIN, de Robert Polidori, Antonio Di Vita, Ginette Di Vita-Evrard et Lidiano Bacchielli. Cyrène, Ptolémaïs, Sabratha existaient avant l'arrivée des Romains. Ces villes ont été fondées par les Grecs ou les Phéniciens. Mais c'est Rome qui leur a donné ces splendides monuments qui ornent encore les rivages déserts de la côte libyenne. L'empereur Septime Sévère fut particulièrement généreux avec sa ville natale, Leptis Magna. Les commentaires savants de trois archéologues encadrent les photos de Robert Polidori (éd. Mengès, 256 p., 390 F.).

VERSAILLES, de Claire Constant et Jean Mounicq. Nulle visite de Versailles ne ressemble à une autre. Les livres sur ce paragon du classicisme français sont presque tous

différents. Celui-ci porte la patte de Claire Constant, conservateur des peintures au Musée de Versailles. Aussi a-t-elle utilisé ses compétences pour présenter le palais avec une riche iconographie. Elle n'oublie ni les jardins, partie intégrante du programme « louis-quatorzien », ni le sort du domaine, au lendemain de la Révolution. Les photos de Jean Mounicq sont classiques. Comme le sujet (éd. de l'imprimerie nationale, préface de Jean-Pierre Babelon, 282 p., 208 illustrations, 450 F.).



FEMMES DE BRETAGNE. Images et histoire, sous la direction d'Alain Croix. L'histoire des femmes et de leur représentation est si fortement tributaire du regard masculin qu'on saura gré à Alain Croix et aux cinq universitaires de Rennes et de Brest dont il s'est entouré de leur prudence et de leur affectueuse bienveillance pour un sujet qui se dérobe, piégé par les codes sociaux et religieux, ou qui peine à se dégager de la caricature, de l'alcôve duchesse Anne à la consternante Béatrice. Réunie par Christel Douard, une iconographie somptueuse et rare, intelligemment utilisée, fait tout le prix de cet album aussi sensible que précieux (Apogée/R. U. de Rennes, 176 p., 280 F.).

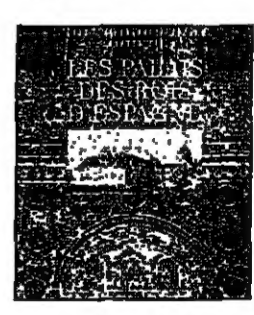
MORESCA. Images et mémoire du Maure. Catalogue de la deuxième exposition temporaire du Musée de la Corse - encore visible à Corte jusqu'au 30 décembre -, ce gros livre revisite la figure du Sarrasin de la geste des paladins carolingiens, du Barbaresque qui lança raids et razzias sur les côtes corses, ou du Maure, troublant de raffinement et de sensualité. Ce Turcu de synthèse a fortement marqué la toponymie et les imaginaires jusqu'à figurer sur le drapeau, réappropriation

assumée des armes du roi d'Aragon. Mine de renseignements et de développements pointus, mais inégaux, le présent ouvrage pâtit juste d'une structure maladroite qui masque les manques (la *moresca* est un genre musical moins circonstancié qu'on ne le laisse entendre) et les difficultés d'une consultation efficace (Musée de la Corse - la Citadelle, 20250 Corte -, 396 p., 380 F.).

LE XVIII^e SIÈCLE, de Krzysztof Pomian et Thomas W. Gaehgens. Dédicé à Georges Duby, maître d'œuvre de la collection qui eut juste le temps d'en dresser les grandes lignes avant sa disparition, ce XVIII^e siècle doit sa singularité à la passionnante étude de l'historien et philosophe Krzysztof Pomian, « L'Europe entre religion et philosophie ». D'une clarté d'exposition appuyée sur une iconographie soignée et qui converse avec finesse avec le texte, cette première partie développe la « centralité de la religion » à l'ère des Lumières, controverses et débats inclus. Le second volet, confié à l'historien d'art Gaehgens, invite une vingtaine de spécialistes à préciser les expressions croisées de l'art des cours et celui des sociétés (Seuil, « Histoire

artistique de l'Europe », 400 p., 495 F. jusqu'au 31 décembre 1998, 550 F. ensuite). Ph.-J. C.

LES PALAIS DES ROIS D'ESPAGNE, de Juan A. Hernández Ferrero avec les photographies de Humberto Rivas Promenade au fil du temps, des monarchies et des artistes - Velazquez et Goya en tête -, cet album offre un aperçu par l'image et le texte des grandes dynasties de la Couronne espagnole, de la maison d'Autriche aux Bourbons, de Charles Quint à Philippe V. (traduit de l'espagnol par Véronique Dufaut, éd. Mengès, 452 p., 450 F.). Chez le même éditeur, signalons *Villas et palais de Rome*, de Carlo Cresti et Claudio Rendina avec les photographies de Massimo Listri (traduit de l'italien par Jean-Philippe Follet, éd. Mengès, 400 p., 590 F.). E. G.



initiales
GROUPEMENT DE LIBRAIRES

vous invite à prendre des nouvelles de Sachs

Winckler
Le Guide de tous les lieux

Cette nouvelle inédite vous est offerte pour un achat dans nos librairies

initiales
GROUPEMENT DE LIBRAIRES

Alinéa, 13500 Martigues • Antipodes, 95830 Enghien • Atout-Livre, 75012 Paris • L'Autre Rive, 54000 Nancy • Blandine Blanc, 42000 Saint-Etienne • Dédale, 75005 Paris • Les Feuillantes, 91250 Juvisy • Gwalarn, 22300 Lannion • Lucioles, 38200 Vienne • Millepages, 94300 Vincennes • Page 189, 75011 Paris • Plurielle, 72000 La Mans • Quai des Brumes, 67000 Strasbourg • La Réserve, 78200 Mantes-la-Jolie • Les Sandales d'Empédocle, 25000 Besançon • Le Square (l'Université), 38000 Grenoble • Les Temps Modernes, 45000 Orléans • Vent d'Ouest, 44000 Nantes.

Tandis que Dietrich Fischer-Dieskau raconte sa « légende du chant », plusieurs ouvrages de référence et dictionnaires dressent, inégalement, un état des lieux et des scènes de l'opéra ou de l'opéra-comique

GARCÍA LORCA
Illustré par Guinovart
On lit souvent que García Lorca a écrit en galicien sûr de ses plus beaux thèmes. La traduction de Florence Doucet retrouve le rythme et la musicalité de Lorca, à cette époque, jouissant d'un état de grâce amoureuse. Illustré par José Guinovart, l'un des grands peintres espagnols contemporains, dont les six gravures sur fond gris galicien réalisent les rêves voluptueux du poète. A l'occasion du centenaire de sa naissance. (70 exemplaires numérotés et signés par Guinovart. Ed. Raïna Lupa, 138, rue de Castagnary, 75015 Paris, tél. : 01-40-43-9751, 5 000 F.). R. Ca.

● **JEANNE D'ARC**, de Charles Péguy. En décembre 1897, sous la signature de « Marcel et Pierre Baudouin », nom de son épouse, Charlotte -, Charles Péguy publie, à la Librairie de la Revue socialiste, sa première œuvre, *Jeanne d'Arc*, fort volume de 752 pages non numérotées tiré à mille exemplaires. À l'édition de ce « drame en trois pièces » qui met en scène une Jeanne militante de la « République socialiste universelle », Péguy apporte le même soin que Mallarmé avait mis, quelques mois plus tôt, à l'élaboration visuelle du *Coup de dés* : typographie, disposition du texte et des blancs... Le futur animateur des *Cahiers de la quinzaine* mentionne même, d'une manière émouvante, le nom des ouvriers qui ont réalisé l'ouvrage. Philippe Grosos préface la magnifique réédition « à l'identique » de cette œuvre qui préfigure plus qu'elle ne contredit l'admirable Jeanne mystique de 1910, celle du *Mystère de la charité de Jeanne d'Arc*. Autour de cette figure de la Pucelle convergent, s'approfondissent et se précisent les grandes aspirations de Péguy : le patriotisme, le socialisme et le christianisme (texte établi par Christine et Alain Andreucci, éd. de Valoloungues, 33, rue de Galas, 64140 Billère, 400 F.). R. K.

● **DEHORS EST LA VILLE**, de François Bon, et **BRUEGEL JEU, TRAVAIL, PLACE**, de Jean-Pierre Ostende. Le format modeste de la collection « Musées secrets » invite à de merveilleux vagabondages, lorsque des écrivains de talent rencontrent des peintres et évoquent leur univers avec ferveur, gravité ou malice. Dans *Dehors est la ville*, François Bon retrouve Hopper et la « géométrie humaine » de la ville ; Jean-Pierre Ostende rêve de la *Dulle Griet* (Margot Feuragée) de Bruegel, et du *Pays de Cocagne*. (Éditions Fiohic, chaque volume 90 p., 98 F.). M. P.

CINÉMA

● **TAZIO SECCHIAROLI, LE PHOTOGRAPHE DE LA DOLCE VITA**, de Diego Marmorio. Cet album consacré à celui que l'on avait surnommé le « *renard de la via Veneto* », chasseur d'images volées des frasques de la jet society romaine des années 50, prouve que les paparazzi peuvent avoir du talent. Un cliché montrant deux d'entre eux poursuivant la voiture d'Ava Gardner à 4 h 20, une nuit d'été, rappelle de sinistres souvenirs ; mais Secchiaroli, prince du photojournalisme à scoop, flanqué d'un flash et d'une Fiat 600, laisse une collection étonnante de scènes d'atmosphère de la dolce vita. Inspirateur de Fellini, il se vit ouvrir en 1960 les portes de Cinecittà : à propos de sa galerie de portraits de stars, parmi lesquelles Mastroianni, Fellini, Ferrel et Sophia Loren, on peut parler de grand art (Actes Sud/Motta, 252 p., 295 F. jusqu'au 31 décembre 1998, 350 F. après).



Carlo Ponti et Sophia Loren sur le tournage de « Arabesque » (1966)

● **LA COMÉDIE AMÉRICAINE**, de Patrick Brion. Ce huitième opus de la série d'ouvrages consacrés par le *Monsieur Cinéma* de France 3 aux grands genres hollywoodiens fait naître la comédie américaine en 1912, avec la création de la Keystone par Mack Sennett, et honore 75

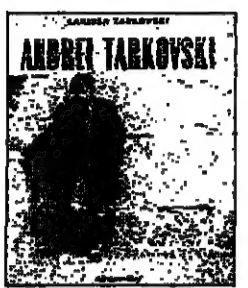


Florence Delay par Jeanne Hilary

films, dont seulement six depuis 1970. La promenade proposée, érudite, passionnée et riche d'une iconographie souvent inédite, fait donc la part belle aux grands burlesques que les conditions de travail inhérentes à l'invention du parlant étrangleront peu à peu, aux comédies mondaines de Lubitsch, aux grands classiques du sous-entendu et du quiproquo. Patrick Brion souligne l'impact social de ces satires qui mêlent astucieusement gags et angoisses, révoltes et pieds de nez au code Hays. (Ed. La Martinière, 368 p., 495 F.)



● **ANDREI TARKOVSKI**, de Larissa Tarkovskij



C'est sur le ton des contes populaires, solennel et presque enfantine, que son ancienne compagne (morte en janvier de cette année) évoque la vie du grand cinéaste russe, hanté par la transfiguration. Émouvante, cette photobiographie s'offre surtout comme un témoignage sentimental, une bagio-graphie intime, l'album de photos familiales. Objet de culte, l'auteur d'*Andrei Roublev* voit ici ressusciter douleurs d'enfance et asphyxies créatives. Le portrait de cet homme blessé, voué aux rêves et condamné à se heurter

aux autorités comme à un mur de pierre, ne dissipe pas son mystère. (Calmann-Lévy, 160 p., 330 F.)

● **AVENTURES D'UN REGARD**, de Johan Van der Keuken. Comme son titre l'indique, il s'agit d'un livre d'aventures. Un demi-siècle d'aventures aux quatre coins de cette quadrature de la planète qu'a construite le regard de Van der Keuken. Qui dit aventures dit héros, et cette histoire en a un, généreux et courageux. En plus, c'est lui qui raconte, bien, ces tribulations dans les lointains de la mémoire comme de la géographie, dans les interstices intimes de la Cité - celle des citoyens, des amants, des combattants libres, des poètes, des inconnus. Photographe, cinéaste, Van der Keuken aura transcendé l'un et l'autre moyen d'expression, non en les « dépassant » mais au contraire en les acceptant jusque dans leurs plus extrêmes exigences. Du corps de Sarajevo à celui de sa sœur mourante, d'un mouvement de Ben Webster à un mouvement de solidarité pour un village péruvien, des copains de lycée mis dans le bain révélateur à une rue du Rajasthan en passant par des planches dans le salon fixées obstinément, le livre suit les étonnantes chemins inventés par Van der Keuken pour relier le monde au monde. (Edition établie avec François Albera, *Cahiers du cinéma*, 240 p., 350 illustrations, 295 F.) J.-M. F.

● **CHAPLIN, LA GRANDE HISTOIRE**, de Christian Delage. Par un travail de documentation monumental, où il accumule diverses sources iconographiques (photos, affiches, dessins), plusieurs versions du scénario, et des mémos relatifs à la production du film, Christian Delage accomplit un travail, unique à tout point de vue, autour du *Dictateur* de Charlie Chaplin. Autour d'une note manuscrite de Chaplin : « Le *Dictateur* est mon premier film où l'histoire est plus grande que le vagabond ». Delage examine le passage de Charlot à Chaplin, et la manière dont le réalisateur

anglais met à l'épreuve de l'Histoire son univers burlesque. (Ed. Jean Michel Place, 144 p., 158 photos et documents, 175 F.) S. Bd



● **ÉROTISME ET CINÉMA**, de Gérard Lenne. Mise à jour d'un ouvrage paru en 1978 (*Le Sexe à l'écran*). Un inventaire des images du désir. L'histoire d'un éternel combat contre la censure. Le catalogue des fantasmes, perversions, fantasmes et fétichismes auxquels le cinéma s'est frotté depuis sa naissance, depuis qu'il fut possible de donner le corps en spectacle et que montrer un baiser constituait un délit (*The Kiss*, 1896), jusqu'aux hypocrisies du X, emblème de l'Innommable. (La Musardine, 352 p., 260 F.) J.-L. D.

et aussi...

● **L'ANNÉE DU CINÉMA 1998**, de Danièle Heymann et Pierre Murat. De juillet 1997 à juin 1998, un panorama des films et de toute une saison cinématographique, avec extraits critiques glanés dans la presse. (Calmann-Lévy, 254 p., 198 F.)

● **LES FILMS CULTES**, d'Alain Riou. L'histoire du cinéma aura réservé à ces œuvres célèbres, non pour leur qualité artistique, mais parce qu'elles reflètent quelque chose du temps, une mythologie à part. Ces succès inattendus nouent avec le public une relation particulière. Alain Riou en égrène cent, au fil d'un récit un peu fourre-tout mais d'une mise en page séduisante. (Ed. du Chêne, 168 p., 245 F.)

L'étrange Mister Lynch

Des entretiens richement illustrés, avec le réalisateur d'« Elephant Man »

DAVID LYNCH
Entretiens avec Chris Rodley.
Traduit de l'anglais
par Serge Grünberg,
éd. Cahiers du cinéma,
192 p., 108 photographies,
295 F. jusqu'au 31 décembre,
340 F. ensuite.

David Lynch a beau avoir peaufiné un film culte (*Eraserhead*), signé une série télé mythique (*Twin Peaks*), obtenu une Palme d'or à Cannes (*Sailor et Lula*), il reste un créateur insaisissable, sulfureux. Que le monde du cinéma, et en particulier Hollywood, s'efforce encore aujourd'hui des artistes « incorrects », irrécupérables, entêtés dans leurs fantasmes et leurs abstractions, est une révélation consolante. Le septième art a besoin d'autres attractions que celles, hégémoniques, de Disney ou Spielberg. Est-il d'ailleurs innocent que Lynch, ce « boy-scout » à l'enfance idyllique (quoique trouble), fasse tant référence à des maîtres européens, capables de faire « des films qui vous pénètrent et vous font frissonner l'âme », tels Fellini, Bergman ou Herzog ? Pas plus qu'est révélateur l'itinéraire de cet orchestrateur émotionnel : fasciné très tôt par la peinture, en particulier par les éclats corporels, les transes de Francis Bacon, il a tâté du cinéma expérimental pour « faire bouger » sa peinture ; il est photographe, sculpteur obsessionnel des difformités et des textures médicales (le sparadrapp, le coton). Il filme en osmose avec des musiques presque subliminales. Il se fait voyeur-entomologiste, à l'affût de fourmis déchiétant une oreille devant sa caméra (*Blue Velvet*), ou mises en scène pour un cliché (« Tête d'argile avec dinde, fromage et fourmis ») : « J'avais des fourmis dans

ma cuisine. Alors j'ai fait une petite tête d'homme en fromage et dinde. Je l'ai sertie dans de l'argile et j'ai monté le tout sur un petit porte-manteau. J'ai mis un peu de dinde dans la bouche, les yeux et les oreilles. Je savais que les fourmis traient directement manger ça et, bien entendu, le lendemain, elles avaient construit une véritable autoroute, et circulaient dans les yeux et la bouche. » Disciple du rêve éveillé des surréalistes, David Lynch reconstruit un Age d'or digne de Buñuel.

Abondamment illustrés, les entretiens réalisés par l'anglais Chris Rodley n'arrachent aucun mode d'emploi. Chez Lynch, les explications théoriques comme les interprétations sont gardées en zone interdite, et il se refuse à dévoiler, par exemple, comment il a fabriqué le bébé d'*Eraserhead*, cette créature tenant du lapin écorché et du fœtus de veau (il aurait même bandé les yeux du projectionniste pendant la projection des rushes pour préserver son secret de magicien). L'homme, cependant, surnommé le « James Stewart de la planète Mars », avoue sa propension au malaise, son penchant à explorer les incertitudes de la raison, et sa fascination de l'instant où l'individu est « perdu dans les ténèbres et la confusion ».

Ce que, rappelle Chris Rodley, Freud appela « le champ de l'effrayant » : une « inquiétante étrangeté » proche des univers d'Edgar Allan Poe et E. T. A. Hoffmann, produite par le sentiment (syndrome Jekyll et Hyde) que tout un chacun est double et que sa réplique est une menace, attisée par l'impression que des décors apparemment familiers sont hantés par une présence étrangère (l'envoûtant début de *Lost Highway*, fugue psychogénique, est imprégné, jusqu'à la terreur

diffuse, d'un irréplicable sentiment de viol du logis). David Lynch, obsédé par l'espace, l'insécurité, la claustrophobie, l'aliénation, terrorisé par la perte de l'orientation et de l'équilibre, voit la beauté derrière le monstre (*Elephant Man*) et l'enfer derrière la beauté. Un paysage idyllique, un jardin, masquent à ses yeux douleur folle et pourriture. Partout, des insectes grouillent. Sous toutes ces plantes qui poussent, il y a des êtres qui rampent, qui attaquent. Toujours un autre monde sous la surface, et d'autres mondes encore « si on creuse plus profond ». Sous le ciel bleu, « il y a des massacres et de la mort, des maladies, des vers, des champignons... » (l'ouverture de *Blue Velvet* rappelle la nouvelle de Dino Buzzati « Douce nuit », où la kermesse de la mort commence au crépuscule, et où l'orgasme de l'amour fait oublier « à quel point un pré pouvait être infernal une nuit de lune »).

Inspiré, dit-il, toujours par l'inconscient, David Lynch peint le sadisme et les noces du sexe, le spectacle industriel (embrasement de feu et d'huile) et les métamorphoses de la chair (mise en scène des processus organiques). Il signe, dans *Sailor et Lula*, une séquence hallucinée, poétique, d'accident de voiture : une femme titube, et tandis que les cadavres de ses proches gisent près d'elle, tandis que sa cervelle dégouline de sa boîte crânienne, elle cherche, somnambule, paniquée, son rouge à lèvres et son sac à main.

C'est une scène surgie d'un ailleurs, dont l'impact est accentué par la musique « simple et effrayante » d'Angelo Badalamenti. Un cocktail à la fois terrifiant et mélancolique. « Comment avez-vous pu orchestrer tout cela ? », demande Rodley. Lynch répond : « Il y a tant de choses qu'on croit contrôler ! ».

Les Éditions du patrimoine rassemblent une quinzaine de collections très vivantes sur l'architecture, le tourisme culturel, le patrimoine industriel, l'archéologie, la photographie, l'éthnologie... Les Éditions du patrimoine ont une vocation culturelle très forte : mettre à la portée de tous, scientifiques et grand public, les connaissances acquises sur notre héritage collectif.

éditions du patrimoine

Les beaux livres du patrimoine



Le Mont-Saint-Michel, histoire et imaginaire
Pour la première fois, une approche pluridisciplinaire (histoire, architecture, littérature et peinture) et une iconographie riche et variée, dont plus de la moitié est inédite ou méconnue, permettent d'offrir à un vaste public le plaisir de redécouvrir le Mont-Saint-Michel.
Co-édition Anthea
256 pages, 250 illustrations
relié sous jaquette
format 28 x 25 cm
Prix : 450 F



Les orfèvres d'Anjou et du bas Maine
collection « Cahiers du patrimoine »
600 poinçons, 421 œuvres religieuses et civiles, du XIII^e au XVIII^e siècle, révèlent l'originalité et la diversité des pièces d'orfèvrerie d'Anjou, ainsi que l'évolution des usages, des formes et des décors.
522 pages, 1 096 illustrations
broché à rabats
format : 21 x 29,7 cm
Prix : 450 F

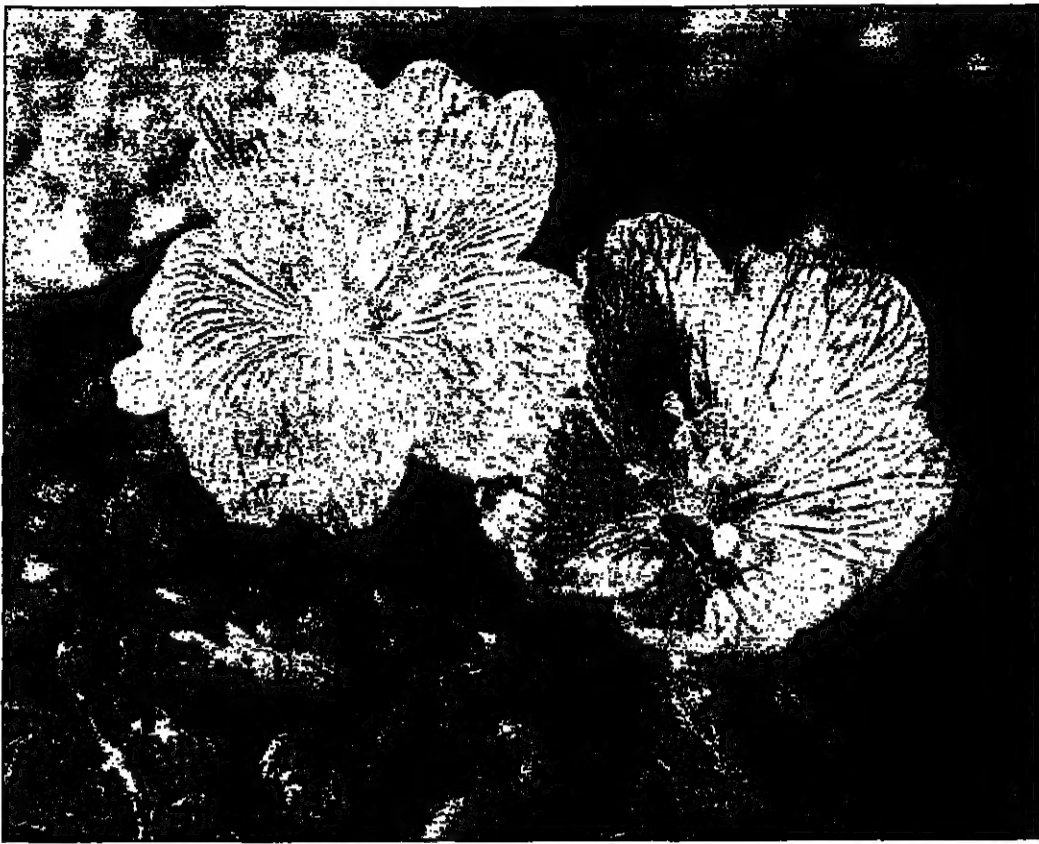


L'art du métal
collection « Principes d'analyse scientifique »
Le vocabulaire de l'art du métal, le premier du genre en France, fixe le langage spécifique des techniques du métal concernant les objets d'art, les objets ethnographiques et les éléments d'architecture.
Co-édition Imprimerie Nationale
365 pages, 585 illustrations
relié sous jaquette
format : 21 x 29,7 cm
Prix : 690 F

Collections et revues des Éditions du patrimoine disponibles en librairies Catalogue disponible sur demande au 01 44 61 22 19

Éditions du patrimoine
Hôtel de Sully
62 rue Saint-Antoine
75186 Paris cedex 04
tél. 01 44 61 22 19
fax 01 44 61 21 95
www.monuments-france.fr

caisse nationale des monuments historiques et des sites



Geranium cinereum
photographié
dans les Pyrénées

de leur terre, ou effeuillés et roulés dans des journaux.

Le jardinier reconnaît facilement les uns des autres : les pélargoniums sont des plantes arbustives qui ne peuvent vivre dehors toute l'année que dans les régions de France les moins froides : originaires de la province du Cap, en Afrique du Sud, ils forment de beaux buissons ou de belles cascades sur la Côte d'Azur et dans certains coins de Bretagne. Les géraniums sont disséminés en Asie, Afrique, Europe, Océanie et Amérique, forment généralement des touffes basses constituées par le feuillage qui prend naissance sur une souche, leurs fleurs émergent de leur masse. En clair, les premiers sont des arbustes ; les seconds des plantes vivaces résistantes au gel... encore que certains géraniums originaires de Nouvelle-Zélande, d'Asie et d'Afrique du Sud ne résistent pas au gel, que quelques rares autres, dont le géranium de Madère, sont gélifs et monocarpiques - ces derniers disparaissent donc après la maturation des graines de leur unique floraison.

Tout cela paraît bien compliqué, mais le remarquable ouvrage que Coen Jansen vient de consacrer aux vrais géraniums dissipe tout malentendu. La diversité des espèces et des cultivars (plantes obtenues par croisements d'espèces) qu'il présente de façon détaillée et illustrée donne envie d'accueillir dans son jardin cette grande famille de plantes encore méconnues à l'exception de deux ou trois espèces. En solé, en pot, en plate-bande, en couvre-sol persistant, au pied des rosiers, en bordure, en grands massifs, en rocailles, à l'ombre... Il y a un géranium pour chaque endroit du jardin. Coen Jansen dit tout de leur culture, de leur multiplication, de leur utilisation dans un langage simple et efficace.

Alain Lompech

Du vrai géranium

Après la lecture de l'ouvrage remarquable de Coen Jansen, les jardiniers amateurs ne pourront plus confondre les pélargoniums et les géraniums

GÉRANIUMS VIVACES POUR LE JARDIN
(Geranium für den Garten) de Coen Jansen.
Traduit de l'allemand par Philippe Guibal, éd. Ulmer, 144 pages, 118 illustrations en couleurs, index de plantes citées, 159 F.

Les populaires géraniums qui ornent balcons et rebords de fenêtre ne sont pas des géraniums, mais des pélargoniums. Les gé-

raniums vrais sont des plantes vivaces, le plus souvent résistantes au gel et d'une grande facilité de culture que certaines espèces peuvent devenir envahissantes au jardin par la grâce de nombreux semis naturels. La confusion entre ces deux espèces vient de ce que leurs feuilles, leurs fleurs et leurs graines en forme de bec de grue (geranos, en grec) se ressemblent tant que le grand Linné les rangea toutes deux dans le genre pélargonium... Pour couronner le tout, le

nom vernaculaire de pélargonium est aujourd'hui donné à une plante arbustive, aux tiges dures de couleur marron, aux grandes fleurs en grappe, souvent de plusieurs couleurs, ressemblant un peu à celles de l'azalée de l'Inde, qu'accompagnent des feuilles rigides, dressées et vert pâle. Un vrai pélargonium à la culture plus délicate que celle du faux géranium que nos grands-mères conservaient pendus au plafond de leur cave, racines débarrassées

Sélection JARDINAGE

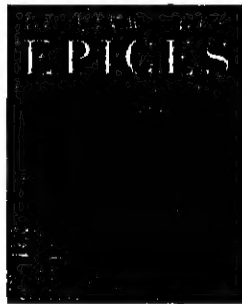


● **L'ENCHANTEMENT DES FLEURS SAUVAGES**, d'Yves Paccalet
« Qu'il fasse beau, qu'il fasse laid, chaque jour je visite les fleurs. » La déclaration d'Yves Paccalet tient de l'acte de foi en une nature que cet amoureux des fleurs sauvages - celles qui s'épanouissent là où la terre les aime - arpente avec un appareil photographique qui se plait à capturer des beautés éphémères que ne l'on ne prend pas assez le soin de regarder avec attention. Le texte qui accompagne les illustrations - qui

se fait en elles plutôt - se savoure. Parfois charmant par sa sentimentalité, toujours évocateur et personnel, il témoigne de la science et de la volonté d'un sage de faire partager ses coups de cœur pour quelques « cosettes » des bois et des prés, tels cette crépitude orangée, ce liseron soldanelle, cette armérie marine qui semblent échappés des coffres d'un joaillier (préface de Jean-Marie Pelt, Latès, 186 p., 125 illustrations en couleurs, 195 F).

● **LES PLUS BEAUX MARIAGES DE PLANTES**, de Jill Billington
Comment associer les plantes à fleurs ou à feuillage décoratif en jouant sur leur période de floraison, sur leur taille, leur forme, leur volume, leur croissance. Comment éclairer un terrain calcaire, acide ou au bord de la mer ? Comment structurer son jardin ? Comment oser les mélanges les plus hardis de couleurs, comment réaliser une plate-bande de couleurs froides ou unicolores ? Entre un jardin joli mais passe-partout et un jardin dont la beauté force l'admiration, il y a un certain nombre de règles à respecter, d'associations à éviter. Ce livre bien écrit, remarquablement traduit et adapté en français par Philippe Bonduel, répond à toutes ces questions et se regarde avec beaucoup de plaisir, tant les photos sont suggestives. (Bordas, 160 p., index des plantes citées, 225 illustrations en couleurs, 199 F).

confirmées ou imaginées, sur les routes qu'elles ont empruntées, sur leur aspect, leur culture. Par les illustrations ensuite, documents anciens ou photographies d'aujourd'hui dues surtout à Jacques Boulay. Complété d'adresses et de renseignements pratiques (préface d'Olivier Roellinger, Flammarion, coll. « Art de vivre », 192 p., 16 pages de carnet, 170 ill., 295 F).



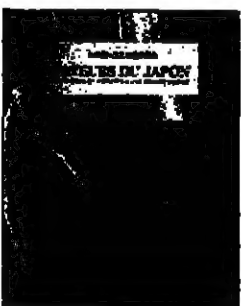
● **FÊTES GOURMANDES AU MOYEN ÂGE**, de Jean-Louis Flandrin et Carole Lambert
Dans son avant-propos, Jean-Louis Flandrin, directeur d'étude à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, fait allusion à « la ménagère » qui se lancerait dans la réalisation de recettes médiévales, mais il est bien évident que cet ouvrage s'adresse avant tout aux curieux et aux passionnés d'histoire. Il y est fait la part belle à la littérature culinaire des XIV^e et XV^e siècles : chaque recette est accompagnée du texte authentique, avec reproduction du manuscrit, proverbes, leçons de diététique, descriptions de banquets. Mais le livre vaut aussi par sa présentation des objets utilisés pour préparer ou servir les plats proposés : tous proviennent de musées, tous sont nommés et décrits. Passionnant (photographies de Claude Huyghens, iconographie de Françoise Danigal, recettes d'Yves Pinard, Imprimerie nationale éd., 192 p., 390 F).

● **JOURNAL GASTRONOMIQUE**, de Daniel Spoerri
Danseur à l'Opéra de Berne, mime, metteur en scène, poète et surtout l'un des fondateurs du nouveau réalisme, Daniel Spoerri est plus connu pour ses « tableaux-pièges » que pour ses

talents culinaires. Ce *Journal gastronomique* écrit au printemps 1967, lors d'un séjour sur une île de la mer Egée, Smirni, vaut autant pour ses anecdotes, ses réflexions et son ton que pour les recettes qui s'y mêlent. Ce n'est peut-être pas à proprement parler un « beau livre », mais c'est un régal (Métropolis, 282 p., 160 F).

● **LES JARDINS GOURMANDES DES LENÔTRE**, de Gaston et Sylvie Lenôtre
Sept jardins sont évoqués ici, jardins réels, jardins imaginés, jardins prétextes surtout, à raconter des histoires, donner des conseils, expliquer des recettes à base de légumes ou de fruits sans garder secret le tour de main ou l'ingrédient qui feront que cela sera réussi ou un peu manqué (photographies de Pierre Hussenot, Hachette Pratique, 180 ill., 224 p., 258 F).

● **SAVEURS DU JAPON**, de Hirohisa Koyama



Le ton est donné dès la couverture : la peau fine d'un maquereau s'étire translucide sur des reflets argentés et un fond noir. Les recettes du grand chef Hirohisa Koyama, adaptées et commentées par Marianne Comolli, sont admirablement illustrées de photographies de Jean-Louis Bloch-Lainé, sur une maquette parfaite d'élégance et de symétrie. On ose à peine toucher, tellement c'est beau, mais ce serait dommage car tout paraît simple et facile à réussir puisque mis à la portée des amateurs, l'esthétique en moins. Il faut savoir que rien que le maniement des couteaux demande à un cuisinier japonais un apprentissage de plusieurs années (Albin Michel, 75 ill., 152 p., 250 F).

M. SL.

Savoureuse cueillette



LES FRUITS RETROUVÉS, d'Evelyne Leterme.
Ed. du Rouergue, 286 p., 200 F.

Rares sont les livres de cuisine ou de gastronomie qui tranchent sur les autres, ceux que l'on a envie de regarder puis de lire comme on lirait un récit de voyages, une biographie, une histoire. Ceux qui vont au-delà des recettes illustrées, qui ont trouvé leur auteur, leur iconographe, leur photographie...

Avec ces *Fruits retrouvés*, on est encore ailleurs, car là c'est le thème qui prime, qui étonne, qui émerveille. Evelyne Leterme et ses collaborateurs ont choisi de s'effacer derrière leurs sujets, des sujets qu'on a l'impression d'avoir toujours vus et de bien connaître puisqu'ils font partie de notre quotidien, qu'ils figurent sur nos tables, qu'on les voit au marché ou... à la supérette. Ce que l'on a oublié, ce que l'on ne sait plus, c'est que pour satisfaire les besoins des consommateurs modernes que nous sommes - qui appellent une pomme une pomme et qui ne veulent plus rien à l'intérieur d'une noix - de nombreuses espèces de ces fruits sont en voie de disparition. Depuis plus de quinze ans, Evelyne Leterme s'est lancée à la recherche de ces fruits perdus, abandonnés, oubliés, et a voulu son temps non seulement à la mémoire des disparus, mais surtout à la protection et à la conservation de tous ceux qu'elle a pu retrouver, recenser et faire revivre avec l'aide

d'autres passionnés, souvent bénévoles, et sans grands moyens. Ce sont les « fruits » de leurs travaux que l'on va trouver dans cet ouvrage, qui a pour cadre le Sud-Ouest : l'Aquitaine, le Limousin et la région Midi-Pyrénées.

Le livre fourmille d'informations, mais on s'attendra comme en promenade-cueillette sur les différentes méthodes employées au cours des âges pour faire pousser les arbres fruitiers. Ainsi, la plus ancienne consistait à mêler les arbres à la vigne, on appelait « joualle » la rangée de cep ou d'arbres fruitiers et « cance » la bande de terre consacrée aux cultures annuelles. Mais les arbres fruitiers se rencontraient aussi dans les haies, ou dans « les clos, les coudercs ou les courils » (des enclos près des fermes), dans des prés-vergers, dans des plantations spécifiques ou simplement sur le bord des routes. Les variétés se sont diffusées grâce aux services souvent gratuits des voisins et voisins, greffes et greffeuses, et bien entendu au fil des migrations humaines ou lors des transhumances.

Le souci d'uniformité et le refus de recourir aux variétés traditionnelles pour créer celles de l'avenir entraînent nécessairement leur disparition, et c'est le souci de ces historiens, pomologues, bio-ethnologues et cultivateurs enthousiastes que de sauvegarder les variétés qui n'intéressent ni les producteurs ni les distributeurs, de permettre le développement des conservatoires, de constituer des collections, de créer des banques de gènes pour les perpétuer et pouvoir créer les variétés de demain. Il suffit de suivre page après page les dizaines et les dizaines d'espèces, qu'elles soient à noyaux (cerisiers, pêches et pruniers), méditerranéennes (abricotiers, amandiers, figuiers et grenadiers), à pépins (poiriers et pommiers), celles dont les fruits « ne se consomment pas frais » (cognassiers, néfliers et sorbiers) et celles à fruits secs (châtaigniers et noyers) pour être convaincu et pour rêver de pouvoir goûter à la cerise basque chapata, à la conquisse, à la janne d'Oloron, à la pomme bazane, la pomme orange, la pomme d'avis, aux museaux de lièvre, à la châtaigne portaloine ou à la noix de carême.

Marthe Silber

TERRAIL

Paul Klee
de Jean-Louis Ferrier
208 p., 150 ill., 149 FF

«... un beau livre accessible à tous...»
LIRE

«... une brillante monographie signée par un grand critique...»
TÉLÉRAMA

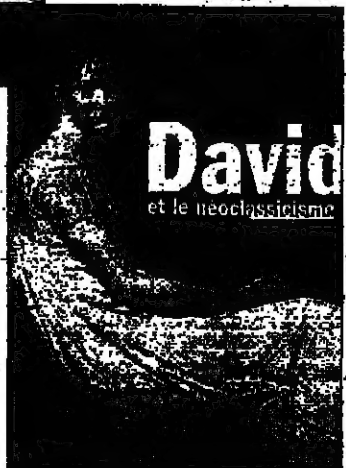
Paul Klee



La peinture française au XVIII^e siècle de Dominique Jarrassé

David et le néoclassicisme de Sophie Monneret
chaque livre 208 p., 150 ill., 149 FF

«... deux livres bien écrits... une synthèse de connaissances tournée vers le plaisir partagé... c'est suffisamment rare pour être signalé...»
TÉLÉRAMA



« A lire toutes affaires cessantes. »
JORGE SEMPRUN
Le Journal du dimanche

Viviane Hamy